TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 620

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 9 JUIN 1982

AUX MALOUINES

La garnison argentine est sommée de se rendre

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Tarif des abonnements page 5

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

• TCHAD

La victoire de M. Hissène Habré

Le président Goukouni Oueddeï s'est réfugié au Cameroun

Après avoir pris le contrôle de N'Djamena, lundi matin 7 juin, les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, qui n'y ont rencontré aucune résistance sérieuse de la part des troupes gouvernementales, ont été accueillies avec enthousiasme par la population. Le chef de l'État vaincu, M. Goukouni Oueddeï, s'est réfugié au Cameroun.

Depuis dimanche, les autorités de N'Djamena avaient interdit, tant aux Tchadiens qu'aux rares étrangers se trouvant encore en ville, de quitter la capitale. Mais, auparavant, cinquante mille personnes, et la plupart des cent cinquante Français résidant encore à N'Djamena, avaient franchi le fleuve Chari pour se réfugier en territoire camerounais. A Paris, au ministère des relations extérieures, où l'on refuse de se prononcer sur l'évolution de la situation, on indique que tous les Français qui avaient décidé de rester dans la capitale — dont l'ambassadeur — sont sains et saufs.

M. Goukouni Oueddeï, ancien président du gouvernement d'Union nationale de transition (GUNT), sur le sort duquel on s'était un moment interrogé, a gagné le Cameroun, où M. Ahidjo lui a accordé l'asile politique.

A New-York, un porte-parole de l'ONU a annoncé que la conférence internationale sur l'aide au Tchad convoquée pour les 15 et 16 juin, à Nairobi, avait été ajournée.

A Nairobi, le chef de l'État kenyan, M. Daniel Arap Moi, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a demandé, lundi, aux factions rivales d'éviter la confrontation militaire avec la force interafricaine de maintien de la paix stationnée dans le pays, ajoutant : *« J'ai suivi avec une grande inquiétude les derniers développements de la situation au Tchad. »*

Page 6

UN PAYS DISLOQUÉ PAR QUINZE ANS DE CONFLITS ARMÉS

par PHILIPPE DECRAENE

Un dilemme

Depuis seize ans que le Tchad est agité par une série de convulsions ayant entraîné plusieurs milliers de morts, la France n'est pas parvenue à refermer complètement la parenthèse coloniale, ouverte avec ce siècle. Devenue souveraine le 11 août 1960, l'ancienne colonie française n'a cessé de faire largement appel au concours de l'ancienne métropole.

Le général de Gaulle privilégia d'autant plus aisément les rapports avec le Tchad que, tout en admettant les médiocres qualités de François Tombalbaye comme chef d'État, il avait un attachement sentimental avec son pays. C'est, en effet, de ce territoire que partit, le 26 août 1940, le mouvement de ralliement à « la France libre » de ce qui constituait alors l'Empire français.

Georges Pompidou, puis M. Valéry Giscard d'Estaing recueillirent un lourd héritage qu'ils assumèrent sensiblement de la même façon que celui qui le leur avait légué. A plusieurs reprises, les troupes françaises furent engagées en territoire tchadien, sur la demande expresse des autorités de N'Djamena, qui estimaient leur pays menacé par une rébellion dirigée de l'extérieur, affirmaient-ils.

Le 16 mai 1980, avait lieu le départ total de tous les éléments militaires français. Ce troisième départ semble définitif, dans la mesure où M. François Mitterrand a toujours clairement affirmé qu'il n'était pas question que la France engage un seul soldat au Tchad.

Si aujourd'hui Paris fait figure de perdant, c'est parce que, hier chef rebelle en dissidence contre le régime de M. Goukouni Oueddeï, M. Hissène Habré est désormais maître de la situation dans la capitale tchadienne. C'est aussi parce que, jouant la carte du légalisme et livrant des armes au Gouvernement d'union nationale de transition, la France a indirectement renforcé le potentiel militaire des vainqueurs.

Comme ses prédécesseurs, M. Mitterrand n'a pas échappé à une série d'accusations, allant du manque d'intérêt manifesté à l'égard du drame tchadien à l'ingérence dans les affaires intérieures d'un État africain souverain, en passant par le soutien à un président discrédité et condamné depuis de longs mois. On l'a également critiqué pour avoir fait cause commune avec l'Organisation de l'unité africaine, accusée à son tour d'avoir eu un rôle parfaitement inutile. S'agissant de l'O.U.A., dont nul ne saurait pour autant nier les insuffisances criantes, c'est sous-estimer l'aspect dissuasif de la force interafricaine de maintien de la paix. Car la présence de cette dernière peut expliquer que le Tchad n'ait pas connu le renouvellement de tueries analogues à celles qui, en février et mars 1979, entraînèrent le massacre, dans le sud du pays, de plusieurs centaines de personnes.

Avec le retour de M. Hissène Habré à N'Djamena, Paris va devoir choisir entre le soutien au vainqueur — revirement délicat en l'espèce — et une abstention très malaisée. Il est vrai que nul ne saurait encore prévoir avec certitude quelle sera l'attitude du sud du pays à l'égard de M. Hissène Habré, « homme du nord ». Pour Paris, rien ne serait plus grave que d'être accusé demain d'avoir encouragé la partition du Tchad en deux États.

• LIBAN

Des unités de Jérusalem à treize kilomètres de Beyrouth

Damas annonce que ses appareils attaquent les colonnes israéliennes

L'invasion du Liban par l'armée israélienne qui était parvenue ce mardi 8 juin à treize kilomètres de Beyrouth risque de dégénérer en une guerre entre l'État hébreu et la Syrie. Selon un communiqué syrien, publié mardi après-midi, des appareils syriens ont attaqué des chars et des concentrations de troupes israéliennes dans le Sud-Liban.

Selon Damas, de violents combats entre troupes syriennes et israéliennes se seraient engagés à Jezzine, à l'est de Saïda, une localité chrétienne de vingt mille habitants contrôlée par la Force arabe de dissuasion (FAD) à effectifs syriens. De violents affrontements ont lieu d'autre part dans les rues de Saïda entre Israéliens et Palestiniens.

De source israélienne, on confirme que quatre appareils syriens ont été abattus mardi, dont deux au-dessus de la frontière nord de la Galilée. Damas a reconnu la perte de deux avions et affirme avoir détruit un Skyhawk israélien.

L'armée israélienne avait occupé lundi les principales villes du Sud-Liban, en particulier Tyr qui serait en flammes. Après avoir reçu des unités aéronavales en renfort, elle a assiégé Saïda. Le port de cette dernière ville serait en ruines. Des éléments avancés israéliens ont atteint Damour dans la banlieue de Beyrouth.

La guerre permanente

par ÉRIC ROULEAU

« Opération de nettoyage » ou *« guerre totale »* ? On a du mal à accepter le qualificatif de *« limitée »* que donne le gouvernement de M. Begin à son *« opération »*. Celle-ci se déploie depuis lundi — contrairement aux assurances données le premier jour — au-delà de 40 kilomètres de la frontière. L'infanterie, les blindés, l'artillerie lourde, les forces aériennes et navales, les paras, y sont engagés massivement. Les voies de communication, les routes, les agglomérations, sont pilonnées, détruites ou occupées.

Les Palestiniens, les fedayin, mais surtout des dizaines de milliers de réfugiés, ne sont pas refoulés vers le nord, comme ce fut le cas lors de l'opération militaire du printemps 1978, mais « enveloppés » quand ils ne parviennent pas à s'échapper de la souricière.

Des troupes, débarquées sur le littoral, avancent vers le nord. Saïda assiégée, certaines unités ont poussé des « pointes » jusqu'à une quinzaine de kilomètres de Beyrouth, soumise à des bombardements continus et intensifs.

Vont-elles poursuivre leur offensive jusqu'à la capitale et au-delà ?

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

PROTECTION

La fonction des armées (et leur seule légitimité) est d'assurer la défense des populations civiles : le guerrier protège le paysan.

L'opération de « ratissage » menée au Sud-Liban vise donc à protéger les civils israéliens de Galilée. Mais le risque, c'est de faire des victimes parmi les civils d'en face, meilleur moyen de susciter chez les survivants le désir de revanche. La guerre tue alors moins de soldats ennemis qu'elle n'en fait naître.

BRUNO FRAPPAT.

La France dans l'embarras

Les occasions ne manquent pas au gouvernement pour la clarification qui s'impose de sa politique au Proche-Orient, à la lumière de l'embrasement libanais : M. Cheysson reçoit ce mardi 8 juin les ambassadeurs arabes ; le président de la République tient, mercredi, une conférence de presse ; les ministres des affaires étrangères des Dix se réunissent « d'urgence », le même jour, une visite à Paris du ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Shamir, est programmée entre les 14 et 16 juin, même si elle n'est pas confirmée officiellement. Son ajournée officiellement.

Il n'est évidemment pas facile, dans les tragiques circonstances actuelles, d'avoir, selon le mot du général de Gaulle, « des idées simples » sur « l'Orient compliqué ». Le président de la République avait cependant exprimé dès son entrée à l'Élysée une politique qui tenait en quelques mots : la paix ne peut reposer que sur la reconnaissance mutuelle des droits d'Israël et des Palestiniens (et bien sûr des Libanais), à un État et à la paix. Cette ligne était conforme à celle de M. Giscard d'Estaing, mais M. Mitterrand ajoutait un souci de rééquilibrage en faveur d'Israël que son prédécesseur avait trop ignoré.

C'est ce qui motive le voyage à Jérusalem. Mais force est de reconnaître que le déséquilibre a aujourd'hui changé de camp.

Les Israéliens ont leurs justifications : les multiples attentats dont ils sont victimes. Mais le massacre de Libanais désarmés et innocents leur rendra-t-il justice ? Les armes ont, certes, toujours assuré la victoire à Israël, mais en quoi ont-elles fait progresser la paix ? Et à quoi conduit cette stratégie, sinon au dépeçage du Liban, à la division du Proche-Orient, avec le risque de confrontation des « Super-Grands » qu'elle comporte.

Dimanche, M. Mitterrand a « condamné » l'intervention israélienne comme tout autre au Liban. Mais, même si le Quai d'Orsay monte aujourd'hui cette condamnation en épingle, tous les témoins ont constaté qu'elle n'est pas venue spontanément aux lèvres du président de la République. Sa conférence de presse lui permettra de retrouver la netteté des propos et des attitudes qui étaient sa marque.

Un entretien avec Mme Nicole Questiaux

« La France n'a pas une garantie sociale au-dessus de ses moyens »

nous déclare le ministre de la solidarité nationale

Le conseil des ministres doit, sauf imprévu ou désaccord, approuver mercredi 9 juin, le projet de loi de Mme Questiaux, ministre de la solidarité nationale sur la Sécurité sociale. Ce texte, qui abroge les ordonnances de 1967, rétablit partiellement l'élection des administrateurs, supprime le paritarisme en donnant la majorité des sièges aux représentants des syndicats, réduisant de 50 à 25 % des sièges la participation du patronat. Le C.N.P.F., qui a rappelé que, dans ce cas, les administrateurs-employeurs démissionneraient — et dans un délai rapide — espère toujours que le gouvernement modifiera en sa faveur le projet du ministre.

A la veille de ce conseil, Mme Questiaux, dans l'entretien qu'elle a accordé au « Monde » confirme son projet. Elle s'explique aussi sur les réformes à l'étude pour rééquilibrer les finances de la protection sociale qu'elle entend défendre malgré la crise économique.

En arrivant dans ce ministère, vous pensiez pouvoir procéder à de nouvelles améliorations de prestations, et certaines ont été décidées en fondant des espoirs sur une reprise de l'économie. Ces espoirs ayant été en partie déçus, — et l'équilibre financier de la protection sociale étant sérieusement menacé — le temps n'est-il pas venu de réviser votre politique ?

— Il ne s'agit pas de ma politique, mais de celle du gouvernement. Celui-ci a décidé des mesures importantes de solidarité, une priorité en direction des familles, des personnes âgées et des handicapés conformément aux engagement pris par le président avant son élection. Cela est acquis, et financé. L'évolution économique ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur la sécurité sociale, le rythme de ses réalisations et ses techniques de financement. Cela peut entraîner des ajustements, je n'appelle pas cela réviser.

La bataille du potentiel économique

— De certaines déclarations ministérielles il ressort que la France a des garanties sociales trop élevées par rapport à ses capacités de production. Êtes-vous d'accord ?

— Non, je ne suis pas d'accord. La France n'a pas une garantie sociale au-dessus de ses moyens, elle travaille en dessous de ses moyens. Son potentiel économique est encore insuffisamment utilisé. C'est sur ce terrain que doit se livrer la bataille, que la politique doit faire preuve de plus d'invention, car nos potentialités sont très grandes.

» Il faut aussi rappeler que les coûts salariaux, en France, ne sont pas plus élevés que chez nos voisins et concurrents. En outre, on voit mal comment nos usines tourneraient mieux si les familles et les retraités ne pouvaient pas acheter leurs produits. On ne voit pas pourquoi il faudrait se priver de médecins, d'infirmiers, de travailleurs sociaux dès lors que leur activité répond à des besoins.

Propos recueillis par J.-P. DUMONT.

(Lire la suite page 2.)

Une semaine avec le Languedoc-Roussillon

Durant toute cette semaine, *le Monde* publie, dans toutes ses éditions, les enquêtes et les reportages de ses correspondants et de ses envoyés spéciaux sur le Languedoc-Roussillon.

Aujourd'hui, nous nous intéressons plus particulièrement au littoral et nous présentons, en outre, les Pyrénées-Orientales, le département catalan.

Lire pages 23 à 26.

LES SÉDUCTEURS DU CINÉMA FRANÇAIS

Chronique d'un culte

Séparés par la guerre de 1939, Jérôme (Jean Marais) et Claudia (Alida Valli) se retrouvent onze ans plus tard. La vie les a meurtris. Ils reviennent ensemble à San-Gimignano, en Toscane, où ils avaient vécu le début d'un amour qu'ils pouvaient croire éternel. Mais, comme le dit le titre du film d'Yves Allégret, tourné en 1950, *Les miracles n'ont lieu qu'une fois*, Jérôme et Claudia vont s'accommoder, tant bien que mal, d'un compromis : l'union de leurs deux solitudes.

Le mot « fin » apparaît sur l'écran, dans la salle du Studio 43, la lumière se rallume et Jean Marais est là, le Jean Marais d'aujourd'hui. Après les applaudissements, il constate avec humour que c'est bien étrange pour un acteur de se revoir tel qu'il était il y a trente ans.

Les habitués du Studio 43, dont Dominique Païni a fait, rue du Faubourg-Montmartre, la *« salle du cinéma français »*, salle de la cinéphilie populaire, vraie salle de quartier comme il n'en existait plus, aiment ce genre de rencontres qui se produisent, de temps à autre, à l'occasion d'une rétrospective.

Le 5 juin, Jean Marais était venu pour la sortie du livre de Pierre Cadars, *les Séducteurs du cinéma français (1928-1958)*, dont Dominique Païni a pris prétexte pour organiser un cycle d'œuvres rares où l'on peut retrouver (jusqu'au 14 juin) quelques-uns de ces acteurs qui, à des titres divers, exercèrent sur les foules un pouvoir d'attraction, de séduction.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 16.)

idées

POUR UNE T.V.A. BIS

SÉCURITÉ SOCIALE

Le gouvernement aborde, mercredi, une première étape de la réforme de la Sécurité sociale en adoptant un projet de réforme des conseils d'administration. Mais le principal problème reste celui de son financement. Dans une interview au *Monde*, Mme Questiaux se déclare convaincue qu'on n'échappera pas à une participation accrue du budget de l'État. Michel Lhuguenot, quant à lui, défend l'idée de l'institution d'une T.V.A. bis.

par MICHEL LHUGUENOT (*)

LA réforme du financement de la Sécurité sociale semble devoir être à nouveau différée. Ce délai pourrait être l'occasion de s'engager dans la véritable réforme qui n'a pas été tentée au cours des quinze dernières années alors même que le cadre institutionnel des ordonnances de 1967 paraissait conçu pour la rendre possible. Mais il n'y a *qu'un changement* qui vaille par sa nouveauté, son ampleur, sa générosité : le financement de l'essentiel des dépenses *de protection sociale* par une T.V.A. bis.

Une réforme de cette envergure ne va évidemment pas sans difficultés qui ne manqueront pas d'être *bruyamment mises en avant par les* tenants de l'immobilisme. On voudrait seulement indiquer ici en quoi elles sont *amplement compensées* par des avantages tout aussi évidents.

On peut prévoir que les risques et inconvénients le plus sûrement dénoncés se regrouperont en deux grandes rubriques :

– *difficultés internationales* avec nos partenaires commerciaux, à commencer par ceux de la C.E.E. ;

– perturbations économiques, à commencer par une hausse des prix à la consommation *susceptible* de relancer une inflation incontrôlée.

A la vérité, ces prétendus « risques » sont autant de « chances » à saisir.

La mise en place unilatérale par la France d'une T.V.A. bis pour financer sa protection sociale ne manquera pas de provoquer de l'émoi à l'extérieur et d'ébranler la Communauté européenne. Le mal n'est pas si grand dans la mesure où le concert *international* est déjà passablement discordant et où la C.E.E. ne paraît plus avoir d'autre objet que d'être *périodiquement ébranlée. Au moins,* pour une fois, l'importance de l'enjeu serait à la hauteur de la vivacité des débats, c'est en cela qu'il s'agit moins d'un risque que d'une chance.

En effet, la T.V.A. bis (sociale) devrait être, comme l'autre, déductible *à l'exportation. Ce qui introduirait* un changement fondamental dans les échanges internationaux et d'abord dans les rapports Nord-Sud, puisque se trouverait incorporé dans le prix des biens et des services le coût de la protection sociale du pays de consommation et non plus celui de la *protection* sociale du pays de production. En raccourci, l'acheteur algérien (supposé buveur de boissons non alcoolisées) ne supporterait plus le coût sanitaire et social de notre intempérance nationale à travers l'éventuel achat d'une voiture française, qui, de ce seul fait, deviendrait *plus compétitive* sur la plupart des marchés étrangers. A l'inverse, le gaz algérien (ou l'arachide sénégalaise) reviendrait plus cher à l'acheteur français parce que frappé à l'importation d'un prélèvement (T.V.A. bis à l'importation) correspondant à un niveau de protection *sociale plus coûteux que celui du* pays producteur. Mais, surtout, les produits issus des pays du Sud-Est asiatique seraient frappés à leur introduction de la T.V.A. bis et perdraient, s'agissant de leur prix de vente, l'avantage que leur confère actuellement l'absence ou l'insuffisance de protection *sociale dont* souffrent injustement – à niveau technologique comparable – les travailleurs de ces pays.

Ce dispositif constitue donc tout à la fois une mesure d'aide à l'exportation et de défense du marché intérieur. *Il constitue aussi l'un des ins*truments dont la mise en œuvre est indispensable pour réellement tendre vers cet « échange équitable » réclamé par les plus modérés de nos *amis africains.* Il est aussi, et du même coup, celui qui permet de sortir d'une conception par trop « hexagonale » de la justice sociale. De par sa générosité même, une telle initiative trouvera vite des appuis au plan *international et même* probablement au niveau européen. Au demeurant, elle obligerait nos partenaires à négocier réellement le futur « espace social européen ».

La croissance sobre

Aucun mode de financement n'est économiquement neutre. Cela admis, on peut avancer que le financement d'une part substantielle de l'effort social par une T.V.A. bis entraînerait une brusque hausse des prix à la consommation, d'autant plus qu'elle *serait choisie, volontariste et non* plus subie ; du même coup, il n'est pas évident qu'elle ait des conséquences inflationnistes durables. Des auteurs avertis (1) soulignent qu'il n'est pas nécessairement mauvais que les ménages choisissent d'augmenter, de préférence à tout autre, leur consommation de biens et services de santé ; à condition toutefois qu'il y ait réellement choix entre *consommations et non pas* consommation croissante de soins tout à la fois induite par d'autres dépenses (par exemple celles liées aux excès de vitesse ou aux excès alimentaires) et venant s'y surajouter. A des concitoyens naturellement portés à considérer que c'est toujours la consom*mation* du voisin qui est gaspilleuse et ostentatoire, il faudra bien faire admettre que ce sont nos façons col*lectives de manger, de boire, d'habiter, de nous déplacer et de nous di*vertir qui ne sont guère raisonnables. Pour être conséquents, les artisans de la solidarité nationale (mais non oublieuse des réalités internationales) devront également se faire les chantres de la croissance sobre. Si la volonté politique existe, la T.V.A. bis *peut être le meilleur instrument* technique de ce changement difficile.

Au prix il est vrai d'une relative complication du mécanisme d'imposition, l'instauration de la T.V.A. bis peut également contribuer au rétablissement de la situation de l'emploi. Il est évident que l'assiette actuelle du prélèvement social portant essentiellement sur les salaires dé*clarés est mal adaptée aux réalités* du marché du travail. Cela conduit à majorer apparemment (mais les entrepreneurs comme bien d'autres décideurs se prononcent bien souvent sur la base des apparences) le coût relatif de la main-d'œuvre par rapport aux autres facteurs de produc*tion. Cette distorsion,* conjuguée avec les sujétions – réelles ou sup*posées* – résultant du droit du travail, ne peut qu'inciter les chefs d'entreprise à substituer la machine au personnel au-delà de ce que com*manderait* la seule recherche de la rentabilité. En conséquence, connaissant le goût *bien français* pour les exonérations, les allégements ou mieux encore les ristournes et restitutions diverses, il conviendrait de rechercher un dispositif financier permettant de littéralement renverser la situation et de faire en sorte que l'embauche de nouveaux salariés ne soit plus génératrice d'un accroissement immédiat des charges sociales de l'entreprise mais au contraire source de divers remboursements en fin d'exercice.

Comme on ne saurait prétendre au miracle, le poids du prélèvement social devrait *nécessairement* être transféré pour partie sur d'autres facteurs de production, comme l'énergie et les matières premières importées ; comme quoi la recherche d'une meil*leure assiette du prélèvement social* pourrait aboutir, au moins pour partie, à la *redécouverte* du bon vieil « impôt sur l'énergie » mais dans un contexte socio-économique nouveau de *pénurie* d'énergie et de main-d'œuvre apparemment excédentaire. Un dispositif de prélèvement des cotisations sociales s'articulant en deux phases successives et retenant la valeur ajoutée comme assiette du prélèvement initial et la masse salariale comme base d'une régularisation au*torisant des restitutions* substantielles pourrait constituer le canevas d'une telle recherche. Un tel dispositif n'est évidemment pas simple, et il conviendrait de n'envisager qu'une *mise en place progressive.*

Le passage d'une assiette salariale à un prélèvement sur la consommation ne fait jamais que correspondre à l'évolution même depuis 1945 de régimes de protection sociale qui n'assurent plus la couverture de certaines catégories de travailleurs mais bien plutôt celle de l'ensemble des résidents (donc des consommateurs) *sur le territoire national. Pour le* reste, on s'autorisera peut-être abusivement de la réflexion de M. Michel Crozier faisant valoir qu'il est assez vain de prétendre régir nos si com*plexes sociétés industrielles* par des *dispositifs* juridiques et financiers alliant les mérites de la simplicité à ceux de l'efficacité. Cela dit, il serait bon que les pouvoirs publics ne res*tent* pas trop durablement *marqués* par l'échec – au demeurant techniquement injuste – de la « serisette ». Le financement de la Sécurité sociale peut et doit, de toute façon, fournir matière à une réhabilitation de notre imagination fiscale nationale.

(*) *Directeur du Centre national* d'études supérieures de la Sécurité sociale.

(1) En dernier lieu J.-P. Dumont : *la Sécurité sociale toujours en chantier.* Les Éditions ouvrières, 277 p., 66 F.

Un entretien avec le ministre de la solidarité nationale

(Suite de la première page.)

» J'ajoute qu'en période de grand changement, de grands efforts, il ne faut pas moins de justice mais plus de justice. J'ai la certitude que des millions d'assurés tiennent à voir rattraper le retard des prestations familiales, pensent qu'il est juste que partent *plus tôt en retraite ceux qui ont* longtemps cotisé et n'imaginent pas que la santé et les services rendus aux personnes âgées et aux handicapés soient rationnés par l'argent. Notre édifice de protection sociale doit être défendu malgré la crise.

– Néanmoins, d'autres pays confrontés aux mêmes problèmes ont décidé d'être plus rigoureux. N'estimez-vous pas que, durant un certain temps, provisoire, la France doit, elle aussi, être plus rigoureuse ? Voire respecter une certaine pause ?

Parler globalement de pause n'a guère de sens

– On ne peut pas raisonner pour les finances sociales comme on le fait pour les finances publiques. Les finances sociales sont caractérisées par une plus grande inertie puisqu'elles sont fondées sur les droits pour lesquels les Français ont contribué. Parler globalement de pause n'a guère de sens. Il faut sur ce point être clair : remettre en cause les droits, non ; en revanche, *être vigilant pour la gestion hospita*lière et le suivi des dépenses médicales, préférer le financement des retraites au sein des régimes prévus pour cela au lieu de maintenir la garantie de ressources, ce sont là des exemples de rigueur financière. Elle implique aussi qu'il faut redonner aux assurés à travers leurs syndicats leurs responsabilités dans la gestion.

– Cela veut dire que le projet de loi sur les prestations familiales, qui coûte 6 à 7 miliards, sera maintenu alors que des rumeurs font état d'une remise en cause ?

– Le projet est actuellement déposé au Parlement. Il est maintenu.

– Comment comptez-vous financer les mesures sociales et ce qu'on appelle les « trous » de la protection sociale ?

– Il y a là deux questions distinctes, parlant de « trous » de la protection sociale, il faut essayer le tour de ce qui est *mal garanti.* Dans l'ensemble, nous avons un système convenable de transferts sociaux sauf sur certains points, par exemple pour les femmes seules, les chômeurs de longue durée, les handicapés. Tous ces problèmes devront *être résolus sans* doute par un réaménagement des différentes institutions de protection sociale plutôt que par des dépenses *nouvelles.* Par exemple, la remise en ordre de l'assurance-chômage conditionne les réponses qui seront données pour améliorer la situation des plus démunis. Il ne faut jamais oublier que les lacunes de la protection se traduisent par un report de charges sur l'aide sociale.

Quelle est la tâche prioritaire ?

– La tâche, peut-être la plus importante que le pays devra prendre en compte dans les années à venir, sera d'assurer une meilleure protection des handicapés, dont on ne peut pas encore chiffrer le coût. Le poids des transferts n'est donc pas destiné *à diminuer. Il ne sert à rien de se ca*cher le coût de la protection sociale. Le débat actuel est sain dans la mesure où il permet de passer d'une réaction de surprise – face à des problèmes financiers qu'on présentait naguère au dernier moment – à une discussion franche, chacun sachant que, si l'on veut une meilleure protection sociale, il faudra payer. C'est là une clarification très importante. *Le problème* est de savoir comment cet effort sera accepté. Avant toute chose, il s'agit de mettre l'accent sur les motivations profondes qui sont derrière l'effort de protection. L'idée de cotiser pour sa retraite est tout à fait admise par les Français. Il nous faut donc expli*quer pourquoi il faudra payer*, pourquoi il faut cotiser.

– S'agit-il uniquement d'accroître les cotisations ?

– Non, il faut aussi diversifier le financement. La plupart des pays, je l'ai constaté lors d'une récente visite au B.I.T., cherchent à diversifier, c'est-à-dire à accroître les cotisations si la fiscalisation est élevée, ou à ac*croître les impôts si la part des coti*sations est importante.

Accroître la part du budget de l'Etat

– Autrement dit, vous estimez possible d'accroître le niveau global des prélèvements ? Le seuil limite n'est-il pas dépassé ?

– Il n'y a pas de réponse simple à cette *question. Ou plutôt,* la seule réponse valable est de retourner au plein emploi. D'ici là, il faut éviter tout systématisme ; ainsi, des services financés sur fonds publics peuvent être le moyen d'économiser sur les prestations, et pourtant l'effet *n'apparaît pas sur le niveau global.*

» Je le répète, il y a prélèvement et *prélèvement.* En ce moment, et pour soulager les entreprises, je pense qu'il faut accroître quelque peu la part du budget de l'Etat dans le financement. Non pas mettre à sa charge le déficit de la Sécurité sociale, mais lui confier certaines tâches de solidarité bien précises, par exemple l'aide aux *handicapés. Je* ne sais pas quel est le seuil limite. Personne ne souhaite que le taux de prélèvement s'accroisse. Et pourtant, il n'est d'autre moyen de limi*ter cette évolution* que de *retourner* au plein emploi.

– Contre vents et marées, vous avez jusqu'au dernier moment proposé d'organiser les élections des administrateurs de la Sécurité sociale en 1982. Leur report en 1983 et sans doute à l'été prochain n'est-il pas pour vous un autre échec ?

– Le terme d'échec me surprend. L'abrogation des ordonnances de 1967 est désormais acquise. Pour les élections, la date de fin 1982 avait été envisagée afin d'éviter que les syndicats n'aient à mener deux campagnes électorales. Dès qu'il est apparu que, pour organiser ces élections, il fallait anticiper sur une loi non votée et qu'il y avait, sur un sujet controversé, de réelles difficultés matérielles, j'ai décidé de proposer un report. Car il faut que cette élection soit une réussite.

– Le retour aux élections constitue pour les syndicats et la gauche une victoire à retardement contre les auteurs des ordonnances de 1967 qui ont instauré le paritarisme. Mais, au-delà de ce changement, quelle signification donnez-vous concrètement à cette réforme ?

Des élus, soit ! Mais pour quoi faire ?

– Regardons vers l'avenir. La protection sociale est un enjeu, l'un des plus importants de l'heure. Il est essentiel que les assurés, à travers leurs élus, prennent leurs responsabilités. Il ne s'agit pas d'une responsabilité exclusive. Il appartient aux élus de la nation et au gouvernement de fixer les grands choix. Mais, dans une période où les transferts sociaux ne peuvent s'accroître indéfiniment, la gestion au jour le jour de la protection sociale prend une grande importance et c'est aux assurés et à leurs représentants d'agir, de corriger les abus, de veiller au trop ou au trop peu.

– Pourquoi accordez-vous le monopole syndical pour la présentation des candidats alors que le corps électoral dépasse le champ des seuls salariés ? N'y a-t-il pas là une conception restrictive de la démocratie ?

– Ce sont les travailleurs qui cotisent sur leur salaire pour financer la majeure partie de la protection sociale et il leur faudra, à l'avenir, négocier la part qui revient au salaire direct et celle des cotisations permettant de maintenir les garanties sociales. Il est fondamental qu'un mouvement syndical fort, dans la diversité de ses composantes, négocie ses choix et fasse des propositions. C'est la raison pour laquelle les syndicats présenteront seuls des candidats. Je rappelle que, actuellement, les assurés sont représentés par des syndicalistes, mais désignés et non élus.

– N'est-ce pas contraire à la Constitution ?

– Je ne vois pas du tout en quoi il y a contradiction puisque les électeurs auront la possibilité de choisir entre plusieurs candidats.

– L'octroi d'un siège « minimum » au-delà de 3 % des voix pour garantir la présence de confédérations minoritaires n'est-il pas aussi contraire à la Constitution et à votre souci de démocratie ?

– Nous nous référons à une tradition du droit social. Il faut que toutes les organisations syndicales représentatives puissent avoir leur mot à dire.

– En réduisant la représentation du patronat, assumez-vous le risque de ne plus avoir d'interlocuteurs du monde industriel ?

– Il ne faut pas oublier que durant vingt ans, avant les ordonnances de 1967, les employeurs avaient une représentation proportionnellement inférieure à celle que nous proposons aujourd'hui. J'ajoute que la parité est maintenue dans les organismes du recouvrement des cotisations.

Un Livre blanc

– Le report des élections va-t-il retarder l'autre réforme aussi difficile du financement de la Sécurité sociale ?

– Non, les travaux techniques se poursuivent. Des commissions largement ouvertes seront prochainement créées avec le concours de techniciens, de syndicalistes, d'employeurs et de mutualistes pour discuter des réformes nécessaires – décentralisation de l'institution, réorganisation de l'assurance-maladie et, aussi, financement. Mon objectif est d'aboutir, d'ici à la fin de l'année, à un Livre blanc qui expliquera, notamment, les possibilités et les limites d'une réforme de l'assiette sur laquelle sont calculées les cotisations. Les études déjà réalisées nous ont dissuadés de prendre immédiatement des mesures modifiant la situation relative des entreprises, mais il me semble possible de modifier le système actuel en prévoyant, par exemple, un abattement forfaitaire des cotisations patronales, afin d'alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre. En tout cas, nous irons jusqu'au fond des choses pour que le financement soit mieux adapté à la situation des entreprises.

– Pour assurer le financement de la Sécurité sociale, êtes-vous prête à prendre des mesures difficiles ?

– S'il faut prendre des décisions courageuses, je les soutiendrai. N'oubliez pas que j'ai eu à expliquer la cotisation de 1 % décidée en novembre 1981. Sans m'approuver avec enthousiasme, les assurés et les syndicats m'ont au moins comprise.

– Une maîtrise des dépenses est nécessaire. Celle-ci ne s'étant pas encore manifestée malgré vos promesses (économie de 3 à 6 milliards de francs), quelles mesures préconisez-vous ?

– Je récuse votre constat. Pour l'évolution des dépenses médicales, nous avons réussi à contenir la tendance à la hausse par voie de négociations avec le corps médical, et en faisant appel à son sens des responsabilités. Pour les dépenses hospitalières, je ne cache pas qu'il faudra être très vigilant jusqu'à la fin de l'année : il y a eu, dans *certains* hôpitaux, des dépassements du budget ; mais nous veillons à les maintenir. Je dis, clairement, qu'il ne doit pas y avoir, sauf dérogation justifiée, de budget supplémentaire accordé aux hôpitaux. A plus long terme, la maîtrise des dépenses dépend d'actions en profondeur ; par exemple : réformer la tarification hospitalière, s'attaquer à la consommation de l'alcool et du tabac *en faisant* accepter que ces produits soient plus chers, développer des services de soins à domicile pour les handicapés et personnes âgées pour répondre à leurs besoins de façon plus adaptée et moins coûteuses...

– Des rumeurs insistantes circulent sur votre départ du ministère, lors d'un éventuel remaniement. N'êtes-vous pas la mal-aimée du gouvernement ?

– Les rumeurs vont et viennent. Visent-elles, au-delà des personnes, la continuité d'une politique ? Ou ne s'agit-il que d'un jeu ? Je ne pense pas qu'elles ont de l'importance. »

Propos recueillis par
Jean-Pierre DUMONT.



Le Monde

étranger

L'invasion du Liban par les forces israéliennes

M. Klibi, secrétaire de la Ligue arabe, a quitté Tunis, le lundi 7 juin, pour Beyrouth. M. Klibi devrait évoquer avec les dirigeants libanais leur demande de convocation d'un sommet arabe chargé de mettre au point « des représailles collectives » contre Israël.

Pour qu'elle soit retenue, la proposition devrait être acceptée par la majorité (onze) des membres de la Ligue, indique notre correspondant à Tunis. Il resterait alors à en fixer le lieu et la date. Dans les milieux diplomatiques arabes de Tunis, on laisse entendre que les chefs d'Etat pourraient se rencontrer soit au Maroc, le sommet interrompu en novembre à Fez demeurant « ouvert », soit à Tunis, siège de la Ligue.

En l'état actuel, il semble seulement que le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue se réunira comme prévu, le 11 juin, à Tunis. Initialement convoquée pour se prononcer sur la reprise des relations diplomatiques entre le Zaïre et Israël, la réunion sera dominée par les développements au Liban.

● EN ARABIE SAOUDITE, les membres du Comité islamique de paix, chargé d'une mission de bons offices dans le conflit irako-iranien, ont lancé « un appel pressant et solennel aux membres du Conseil de sécurité, ainsi qu'à tous les Etats du monde, pour l'application immédiate contre Israël des sanctions prévues par le chapitre 7 de la Charte des Nations unies ».

● A AMMAN, le premier ministre jordanien, M. Moudar Badrane, a annoncé que son gouvernement offrirait « les facilités nécessaires à tout Jordanien désirant se porter volontaire pour combattre au Sud-Liban contre l'agression israélienne dans ce pays ».

● A TRIPOLI, le gouvernement libyen a affirmé qu'il était disposé à assurer au Liban une couverture aérienne pour « faire face aux agressions répétées du sionisme ».

● A TEHERAN, l'imam Khomeiny a affirmé que « tout musulman zélé devait demander que l'ordre de la « djihad » (la guerre sainte) soit donné », après l'offensive israélienne au Sud-Liban. Une délégation iranienne a quitté, lundi, Téhéran pour Damas, afin d'étudier avec les Syriens la possibilité d'envoyer des forces iraniennes au Liban.

● A MOSCOU, l'Union soviétique a fait savoir, lundi, par une déclaration de Tass qu'elle « désapprouve résolument l'agression d'Israël contre les peuples libanais et palestinien ». Elle exige qu'il y soit mis fin sans retard, et que les Israéliens se retirent sur leur territoire. Elle demande au Conseil de sécurité de prendre des « mesures urgentes » pour arrêter l'agression et contraindre Israël à respecter la Charte et les résolutions de l'ONU.

Moscou accuse Israël de chercher à « noyer dans le sang » le mouvement de résistance palestinienne et à « éliminer ainsi de l'ordre du jour la question de l'exercice des droits légitimes des Palestiniens ». « Il est certain, ajoute la déclaration, que la nouvelle agression israélienne a été entreprise avec l'accord et le soutien de Washington, qui a armé jusqu'aux dents Israël et le pousse par sa politique à des actions criminelles anti-arabes. L'agression contre le Liban est la conséquence directe du marché de Camp David et de la « coopération stratégique » américano-israélienne. »

L'opération « Paix en Galilée » est plus puissante et meurtrière que les précédentes interventions de l'armée israélienne

De notre correspondant

Beyrouth. — Tout le territoire compris entre la capitale libanaise et les champs de bataille au sud est bombardé par l'aviation, l'artillerie et la marine israéliennes et des opérations de harcèlement y sont menées de façon systématique de jour, comme de nuit, à la lumière des fusées éclairantes.

L'accès de tout le Sud est impossible, même au prix de longs détours à travers la montagne. Le long de la côte, de village en agglomération, les ruines succèdent aux incendies, les cratères aux voitures éventrées. C'est tout juste si l'on peut encore en retirer les cadavres.

Lundi après-midi, la capitale a de nouveau été bombardée et, à la tombée de la nuit, les avions israéliens piquaient encore par vagues successives sur Beyrouth, où une coupure de courant électrique, provoquée par la destruction de la centrale de Jyeh, rendait l'atmosphère plus dramatique. Un nouveau bombardement des quartiers à prédominance palestinienne est venu alourdir le bilan des victimes sans qu'il soit possible de le déterminer.

Mais les Israéliens sont allés plus loin en établissant lundi trois têtes de pont au sud du pays, au nord de Saïda, où l'école des frères a été investie, à l'est de Saïda, ainsi qu'à Saadiyate plus au nord, par des opérations de débarquement navales ou héliportées.

Complètement encerclée, Saïda, la troisième ville du Liban avec son demi-million d'habitants, a été sommée de se rendre. La population aurait reçu lundi, à 14 h. 30, par tracts, l'ordre de quitter les lieux dans les deux heures, la ville devant être investie à l'expiration de ce délai. Ceux qui y resteraient le feraient donc à leurs risques et périls et seraient confondus avec des combattants palestiniens dont le quartier général se trouve précisément à Saïda.

La bataille a commencé à faire rage au cours de l'après-midi. L'armée libanaise qui entretient une petite garnison dans la ville, a participé aux combats, conformément aux ordres du gouvernement.

Or, même à vol d'oiseau, Saïda est à 60 kilomètres de la frontière israélienne et pour retrouver par rapport à cette ville la « *profondeur de 40 kilomètres* » dont a parlé M. Begin, il faut mesurer la distance jusqu'au « doigt » de la Galilée, ce qui n'a guère de sens car Saïda en est séparée par plusieurs montagnes. On peut donc penser que la ville est destinée à constituer pour les Israéliens une monnaie d'échange, un secteur qu'ils pourraient restituer à l'autorité libanaise alors que le territoire délimité par le fleuve Zahrani ne le serait pas.

L'opération israélienne n'en est pas, pour autant, une promenade militaire. Les fedayin palestiniens y opposent une résistance farouche. Ils ont tenu bon en plusieurs points, notamment à Tyr, à Sarafand, à Saïda, à Arab-Salim et, plus que partout ailleurs, au château de Beaufort avant que celui-ci ne soit occupé. L'O.L.P. annonce avoir fait quatre cents morts et blessés dans les forces israéliennes qu'elle évalue à quarante-cinq mille hommes : elle soutient encore avoir détruit quarante-cinq chars et quarante transports de troupes et abattu cinq avions et un hélicoptère.

Pour réduire cette résistance, l'armée israélienne ne lésine devant aucun moyen. On a vu, par exemple, vingt-quatre chars héliportés en deux vagues pour prendre Arab-Salim à revers et venir à bout de ses défenseurs. L'utilisation intensive de l'aviation et des commandos de marine permet aux Israéliens d'asséner des coups de poing simultanés un peu partout, et la préparation d'artillerie avant l'entrée en scène des fantassins est terrifiante.

Il est de plus en plus clair que les Israéliens cherchent à couper la zone qu'ils convoitent de la partie septentrionale du pays, à prendre les Palestiniens qui s'y trouvent dans une nasse et à les y anéantir. Mais où se situe la limite nord ? A Zahrani (65 kilomètres de Beyrouth par la route et autant de la frontière) ? A Saïda (85 kilomètres par la route à partir d'Israël) ? A Saadiyate (105 kilomètres d'Israël) ? Ou plus loin encore ?



L'engagement syrien s'accentue

Au deuxième jour de l'invasion, l'engagement syrien dans la bataille s'est accentué, mais reste limité. Outre un avion syrien abattu, lundi et quatre autres mardi, on signale des échanges d'artillerie dans la région de Hasbaya et des mouvements de troupes syriennes vers le sud de la Bekaa au devant des troupes israéliennes.

Dans Beyrouth-Ouest paralysée, les habitants étaient terrés chez eux lundi soir. Vingt-cinq diplomates américains ont été rapatriés peu avant le début des hostilités et avant que leur ambassade ne soit atteinte, une fois de plus, par une roquette. Les informations sur la VIe flotte croisant au large de Beyrouth pour se porter éventuellement au secours des ressortissants américains n'ont fait qu'ajouter à l'angoisse des Libanais.

Deux points positifs dans le malheur. En secteur palestino-progressiste, les querelles se sont tues et la solidarité s'est refaite. Ainsi, la milice chiite Amal se bat aux côtés des fedayin palestiniens qu'elle combattait la semaine dernière encore ; entre les zones chrétienne et palestino-progressiste, il n'y a ni combat ni apparemment velléités d'affrontements. Si les quartiers chrétiens ne sont pas plongés dans les mêmes affres que les autres, on ne cherche pas non plus à y exploiter la situation.

LUCIEN GEORGE

LES DÉBATS A JÉRUSALEM
Jusqu' où peut-on aller trop loin ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Et maintenant, que faire ? Israël peut-il ou non pousser son avantage au-delà de ce qui était prévu initialement ? Ces questions ont fait l'objet de longues discussions au sein du gouvernement réuni pendant cinq heures au cours de la nuit du 7 au 8 juin. L'opération « Paix pour la Galilée » pose désormais plus de problèmes politiques que militaires.

Lorsque, lundi après-midi, quelque trente heures seulement après le début de l'invasion, M. Begin faisait en hélicoptère une tournée au Sud-Liban et visitait les ruines du château de Beaufort pris aux Palestiniens, il était déjà clair que l'armée avait atteint presque tous ses objectifs. Quand, dans la soirée, la télévision a présenté une carte montrant que, « *selon des informations en provenance du Liban* », les unités israéliennes débarquaient sur la côte, encerclaient Saïda et s'approchaient de Damour, dernier bastion palestinien important avant Beyrouth, il devenait évident que l'armée israélienne, du moins à l'ouest du front, avait déjà largement dépassé les « 40 kilomètres » annoncés la veille au président Reagan par M. Begin.

Dans l'opposition, on commence à s'inquiéter de ce « *succès* » et on craint qu'Israël n'aille trop loin. Les deux principaux dirigeants du parti travailliste, MM. Pérès et Rabin, ont été reçus lundi par M. Begin, et ils lui ont fait part de cette inquiétude. Dans leur entourage, on laisse entendre que le gouvernement, en présentant l'opération comme « *limitée* », n'avait cherché qu'à gagner l'appui de l'opposition et à apaiser les craintes des Etats-Unis pour réduire aussi longtemps que possible les risques de pressions américaines. Le « *consensus national* » dont pouvait se prévaloir dimanche M. Begin s'effrite quelque peu.

Le journal *Davar* de tendance travailliste, a fait remarquer mardi qu'Israël devait éviter un élargissement du conflit, et savoir qu'il ne pourrait se passer du soutien des Etats-Unis pour trouver, après l'arrêt des combats, une solution politique et militaire satisfaisante. D'autre part, les quotidiens *Haaretz* et *Jerusalem Post*, soulignent, l'un qu'il faut s'en tenir aux objectifs déclarés, c'est-à-dire protéger la population de Galilée contre les actions palestiniennes et ne pas fournir à l'armée syrienne des prétextes pour intervenir, l'autre qu'il faut parvenir rapidement à une cessation des hostilités.

Les services d'information de l'armée continuent de faire preuve d'une grande discrétion. Ils n'ont que tardivement, lundi soir, confirmé la prise de Tyr, de Nabatieh et le siège de Hasbaya, à l'extrême est du front. Aucune indication n'a été fournie officiellement sur la progression israélienne dans la région de Saïda et de Damour. Rien non plus sur les pertes infligées aux Palestiniens et sur le nombre de prisonniers. Or, il apparaît, de l'avis de nombreux observateurs israéliens, que ces pertes sont très lourdes, sans comparaison aucune avec celles infligées lors de la précédente invasion du Sud-Liban en 1978.

M. Haïm Herzog, l'un des experts militaires du parti travailliste, a souligné que cette fois la tactique adoptée par l'armée était tout à fait différente. Durant l'opération Litani, il y a quatre ans, les Israéliens s'étaient en quelque sorte contentés de « *repousser* » les Palestiniens, et ceux-ci avaient pu le plus souvent évacuer la région occupée, transférant même au-delà du Litani une grande partie de leur matériel.

L'opération « Paix pour la Galilée », qui prend les Palestiniens à revers, vise manifestement à anéantir la présence palestinienne au Sud-Liban en causant dans les rangs de l'O.L.P. le plus de dégâts possibles.

La volonté d'« en finir » avec l'O.L.P.

Depuis des mois, plusieurs dirigeants israéliens au sein de la coalition gouvernementale n'ont jamais caché les intentions de ces derniers d'« *en finir* » avec les organisations palestiniennes dès que l'occasion se présenterait. Déjà, dimanche, le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, avait déclaré que « *l'élimination du terrorisme de l'O.L.P. serait une contribution importante au bien-être des populations arabes* » de Cisjordanie et du territoire de Gaza... Il a même précisé que cela ne pourrait que faciliter la participation des Palestiniens au processus de paix, l'obstacle de l'O.L.P ayant disparu. Il y avait là plus qu'une allusion. Ces propos reflétaient à n'en pas douter une tentation parmi les membres du gouvernement. Au sein de l'opposition, on redoute que certains, notamment le ministre de la défense, M. Sharon, et plusieurs chefs militaires ne poussent le cabinet à outrepasser les limites de l'opération.

En outre, le refus d'ouvrir un conflit avec l'armée syrienne demeure. Le porte-parole de l'armée a finalement concédé que des échanges de tirs avaient eu lieu à l'est du front avec « *des positions situées à l'intérieur des lignes tenues par l'armée syrienne* ». Il signifiait ainsi qu'il pouvait s'agir de Palestiniens repliés dans cette région, et non de Syriens. Toutefois, les craintes d'un élargissement du conflit n'en ont pas moins été aggravées.

MM. Pérès et Rabin, au nom du parti travailliste, ont fait savoir à M. Begin qu'ils désapprouveraient toute initiative contre la Syrie. Il s'agit d'une mise en garde car pour le moment un certain nombre d'unités palestiniennes, depuis le secteur contrôlé par l'armée syrienne, peuvent encore atteindre avec leur artillerie quelques localités du nord de la Galilée. La preuve en a été encore donnée durant la nuit de lundi à mardi : plusieurs projectiles sont tombés dans la haute vallée du Jourdain.

Afin d'avoir les mains libres pour parachever les opérations militaires, M. Begin a montré lundi qu'il voulait gagner du temps. Il a retardé le plus longtemps possible l'entrevue qu'il devait avoir avec l'envoyé spécial du président américain, M Habib. Arrivé la veille au soir à Jérusalem, ce dernier n'a été reçu par le premier ministre qu'en fin d'après-midi ; il aurait éprouvé de l'amertume devant ce manque d'empressement. Il venait proposer un cessez-le-feu et prévoir le retrait des troupes israéliennes. C'est du moins ce que l'on laisse entendre dans son entourage car, pour sa part, M. Habib s'est refusé à toute déclaration. Mais la réponse du gouvernement semble avoir été négative. Une nouvelle entrevue devait avoir lieu mardi.

Le cabinet israélien paraît toujours ne pas vouloir entendre parler d'un arrêt des hostilités et d'une évacuation tant que les grandes lignes d'un accord politique international n'auront pas été définies pour garantir à Israël que les Palestiniens ne reviendront plus jamais au Sud-Liban. A Jérusalem, dans les milieux gouvernementaux, on s'évertue à présenter les critiques américaines comme « *modérées* » et on souligne qu'il s'agit là d'un élément satisfaisant, sinon encourageant. Toutefois, on commence à prendre au sérieux les rumeurs venant de Washington concernant des sanctions américaines et surtout une réduction de l'aide et de la coopération militaire. Dans ces conditions, selon la plupart des diplomates étrangers en poste en Israël, le problème pour le gouvernement Begin est de savoir, ce mardi, jusqu'où il peut aller trop loin.

FRANCIS CORNU.

LE CHATEAU DE BEAUFORT :
Un cadeau de M. Begin au commandant Haddad

« Le Beaufort est à toi. Je t'en fais présent », a dit le premier ministre israélien M. Begin au commandant libanais dissident Saad Haddad, chef de l'enclave chrétienne du Sud-Liban soutenue par Israël, a annoncé lundi 7 juin la radio israélienne.

M. Begin s'est rendu lundi matin en hélicoptère à la frontière israélo-libanaise pour s'informer de la progression de l'offensive israélienne au Liban, et a rencontré le commandant Haddad. Les deux hommes se sont donnés l'accolade.

De son côté, le commandant Haddad a déclaré à la station de radio qu'il contrôle que « les Libanais espéraient depuis longtemps que le château de Beaufort serait nettoyé de la présence palestinienne ».

Selon la radio israélienne, les résidents de l'enclave chrétienne acclament les troupes israéliennes qui passent à travers leur territoire et les arrosent de grains de riz, symbole de bons vœux.

L'agence palestinienne Wafa a confirmé la perte du château de Beaufort « occupé à la suite de violents combats à l'arme blanche à l'intérieur de la citadelle entre les forces israéliennes et les combattants palestiniens qui avaient décidé de défendre cette position jusqu'au bout ».

De source palestinienne, on reconnaissait également la chute de Nabatieh, véritable place forte palestinienne du Sud-Liban, dont l'accès était précisément défendu par la citadelle de Beaufort.

L'impressionnante forteresse de Beaufort avait été construite par les croisés au sud du Liban. A l'aplomb des murailles, au bas d'un précipice à pic de 300 mètres, coule le Litani, enjambé par le pont de Khardali.

C'est en février 1976 que les forces progressistes libanaises puis les Palestiniens se sont emparés de cette place forte qui, en temps normal, est une position de l'armée régulière libanaise. A 5 kilomètres plus au sud se trouve un poste des observateurs de l'ONU, et, depuis le 28 mai, le contingent français de la FINUL.

Cette forteresse est en grande partie en ruines. Bâti à la place d'un fort arabe, Beaufort — appelé ainsi en raison de la perfection de sa construction — se dresse dans un paysage vertigineux et désolé d'où rien ne peut échapper au regard à des kilomètres à la ronde : la région de Nabatieh, Marjeyoun, ainsi que le secteur frontalier du Liban du Sud et la plaine nord d'Israël. — (A.F.P.)

L'INVASION DU LIBAN PAR LES FORCES ISRAÉLIENNES

Avec les casques bleus français « bousculés »

« Que pouvions-nous faire d'autre ? »

de l'envoyé spécial de l'A.F.P.

Tayyibeh. — Quittant le « doigt » de la Galilée, les blindés israéliens se sont dirigés droit sur la vallée du Litani, traversant les lignes des « casques bleus » français de la force intérimaire des Nations unies au Liban.

Au premier poste français de la FINUL à Tayyibeh, une compagnie du 8I[e] régiment parachutiste d'infanterie de marine a assisté, médusée, à la ruée israélienne vers le nord. A tous les barrages, on répond avec une amertume : *« Nous les avons laissés passer, que pouvions-nous faire d'autre ? »*

Sur le bord de la route, de grêles chevaux de frise ont été broyés par les chars israéliens. *« Nous attendons, c'est tout »,* constatent les soldats, arrivés pour la plupart avec le contingent français qui a rejoint le mois dernier la FINUL. Vingt-deux *jours sans courrier,* du lait et du fromage à profusion et, pour l'heure, un rôle de garde-barrière...

Jusqu'à El-Kantara, les Israéliens ont convergé par toutes les pistes. Ils sont remontés très vite jusqu'au seul pont franchissant un affluent du Litani, où ils ont été obligés de se regrouper dans *un étroit défilé, avant d'obliquer* ensuite vers Nabatieh, le château de Beaufort et les zones de combat.

Souvent, la colonne israélienne fait halte. Les soldats rongent leur frein. Des tirs isolés se font entendre. On écoute sans commentaires les bulletins de la radio israélienne, qui cite le *chef d'état-major* et *informe* que les combats restent durs.

La plongée vers le Litani s'aborde lentement. La route est sérieusement endommagée par les chenilles des chars qui se succèdent sans arrêt. Prioritaires, les camions-citernes et les ambulances. Le pont est en vue. Un *barrage de la police militaire* israélienne filtre les passages. La zone est interdite aux journalistes et nous devons revenir sur nos pas.

L'offensive se poursuit à l'est, autour de Nabatieh, et à l'ouest, sur la côte, dans la zone de Tyr et Saïda. Entre les deux fronts, une zone incertaine où *les barrages de la FINUL et les* patrouilles du commandant libanais dissident Saad Haddad, all'' d'Israël, *tissent un maigre* canevas.

Entre les deux hameaux de Naffakhiyah et Dirdghayya, une jeep porteuse de lance-roquettes double notre voiture et se rabat en la heurtant. Le chauffeur de *la jeep bondit et brandit son* arme en hurlant : *« Israéliens ! »* Le commandant qu'il transporte nous met en joue, demande nos passeports. On nous entraîne à un quartier général, où il faut plusieurs minutes pour convaincre les responsables que nous *sommes bien des journalistes* français. On plaisante un peu, pas trop. On demande si nous avons des armes. On jette un coup d'œil distrait à la voiture, dont les plaques *israéliennes* avaient auparavant été cachées dans le coffre.

Nous repartons tandis que tonnent les canons. A vingt kilomètres du territoire israélien, les Palestiniens ont apparemment perdu leurs positions d'artillerie. L'installation d'une « zone franche » au Sud-Liban, but avoué de *l'opération israélienne* « Paix sur la Galilée » se poursuit.

L'O.L.P. ACCUSE LA FINUL DE COLLABORER AVEC ISRAËL

De notre correspondante

New-York. — Le représentant adjoint de l'O.L.P. auprès des Nations unies, M. Hassan Abdel Rahman, a accusé, lundi 7 juin, les troupes de la FINUL de *« collaboration* avec les *« agresseurs israéliens »*.

M. Abdel Rahman a déclaré fonder ses accusations sur la brève interview d'un officier du bataillon français de la FINUL, diffusée dimanche par la chaîne ABC. Cet officier faisait remarquer, sans donner de détails, qu'il avait reçu des ordres pour ne pas empêcher le passage des troupes israéliennes à travers les lignes de la FINUL.

Selon M. Abdel Rahman, cette déclaration *« affecte la crédibilité des troupes des Nations unies »* et de l'organisation tout entière. *Nous n'avons jamais escompté que la FINUL ferait notre guerre,* a poursuivi M. Abdel Rahman, *mais nous aurions au moins voulu que les Nations unies traitent les Israéliens comme des envahisseurs. »*

Assurant que l'O.L.P. n'avait *« jamais violé le cessez-le-feu de 1981 »* et qu'elle était encore prête à le respecter au moment où les troupes israéliennes ont franchi la frontière libanaise, M. Abdel Rahman s'est interrogé sur la raison d'être et l'efficacité de la FINUL. *« Nous demandons des explications sur son attitude : nous voulons savoir si elle est due à un échec du commandement ou à des ordres venus de New-York »*, a-t-il dit. Et M. Abdel Rahman a conclu en déplorant que le conseil de sécurité de l'ONU n'ait pas réussi, dimanche à voter une résolution condamnant Israël. — N.B.

La guerre permanente

(Suite de la première page.)

La réponse est négative si elles veulent vraiment éviter, du moins dans cette première phase des hostilités, une confrontation avec l'armée *syrienne qui campe dans la capitale* et ses alentours.

On sait, par diverses déclarations, que l'état-major israélien privilégiait une *« stratégie radicale* (1) » qui mettrait un terme à la présence de l'O.L.P. dans l'ensemble du Liban.

Selon ce scénario, des forces débarquées *sur les plages proches de* Jounieh feraient jonction avec les milices chrétiennes (phalangistes) pour prendre en *tenailles les fedayin* avant de rendre le pays *« à ses véritables habitants, libérés de l'occupation terroriste »*, selon les termes du gouvernement de Jérusalem. L'« indépendance » du Liban serait alors assurée par un gouvernement dominé par M. Bachir Gemayel — qui aurait participé à l'élaboration de *ce projet — et qui s'empresserait de* signer la paix avec Israël.

Ce second « Camp David » préluderait ou non à un *troisième accord* séparé avec la Jordanie, qui n'aurait plus rien à craindre d'une O.L.P. détruite ou réduite à sa plus simple expression et rejetée dans le bunker *syrien.*

L'ampleur de l'enjeu

Jusqu'à preuve du contraire, *cependant, les hostilités en cours* visent un objectif analogue, encore que moins ambitieux. Selon ce second scénario, l'armée *israélienne* ne se retirerait du Sud-Liban qu'après avoir obtenu des garanties militaires et diplomatiques — notamment en livrant la région aux contin*gents, renforcés,* de l'ONU, la FINUL — qui interdiraient le retour des fedayin à proximité des frontières de l'Etat hébreu. L'O.L.P. serait dès lors doublement affaiblie. Elle perdrait le dernier moyen de pression, quoique faible, dont elle disposait ; ayant été chassée d'un *territoire qui lui est propre* — surnommé le « Fatahland » par les Israéliens, — pour se replier dans la zone contrôlée par la Syrie, son autonomie relative à l'égard de cette dernière serait *singulièrement* réduite. Israël aurait atteint son premier objectif en privant le « front » que préside *M. Arafat* d'une bonne part de sa crédibilité tant politique que militaire.

La *« destruction définitive »* de l'O.L.P. pourrait intervenir dans une *phase ultérieure — celle décrite* ci-dessus par le premier scénario, — ou peut-être même dans la foulée actuelle si l'armée israélienne devait se heurter, volontairement ou non, aux contingents syriens de la FAD (Force arabe de dissuasion).

Une telle éventualité n'est pas à *exclure, M. Begin* l'a envisagée avant même d'ouvrir les hostilités, et, dans une mise en garde, a déclaré : *« Malgré le fait que l'un des buts de notre opération soit le retrait de l'armée syrienne de cette région, le gouvernement d'Israël n'a pas l'intention de prendre l'initiative de l'attaque. »* Il n'en reste pas moins que des « dérapages », dus à la proximité des combats des implantations syriennes — une unité israélienne se trouvait lundi à *3 kilomètres d'une* position tenue par Damas, — se sont déjà produits, notamment par l'échange de tirs d'artillerie et la destruction d'un avion syrien. On peut craindre, *d'autre part,* les réactions du régime de Damas, qui ne peut se réfugier indéfiniment dans la passivité, au risque de perdre aussi sa crédibilité, indispensable à sa présence au Liban et, *à terme,* à sa *survie.*

L'ampleur de l'enjeu donne la mesure du péril. A moins que *M.* Begin n'ait raison de miser sur la faiblesse, les divisions et la *vulnérabilité* du *monde* arabe. Le moment qu'il a choisi paraît opportun dans la conjoncture régionale.

La Syrie, minée par la subversion armée des mouvements islamiques, ne peut compter ni sur l'aide de la Jordanie, avec laquelle elle est en mauvais termes, ni sur celle de l'Irak, *empêtré dans sa propre guerre* contre l'Iran. Les pays du Golfe redoutent davantage les retombées d'une éventuelle défaite de Bagdad que les conséquences d'un revers syrien. Le gouvernement égyptien se réjouit peut-être de la déconfiture des adversaires arabes de Camp David *et, en tout cas, ne peut se permettre* d'aller au-delà de l'indignation platonique.

Les calculs israéliens paraissent donc fondés, du moins à court terme. *Ils risquent cependant d'engendrer,* à la longue, des périls autres que militaires. La colère monte dans l'opinion arabe, dont on aurait tort de sous-estimer le poids, face à des *gouvernements minoritaires ou impopulaires* à divers titres, et qui sont conscients de leur vulnérabilité. On l'a bien vu, en pleine guerre israélo-arabe, en octobre 1973, quand les Etats pétroliers, pourtant intimement liés à l'Occident, prirent l'initiative de décréter un embargo sur les livraisons *de pétrole.*

S'il est vrai que cette « arme » *s'est nettement émoussée, notamment* en raison de la récession, les Etats arabes peuvent encore recourir à toute une gamme de mesures d'ordre politique ou économique susceptibles d'infliger de grands torts aux puissances *« amies » d'Israël, les Etats-*Unis en tête. D'où les inquiétudes qui se manifestent à Washington et ailleurs au sujet d'une éventuelle extension, ou d'une prolongation indue, de l'« opération de nettoyage ».

Pour comprendre la logique mili*taire de M. Begin, il faudrait garder* à l'esprit sa stratégie politique, mise en œuvre avec une remarquable *cohérence,* dans un but tout autant précis que franchement admis. Son ministre de la défense, le général Ariel Sharon, l'a définie, une fois de plus, dans l'ordre du jour qu'il a *adressé à l'armée israélienne* le 25 avril, le jour où elle se retirait du Sinaï. *« Israël,* proclamait-il, *a maintenant atteint les limites des concessions possibles. Nous devons désormais redoubler d'efforts pour augmenter et étendre nos implantations dans le Golan, en Judée et Samarie, dans la région de Gaza. »* Et M. Begin ajoutait, le soir même, en réponse à une question de la télévision américaine sur l'avenir de la Cisjordanie : *« Comment voulez-vous qu'Israël puisse annexer une partie de son propre territoire ? »*

Tout a été subordonné à cet *objectif,* auquel M. Begin a consacré sa longue carrière politique : la paix séparée avec l'Egypte, destinée à briser le front arabe, à affaiblir les Palestiniens et leurs alliés, a été *payée en échange par la restitution* du Sinaï ; l'« autonomie » offerte aux Palestiniens de Cisjordanie a été conçue à *Jérusalem* d'une telle manière que *même* l'ex-président Sadate, peu suspect d'intransigeance, n'a pas pu l'avaliser ; les négociations à ce sujet sont actuellement *bloquées parce que* M. Begin pose comme condition supplémentaire qu'elles se déroulent, entre autres, à Jérusalem, « capitale réunifiée » d'Israël, exigence que le président Moubarak juge inacceptable. Faute de partenaires « raisonnables », M. Begin peut désormais envisager *l'annexion formelle d'un territoire* qu'il ne cesse de peupler de colons juifs.

Le dernier obstacle

Reste cependant à écarter le dernier obstacle qui s'élève sur la voie qu'il s'est tracée : l'O.L.P. Tâche indispensable dans la mesure où l'or*ganisation de M. Arafat incarne* et symbolise la volonté des Palestiniens, quasi unanimes, d'ériger un Etat, précisément en *« Judée et Samarie »*, et qu'elle inspire et anime la résistance dans les territoires occupés. Le report *sine die* des élections municipales en Cisjordanie, la destitution de *maires* en *exercice,* la répression sanglante qui répondait aux grèves et aux manifestations populaires, *s'étant révélés vains,* il fallait frapper la tête, les *« terroristes »* qui *« occupaient »* le Liban.

Une libre interprétation de l'accord du cessez-le-feu conclu en juillet 1981 entre Israël et l'O.L.P., sous l'égide de M. Habib, le médiateur américain, *devait ouvrir la voie à l'opération dite* « Paix en Galilée ». Le gouvernement israélien a décidé, en effet, que l'accord ne lui interdisait pas de bombarder, toutes les fois qu'il le jugeait *nécessaire, les positions de l'O.L.P.* au Liban et que cette dernière, en revanche, serait tenue pour coupable de violation du cessez-le-feu pour tout acte de résistance dans les territoires occupés, toute riposte en Galilée ou encore pour tout attentat commis à travers le monde contre un juif, qu'il soit de nationalité israélienne ou non...

L'armée israélienne était prête à envahir le Liban dès le début de cette année. Elle a failli passer aux actes à plusieurs reprises, mais des oppositions successives ou simultanées, *celles du parti travailliste de* M. Shimon Pérès, d'une partie du gouvernement, de Washington, notamment, l'en ont empêché. L'émotion suscitée dans l'opinion israélienne par l'attentat commis à Londres contre l'ambassadeur de Jérusalem et surtout une conjoncture régionale et internationale favorable ont permis, *enfin,* à MM. Begin et Sharon de mettre leur projet à exécution.

D'autres Etats, dans d'autres circonstances, ont *tenté* de détruire ou de mettre au pas l'O.L.P. Israël est-il mieux armé pour réussir là où la Jordanie, la Syrie, l'Irak ou les phalangistes libanais ont échoué ? Il paraît certain, en tout cas, que M. Begin ne pourra entretenir le rêve du « grand Israël » qu'au prix d'une guerre permanente.

ÉRIC ROULEAU.

(1) Voir notamment « Israël : une stratégie radicale » d'Amnon Kapeliouk, dans la livraison de mai du *Monde Diplomatique.*

La mort du cameraman Jean Lugo DIRECT

C'est sur des images d'une très grande violence, et particulièrement émouvantes que TF 1 a ouvert, lundi 7 juin, son journal de 20 heures. L'annonce par le présentateur d'un triple titre consacré à la guerre (celle du Liban, celle du Tchad, celle des Malouines), a, en effet, été suivie de la diffusion du dernier reportage réalisé par le cameraman Jean Lugo, mort le 4 juin à Beyrouth, sous les bombardements israéliens.

Présent au milieu des combats, avançant à contre-courant des troupes de soldats en fuite, à la recherche d'un abri, dans le bruit des bombes, des sirènes, des hurlements de blessés, des fusillades, Jean Lugo continuait à filmer à découvert, jusqu'à ce que, touché par des éclats dans le dos, il s'écroule à son tour. Quelque secondes auparavant, on avait pu l'entendre supplier la preneuse de son, Marie-France Guyonne, de se protéger : « Il n'est pas nécessaire que nous soyons deux à prendre des risques ! » *Rarement réquisitoire contre la guerre n'aura été aussi convaincant.*

LES RÉACTIONS EN FRANCE

● LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.F. estime qu'*« Israël a pris la responsabilité de déclencher une nouvelle guerre au Proche-Orient ». « Jamais une telle opération — réalisée malgré la présence des Forces internationales des Nations unies pour le Liban — n'aurait pu être menée sans le soutien politique, économique et militaire que les Etats-Unis apportent depuis plusieurs années à Israël. »* Le P.C.F. se dit *« prêt à prendre toute sa place dans une initiative unitaire de solidarité et en faveur de la paix dans cette région. »*

● AU SECRETARIAT NATIONAL DU P.S., M. Huntzinger, secrétaire national adjoint, chargé des relations internationales, juge *« inacceptable... la rupture par Israël du cessez-le-feu et l'entrée de ses troupes au Liban ».* Soulignant qu'*« aux Malouines comme au Liban »* il faut respecter *« le territoire d'un Etat souverain »*, il indique qu'à l'ONU *« la France pèsera de tout son poids pour que soient restaurées la souveraineté et l'intégrité du Liban ».*

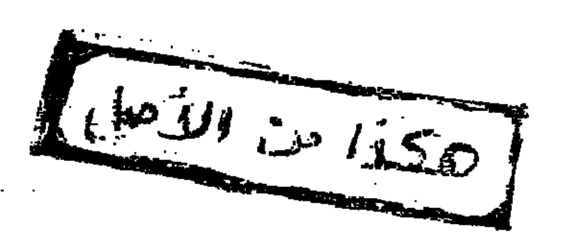
● POUR M. BERTRAND DELANOE, porte-parole du P.S., qui *« condamne l'attitude militaire offensive d'Israël »*, il n'y aura pas de solution au Proche-Orient sans *« une reconnaissance du bien-fondé de l'existence d'Israël »*, et *« une reconnaissance de la revendication à une identité nationale des femmes et hommes palestiniens vivant en Cisjordanie ».*

● AU SECRETARIAT NATIONAL DU M.R.G., M. Jean Charpentier constate qu'*« Israël vient de commettre un nouveau forfait... contre la stabilité de l'Etat libanais »*, et demande un renforcement en hommes et en armement de la Force internationale des Nations unies au Liban.

● *LE MRAP* (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) rappelle que s'il *« condamne tous les actes terroristes, il ne peut admettre cependant que ceux-ci, pour criminels qu'ils soient, soient utilisés comme prétexte à des représailles sanglantes ».*

● DANS L'OPPOSITION, LE R.P.R. *« condamne l'intervention des forces armées israéliennes en territoire libanais »* et *« avec la même vigueur les actes terroristes qui donnent prétexte à ce genre de représailles ».* Rappelant que *« l'indépendance du Liban ne saurait s'accommoder de présences armées quelles qu'elles soient sur son sol »*, il demande au gouvernement français *« d'agir avec conviction et vigueur pour que le cessez-le-feu intervienne et qu'il soit intégralement respecté ».*





Le Yémen écartelé

II. – La guérilla « fraternelle »

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Les pays pétroliers du Golfe portent à bout de bras l'économie de la République arabe du Yémen (du Nord), dont la modernisation s'accomplit dans des conditions contestables et avec des conséquences sociales qui, à la longue, risquent d'être dangereuses. Le parfum du pétrole séduit et corrompt (« le Monde du 8 juin). Il peut aussi attiser les passions.

Sanaa. — La capitale du Nord-Yémen respire paix et sérénité, le jour. Dans les grandes artères, la circulation automobile est dense ; les ruelles étroites et tortueuses de la vieille ville charrient des foules grouillantes d'hommes enturbannés, drapés d'une *fouta (jupe)*, la jambia (poignard recourbé) suspendu à la taille de femmes voilées, vêtues d'un *sirwal* (pantalon attaché aux chevilles) ; silhouettes colorées et anonymes qui glissent le long de maisons de style dit « babylonien », aux allures de forteresses ou de palais, la *façade* ornée de dessins tracés à la chaux, de meurtrières, de fenêtres masquées de treillis en bois ou de vitraux ; à la tombée du jour, la voix lancinante du muezzin appelant à la prière rebondit de minaret en minaret tandis que les fidèles s'engouffrent sous les coupoles des mosquées ; la ville ne tarde pas à se réfugier dans une obscurité silencieuse, que trouble seulement le ronronnement de voitures, tous phares allumés, que les services de sécurité braquent, tels des têtes chercheuses, pour débusquer les « terroristes ».

Officiellement, l'opposition, armée ou non, n'existe pas ; aucun responsable ne se réfère publiquement au Front national démocratique (F.N.D.). Mais, à la faveur d'un couvre-feu non déclaré, les policiers vérifient l'identité de piétons et d'automobilistes nocturnes, fouillent les voitures et saisissent, à l'occasion, des armes à feu.

La dernière vague d'arrestations (déclenchée dans le plus grand secret) a atteint, en quelques jours, près de deux mille personnes — ce qui correspond à quinze mille à l'échelle de la population française — suspectes de sympathie ou d'appartenance au F.N.D. ; ils représentent un large éventail de tendances, nationaliste, baasiste, nassérienne, marxiste, qui reprochent essentiellement au régime de ne pas défendre l'« indépendance nationale », de s'être inféodé à l'Arabie Saoudite et aux « monopoles étrangers ».

S'il est vrai que les opposants sont infiltrés partout, dans les milieux universitaires, dans l'armée, au sein de l'appareil de l'Etat et, dit-on, jusqu'au abords du pouvoir, les guerilleros du F.N.D. ne cessent de grignoter du terrain, d'élargir la zone qu'ils contrôlent au sud du pays (près d'un tiers du territoire national). Ils harcèlent les forces de l'ordre en poussant des pointes, comme ce fut le cas en avril, jusqu'à une centaines de kilomètres de Sanaa. A en juger par la dizaine de barrages établis par l'armée sur la route Sanaa-Taez et par l'escorte militaire que l'on fournit aux voyageurs se rendant à Maarib, à l'est de la capitale, il est vraisemblable que les rebelles seraient en mesure de couper ces deux axes routiers.

Leur fief demeure cependant la « région centrale » comprise entre Ebb, Kaataba, Damt, Al-Beida, Radaa et Dhemar, où ils ont implanté, en dehors des grandes agglomérations, leurs canons et leurs fusées Sam-2, leurs chars et leurs blindés. Adossés à la frontière sud-yéménite, ils sont ravitaillés en armements non seulement par le gouvernement d'Aden mais aussi, selon des informations concordantes, par la Syrie et la Libye. La libanisation » du conflit est, en effet, en bonne voie, l'ancienne Arabie Heureuse étant en passe de devenir un second champ clos des luttes interarabes.

Un enjeu de taille

La République démocratique du Yémen, isolée par un cordon sanitaire invisible, s'estime menacée par un monde arabe qui lui est largement hostile, en particulier par l'Arabie Saoudite, dont l'influence sur le régime de Sanaa paraît déterminante. Les maquisards du F.N.D. sont donc, pour elle, un instrument de défense. La Libye, de même, règle des comptes, par Yéménites interposés, avec le régime wahabite de Ryad, « *chef de file de la réaction arabe et tête de pont de l'impérialisme américain* ».

La Syrie en veut à la R.A.Y. pour au moins deux raisons : cette dernière a accordé refuge et protection aux Frères musulmans ennemis jurés du régime de Damas, et elle s'est alliée à l'Irak au point d'y envoyer des volontaires pour combattre le régime de Khomeiny. D'où le soutien de la Syrie à l'opposition nord-yéménite.

Inversement, l'aide massive que fournissent à la R.A.Y. les Etats pétroliers du Golfe, l'Arabie Saoudite en tête, reflète leur volonté de neutraliser la menace que représente à leurs yeux la République démocratique du Yémen ; « *vivier de l'idéologie marxiste* » et « *base soviétique* » implantée dans la péninsule arabe. Pour Ryad, en particulier, une éventuelle victoire militaire du F.N.D. et son installation à Sanaa signifieraient que la vague communiste aurait atteint ses frontières méridionales. Autant dire que les cheikhs du Golfe devraient alors plier bagages.

L'enjeu du conflit en R.A.Y., qui oppose les « frères » arabes, est de taille. Encore que personne, dans les deux camps, ne croit qu'il sera tranché par les armes, à moins d'une évolution tout aussi dramatique qu'imprévue. Certes, les maquisards sont bien équipés et comptent dans leurs rangs plus de cinq cents officiers de carrière, transfuges de l'armée nord-yéménite. Mais cette dernières — ravitaillée à 90 % par l'U.R.S.S., ce qui n'est pas le moindre des paradoxes — dispose de quelque six cents conseillers militaires soviétiques et de moyens considérables, dont six cent cinquante chars T-54 et T-55, des Sukhoï-22, des Mig-19, 21 et bientôt 23, sans parler des Phantom américains F-5 E et des chars M-60. Cependant, on l'a vu sous d'autres cieux, une armée régulière ne parvient pratiquement jamais à vaincre une guérilla alimentée copieusement de l'extérieur par un solide cordon ombilical.

Une victoire totale du F.N.D. n'est pas non plus imaginable, cette fois pour des raisons politiques impérieuses. Quelle que soit l'étendue de l'influence du Front dans les milieux urbains, en particulier dans l'intelligentsia nationaliste, quelle que soit encore l'ampleur de la contestation à laquelle se heurte le gouvernement de Sanaa dans de nombreuses catégories de la population, cette dernière serait dans sa majorité réfractaire à un changement radical dans les structures économico-sociales de l'Etat. La passivité des puissantes tribus du Nord, celles des Hached et des Bakil, ne doit pas faire illusion. Elles se soulèveraient comme un seul homme, dit-on, le jour où le F.N.D. deviendrait un sérieux candidat au pouvoir, menaçant ainsi la large autonomie dont elles bénéficient face au gouvnement central.

Mahomet contre Marx ?

L'arme de l'islam se superpose à celle de l'opposition tribale. Le gouvernement de Sanaa en use et en abuse en opposant Mahomet à Marx. Il a réussi, dans une certaine mesure, à mobiliser l'islam traditionnel dans ses deux composantes, zeidite et sunnite, contre l'athéisme des maquisards du F.N.D. Les milices du « front islamique » se battent aux côtés de l'armée régulière, tandis que les imams des mosquées ne tarissent pas de malédictions lancées contre les « mécréants ».

La fusion, au début de cette année, de plusieurs organisations marxistes membres du F.N.D., au sein du Parti de l'unité populaire yéméniste (PUPY), prête flanc à la propagande gouvernementale. La lecture attentive de son programme — que les autorités de Sanaa distribuent complaisamment aux journalistes de passage — ne laisse planer aucun doute : il s'agit bien d'un parti communiste de type orthodoxe qui va jusqu'à dénoncer la politique « *opportuniste* » et « *étroitement chauvine* » du P.C. chinois.

Reste à déterminer le rôle — marginal ou moteur ? — que joue cette nouvelle formation au sein du F.N.D. Cependant, on peut constater — en en tirant éventuellement des conclusions — que le PUPY se considère comme une émanation du parti socialiste au pouvoir à Aden puisque trois de ses dirigeants siègent au sein du bureau politique du parti unique de la République démocratique du Yémen.

L'arme de l'islam que manie Sanaa est cependant à double tranchant. Le mouvement musulman — selon des observateurs avertis — se décompose en quatre ailes, dont l'une, résolument nationaliste, s'est d'ores et déjà ralliée au F.N.D. Les trois autres, de sensibilité conservatrice et tournées vers le wahabisme de l'Arabie Saoudite, sont néanmoins traversées par des lames de fond khomeinistes.

La révolution iranienne n'a pas laissé insensibles les adeptes du zeidisme, secte schismatique de l'islam apparentée au chiisme persan, à laquelle appartiennent environ 40 % des citoyens de la R.A.Y.

D'autre part, le régime de Téhéran, qui n'est pas perçu ici de la même manière qu'en Occident, projette l'image d'un bastion des motazefin, des déshérités, qui résiste héroïquement à l'impérialisme, de l'Est comme de l'Ouest, pour défendre des valeurs islamiques, celles de la justice sociale et de l'authenticité culturelle. Pour beaucoup de Yéménites, dès lors, Mahomet et Marx ne sont pas nécessairement irréconciliables. Une jeune dirigeante musulmane, enveloppée de la tête aux pieds dans ses voiles noirs, avec laquelle nous nous sommes longuement entretenus, a fini par dire que, pour elle, la lutte contre les turpitudes du gouvernement de Sanaa passait avant le combrat contre l'athéisme des maquisards marxistes. Le dualisme de l'Islam, ici comme ailleurs, ne permet pas encore de prédire dans lequel des deux camps il finira par basculer.

Un régime paralysé

En attendant, tout le monde s'accorde pour estimer que seule une solution politique mettrait un terme à la guerre civile. Théoriquement, le gouvernement de Sanaa pourrait donner satisfaction au F.N.D. en lui reconnaissant une existence légale, voire en lui offrant des postes ministériels. Certains estiment même qu'une telle démarche n'aurait d'autre effet que de marginaliser, en la banalisant, une opposition trop radicale pour avoir une emprise sur une société traditionnelle.

Le colonel Ali Abdallah Saleh, le chef de l'Etat, a été longtemps tenté d'emprunter cette voie. Mais il a dû reculer devant la double résistance des chefs tribaux et des privilégiés du régime qui redoutent un système parlementaire électif et les libertés publiques, exigés par le F.N.D., qui sonneraient le glas de leur pouvoir. Ils craignent encore — et ils n'ont peut-être pas tort — que la lutte politique que le Front mènerait au grand jour contre les « *féodaux compradores* » et la « *bourgeoisie parasitaire* », selon les termes de son programme, ne finisse pas par porter ses fruits dans un pays où l'aggravation des problèmes sociaux va de pair avec une modernisation débridée et anarchique.

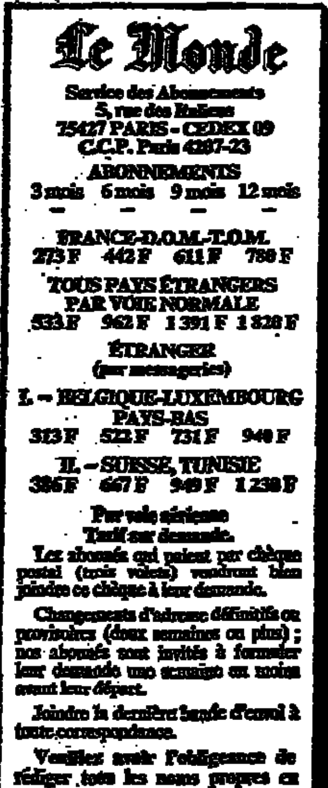
En tout cas, le colonel Ali Abdallah Saleh tient compte, tout en essayant de s'y opposer, de la volonté de l'Arabie Saoudite, hostile à tout compromis, voire à tout règlement, qui aurait comme effet d'atténuer singulièrement son emprise sur son voisin méridional. Ryad n'est pas seulement le principal bailleur de fonds et l'allié du gouvernement de Sanaa. La famille régnante d'Al Saoud, par les généreux subsides (quelque 500 millions de dollars, estime-t-on) qu'elle verse directement aux chefs de tribus, à des hommes politiques, voire à des officiers supérieurs, tient entre ses mains le sort du colonel Saleh et de son régime. Les autres cheikhs du Golfe qui déversent, eux aussi, leurs pétrodollars sur la République arabe du Yémen, n'apprécieraient guère non plus la réconciliation, sur leur dos, de Sanaa avec les marxistes du Sud.

Ecartleé entre des impératifs contradictoires, le président nord-yéménite est réduit à un état qui ressemble fort à la paralysie. Il se complait dans d'interminables et stériles palabres avec les « frères » d'Aden ; il offre aux maquisards du F.N.D. un hypothétique dialogue, à engager seulement après qu'ils auront déposé les armes et livré les régions qu'ils contrôlent aux forces de sécurité, tout en sachant sans doute que l'une et l'autre démarches n'ont aucune chance d'aboutir.

En attendant que sonne l'heure d'un choix déchirant, la guérilla « fraternelle » — une de plus au Proche-Orient — se poursuivra en déstabilisant davantage la République arabe du Yémen. Mais n'est-ce pas là le secret espoir de tous les protagonistes, adversaires ou alliés ?

FIN









LA GUERRE DES MALOUINES

La garnison argentine de Port-Stanley est sommée de se rendre

De notre correspondant

Londres. — Le ministère britannique de la défense maintient l'embargo sur les nouvelles militaires provenant des Malouines. Il se contente de confirmer les dépêches des envoyés spéciaux de la presse londonienne, qui sont d'ailleurs soumises à une double censure au départ des îles et à l'arrivée au ministère Lundi 7 juin, aucune indication ne laissait entendre que l'assaut avait déjà été donné, mais différents accrochages entre les patrouilles britanniques chargées de « nettoyer » l'île orientale et les forces argentines ont eu lieu au cours des cinq derniers jours, faisant soixante morts chez les Argentins. Deux cents nouveaux prisonniers ont été capturés, ce qui porte leur nombre total à deux mille depuis le débarquement à San-Carlos.

Selon le correspondant de la chaîne commerciale de télévision, les fusiliers marins de la 3e brigade contrôlent les collines dominant au nord la piste de Port-Stanley. D'autre part, les navires stationnés au large ont débarqué récemment (aucune précision de date n'a été fournie) des équipements et des munitions (1). Les Britanniques ne sont plus qu'à quelques kilomètres de la garnison argentine retranchée dans le périmètre de la petite capitale des Malouines, et elles pilonnent les positions adverses.

L'aviation argentine a tenté, lundi, un bombardement des lignes britanniques et de la tête de pont de San-Carlos, mais n'aurait pas atteint ses cibles. Un appareil argentin a été abattu par les missiles anti-aériens. Le mauvais temps a cependant gêné ces derniers jours les sorties de l'aviation. Un hélicoptère Gazelle britannique s'est écrasé avec quatre hommes à bord, apparemment à la suite d'un accident. Et le général Moor, commandant en chef des forces terrestres aux Falkland, a lancé par radio, lundi, un dernier appel au général Menendez, pour qu'il ordonne à ses hommes de déposer les armes et évite de nouvelles effusions de sang.

Etant donnée la politique d'information adoptée par les Britanniques, on ne peut exclure que la bataille de Port-Stanley soit cependant plus avancée qu'on ne le dit. On dément, en tout cas, à Londres que les responsables militaires aient repoussé de quelques jours l'assaut final contre la garnison argentine afin d'attendre que M. Reagan ait quitté la Grande-Bretagne.

Le choix du moment n'est plus de la responsabilité du pouvoir politique, répète-t-on à Londres. c'est au commandant en chef de prendre la décision en fonction de considérations militaires. Les troupes britanniques regroupées autour de Port-Stanley ont renforcé leurs positions et préparent l'attaque par des bombardements des lignes argentines.

Les délais observés depuis le début du siège s'expliquent, dit-on, par la volonté du général Moor de mettre toutes les chances de son côté avant de lancer ses hommes contre les défenses argentines et de laisser aux Argentins une dernière possibilité de comprendre le caractère désespéré de leur situation. Les Britanniques ne sous-estiment pas la résistance possible de la garnison, et ils pensent que les troupes de Buenos-Aires livreront sans doute un baroud d'honneur — qui pourrait se révéler extrêmement meurtrier — avant de se rendre, comme à Darwin et Goose-Green.

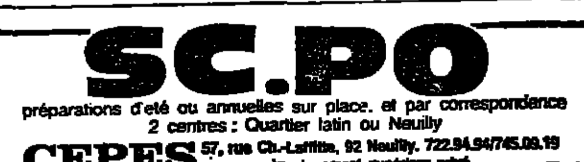
Après avoir tenté de dissuader le premier ministre britannique d'infliger une défaite militaire trop dure à l'Argentine, les dirigeants américains semblent être arrivés à la même conclusion : ils ont maintenant intérêt à ce que la phase militaire se termine le plus rapidement possible afin que la diplomatie reprenne ses droits pour sauver ce qui peut l'être encore de leur politique latino-américaine.

C'est pourquoi M. Reagan doit tenter, ce mardi, une nouvelle fois de convaincre Mme Thatcher d'accepter des négociations après la reconquête de Port-Stanley, tandis que le premier ministre britannique recommandera au président américain une présence des Etats-Unis aux Malouines qui garantisse la sécurité de l'archipel et permette à la Grande-Bretagne de reprendre sa place dans le dispositif de défense de l'OTAN.

DANIEL VERNET.

(1) Après avoir débarqué les trois mille cinq cents hommes qu'il avait amenés de Grande-Bretagne, le *Queen Elizabeth II* est reparti pour Southampton où il est attendu vendredi.





AFRIQUE

Tchad

Un pays disloqué par quinze ans de conflits armés

L'entrée à N'Djamena des Forces armées du nord (FAN) de M. Habré et la fuite au Cameroun de M. Goukouni Oueddeï, président du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), ne constituent-elles que de simples épisodes dans la longue histoire d'une guérilla rapidement transformée en véritable guerre civile, ou marqueront-elles enfin le début de l'épilogue du drame tchadien ? Vingt-deux ans après son accession à l'indépendance, le Tchad a en tout cas connu près d'une vingtaine d'années de tensions et plus de quinze ans de conflits armés.

C'est en novembre 1965, au moment précis où François Tombalbaye, alors président de la République, vient d'institutionnaliser le parti unique, qu'éclatent à Mangalme, dans le centre, les troubles qui donnent le signal de la rébellion. Il s'agit au début d'une jacquerie, mouvement de résistance spontanée de paysans excédés par les exactions de fonctionnaires, et qui prend la forme d'un affrontement Nord-Sud. Car les opprimés sont des « nordistes » et les oppresseurs des « sudistes », la majorité des agents de la fonction publique ayant longtemps été constituée par des originaires des provinces méridionales.

Largement islamisé, le « Nord », c'est-à-dire l'immense territoire qui comprend plus de la moitié de la superficie du Tchad, est surtout peuplé de nomades, dont une petite fraction est d'origine arabe. Or pendant les six décennies de colonisation française toute l'activité du Tchad, traditionnellement orientée vers le nord et le bassin méditerranéen depuis des temps immémoriaux, fut artificiellement tournée vers le sud et l'océan Atlantique. Le « Nord » restait placé sous administration militaire ; c'est seulement en 1965 que l'immense Borkou - Ennedi - Tibesti (BET), à lui seul plus étendu que l'ancienne métropole, passa effectivement sous administration tchadienne.

La relève des Français par le régime Tombalbaye fut à l'origine de graves déceptions parmi les populations du Nord soumises à une administration « sudiste », souvent inexpérimentée et parfois corrompue et d'une rébellion qui vit se constituer un Front de libération nationale, le FROLINAT.

L'opposition Nord-Sud

Dès 1966, les désordres s'étendent à la province du Ouaddaï limitrophe du Soudan, et en août 1968, Tombalbaye fait appel aux parachutistes français, qui interviennent au Tibesti, devenu l'un des foyers rebelles les plus actifs. En 1970, la région d'Oum Hadjer, dans la province du Batha, et en 1971, le Salamat, frontalier du Centrafrique, sont touchés. En 1972, on reconnaît officiellement que la rébellion a déjà fait plus de trois mille morts. *Dès lors la situation ne cesse de* se dégrader et l'ordre ne sera jamais entièrement rétabli, ni par Tombalbaye, ni par le général Malloum, qui l'assassinera et le remplacera à la tête de l'Etat en avril 1975, ni par aucun de ceux qui, par la suite, confisquèrent un pouvoir en déshérence permanente.

A l'antagonisme Nord-Sud s'est ajouté le fait que « nordistes » et « sudistes » sont désunis. Ainsi, le GUNT, dont M. Goukouni Oueddeï était le chef, fut à l'origine constitué avec des représentants de onze tendances politico-militaires concurrentes et dont certaines ont éclaté depuis lors. C'est un morcellement extrême qui caractérise aujourd'hui l'échiquier politique. Et de même que M. Goukouni Oueddeï eut à faire face à la turbulence et aux velléités d'indépendance de M. Acyl Ahmat, son ministre des affaires étrangères, le colonel Kamougue est vivement *contesté et confronté* dans le Sud à des forces centrifuges de plus en plus puissantes.

Le jeu de Tripoli

En fait, après la victoire de M. Habré, ne se retrouvent face à face que les FAN et les Forces armées tchadiennes (FAT) du colonel Kamougue. En effet, les Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni sont en pleine débandade et le Conseil démocratique révolutionnaire (C.D.R.) de M. Acyl Ahmat n'est, dit-on, pas disposé à combattre. Pour ces factions, qui semblent prêtes à se déchirer pour s'assurer seules le contrôle du pouvoir, on ignore le nombre réel des combattants. Ce qui est certain, c'est que les Forces armées du Nord sont de loin les plus aguerries, les mieux soudées autour d'un chef qui les conduit à la victoire, les plus combatives, les mieux armées et les mieux équipées. Les FAT, pour leur part, ne peuvent se prévaloir d'une réelle fidélité à leur chef.

L'imbroglio est d'autant plus complexe que le poids de puissants voisins fausse le jeu politique. En effet, le Nigéria, le Soudan, le Cameroun, et surtout la Libye, constituent autant de parties prenantes au conflit. Chacun de ces Etats a soutenu ou combattu à tour de rôle l'un ou l'autre des antagonistes, même si l'opinion internationale a surtout retenu l'action de la Libye, qui, en janvier 1981, a proclamé sans lendemain apparent la fusion tchado-libyenne après avoir, depuis plus de dix ans, annexé les 114 000 kilomètres carrés de la bande d'Aozou, située dans l'extrême Nord. Grâce au Soudan et aussi à l'Egypte, M. Habré a pu, même si Khartoum a toujours démenti avec force toute aide directe aux adversaires de M. Goukouni, bénéficier d'importantes facilités de transit et d'un concours diplomatique. C'est à partir du Cameroun que la France a pu apporter un appui militaire au GUNT.

Quant au Nigéria, après avoir tenté d'exercer une influence prépondérante par voie diplomatique, lors de la conférence de Lagos de l'été 1979, puis à l'occasion des différentes « tables rondes » tenues à Kano, il pèse par l'intermédiaire de son contingent militaire intégré à la force africaine de maintien de la paix mise en place sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.).

L'organisation panafricaine elle-même, en dépit de son inexpérience, de son inefficacité, de ses moyens limités, et de ses contradictions internes, reste un des éléments du règlement du drame tchadien. En dépit des difficultés rencontrées par son secrétaire général, M. Kodjo, personnellement désavoué par plus d'une vingtaine d'Etats par suite des positions prises dans le conflit du Sahara occidental, l'O.U.A. conserve un certain crédit auprès de la plupart des dirigeants africains. Cependant, beaucoup d'entre eux estiment que, tout en évitant de s'en remettre entièrement à l'ONU, l'O.U.A. doit faire largement appel à cette dernière pour la seconder. Cependant, il n'est pas exclu que, pour une fois, la solution de la guerre civile du Tchad ne soit ni à Addis-Abeba ou à New-York, ni même à Paris ou à Tripoli, mais bien à N'Djamena. Pour que cette hypothèse se vérifie, reste à M. Habré à s'entendre avec les « sudistes ». Ne serait-ce que pour éviter que ne prennent forme de nouvelles menaces d'éclatement du pays en deux Etats distincts, l'un au nord, l'autre au sud.

PHILIPPE DECRAENE.

Mozambique

L'un des chefs des services de sécurité se réfugie en Afrique du Sud

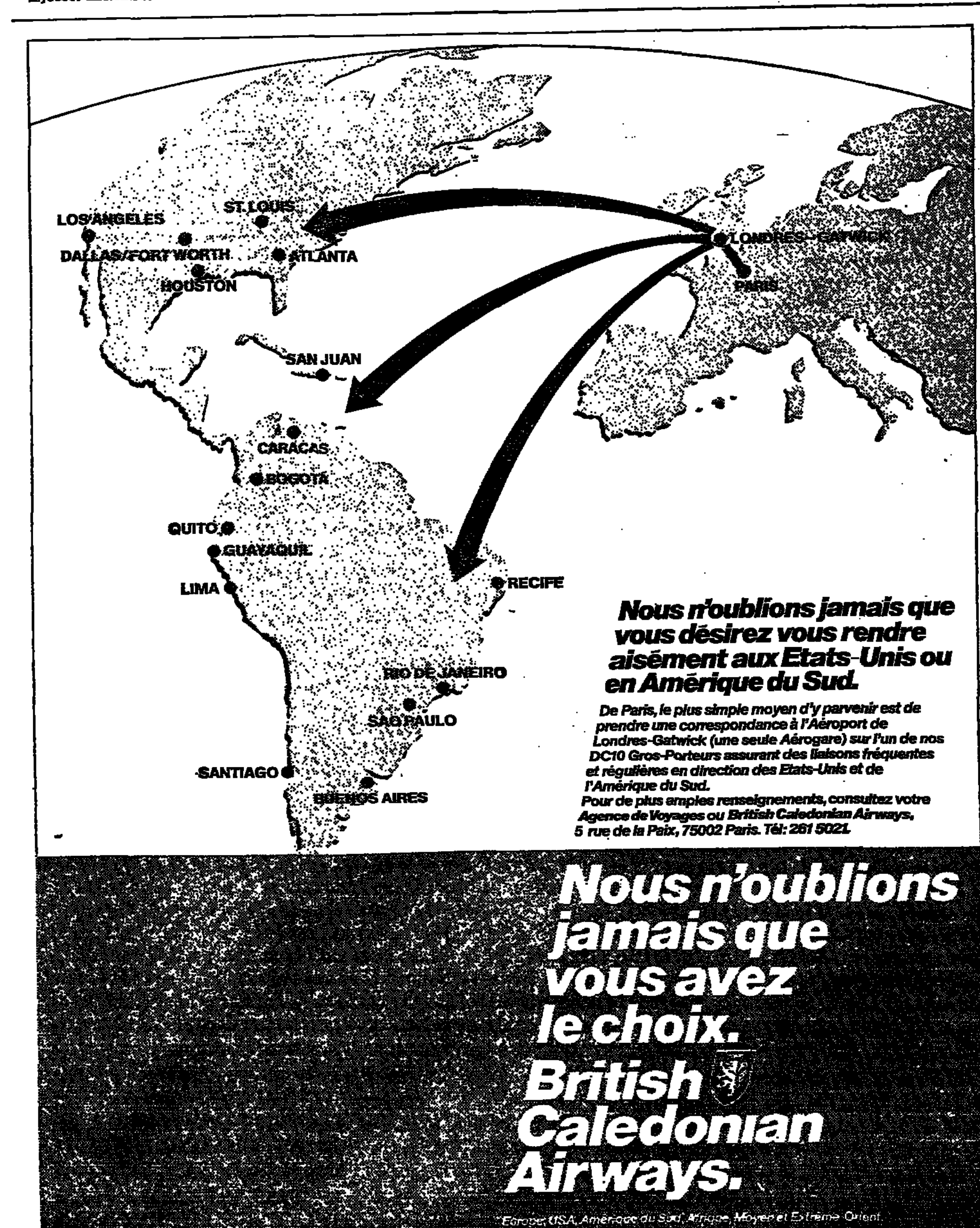
De notre correspondant

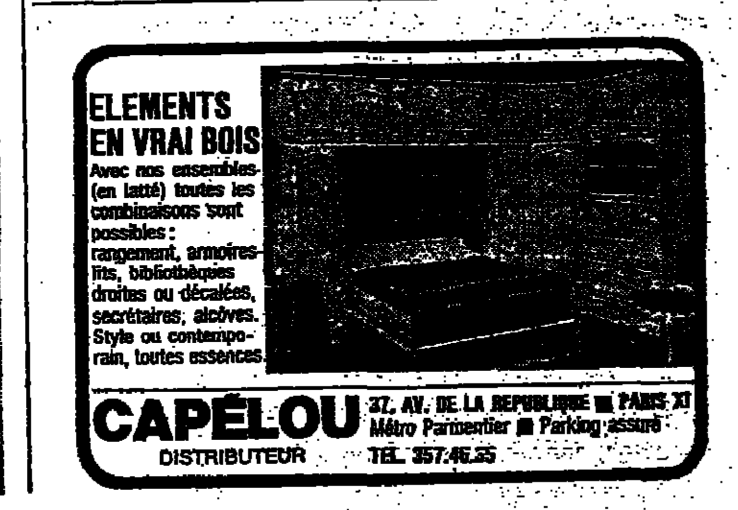
Johannesburg. — Un haut *fonctionnaire des services de sécurité* du Mozambique, M. Jorge Costa, présenté par Pretoria comme le « *numéro deux* » desdits services, a demandé lundi 7 juin l'asile politique à l'Afrique du Sud. M. Costa, dont on dément à Maputo qu'il soit le directeur de la sécurité nationale, était en tournée de routine à Pretoria. Les deux fonctionnaires qui l'accompagnaient ont regagné la capitale mozambicaine. Présenté lundi à la presse sud-africaine par le responsable de la police spéciale, le dissident d'origine portugaise a expliqué sa défection par la « *mainmise communiste* » sur son pays. « *Depuis l'indépendance en 1977*, a-t-il indiqué, *Moscou est le véritable maître du Mozambique (...). Les marxistes pillent notre économie, qui est aujourd'hui dans un état catastrophique et attentent à nos libertés.* Pourtant, a-t-il conclu, *je ne me considère pas comme un traître à ma patrie mais je ne peux plus travailler pour les marxistes* ».

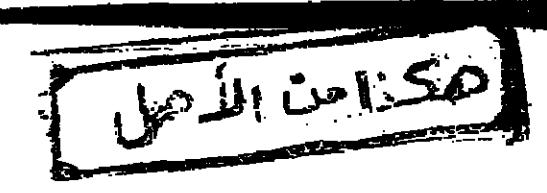
Ce n'est pas la première fois que l'Afrique du Sud accueille des transfuges du Mozambique. En juillet, un pilote de Mig des forces aériennes du Frelimo, le lieutenant Adriano Bombe, « *dégoûté de la politique suivie par Maputo* », avait choisi la patrie de l'apartheid pour terre d'asile. Sa famille l'avait rejoint peu après.

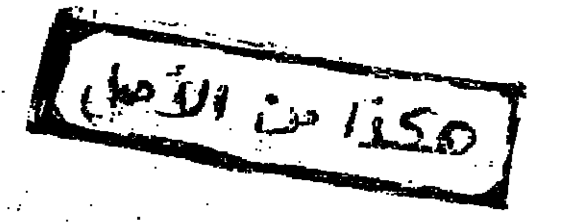
Au-delà des motivations politiques propres à ces deux cas, comme aux centaines de Sud-Africains qui fuient chaque année le régime imposé par Pretoria, de nombreux Mozambicains portés par l'espoir de trouver un emploi en zone « blanche » tentent de traverser illégalement la frontière entre les deux pays. Selon la police d'immigration sud-africaine, la sécheresse inhabituelle qui règne sur le sud du Mozambique serait à l'origine de la multiplication des passages clandestins. Plus de deux mille Mozambicains seraient arrêtés chaque mois et renvoyés chez eux.

PATRICE CLAUDE.









DIPLOMATIE

APRÈS LE SOMMET DE VERSAILLES

Les Soviétiques ont été déçus par l'attitude des Européens

De notre correspondant

Moscou. — Les résultats du sommet de Versailles ont déçu les Soviétiques. Ils attendaient des Européens qu'ils tiennent tête mieux qu'ils ne l'ont fait aux prétentions américaines. Cependant officiellement, on considère à Moscou que les concessions faites à M. Reagan par ses alliés sont de pure forme et qu'elles n'entraînent pas un alignement sur les positions de Washington.

Que le document adopté par les Sept ait fortement déplu aux Soviétiques, cela ressort clairement du commentaire fait lundi 7 juin par Tass, mais non repris ce mardi par la presse. Alors qu'une première dépêche de l'agence, dimanche 6 juin, soulignait plutôt la persistance de désaccords entre les pays participants et ne mentionnait pas les mesures relatives aux échanges avec l'Europe de l'Est (*le Monde* 8 juin), l'analyse plus développée présentée le lendemain a nettement mis l'accent sur le succès américain. *« Les Etats-Unis sont parvenus, ne serait-ce que sous une forme générale, à imposer la thèse de la limitation des crédits pour l'exportation accordés aux pays socialistes »*, écrit Tass.

Pour leur part, ajoute l'agence, les Américains ont évité tout engagement sur la réduction des taux d'intérêt et n'ont pas non plus l'intention de faire quoi que ce soit pour faire baisser le cours élevé du dollar.

Moscou se console pourtant en se disant que cette victoire américaine n'est que de façade. C'est ce que suggère un autre commentaire de Tass publié lundi soir, qui relève que *« la tentative des Etats-Unis n'a pas réussi à 100 % »* du fait de l'opposition manifestée par le Canada, la France et l'Allemagne fédérale, et qu'en tout état de cause le texte de Versailles ne contient aucun élément suceptible de résoudre les grands problèmes de l'économie occidentale.

C'est aussi la thèse exposée par les *Izvestia*. Ce journal estime que l'unité affichée en paroles par les Sept ne sert qu'à dissimuler de graves contradictions qui subsistent entre eux. Le quotidien estime que les Etats-Unis ont de plus en plus de mal à *« imposer leur direction (« leadership ») sur le monde occidental »* et que, s'ils ont réussi à faire inclure dans la déclaration finale la limitation des crédits d'exportation destinés aux pays socialistes, ils n'en sont pas moins isolés, les autres pays continuant de refuser toute espèce de boycottage et de sanctions.

La *Pravda* souligne aussi l'attitude ferme de MM. Trudeau, Schmidt et Mitterrand, mais elle est plus nuancée dans ses conclusions : elle constate seulement que les Etats-Unis n'ont pas obtenu *« une victoire complète de leurs thèses »* et que *« leur tactique n'a pas réussi jusqu'au bout »*. Quant au correspondant de la télévision soviétique, il a affirmé lundi soir qu'*« à Versailles la politique globalement antisoviétique de l'administration Reagan a échoué »*.

En réalité, il semble bien que l'U.R.S.S. s'inquiète de ce qu'elle considère comme une reprise en main par Washington de ses principaux partenaires. Si sa propagande à usage interne insiste sur la grave crise du monde occidental et sur les contradictions qui le minent, ses déclarations à usage externe, malgré quelques flottements, expriment la préoccupation que lui inspire l'attitude des pays de l'Europe de l'Ouest et visent à rappeler à ceux-ci que leur intérêt passe par le maintien de leurs liens avec Moscou, et non par leur soumission à Washington.

THOMAS FERENCZI.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Coup d'épée dans l'eau ou étape décisive » publié dans *le Monde* du 8 juin, nous avons attribué le second « choc pétrolier » à la guerre entre l'Iran et l'Irak. En fait, celle-ci n'a fait que relancer un mouvement amorcé dès le début de 1979 par la baisse de la production iranienne après la révolution.

De même, une erreur de transmission nous a fait écrire à la fin de l'article (dernière phrase) : *« Rien n'indique qu'une volonté politique existe plus aujourd'hui qu'hier pour une reconstruction atlantique. »* C'est authentique qu'il fallait lire.

Dans la presse étrangère

THE TIMES (Londres, indépendant) : Et les chômeurs ?

« Les dirigeants du monde occidental industrialisé se sont arrangés pour créer un semblant d'unité autour de deux questions délicates : le commerce avec l'Est et l'intervention sur les marchés des changes. Chaque leader s'est réservé le droit d'interpréter à sa guise la déclaration finale (...) Les discussions détaillées ont permis de masquer le manque d'inclination des dirigeants à évoquer le problème des trente et un millions de personnes qui sont actuellement au chômage dans les nations occidentales industrialisées. »

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG (Francfort, milieux d'affaires) : Un échec qui aura des suites.

« Après des débats difficiles, les Européens, conduits par Mitterrand et Schmidt, ont imposé une formule élastique qui, en clair, signifie : « Business as usual », commerce (avec l'Est) comme d'habitude. Ils ne veulent pas même relever les taux d'intérêt des crédits pour lesquels Moscou continue de bénéficier, de façon grotesque, du statut privilégié de pays en voie de développement. Pour ne rien dire d'un plafonnement, ou même d'une réduction, du volume des crédits actuels. (...) Au total : un échec, qui aura des suites »

NEW YORK TIMES : Des comparaisons peu favorables.

« Au mieux, les conversations au sommet auront offert un petit rien à chacun. Les Européens se sont plaints que les taux d'intérêt élevés des Américains et les forts déficits budgétaires induisaient des troubles qui interféraient avec leur redressement économique. En réponse, le président Reagan a présenté une défense rituelle des « Reaganomics ». Ils se sont mis d'accord pour intensifier leur coopération économique. (...) Versailles a-t-il été un échec ? Oui, si on compare ce sommet avec celui de Bonn en 1978, où le chancelier Schmidt avait accepté de coordonner une politique monétaire et fiscale avec ses alliés portés vers l'expansion. Oui encore, par rapport à la Conférence de Tokyo, en 1979, où le président Carter accepta de limiter les importations pétrolières américaines. Mais de telles comparaisons ne sont pas forcément justes. (...) On peut dire, au mieux, que ce huitième sommet économique n'a pas causé de dégâts permanents à une institution diplomatique qui peut être occasionnellement utile. »

LA LIBRE BELGIQUE (Bruxelles, catholique) : La mésentente cordiale.

« En dépit de la satisfaction officielle et des propos de circonstance, le sommet restera, qu'on le veuille ou non, celui de la mésentente cordiale, avec deux traits dominants : la modestie de ses résultats dans le domaine monétaire — où les Etats-Unis se sont montrés inflexibles — et le peu d'enthousiasme en matière de coopération Nord - Sud. Oui à une convergence accrue des politiques économiques, ont convenu les dirigeants du monde occidental, sans nécessairement s'en donner les moyens. »

● *Une expulsion de Versailles par erreur.* — La SOMERA (émissions dirigées vers le Proche-Orient en arabe et en français de Radio-Monte-Carlo) indique qu'une erreur administrative est à l'origine de l'expulsion du château de Versailles, dimanche 6 juin, d'un de ses journalistes, M. Salah Salame (*le Monde* du 8 juin).

Les réactions en France

LES COMMUNISTES ONT APPRÉCIÉ LES DÉCLARATIONS DE M. MITTERRAND déclare M. Lajoinie (P.C.F.)

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, mardi 8 juin, sur France-Inter, que le gouvernement doit continuer *« dans l'orientation qui a été fixée »*. Les communistes attendent du président de la République, a dit M. Lajoinie, qu'il *« réaffirme cette politique et appelle à l'effort nécessaire »*.

M. Lajoinie a souligné que, comme M. Mitterrand *« l'a rappelé au sommet des Sept, ce n'est pas par la voie de l'austérité que l'on va résoudre la crise »*. Il a ajouté : *« Il y a une question importante qui est posée, c'est celle de l'effort à faire pour conquérir le marché intérieur, pour développer notre économie nationale. Le sommet qui vient de se tenir à Versailles montre que c'est la seule voie. Il ne faut pas attendre de solution internationale »*

Pour M. Lajoinie, *« une leçon qui se dégage de ce sommet, c'est que les prétentions américaines ont été, dans une certaine mesure, tenues en échec »*. Il a ajouté : *« Il y a des gens qui voudraient une soumission accentuée aux Etats-Unis. Quand on écoute les déclarations de certains hommes politiques de la droite, on en est tout à fait convaincu. »* Les communistes, a indiqué M. Lajoinie, ont, en revanche, *« apprécié les déclarations du président de la République à Versailles »*.

M. KRIVINE (L.C.R.) : une insulte pour 15 millions de chômeurs.

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) a déclaré à Europe 1 : *« Le sommet européen s'est achevé dans une débauche de luxe et un gaspillage d'argent »* qui n'est *« rien d'autre qu'une insulte méprisante et cynique à l'égard des quinze millions de chômeurs des pays capitalistes avancés et des dizaines de millions d'hommes et de femmes qui vivent dans le sous-développement »*.

Dans l'opposition, le président de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet, a estimé que le sommet de Versailles masquait *« les divergences fondamentales qui opposent la France à ses partenaires en ce qui concerne le choix des moyens »*. Le gouvernement *« sacrifie les prix, le commerce extérieur, le budget et donc la stabilité de la monnaie à la lutte contre le chômage sans arriver à le réduire »*, a-t-il ajouté. M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., a également dénoncé *« la parade de Versailles »* et estimé qu'*« un changement de cap de notre politique économique s'impose d'urgence »*.

M. Jacques Médecin, député (apparenté R.P.R.) des Alpes-Maritimes, demande, d'autre part, au premier ministre, dans une question écrite, *« de faire publier sous le contrôle de la Cour des comptes le montant global des frais engendrés »* par la préparation du sommet de Versailles. Il demande, également, *« si la soirée du 6 juin, à Versailles, est propre à illustrer un sommet dont le thème principal est la crise économique »*.

CORRESPONDANCE

La responsabilité des États-Unis dans l'évolution de la crise polonaise

M. Jean-Pierre Vigier, dont les propos au cours d'une conférence de presse destinée à expliquer le sens de la manifestation du 5 juin contre M. Reagan (le Monde *du 3 juin) avaient provoqué la « stupéfaction » de M. Lionel Jospin* (le Monde *du 4 juin) et amené M. Claude Bourdet à faire une mise au point* (le Monde *du 5 et daté du 6-7 juin), nous précise sa position :*

Parlant des U.S.A., *écrit M. Vigier*, je ne me suis pas référé à la cause du coup d'Etat en Pologne, mais au rôle des Etats-Unis dans l'évolution actuelle de la crise polonaise.

J'ai seulement affirmé que, depuis le 13 décembre 1981, la politique américaine (malheureusement soutenue, en fait, par le gouvernement français) aboutit à l'impasse et à l'aggravation de la répression en Pologne. Seule, en effet, une version actualisée du « plan Rapacki » (retrait des armes nucléaires et des fusées du territoire des deux Allemagnes et de la Pologne) permettrait, à mon sens, une détente internationale, accompagnée d'un rétablissement des libertés populaires en Pologne. La confrontation, voulue et amplifiée par Reagan, débouche, au contraire, sur l'accentuation inévitable de la dictature militaire. Elle engendre l'écrasement de tout un peuple. J'ai même ajouté que les pleurnicheries de nombre d'Occidentaux sur le sort du peuple polonais sont incompatibles avec leur soutien à la course aux armements de M. Reagan.

DIPLOMATIE

L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉSARMEMENT

«L'Apocalypse n'est plus une simple description biblique»

déclare le secrétaire général de l'ONU

« L'heure est venue pour l'humanité de mettre un terme à la folie et à l'immoralité de la course aux armements », a déclaré, lundi 7 juin, M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, en ouvrant la session extraordinaire de l'assemblée générale sur le désarmement. « L'Apocalypse n'est plus aujourd'hui une simple description biblique. Elle est devenue une possibilité tout à fait réelle. Jamais auparavant, dans l'expérience humaine, nous n'avons été placés sur l'arête étroite qui sépare *la catastrophe de la survie.* »

L'opinion américaine se mobilise

De notre correspondante

New-York (Nations unies). — La seconde session spéciale des Nations unies sur le désarmement s'est ouverte dans un climat très différent de celui de la session de 1978. A la détente, qui prévalait lors de la première session, a succédé un climat de tension et d'inquiétude que l'annonce de la prochaine ouverture, à Genève, d'une nouvelle série de négociations sur la limitation et la réduction des armes nucléaires n'a pas apaisé.

Le débat, qui durera deux semaines, verra se succéder à la tribune les principaux responsables de la politique mondiale : deux chefs d'Etat, M. Reagan et le président de Chypre, M. Kyprianou, douze chefs de gouvernement, dont M. Schmidt, Mme Thatcher, MM. Begin, Spadolini et Suzuki, et les ministres des affaires étrangères d'une trentaine d'autres pays, parmi lesquels MM. Gromyko, Cheysson et Huang Hua.

Lors de multiples conférences, séminaires et groupes de travail, seront ensuite étudiées les questions qui agitent le plus l'opinion. Les soixante-dix-neuf organisations non gouvernementales invitées joueront un rôle essentiel dans ce débat qui sera dominé par deux thèmes : comment limiter dans le temps et dans l'espace le danger de guerre nucléaire ? Comment empêcher que la course aux armements ne compromette *gravement* le développement social et économique, dans les pays industrialisés et dans le tiers-monde ?

Une exposition spéciale consacrée au danger nucléaire, organisée par les villes de Hiroshima et Nagasaki, a été ouverte le 3 juin dans les locaux de l'assemblée générale. Des survivants des deux bombardements nucléaires de 1945 ont pris la parole. *Ambio*, le journal de l'Académie royale des sciences de Stockholm, consacré à l'environnement, a publié un rapport de cent pages exposant les effets d'une guerre nucléaire « limitée » survenant entre les deux *Allemagnes en juin 1985*. Selon *Ambio*, quelque sept cent cinquante millions de personnes — la moitié de la population des principales villes de l'hémisphère Nord — *trouveraient une mort* immédiate. Trois cent quarante autres millions seraient grièvement blessés ; après les incendies, les épidémies et la famine, la pollution généralisée empêcherait toute reconstruction pendant des décennies.

Une manifestation géante

L'un des événements de la session sera la manifestation géante *« pour le désarmement et contre le danger nucléaire »* organisée à New-York, samedi 12 juin. La police attend deux cent mille personnes, les organisateurs cinq cent mille.

Cette mobilisation de l'opinion américaine est l'aboutissement de six mois d'efforts de multiples organisations, religieuses et laïques, parfois politisées, mais le plus souvent mises sur pied par des associations locale. Des autobus spéciaux ont été affrétés dans tous les Etats-Unis pour amener les militants. Il n'y a, dit-on, plus une chambre libre dans les hôtels modestes de New-York pour le week-end du 12.

La police a autorisé les manifestants à se réunir aux abords de l'O.N.U. et à défiler jusqu'à Central Park.

Le 14 juin, une autre manifestation, *plus réduite*, bloquera les entrées des missions diplomatiques des puissances nucléaires.

L'opinion républicaine observe d'un mauvais œil cette veillée d'armes qu'elle interprète, non sans raison, comme une nouvelle tentative de reconstruction de la coalition libérale-démocrate. De fait, des *organisations noires*, hispaniques, syndicales, féministes, écologistes, des intellectuels d'obédiences diverses défileront aux côtés des Quakers, des Sœurs bénédictines pour la paix, des membres de l'Union des congrégations hébraïques américaines, de Pax Christi et autres organisations religieuses de la *« mobilisation pour survivre »*.

La Fondation de l'héritage, l'une des organisations américaines les plus conservatrices qui compte, parmi ses membres, des conseillers de M. Reagan, a publié un document dénonçant les organisateurs de la manifestation comme des *« sous-marins »* soviétiques. *« Leur but*, écrit la Fondation, *est de créer aux Etats-Unis quelque chose de semblable au mouvement neutraliste en Europe (...) mais leur ambition est, en fait, de hâter la dissolution de la puissance militaire de l'alliance atlantique ».*

Un certain nombre de visas *ont été refusés à des membres* d'organisations invitées à la conférence sur le désarmement, mais considérées comme suspectes par les autorités américaines. La *moitié seulement des membres* du « Conseil japonais contre les bombes atomiques et à hydrogène » a reçu des visas. Trente-deux membres du Conseil mondial de la paix *ont* reçu des visas qui ne les autorisent à rester que vingt-neuf jours aux Etats-Unis... à condition de ne pas s'éloigner de plus de quarante *kilomètres du centre* de New-York.

NICOLE BERNHEIM.

M. Mitterrand reçoit le président du Panama, M. Aristides Royo

La *situation* en Amérique centrale et la guerre des Malouines devaient être, ce mardi 8 juin, au centre des conversations du président panaméen, M. Aristides Royo, avec M. Mitterrand et M. Cheysson. M. Royo, arrivé à Paris le lundi 7 juin pour une visite de travail, devait en repartir le mercredi 9 pour se rendre à *Rome. La France et le Panama* travaillent ensemble, depuis plusieurs mois, à la mise au point de *propositions* visant à ramener la tranquillité en Amérique centrale et, notamment, au Salvador.

***Sur les Malouines*, en revanche, le Panama est très critique envers l'attitude probritannique *de la* Communauté européenne.**

Notre envoyé spécial, Jean-Claude Buhrer, qui s'est *récemment* rendu à Panama, analyse les conséquences des dernières promotions au sein de la garde nationale.

Un régime qui glisse à droite

De notre envoyé spécial

Panama. — La mise à la retraite du colonel Florencio Flores et son *remplacement à la tête de la* garde nationale par le chef de l'état-major, le colonel Ruben Dario Paredes (*le Monde* du 6 mars) ont été diversement interprétés à Panama. Alors que la presse gouvernementale a vu dans ce changement une démonstration de la primauté du pouvoir civil, l'opposition l'a présenté comme *« un coup d'Etat militaire »*. Pour les partisans du gouvernement, une telle décision devrait garantir *« la paix sociale »*. En revanche, le parti démocrate-chrétien (d'opposition) estime qu'un coup a été porté au cœur même du pouvoir qui, depuis 1968, était incarné par la garde nationale — à la fois armée et police de Panama.

L'affaire a révélé, en tout cas, les divergences qui existent entre les dirigeants depuis la soudaine disparition, dans un accident d'avion *en juillet 1981, du général* Omar Torrijos, homme fort du régime.

Le vide laissé par sa disparition n'est pas aisé à combler (1). Certes, le nom du général Torrijos sert toujours de référence au régime et s'inscrit désormais au fronton du nouvel aéroport. Mais l'image du militaire tranquille, au regard clair, à la démarche chaloupée et aux accents patriotiques, semble s'estomper.

Si l'éviction du colonel Flores, qui lui avait succédé comme *commandant de la garde* nationale, a d'abord surpris, elle traduit bien, toutefois, l'évolution suivie par le régime. Celle-ci est sensible au sein du parti révolutionnaire démocratique, ce *rassemblement hétéroclite formé* par le général Torrijos. Alors qu'il se situait au centre gauche, et entretenait des rapports avec l'Internationale socialiste, le parti semble avoir amorcé un léger virage à droite.

Le président Aristides Royo *lui-même s'est rapproché des milieux d'affaires*, et tente de trouver de nouveaux appuis du côté du parti libéral. Les formations traditionnelles qui se trouvent *dans l'opposition* (2) profitent de l'occasion pour relever la tête, et commencent à chercher un candidat unique pour l'élection présidentielle de 1984.

Plusieurs inconnues subsistent néanmoins : la légalisation de nouveaux partis et la préparation des élections de 1984 où, pour la première fois depuis 1968, les *Panaméens seront* appelés à élire leur président ; la sensible détérioration de la situation économique ; les tiraillements avec les Etats-Unis dans l'application des *nouveaux traités sur le canal* ; ou encore les retombées des événements d'Amérique centrale.

Un homme a su manœuvrer entre les divers courants politiques et idéologiques du régime : le colonel Ruben Dario Paredes. Il avait franchi un pas décisif avec sa nomination, l'année dernière, comme chef de l'état-major, où il prenait déjà la succession du colonel Flores. On parle aussi de lui comme candidat officiel à l'élection présidentielle. Ancien ministre de l'agriculture, il est populaire dans les campagnes, dont le poids est considérable à Panama. Lié aux grands agriculteurs et éleveurs de l'intérieur, ce militaire de quarante-huit ans *passe* pour un *modéré*, sinon un conservateur. En tout cas, on le dit *favorable* à une ouverture du régime à d'autres forces politiques et son accession à la tête de la *garde nationale est sans doute* l'événement le plus important survenu à Panama depuis la mort de Torrijos.

Au lendemain de cette nomination, les dirigeants ont réaffirmé leur fidélité à la ligne définie par l'ancien homme fort, en particulier à la politique d'indépendance et de non-alignement. Reste à savoir si le « torrijisme » peut survivre au décès de son éponyme.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(1) Le frère du général, M. Moïses Torrijos a relancé la polémique soulevée *par la mort de l'ancien commandant* de la garde en affirmant qu'il aurait été victime d'un attentat *monté* par *la C.I.A.*

(2) Outre le parti libéral, le parti démocrate-chrétien et le parti panaméniste.

● *La France* a fait don aux Seychelles de matériel militaire, notamment de camions et d'armes, indique un communiqué publié lundi 7 juin à Victoria. Paris a augmenté son assistance militaire aux Seychelles depuis le coup d'Etat manqué, le 25 novembre, contre le gouvernement du président René. — *(A.F.P.)*

LE VOYAGE EN EUROPE DU PRÉSIDENT REAGAN

A LONDRES : L'Occident doit lancer une «campagne globale» en faveur de la démocratie

De notre correspondant

Londres. — Devant le Parlement britannique, M. Reagan a prononcé, ce mardi midi 8 juin, un réquisitoire contre le totalitarisme, en particulier contre le système soviétique, et un plaidoyer pour une démocratie offensive.

A propos de la Pologne qui refuse *« de manière magnifique de se réconcilier avec l'oppression »* il a appelé les Occidentaux à œuvrer pour des changements démocratiques *dans les pays totalitaires*, dans les dictatures d'extrême droite et dans les Etats communistes : *« Bien que nous devions être prudents en encourageant le rythme du changement, nous ne devons pas hésiter à rendre publics nos objectifs ultimes et à agir concrètement pour les faire avancer »* a déclaré M. Reagan. *« Dans le monde entier aujourd'hui la révolution démocratique gagne de nouvelles forces. Dans le monde communiste également, le désir instinctif de l'homme pour la liberté et l'autodétermination revient à la surface, encore et encore. La façon dont nous nous comporterons nous-mêmes ici dans les démocraties occidentales, sera déterminante pour la poursuite (de ces tendances démocratiques).*

» Nous demandons seulement que ces systèmes (communistes) *commencent à mettre en œuvre leur propre Constitution, à rester fidèles à leurs propres lois et à se conformer à leurs obligations internationales. Nous recherchons seulement un processus, une direction, un code fondamental de bienséance, non une transformation immédiate. Nous ne pouvons ignorer le fait que même sans notre encouragement, il y a eu et il y aura des explosions répétées contre la répression dans les dictatures. L'objectif que je propose est simple : encourager l'infrastructure de la démocratie qui permet aux peuples de choisir leur propre voie, de développer leur propre culture, de réduire leus différences par des moyens pacifiques. »*

En Amérique latine les élections au Salvador ont selon lui montré que *« les guérilleros soutenus par Cuba voulaient le pouvoir pour eux-mêmes et pour leurs suppôts, mais pas une démocratie pour le peuple »*. A propos des Malouines, il a estimé que les Britanniques se battent pour qu'*« une agression armée ne soit pas autorisée à réussir »*. En ce qui concerne le Liban, il a déclaré que les combats *« de la part de tous les intéressés doivent cesser et qu'Israël devrait retirer ses forces. Mais ce n'est pas assez*, a-t-il ajouté. *Nous devrons œuvrer à exterminer le terrorisme qui au Proche-Orient fait de la guerre une menace toujours présente. »*

La puissance militaire de l'Occident est la condition préalable à la paix, ce qui n'empêche pas M. Reagan de proposer des négociations à l'U.R.S.S. sur les fusées à moyenne portée et la réduction des armements stratégiques pour prévenir une geurre nucléaire. Appuyé sur la force de ses armes, l'Occident doit, selon le président, se lancer dans une *« campagne globale »* en faveur de la démocratie.

DANIEL VERNET.

A ROME : Nous entendons agir en contact étroit avec l'Église

De notre correspondant

Rome. — La visite-éclair de M. Reagan dans la capitale italienne, lundi 7 juin, a surtout été marquée par son entrevue avec le pape. M. Reagan avait décidé de se rendre à Rome, afin de remercier l'Etat italien en la personne de son président, M. Pertini, à la suite de la libération du général Dozier, enlevé par les Brigades rouges. Il avait eu l'occasion à Versailles, puis dans l'avion le conduisant à Rome, de s'entretenir à plusieurs reprises avec le président du conseil, M. Spadolini.

M. Reagan a été reçu par le souverain pontife dès son arrivée. Il a rappelé la tâche commune de l'Eglise et des Etats-Unis dans le maintien de la paix. *« Nous entendons agir en contact étroit avec l'Eglise*, a-t-il notamment déclaré à propos de l'Amérique latine, *afin de promouvoir la paix, la justice sociale, les réformes et éviter que se développent des situations d'oppression et de tyrannie... « Nous partageons votre engagement pour la paix et la justice sociale dans les régions tourmentées du Moyen-Orient et du Liban »*, a-t-il ajouté.

Le président a, en outre, évoqué la situation de la Pologne, déclarant : *« Les Etats-Unis se refusent à apporter leur aide économique au régime répressif polonais, mais nous continuerons à assister le peuple polonais en aide alimentaire à travers, si possible, l'Eglise et les organisations privées. »*

Le souverain pontife, pour sa part, a dit que sa principale préoccupation pour la paix mondiale tenait actuellement *« à la grave crise du Liban et aux répercussions tragiques qu'elle peut avoir, mais aussi*, a-t-il ajouté, *à la poursuite du conflit dans l'Atlantique sud et à la guerre Irak-Iran »*.

La visite de M. Reagan au souverain pontife n'avait pas un caractère officiel, les Etats-Unis *n'ayant pas de relations diplomatiques* avec le Vatican, bien que soit accrédité auprès du Saint-Siège un envoyé personnel du président américain.

Au cours de ses entretiens avec M. Spadolini, M. Reagan avait fait un tour d'horizon des problèmes mondiaux, en insistant tout particulièrement sur la situation *au Proche-Orient.*

Dans les toasts prononcés pendant le déjeuner, M. Pertini a été très dur à l'égard d'Israël, comparant l'offensive au Liban à l'invasion *soviétique* en Afghanistan. Il a notamment affirmé, évoquant la riposte à l'attentat contre l'ambassadeur israélien à Londres : *« La barbare loi tribale ne peut être appliquée à tout un peuple. Israël a obtenu le sol et la patrie qui lui reviennent. Il lui faut respecter aujourd'hui ceux des autres. »*

Pour protester contre la venue à Rome de M. Reagan, une marche de la paix avait rassemblé, samedi, plus de cent mille personnes. Elle avait surtout été dominée *par* le parti communiste, les socialistes ayant décidé de ne pas y participer. — Ph. P.

EUROPE

Italie

AUSSITOT APRÈS SON OUVERTURE

Le procès des chefs d'Autonomie ouvrière a été renvoyé au mois de novembre

De notre correspondant

Rome. — A peine commencé, lundi 7 juin, le procès des chefs d'Autonomie ouvrière, accusés, notamment, d'insurrection armée contre l'Etat, a été renvoyé au 9 novembre. Le président du tribunal a accepté la demande de renvoi présentée, notamment, par les défenseurs de Toni Negri et Doreste Scalzone. La plupart des accusés ne se sont pas présentés, pour protester contre la confusion que tend, selon eux, à établir la magistrature romaine entre le « procès du 7 avril » (jour de 1979 où furent arrêtés les principaux chefs d'*Autonomie ouvrière*) et *celui des Brigades rouges*, en faisant juger à une semaine d'intervalle, par le même tribunal et le *même jury*, leur propre affaire et celle des assassins d'Aldo Moro. Seuls deux accusés étaient présents : Silvana Marelli et Rossone Cochis, la première pour critiquer la nouvelle loi sur les « repentis », le second pour dénoncer la situation carcérale.

Exorciser une décennie de violence

Davantage peut-être que le procès Moro, celui de Toni Negri et des membres d'Autonomie ouvrière met l'Italie face à elle-même : il la *contraint à réfléchir* sur une période qu'elle cherche à exorciser — la décennie écoulée — mais aussi à choisir si, pour s'en délivrer en trouvant un grand responsable, elle *accepte* une entorse à l'un des principes fondamentaux de son droit. Le « procès du 7 avril » semble en effet de nature idéologique : il part d'*a priori* plus que de *faits*.

Contre les autonomes, quelque quarante chefs d'accusation ont été retenus dont, pour Toni Negri et onze autres inculpés, celui d'insurrection armée contre l'Etat, le plus grave délit prévu par le code pénal italien qui le sanctionne par la réclusion à perpétuité. Or toute l'accusation repose sur une reconstitution, *en quelque* mille pages, de l'activisme d'extrême gauche qu'a connu l'Italie dans les années 70. Selon le « théorème » du juge Calogero, substitut du procureur de la République de Padoue, qui lança les premiers mandats d'arrêt, Autonomie et Brigades rouges sont les deux faces d'une même médaille, et Negri est le *cerveau du terrorisme*. Or, pendant l'instruction, cet argument a été contredit par les juges de Rome, qui ont proclamé que Brigades rouges et *Autonomie ouvrière étaient deux* choses différentes.

Cependant, pour étayer ses thèses, l'accusation s'appuie sur les déclarations des terroristes « repentis » et sur une *exégèse* des textes de Negri pour en faire ressortir des convergences avec les documents des Brigades rouges.

Ces « insurgés contre l'Etat » se voient *accuser*, en outre, de délits peu à la hauteur de leurs ambitions supposées : vols à main armée (l'un s'est terminé par la mort d'un carabinier), vol de tableaux, vol de timbres et projet avorté d'enlèvement d'un homme d'affaires. Certaines accusations confinent à l'absurde : ainsi Giovanni Caloria, qui aurait été le *faussaire du groupe, est aveugle* de naissance...

Les autonomes, *certes, n'étaient* pas de « doux rêveurs », et la violence diffuse qui régna à Padoue jusqu'en 1979 était une triste réalité. De même, on peut s'interroger *sur* la responsabilité morale, sinon pénale, des intellectuels. L'affaire du « 7 avril » a commencé à une époque où l'Etat semblait désemparé et incapable de venir à bout du phénomène terroriste. *Le* coup de filet du juge Calegro fut salué par presque toutes les *forces* politiques, et le président de la République lui envoya un télégramme de félicitations. Mais le procès « idéologique » contre les chefs d'Autonomie *ouvrière divise aujourd'hui* l'intelligentsia entre « culpabilistes » et « garantistes », entre ceux qui condamnent et ceux qui veulent d'abord le triomphe du droit. C'est ce problème qu'auront à trancher les jurés cet automne, avec, cette fois-ci, le recul nécessaire.

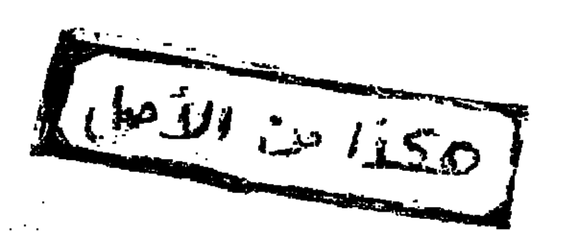
PHILIPPE PONS.

DEUX POLICIERS ASSASSINÉS A ROME

Rome, (A.F.P.). — Deux policiers qui patrouillaient non loin du lieu où se déroule le procès des auteurs de l'enlèvement et du meurtre d'Aldo Moro, ont été assassinés, dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 juin, dans le centre de Rome. *Ils ont été mitraillés* par des inconnus, qui ont pris la fuite après les avoir dépouillés de leurs armes et munitions. La responsabilité de cet attentat n'avait pas encore été revendiquée ce mardi en fin de matinée.

Hongrie

● SESSION DU COMECON. — Les chefs de gouvernement des pays membres du Comecon ont ouvert, mardi 8 juin, à Budapest, leur session annuelle.



Le Monde

politique

LE DÉBAT SUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Création d'une « commission économique » dans les entreprises d'au moins mille salariés

Lundi 7 juin, l'Assemblée nationale poursuit la discussion des articles du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel.

L'Assemblée adopte un amendement présenté par M. Coffineau (P.S., Val-d'Oise), rapporteur, précisant que le conseil d'administration ou le conseil de surveillance devra donner un avis motivé sur les *« vœux »* qui lui seront soumis par les membres de la délégation du comité d'entreprise.

L'article 22 reprend les dispositions en vigueur concernant, notamment, le secret professionnel auquel sont tenus les membres du C.E. et les délégués syndicaux, la gestion, par le C.E., des *« œuvres sociales »*, la possibilité de déléguer ses pouvoirs à différents organismes, enfin la contribution versée chaque année à l'employeur pour financer des institutions sociales.

A l'initiative de la commission, la référence aux *« activités sociales et culturelles »* remplace celle d'*« œuvres sociales »*.

Les articles 23, 24 et 25 comportent diverses dispositions ayant trait à la composition du C.E., aux modalités de l'élection de ses membres et à l'organisation de ces élections.

∴

L'article 26 prévoit, outre diverses dispositions relatives aux modalités de réunion du comité d'entreprise, la création d'une commission économique auprès du C.E. M. Auroux souligne que cette commission sera *« l'émanation »* du C.E., qu'elle *« devra rester sous sa tutelle »* pour *« éclairer les avis »* que celui-ci sera amené à donner. Créée *« à l'intérieur »* du C.E., cette nouvelle institution ne sera donc pas à *« égalité »* avec lui. La volonté du gouvernement est de « recentrer » le C.E. dans la vie économique et de mettre en place un mécanisme de prévention des difficultés des entreprises, dans le cadre d'une procédure d'*« alerte interne »*. En outre, cette institution permettra aux organisations syndicales de *« se responsabiliser »*. M. Séguin (R.P.R., Vosges) estime que la commission peut jouer un rôle utile, mais craint l'instauration de rapports de rivalité entre elle et le C.E., ainsi que l'émergence d'un véritable contre-pouvoir dans l'entreprise.

L'Assemblée adopte ensuite, pour les membres du C.E., des dispositions semblables à celles des délégués du personnel, en ce qui concerne la liberté de circuler à l'intérieur de l'entreprise, le mode de fonctionnement du C.E., ainsi que le procès-verbal.

A l'initiative de la commission et du groupe communiste, il est indiqué que le procès-verbal, après avoir été adopté, peut être affiché *« ou diffusé dans l'entreprise par le secrétaire du comité »*, selon des modalités précisées par le règlement intérieur du C.E. L'Assemblée repousse un amendement du groupe U.D.F. tendant à supprimer l'article 26.

Cette commission sera créée dans les entreprises employant au moins mille salariés, auprès du C.E. ou du comité central d'entreprise. Elle est chargée, notamment, d'*« étudier les documents économiques et financiers qui doivent être remis au comité »*. Elle comprendra au maximum cinq membres représentants du personnel *« dont au moins un représentant des cadres »*. La commission, qui se réunira au moins deux fois par an, sera présidée obligatoirement par un membre titulaire du C.E. ou du comité central. Elle pourra se faire assister par l'expert-comptable qui assiste le C.E. et par les experts choisis par lui.

Hostile à la proposition de la commission tendant à élargir la création d'une commission économique aux *« établissements »* occupant au moins mille salariés, M. Auroux indique que, pour ceux-ci, cette création est facultative. Avec son accord, l'Assemblée adopte un amendement du groupe U.D.F. précisant que la commission est créée *« au sein »* du C.E. et non *« auprès »* de celui-ci.

Sur proposition de la commission et du groupe socialiste, l'Assemblée adopte un amendement élargissant les compétences de la commission économique, qui pourra étudier *« toute question qui lui est soumise »* par le C.E. Elle adopte ensuite un amendement de M. Séguin aux termes duquel la commission *« peut demander à entendre tout cadre supérieur ou dirigeant de l'entreprise, après accord du chef d'entreprise »*.

Le texte du gouvernement précise, d'autre part, que le chef d'entreprise est tenu de laisser aux membres de la commission le temps nécessaire pour tenir leurs réunions *« dans la limite d'une durée globale qui ne peut excéder quarante heures par an. Ce temps*, est-il précisé, *est payé comme temps de travail effectif »*.

L'Assemblée adopte ensuite un amendement du gouvernement, sous-amendé par le groupe socialiste, qui précise que le comité d'entreprise peut se faire assister d'un expert-comptable en vue de l'examen annuel des comptes ou lorsque est engagée une procédure de licenciement économique. L'expert-comptable a accès aux mêmes documents que le commissaire aux comptes. Dans les entreprises de plus de trois cents salariés, le comité peut, en outre, faire appel à un expert pour tout projet important d'introduction de nouvelles technologies dans l'entreprise.

Ces deux types d'experts sont rémunérés par l'entreprise au sein de laquelle, ajoute l'amendement, *« ils ont libre accès »*.

En cas de désaccord sur la nécessité d'une expertise relative aux nouvelles technologies, sur le choix de l'expert ou sur l'étendue de sa mission, il revient au président du tribunal de grande instance de statuer en urgence.

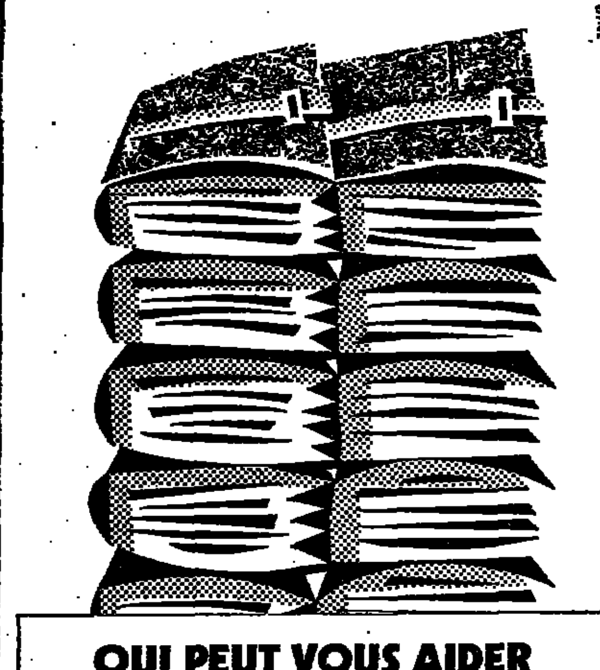
L'Assemblée adopte un amendement de M. Séguin qui précise que les experts sont soumis aux mêmes obligations de secret et de discrétion que les membres du comité d'entreprise.

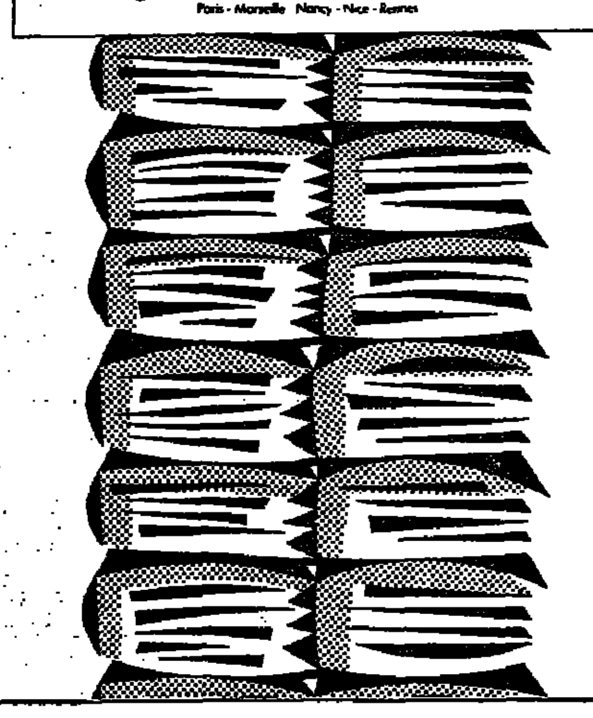
L'article 27 prévoit le versement au comité d'une subvention de fonctionnement, d'un montant annuel équivalent à 0,2 % de la masse salariale brute. Ce montant s'impute sur la subvention destinée aux œuvres sociales si celle-ci est au moins égale à 1 % de la masse salariale brute. *« Pour la première fois*, indique M. Auroux, *le comité d'entreprise aura la responsabilité d'un budget autonome »*. L'article précise également que les membres titulaires du comité bénéficient d'un stage de formation économique et financière. Le temps consacré à ce stage est considéré comme temps de travail et rémunéré comme tel. Le financement est assuré par le comité pour les entreprises de moins de cent salariés et par l'employeur pour les autres.

L'Assemblée adopte un amendement de la commission qui indique que la subvention de fonctionnement de 0,2 % s'ajoute à la subvention destinée aux activités sociales et culturelles.

L'article 28 reprend la législation en vigueur s'agissant de comités d'établissement (créés dans les entreprises comportant des établissements distincts) et du comité central d'entreprise. Ces comités sont dotés de la personnalité civile. Leur composition et leur fonctionnement sont identiques à ceux du C.E. Ils assurent le contrôle et la gestion de toutes les activités sociales et culturelles.

L'ordre du jour du comité central d'entreprise est arrêté par le chef d'entreprise et le secrétaire. Chaque organisation syndicale reconnue comme représentative dans l'entreprise désigne un représentant au comité central. Ce représentant assiste aux séances du comité avec voix consultative. — L. Z. et P. V.





Création d'une fédération Rhône-Alpes de l'U.D.F.

M. Raymond Barre : « Je ne parlerai pas du franc... »

De notre correspondant régional

Belley. — La nouvelle fédération régionale Rhône-Alpes de l'U.D.F., officiellement parrainée par M. Michel Pinton, secrétaire général du mouvement, a bénéficié, dès le jour de sa naissance, lundi 7 juin, du soutien de M. Raymond Barre. Le ton très offensif qu'il a adopté a fait passer au second plan la nomination d'un de ses anciens ministres, M. Michel Durafour, comme président de la fédération régionale U.D.F., dont le président délégué sera le député (U.D.F.-P.R.) et maire « invitant » de Belley, M. Charles Millon.

Les flèches les plus acérées ont été décochées à propos de l'*« aventure économique »* : *« Nous croyons faire preuve d'originalité en faisant cavalier seul, or nous avons plus d'inflation chez nous alors qu'elle baisse de partout. (...) On oublie souvent de dire que, de fin 1980 à avril 1981, celle-ci accusait une tendance à la baisse de deux points. »* Le chômage ? *« Regardez*, a ironisé M. Barre, *où nous ont conduits leur générosité et leur cœur. »* La monnaie ? *« Je ne parlerai pas du franc puisque le président de la République en parle aux journalistes américains dans les termes que vous savez. »*

Quant à l'*« aventure politique »*, M. Barre en trouve une illustration dans les journaux télévisés du dimanche 6 juin au cours desquels on voyait successivement M. Mitterrand accueillir le président des Etats-Unis, puis M. Marchais *« vilipender ceux qui abandonnent la France à Reagan »*, un homme qu'il a *« comparé à Hitler »* (1).

L'U.D.F. s'est vu confier une mission unitaire : *« Il faut dans l'union*, a estimé M. Barre, *conserver les villes que nous avons et conquérir les villes que nous pouvons tenir (...). L'union de l'opposition ne doit être mise en péril par aucune considération de personne. »*

L'ancien chef du gouvernement a recommandé à son auditoire d'éviter deux « pièges » : celui de la personnalisation et celui qui consiste à *« se laisser entraîner vers ce qui va se passer dans quelques années »* (législatives, présidentielle). Il a été formel : *« Je ne suis pas de ceux qui entrent dans le débat inopportun de la légitimité et de la légalité. Nous n'avons pas*, a ajouté M. Barre, *à mettre en cause le système institutionnel français. »*

Sur le plan stratégique, il s'agira d'aborder les élections avec des moyens appropriés en commençant par les municipales, dont la loi électorale en cours d'élaboration est pour M. Barre *« un chef-d'œuvre de sophistication politique »*. Pas question en tout cas d'imaginer dès aujourd'hui un *« programme commun aux formations de l'opposition »*. Il ne faut pas, selon M. Barre, accorder une grande importance aux programmes *« qui sont faits d'un point de vue intellectuel, alors qu'on gouverne en fonction des réalités, des objectifs et de principes »*. — C. R.

(1) N.D.L.R. — M. Marchais n'a pas comparé M. Reagan à Hitler. Il a dénoncé « *ceux qui, hier, ont vendu leur âme à Hitler et qui, aujourd'hui, sont prêts à livrer la France à Reagan* » (*le Monde* du 8 juin, page 10).

LES ÉLECTIONS CANTONALES

HAUTE-SAONE : JUSSEY (1er tour)

Insc., 5 588 ; vot., 3 941 ; suffr. expr., 3 874. M. Georges Lasne, U.D.F.-P.R., sout. R.P.R., premier adjoint au maire de Jussey, 1 198 voix ; Mme Paulette Chossonnery, P.S., 1 100 ; MM. Julien Marguier, R.P.R. dissident, 621 ; Louis Waechter, mod., maire de Passavant-la-Rochère, 575 ; François Monin, P.C., 380. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Henri Jacquot (C.N.I.P.), maire de Corre, membre du bureau de la fédération nationale des bouilleurs de cru, récemment décédé. Conseiller général depuis 1954, il avait été réélu au second tour des cantonales de mars 1979, par 2 639 voix contre 2 021 à Mme Chossonnery (P.S.).

Au premier tour, Henri Jacquot était arrivé en tête avec 1 481 voix contre 1 001 à Mme Chossonnery, 913 à M. Marguier (R.P.R.) et 703 à M. Monin (P.C.).

M. Lasne qui arrive en tête du premier tour de cette élection partielle avec 30,92 % des exprimés, bénéficie du soutien du R.P.R., ce qui n'empêche pas l'ancien représentant de cette formation dans ce canton de recueillir 16,02 % des voix.

Si la candidate du P.S. améliore son score tant en voix (+ 99 suffrages) qu'en pourcentage (28,35 % au lieu de 24,91 % en 1979), en revanche, le représentant du P.C. enregistre un net recul : — 323 voix et — 7,69 points de pourcentage (9,80 % au lieu de 17,49 %).]

AVANT LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. MITTERRAND

Les socialistes attendent du gouvernement plus d'audace et de résolution

« Ni le temps ni la volonté ne me manqueront pour la mise en œuvre de mes engagements », déclarait M. François Mitterrand lors de la première conférence de presse de son septennat, le 24 septembre dernier.

Le temps est venu d'insuffler au gouvernement et au pays la volonté de mettre en œuvre une politique économique et sociale audacieuse qui permette à la France de préparer sa sortie de la crise. Cette politique existe. Les grands axes en ont été définis pendant la campagne électorale et au début du septennat. Elle n'a pas été appliquée avec ce qu'il faut de rigueur et de résolution. C'est, en substance, la critique que le parti socialiste adresse au gouvernement et la *« reprise en main »* qu'il attend à l'occasion de la deuxième conférence de presse du président de la République. Cette critique et ce souhait — exprimés dans les débats internes par le CERES, les « mitterrandistes » et les « rocardiens » — sont publiquement exposés par les représentants du CERES. Les méthodes, surtout, mais aussi certains choix du gouvernement de M. Pierre Mauroy sont directement visés.

Il est reproché au premier ministre d'avoir, pendant un an, *« sacrifié à l'illusion »* selon laquelle il serait possible de pratiquer une politique économique et sociale de gauche en se conciliant *« tout le monde à la fois »*, selon les termes utilisés par M. Didier Motchane dans le dernier numéro de *Volonté socialiste*, mensuel édité par le CERES (lire ci-dessous). Il serait également coupable d'avoir limité les ambitions d'une gauche trop révérencieuse envers les *« grands équilibres financiers »*. On en veut pour preuve la politique conduite en matière d'investissements. La stratégie socialiste de relance devait être engagée par les deux bouts : la consommation populaire et l'investissement. Le premier a fait long feu et le second est à la traîne. Alors que le gouvernement a consenti des aides importantes à l'investissement privé, sans assurance de succès, il a fait preuve de timidité dans son action en faveur de l'investissement public. M. Dreyfus, ministre de l'industrie, le reconnaît et le regrette.

Il s'agit là d'un exemple de ce que M. Michel Charzat, député de Paris et l'un des animateurs du CERES, appelle une *« gestion parcimonieuse »* qu'il oppose à une stratégie économique de sortie de la crise (*le Monde* du 5 juin). De l'avis des dirigeants du CERES, le gouvernement subit la *« dérive »* imposée par le ministre de l'économie, M. Jacques Delors, dont les avis semblent prévaloir. Ainsi, il aurait été conduit à privilégier la *« crédibilité externe »* de l'économie en pratiquant une politique monétariste.

Sur plusieurs points de cette analyse, les socialistes se rejoignent, tous courants confondus. On n'est pas loin d'adresser à M. Pierre Mauroy, tout en lui reconnaissant le mérite d'avoir bétonné le *« socle du changement »*, le même reproche qu'à M. Valéry Giscard d'Estaing qui voulait *« gérer l'imprévisible »*. Les réflexions de M. Michel Rocard contenues dans la préface du *Plan intérimaire* (1) procèdent d'un état d'esprit dont les socialistes pensent qu'il n'inspire pas la pratique gouvernementale. Il en va ainsi lorsque le ministre du Plan regrette que les difficultés budgétaires aient empêché d'*« affecter aux économies d'énergie les masses financières considérables qui eussent été nécessaires »* ; de même lorsqu'il déclare : *« Les mécanismes qui permettent d'assurer le développement plus harmonieux d'un appareil productif, l'évolution plus solidaire d'un tissu social, n'obéissent pas aux mêmes lois que la démocratie politique exprimée par le suffrage universel : il ne suffit pas de trancher à 50,1 %. »*

Les « non-priorités »

Les « mitterrandistes » les plus éminents de la direction du P.S. sont également d'avis que le gouvernement trop enclin à pratiquer une politique du *« juste milieu »*, a manqué d'audace dans sa politique de lutte contre le chômage, de relance des investissements, et donc dans sa politique budgétaire. Le discours qu'a tenu M. François Mitterrand à Versailles lorsqu'il a proposé à ses partenaires un programme pour le développement de nouvelles technologies les a certainement satisfaits. Il répond à l'exigence d'*« imagination »* que les uns et les autres réclament.

L'attente des socialistes d'un « approfondissement » de l'action économique implique que des priorités soient clairement établies et qu'en contrepartie on décide qu'elles seront les *« non-priorités »*, selon l'expression utilisée par M. Michel Charzat. De là découle la nécessité de demander aux Français des « sacrifices » dont plus personne, au P.S., ne conteste plus à M. Delors qu'ils sont indispensables, d'autant que, selon les récents sondages, une majorité de Français seraient disposés à en consentir.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) *Plan intérimaire*, Flammarion, 35 F.

M. Motchane : vouloir se concilier tout le monde est un pari stupide

« Eviter de transformer tous ses adversaires potentiels en adversaires déclarés ne se confond pas avec le pari stupide de se concilier tout le monde à la fois », écrit M. Didier Motchane, secrétaire national du P.S., dans le dernier numéro de *Volonté socialiste*, mensuel édité par le CERES. *« Lorsque les socialistes multiplient les colloques de* l'Expansion *ou du* New-York Herald Tribune *pour convaincre le patronat français et les banquiers étrangers qu'ils ne sont pas socialistes, en insinuant clairement que sans doute ils le sont assez peu, ils ne peuvent qu'inquiéter leurs électeurs sans rassurer ceux de la droite (...). Nous ne mettrons pas en œuvre notre politique en coalisant tous ses adversaires potentiels contre nous, mais nous n'y parviendrons pas davantage en la sacrifiant à l'illusion qu'elle peut obtenir un consensus généralisé. C'est entre ces deux limites que doit s'inscrire notre action. »*

M. Motchane affirme la nécessité de *« redresser, là où elle en a besoin »* l'action des socialistes. Il prend pour exemple la stratégie de relance et déclare : *« A quoi bon nationaliser les banques si l'on ne change pas les règles et la mise en œuvre de la politique du crédit ? A quoi bon nationaliser les groupes industriels sans mettre en place des programmes coordonnés d'investissements ? On retrouve là la nécessité d'articuler une politique à moyen terme sur la gestion courante. On retrouve là la nécessité d'un plan. »*

L'auteur de l'article ajoute que *« le sens du compromis mis en valeur — à juste titre — par la motion de Valence, ne trouve son sens que dans la mesure où la route est nettement tracée qu'il jalonne à mi-chemin. Et les défauts que l'on dénonce — souvent à juste titre — dans l'explication et que l'on impute selon les cas au gouvernement, au parti ou aux journalistes ne doivent pas masquer la nécessité, pour le gouvernement et pour le parti, d'un effort de cohérence dans la pensée. Celle de l'action en dépend, et n'est-ce pas d'un manque de cohésion dont procèdent à la fois le manque d'autorité du gouvernement dans le pays et un certain manque de confiance du gouvernement dans le pays ? »*

M. Motchane écrit d'autre part : *« Il ne serait pas raisonnable de faire grief, dans la situation actuelle d'un pays pris dans les contraintes extérieures du marché mondial, à un ministre des finances de placer la « crédibilité externe » de l'économie et de la monnaie française au premier rang de ses préoccupations. Mais ce qui est au centre des préoccupations d'un ministre des finances doit-il à lui seul constituer le centre des préoccupations du gouvernement ? Et le meilleur moyen de servir la crédibilité externe n'est-il pas d'assurer la crédibilité interne d'une politique d'ensemble dont une victoire substantielle sur le chômage constitue le plus puissant levier ? »*

● *M. Roger Chinaud*, conseiller politique aux élections du P.R., a affirmé, lundi 5 juin, à Rouen, que les prochaines élections municipales seraient *« des élections à la marseillaise, des élections magouilles »*.

L'ancien secrétaire général du P.R., venu s'entretenir avec les responsables régionaux de son parti, a trouvé *« inconvenant que, un an avant cette échéance électorale, on ne sache pas encore le mode de scrutin qui sera utilisé. Ceux qui nous gouvernent*, a-t-il dit, *ne sont pas capables de fabriquer les règles du jeu qui leur conviennent le mieux : c'est indécent pour des gens qui voudraient nous donner des leçons de démocratie »*.

● *Le parti communiste et le P.S.U.*, dont des délégations (M. Paul Laurent et Mme Madeleine Vincent pour le P.C.F. ; MM. Serge Depaquit, Victor Leduc et Mme Marie Relandeau pour le P.S.U) se sont rencontrées, lundi 7 juin, au siège du P.S.U., réaffirment leur *« attachement à un scrutin fondé sur la proportionnelle »* pour les élections municipales, permettant *« le respect du pluralisme et l'union de toutes les forces de gauche »*. Les deux partis reprochent au système envisagé par le P.S. et le ministère de l'intérieur d'accorder une *« trop forte prime »* à la liste arrivée en tête au premier tour.

Le Monde

société

A MULHOUSE

Les suites d'une bataille rangée entre policiers et habitants d'une cité d'H.L.M.

De notre correspondant

Mulhouse. — Il a suffi d'un orage au terme d'une journée étouffante, dimanche 6 juin, à Mulhouse, pour qu'un simple contrôle d'identité manque de tourner au drame.

Deux agents de la brigade motorisée qui étaient intervenus après un appel téléphonique signalant un cambriolage dans le quartier de Bourtzwiller s'en retournaient sans avoir trouvé la moindre trace d'effraction au commissariat central de la ville lorsqu'ils interpellèrent deux jeunes Maghrébins qui circulaient sans casque sur un cyclomoteur. Le conducteur qui avait eu affaire à la justice pour différents larcins avait été reconnu par les policiers. Mais l'un des jeunes appela au secours, et rapidement une cinquantaine de personnes qui se trouvaient dans la rue et sur les pelouses en quête de fraîcheur, entourèrent les deux policiers.

Les insultes fusèrent : *« Vous n'avez rien à faire dans ce quartier »*. Un motard fut bousculé et jeté à terre. Un renfort demandé par radio arriva peu après. Des membres de la brigade canine avec deux chiens, puis une patrouille, *au total neuf hommes, face à une foule sans cesse grossissante*, de trois à quatre cents personnes, dont de nombreux jeunes très excités, certains armés de bâtons et de pieux récupérés sur une clôture. Devant la colère de la foule, les policiers ont démuselé *les chiens et des gardiens ont* sorti leur arme. Ce n'est finalement que quarante minutes après le début des incidents que les forces de l'ordre parvinrent à se dégager. Le brigadier-chef avait été atteint à l'épaule par un pieu utilisé comme javelot et le motard jeté à terre avait été contusionné : ils ont obtenu un arrêt de travail de huit jours. Dans les rangs adverses, un garçon de seize ans a *été mordu à la cuisse* par un des chiens policiers.

Dans un communiqué, lundi 7 juin, M. Max Lavigne, commissaire de la République du Haut-Rhin, soulignait *« le sang-froid dont ont fait preuve les fonctionnaires de la police dans une situation aussi délicate »*. M. Ange Léonelli, directeur départemental des polices urbaines du Haut-Rhin, estimait de son côté que *« le regain d'agressivité contre la police doit servir de sonnette d'alarme mais ne peut en aucun cas l'empêcher de faire son travail dans la lutte contre la délinquance dans les quartiers sensibles »*. M. Joseph Klifa, maire de Mulhouse (M.D.S.), a mis l'accent sur la nécessité d'*« éviter l'amalgame entre les populations travailleuses du quartier de Bourtzwiller et quelques agitateurs »*, et insiste sur le besoin d'examiner *« avec une acuité particulière les problèmes de prévention de ce quartier »*.

Enfin, M. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin (P.S.), conseiller général de Mulhouse, a, de son côté, mis en cause *« une concentration de population telle que dans certaines rues elle confine au ghetto »*.

Dans ce quartier, qui compte quatre cent vingt logements de H.L.M. aux façades grises rehaussées par les seules couleurs du linge qui sèche aux balcons, le quart de la population (six mille cinq cents personnes) est d'origine étrangère, essentiellement maghrébine.

Toutefois, les statistiques officielles ne font pas état d'une délinquance particulière dans ces secteurs, bien que les syndicats de police aient mis l'accent sur plusieurs incidents « délicats » survenus depuis un an.

BERNARD LEDERER.

LA POLICE A PERQUISITIONNÉ DANS QUATRE CENTRES DE LA SECTE MOON

Agissant sur commission rogatoire, délivrée par M. Rémi Bruel, juge d'instruction à Besançon (Doubs) (1), la police a fait, ce mardi 8 juin aux premières heures de la matinée, une opération de contrôle dans quatre des cinq centres que l'Eglise de l'unification, le *mouvement dirigé par* Sun Myung Moon, possède en France. Ainsi, les policiers se sont-ils présentés simultanément à trois des adresses parisiennes de la *secte* : (rue Friant (14e), boulevard Pasteur (15e), et rue Joseph-Bara (6e), ainsi qu'au château de Mauny (Seine-Maritime). Une cinquantaine de personnes ont été interpellées.

M. Pierre Ceyrac, responsable de Moon en France, nous a déclaré : *« J'estime que la justice outrepasse ses droits, et que le magistrat a dû subir des pressions pour délivrer une commission rogatoire que rien ne justifie ! L'incroyable démesure de cette opération*, a ajouté M. Ceyrac, *ne peut que nous surprendre, car nous ne sommes pas des criminels ! »*

La police, pour sa part, se refuse à tout commentaire, se retranchant derrière le fait que l'affaire *« relève de la justice et est, de ce fait, couverte par le secret de l'instruction »*. Toutefois, il faut rappeler que, dans une lettre en date du 20 octobre 1981, adressée à M. Alain Vivien, député de Seine-et-Marne (P.S.), M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, avait rappelé au parlementaire, qui demandait qu'un contrôle soit exercé *sur les sectes, qu'il* semblait *« qu'aucune de ces associations n'ait sollicité »* les autorisations de fonctionner prévues par la loi française, ajoutant qu'il avait demandé aux préfets *« de procéder aux vérifications et enquêtes nécessaires »*.

(1) M. Bruel est chargé de l'affaire de l'enlèvement, le 3 mars dernier, par sa propre famille, de Mlle Claire Chateau, vingt et un ans, étudiante, que ses parents avaient soustraite à la secte Moon, que la jeune femme a rejointe depuis lors *(le Monde* des 6 et 9 mars).

Faits et jugements

● *Elie Cohen, trente-sept ans*, condamné à quinze ans de réclusion criminelle dans l'affaire du rapt du banquier, M. Bernard Mallet, et à seize ans de la même peine dans l'enlèvement de M. Guy Thodoroff (décision qui a été cassée), a entrepris depuis le 13 avril une grève de la faim et a été transporté à l'hôpital des prisons de Fresnes.

L'un de ses avocats, Me Jacques Robaglia, déclare qu'il a perdu 20 kilos. Elie Cohen proteste de son innocence, contre l'*« acharnement de la justice »*, contre le fait qu'il n'a pas été autorisé à se marier..., etc. La chancellerie a refusé la révision du procès de l'enlèvement de *M. Mallet* au motif qu'il n'y avait pas d'élément nouveau.

● *Un malfaiteur, Daniel Le Sant*, a été inculpé lundi 7 juin après avoir tiré sur deux personnes samedi soir à Lyon. Les deux victimes sont M. Ahmed Kerma, *« qui l'avait insulté »*, et une passante, Mme Rose Perreira, *atteinte « par erreur »*. Daniel Le Sant, qui a purgé plusieurs peines de prison pour cambriolages, avait été inculpé puis remis en liberté après la découverte du cadavre d'un homme d'affaires lyonnais, M. Yves Marin-Laflèche *(le Monde* du 17 juillet 1975). *L'une des deux autres personnes* remises en liberté dans les mêmes conditions que Daniel Le Sant était Joël Matencio, condamné en octobre dernier à la prison à vie pour trois meurtres commis au nom de mystérieuses « Brigades rouges ».

● *Le prix littéraire de la gendarmerie décerné à Nancy Markham.* — Le prix Moncey, du nom du maréchal d'Empire qui fut le premier inspecteur général de la gendarmerie, destiné à récompenser chaque année un livre consacré à cette arme — et en exaltant les mérites — a été attribué, le lundi 7 juin, à Nancy Markham, pour *la Pointe du devin* (Presses de la Cité). *Nancy Markham est aussi l'auteur de l'Argent des autres.*

DÉFENSE

AU COLLOQUE UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER

Des juristes internationaux désarmés devant la guerre

Montpellier. — Peut-on faire une guerre à visage humain, en la réglementant, et limiter ainsi le droit d'un Etat à infliger du mal à son ennemi ? Ou bien doit-on admettre qu'un Etat souverain a le droit de s'armer — ne serait-ce que pour être en mesure de riposter à un adversaire qui transgresserait le principe international du non-recours à la force, — au risque de considérer que, dans certaines conditions, la meilleure défense est encore l'attaque surprise ?

Telles ont été les interrogations formulées, durant trois jours la semaine dernière, à Montpellier, par cent cinquante universitaires, chercheurs et officiers français ou étrangers, qui s'étaient réunis à l'occasion d'un colloque sur « le droit international et les armes », organisé conjointement par la Société française pour le droit international, que préside Mme Suzanne Bastid, membre de l'Institut, et par le Centre d'études et de recherches internationales, dirigé par Mme Marie-Françoise Furet, professeur à l'université de Montpellier-I.

De notre envoyé spécial

« Un thème-gageure », ont reconnu avec réalisme Mme Bastid et M. Georges Abi-Saab, professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, que de vouloir introduire un minimum d'ordre dans ce désordre général qu'est la guerre. *« Un colloque réussi »*, a estimé avec optimisme M. Hubert Thierry, professeur à l'université de Paris-X, puisque *« nous avons inventé en quelque sorte un* jus armorum *qui n'existait pas »*, un droit des armes dans la tradition d'un certain positivisme empirique.

En réalité, le colloque de Montpellier a montré que les juristes internationaux sont assez désarmés devant le phénomène de la *guerre : la réglementation* concernant le droit des armes et l'emploi de la force armée est *« marginale, périphérique et ne touchant pas à l'essentiel »*, comme l'a admis M. Thierry, invité à tirer les conclusions générales de cette première rencontre internationale. *« Les résolutions des Nations unies sont comme des feuilles mortes qui se ramassent à la pelle »*, ajoute avec poésie M. Thierry et, dans la mesure *où les Etats* légitimement préoccupés de leur sécurité acceptent mal qu'on limite leur capacité militaire, *« les serments juridiques en la matière sont comme des serments d'amour »*, note avec humour M. Jean-Pierre Queneudec, professeur à l'université de Bretagne occidentale (Rennes).

Désabusé, dérisoire

D'où, pour reprendre l'expression de M. David Ruzié, ancien doyen de la faculté de droit de Paris-V, le *« ton assez désabusé »* de certains intervenants qui ont dénoncé la *« précarité »* du droit *international des armes*, comme l'a observé M. Olivier Pirotte, chargé de conférences à l'université de Lille-II, ou le *« dérisoire »* à vouloir mettre *« une mathématique de l'absurde en équations juridiques cohérentes »*, comme l'a défini M. Jean-Claude Martinez, professeur à l'université de Montpellier-I.

Cet aspect dérisoire du droit des armes, nul ne l'a sans doute mieux illustré concrètement que M. Philippe Bretton, professeur à l'université d'Orléans, lorsqu'il a *évoqué le* conflit permanent entre principes humanitaires et impératifs militaires qui marque toutes les négociations et conventions internationales en la matière.

Quelle est la finalité de la guerre ? s'est demandé M. Bretton. Est-ce *seulement*, comme l'affirment, chacun à sa manière, la déclaration de Saint-Petersbourg de 1868, les protocoles diplomatiques de Genève de 1977 ou *la convention de 1980 (1)*, l'affaiblissement des troupes adverses, leur mise hors de combat pour les empêcher de continuer ? Et pour combien de temps ? *Quel* est le critère objectif — s'il existe — au nom duquel seraient interdits ou réglementés les *« maux superflus »*, les *« souffrances inutiles »* ou les *« effets traumatiques excessifs »* ? Peut-on édicter des *« grilles humanitaires »* ou une méthode normalisée des effets des armes sur le corps humain ?

Avec les *médecins*, qui s'avouent incapables de définir objectivement la perception de la douleur par chaque individu, M. Bretton considère qu'il y a un seuil de la réglementation à ne pas dépasser. Sinon, le *jus in bello* n'est plus respecté et c'est la voie ouverte aux *infractions*, violations et abus commis par des Etats qui n'acceptent pas aisément une limitation de leur souveraineté et de leur sécurité, quoi que puissent en penser les utopistes et les partisans de l'*« angélisme »* ou, mieux, de l'*« autruchisme »*. *« Si les conventions de Genève ont conservé leur autorité à travers tant de bouleversements*, remarquait il y a sept ans un ancien vice-président du Comité international de la Croix-Rouge, *c'est parce que leurs promoteurs* avaient su demeurer réalistes. »

C'est précisément en invoquant ce réalisme que M. Thierry a pu *constater l'« impuissance »* de la réglementation internationale face aux *« résistances »* que le droit rencontre lorsqu'il veut contrôler les armements. D'où cette loi : *« Plus les armes sont d'un faible intérêt militaire et plus elles sont réglementées. Plus les armes sont militairement utiles sur le terrain, comme la plupart des armes classiques à la différence des armes biologiques, radiologiques ou nucléaires, et plus le juriste se trouve dans un domaine de non-droit. »*

Des mondes du froid et du vide

La même observation peut être avancée pour ce qui concerne les espaces *dans lesquels* évoluent les armes.

M. Queneudec a relevé, à ce propos, que *« le choix des armes est une compétence exclusive de l'Etat-gendarme à l'exclusion de certains espaces — marins ou extra-atmosphériques — où l'on s'efforce d'observer une démilitarisation internationale ou régionale plus ou moins sélective »*. Mais ces espaces réservés en principe à la science sont *« des mondes du froid »* (l'Antarctique), ou *« du vide »* (l'extra-atmosphère), où n'est pas abolie toute activité militaire puisqu'il y a *« des joujoux guerriers »* même dans l'espace.

Toutes ces considérations ont *conduit* Mme Furet à émettre, dans son rapport général, *« une conclusion teintée de pessimisme et peut-être décevante »*. *« Qu'il s'agisse de discipliner l'avance des techniques d'armement et de contrôler les processus de propagation des armes, les instruments juridiques existants — s'ils ont contribué dans une certaine mesure à canaliser les développements en cours — ne les ont pas arrêtés. Les progrès accomplis par la technologie des armes ont déterminé la politique internationale, au lieu de se mettre à son service »*, a estimé l'animatrice du colloque.

En d'autres termes, le désarmement est sans doute une utopie *qui dure depuis l'Antiquité*. En ce domaine si particulier du droit des armes, la vraie question n'est pas la question traditionnelle — faut-il adapter le droit au fait ou plier le fait au droit ? — mais plutôt de savoir si un Etat souverain peut se lier autrement *que par des déclarations de principe* vagues et générales.

« Il n'y a pas de fatalité historique », a répété M. Thierry, mais, en la circonstance, la mauvaise *foi d'un gouvernement, son* amour-propre national et son souci légitime de sécurité sont parfois autant de *« résistances »* historiques à toute volonté de codification de la course aux armements.

JACQUES ISNARD.

(1) La déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868 énonce que le seul but légitime d'un Etat en guerre est l'affaiblissement des forces de l'ennemi et, à cet effet, interdit l'usage de certains projectiles. Les protocoles de 1977 et la convention diplomatique de 1980 interdisent certaines armes dites à fragmentation, mines, pièges et armes incendiaires.

UN SOUS-MARIN SOVIÉTIQUE DANS UNE ZONE D'EXERCICE AU LARGE DE LA BRETAGNE

L'exercice Suroît, qui met en œuvre au large de la Bretagne des forces navales françaises, néerlandaises, britanniques et belges, a été perturbé, lundi 7 juin, par l'intrusion, dans le dispositif de la manœuvre, d'un *sous-marin* d'attaque soviétique lance-torpilles (de la classe « *Fox Trot* »), à propulsion diesel-électrique.

Cet incident s'est produit, au large *de Brest, en dehors des eaux* territoriales. Le sous-marin soviétique, qui naviguait en surface, a été « accompagné » par l'aviso français « Détroyat ». C'est le deuxième incident du même type en quelques semaines : un exercice amphibie, baptisé Korrigan-82, devant la presqu'île de Quiberon et celle de Rhuys avait été observé par un bateau soviétique de renseignements qui se trouvait sur les lieux depuis plusieurs jours.

Pour l'exercice Suroît, le fait que le sous-marin ait ostensiblement transité, en *surface* intrigue les états-majors qui estiment, cependant, que le bâtiment soviétique — sauf à *conclure qu'il était en avarie* — a voulu manifester de la sorte son intention d'exercer son droit dit de « passage inoffensif » en mer, à proximité d'une zone sensible pour la France puisque Brest abrite les sous-marins stratégiques lance-missiles de la force nucléaire de dissuasion.

ÉDUCATION

La session 1982 du baccalauréat

● Retour au calendrier national

● Tassement de la série C

Un seul changement notable affecte le déroulement de la session 1982 du *baccalauréat* : le retour au principe du calendrier national qui prévalut jusqu'à la session de 1979. Les épreuves écrites débuteront partout le *11 juin pour le baccalauréat* de l'enseignement général et le 14 juin pour le baccalauréat de technicien. Elles continueront les 17 et 18 juin pour le premier, les 15 et 16 juin pour le second. Seule exception, l'académie des Antilles-Guyane où les épreuves écrites auront lieu entre le 17 et le 25 juin.

Le calendrier des épreuves orales et facultatives est laissé à la discrétion des recteurs. Les *épreuves dites du « second* groupe », imposées aux candidats ayant une moyenne comprise entre 8 et 10, commenceront une dizaine de jours après la fin des premières. Les résultats finaux devraient être connus au plus tard le 10 juillet.

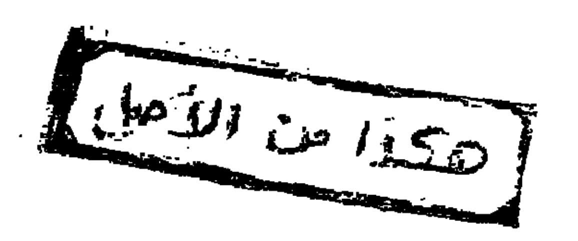
La seule modification importante apportée à la structure du baccalauréat concerne l'épreuve de sciences naturelles de la série C introduite parmi les matières *obligatoires du « premier groupe »* d'épreuves et donc subie désormais par tous les candidats de cette série. Deux nouveautés, mineures, concernent les épreuves *facultatives : l'islandais a été* introduit parmi les langues étrangères et le tahitien parmi les langues et dialectes locaux (aux côtés du breton, du basque, du catalan, du corse et de la langue occitane).

L'estimation des effectifs des inscrits à cette session laisse prévoir une légère augmentation, plus nette pour le baccalauréat de technicien.

On dénombre 380 490 candidats en France métropolitaine, soit une croissance de 4,1 % par rapport à 1981, dont 260 600 pour le baccalauréat général (+ 2,70 %) et 119 980 pour le baccalauréat de technicien (+ 7,2 %). La répartition par série est largement semblable à celle de 1981. Toutefois la *série C (mathématiques et sciences physiques)* est la seule à régresser (moins 2,2 %), accentuant ainsi une tendance apparue il y a trois ans. Réputée comme la plus prestigieuse et la plus sélective, elle occupe désormais la sixième place par le nombre *d'inscrits* (44 800). La *série G* (secteur tertiaire) du baccalauréat de technicien connaît la progression la plus forte (+ 9,3 %) et, avec 70 700 inscrits, *dépasse désormais la série A* (68 800 candidats), lui ravissant la seconde place, derrière les séries D (mathématiques et sciences naturelles) et D' (option agronomique) qui regroupent 81 700 candidats. La série B (économique et social) continue de croître plus vite que les autres séries du baccalauréat d'enseignement général (+ 6,5 % et 57 200 inscrits).

La correction des épreuves a *été l'objet cette année d'une* lettre adressée aux recteurs par M. Alain Savary le 4 février dernier. Le ministre de l'éducation nationale veut *« éviter des divergences trop grandes dans les notes qui sont attribuées par les différents examinateurs »*. Aussi recommande-t-il la réunion de commissions dites d'étude ou d'harmonisation, qui élaboreront, après lecture d'un lot de copies prises au hasard, *« des recommandations à l'usage des correcteurs sur le sens de la correction, sur l'évaluation des erreurs, sur l'appréciation des qualités et sur l'attribution des notes »*.

E. P.


مكرر من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Soldes

Au gré des devantures de magasins, les soldes font partie du panorama quotidien, entre soldeurs professionnels et « fins de séries », que nous traitons ici.

Dans les centres commerciaux, *Galaxie*, à la porte d'Italie, solde du 23 juin au 3 juillet, comme *Rosny 2*, suivi de *Parly 2*, du 24 juin au 3 juillet et de *Vélizy 2*, du 25 juin au 10 juillet. Le *Forum des Halles* annonce du 26 juin au 11 juillet, et les *Quatre Temps à la Défense*, du 25 juin au 11 juillet.

D'UN QUARTIER A L'AUTRE

Le Bazar de l'Hôtel-de-Ville : à partir du 10 juillet

Au Bon Marché : du 14 au 30 juin.

C. et A. : 122-124, rue de Rivoli et Maine-Montparnasse : du 7 au 17 juillet.

Galeries Lafayette : du 23 juin au 17 juillet.

Au Printemps : du 23 juin au 3 juillet.

Marks et Spencer : à partir du 1er juillet.

La Samaritaine : du 23 juin au 3 juillet.

Aux Trois Quartiers : à partir du 24 juin.

POUR ELLE

Auteuil (grandes tailles), 99, rue de Passy, passage du Lido, 41, rue Lafayette : à partir du 22 juin.

Andréa Pfister (chaussures), 6, rue du Four, 4, rue Cambon : à partir du 17 juin.

La Bagagerie, 74, rue de Passy, 41, rue du Four, 12, rue Tronchet, Maine-Montparnasse : à partir du 1er juillet.

Candide, 4, rue de Miromesnil : à partir du 25 juin.

Chanel, 31, rue Cambon : à partir du 16 juin.

Céline, 3, avenue Victor-Hugo, 24, rue François-Ier, 58, rue de Rennes : du 21 au 23 juin.

Charles Jourdan : à partir du 28 juin, dans les magasins de la marque.

Franck et Fils : le jeudi 24 juin.

Gianni Versace, 53, rue Bonaparte : à partir du 25 juin.

Jean-Louis Scherrer, 51, avenue Montaigne, 31, rue de Tournon : à partir du 21 juin.

Laura Ashley, 94, rue de Rennes et autres boutiques de la marque : à partir du 19 juin.

Mancini (chaussures), 20, rue Boccador : du 14 au 16 juin ; 72, avenue Victor-Hugo : du 17 au 19 juin.

Pisanti, 59 bis, rue Bonaparte : à partir du 14 juin.

Rodier : à partir du 24 juin, dans les magasins de la marque.

Simonetta, 15, rue Jean-Mermoz : du 21 au 25 juin.

POUR EUX

Burberrys, 10, boulevard Malesherbes - 45, rue de Rennes ; *Scotch House*, 56, rue de Passy : à partir du 16 juin.

Christian Dior, 30, avenue de Montaigne - 12, rue *Boissy-d'Anglas* : jusqu'au 11 juin.

Emmanuel Ungaro, 2, avenue Montaigne - 25, faubourg Saint-Honoré : à partir du 7 juin.

Jaeger, 5, *faubourg Saint-Honoré* : jusqu'au 12 juin.

Lanvin, 2, faubourg Saint-Honoré : les 16 et 17 juin - Lanvin-II, 22, rue Cambon : du 23 au 27 juin.

Latreille, 62, rue Saint-André-des-Arts : du 26 juin au 10 juillet.

Ted Lapidus, 6, place Victor-Hugo - 1, place Saint-Germain-des-Prés - 37, avenue Pierre-Ier-de-Serbie : jusqu'au 12 juin.

Renoma, 129, rue de la Pompe - 19, avenue Matignon : à partir du 30 juin.

POUR LUI

Arnys, 14, rue de Sèvres : à partir du 21 juin.

Armand Thiéry, soixante magasins à travers la France : à partir du 24 juin.

Bérel, 12, rue de Sèvres : à partir du 7 juillet.

Marcel Bur, 138, *faubourg* Saint-Honoré : du 1er au 10 juillet.

Cerruti, 27, rue Royale : du 29 juin au 3 juillet.

Dorian Guy, 36, avenue George-V : à partir du 2 juin.

Élysées Soieries, 65, Champs-Élysées : à partir du 21 juin.

Madelios : à partir du 24 juin.

Francesco Smalto, 44, rue François-Ier - 5, place Victor-Hugo : du 22 au 24 juillet.

Sulka, 2, rue de Castiglione : à partir du 28 juin.

Ermenegildo Zegna, 10, rue de la Paix : du 3 au 13 juillet.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3206

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II							■		
III						■		■	
IV			■		■				
V					■				
VI		■		■					■
VII									■
VIII									
IX	■			■				■	
X		■							■
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Calmèrent la faim d'un cadet et comblèrent les appétits d'un aîné. — II. Célèbre place. Personnel. — III. N'est séant qu'à moitié ou totalement indécente — IV. Copulative. Ne manque pas d'esprit malgré son aspect lourdaud. — V. A des problèmes avec ses articulations. Tel un pied. — VI. Tissu ne rétrécissant pas au lavage. — VII. Instrument pour *plomber ou désargenter*. — VIII. Tranchées atteignant les boyaux. — IX. Démonstratif. Risque. — X. Poète latin pouvant créer des ennuis quand il est mal lu. — XI. Donneras à une marquise son caractère de noblesse.

VERTICALEMENT

1. Pair dont l'épouse commit pas mal d'impairs. Il faut être majeur pour y pénétrer. — 2. Procède à un abattement au sommet. Se disait *jadis pour jamais*. — 3. *Possessif*. Femme associant Marguerite et camélias. — 4. Il est taillé pour faire des affaires. Article. Négation. — 5. Reste obstinément fixe malgré son entourage mouvementé. Ont quelque chose de piquant. — 6. Article. État d'une nature présentant une vue détaillée des côtes. — 7. Tortionnaire poussant les victimes vers leurs bourreaux. — 8. Copulative. *Rond dans l'eau. Possessif*. — 9. Chambre forte renfermant d'honorables valeurs. Terme musical.

Solution du problème n° 3205

Horizontalement

I. Latiniste. — II. Irisation. — III. Ara. Gê. — IV. Serrement. — V. Stein. Ver. — VI. Es. Etc. Au. — VII. — As. Elus. — VIII. Aillade. — IX. *Bières*. — X. Blindé. Us. — XI. Eu. Gestes.

Verticalement

1. Liasse (allusion aux billets de banque). Aube. — 2. Arrêts. Lu. — 3. Tiare. Albi. — 4. Is. *Riesling*. — 5. Nagent. Aède. — 6. Item. Cèdres. — 7. Si. E.V. Lee. — 8. Tonneau. Sue. — 9. En. Trust. SS.Or.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 7 juin à 0 heure et le mercredi 8 juin à 24 heures :

PRÉVISIONS POUR LE 9 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)

L'air chaud, humide et instable, à l'origine du développement de nombreux orages recouvrira encore les régions de l'est et du sud-est, tandis qu'une perturbation atlantique, en voie de frontolyse progresse lentement vers la France.

Mercredi, de nombreux brouillards et nuages bas se formeront au lever du jour sur tout le pays tandis que des averses orageuses résiduelles seront observées localement des Vosges au Jura et aux Alpes. Dès le milieu de la matinée, les éclaircies seront prédominantes excepté sur le Jura et les Alpes où les nuages, abondants, prendront localement une évolution orageuse en fin de journée. La *nébulosité* sera également forte le matin sur la Bretagne et la Normandie, et les nuages s'étendront le soir de la Vendée *au Nord. Quelques bruines non significatives* seront observées près des côtes de la Manche. Les températures, *toujours agréables, seront en légère baisse* et atteindront l'après-midi 20 à 25° du nord-ouest au sud-est. Les vents faibles *soufflerons du secteur nord-est* dominant. Des rafales se produiront sous les orages.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 8 juin à 7 heures de 1 021,0 millibars, soit 765,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 juin ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 juin) : Ajaccio, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 19 et 16 ; Bordeaux, 25 et 13 ; Bourges, 24 et 14 ; Brest, 19 et 10 ; Caen, 21 et 14 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 26 et 15 ; Dijon, 27 et 15 ; Grenoble, 29 et 14 ; Lille, 25 et 14 ; Lyon, 28 et 15 ; Marseille-Marignane, 32 et 19 ; Nancy, 25 et 14 ; Nantes, 25 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 17 ; Paris-Le Bourget, 27 et 16 ; Pau, 20 et 16 ; Perpignan, 30 et 21 ; Rennes, 21 et 12 ; Strasbourg, 23 et 13 ; Tours, 24 et 14 ; Toulouse, 23 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 15 degrés ; Amsterdam, 26 et 14 ; *Athènes*, 25 et 17 ; Berlin, 21 et 10 ; Bonn, 26 et 15 ; Bruxelles, 26 et 14 ; Le Caire, 31 et 18 ; Îles Canaries, 25 et 19 ; Copenhague, 16 et 11 ; Dakar, 27 et 21 ; Djerba, 24 et 17 ; Genève, 26 et 13 ; Jérusalem, 24 et 12 ; Lisbonne, 24 et 14 ; Londres, 25 et 17 ; Luxembourg, 23 et 15 ; Madrid, 30 et 15 ; Moscou, 15 et 5 ; *Nairobi*, 27 et 14 ; New-York, 18 et 12 ; Palma-de-Majorque, 29 et 15 ; Rome, 27 et 15 ; Stockholm, 18 et 10 ; Tunis, 29 et 15 ; Tozeur, 34 et 17.

PROBABILITÉS POUR LA FIN DE LA SEMAINE

Jeudi : Après des brumes matinales, le temps sera assez ensoleillé avec développement d'orages isolés au cours de l'après-midi et de la soirée. Cependant le ciel se couvrira sur les régions de l'ouest avec des pluies côtières et vent modéré tournant à sud-ouest.

Vendredi et samedi : Sur la moitié nord le temps deviendra très nuageux avec des pluies passagères et une baisse des températures maximales. Cette aggravation risque d'épargner la moitié sud du pays qui pourrait bénéficier encore d'un temps chaud et assez ensoleillé.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 JUIN

« La Défense », 15 heures, devant le tabac, hall du R.E.R., Mme Allaz.

« Musée Auguste-Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, Mlle Garnier-Aheberg.

« Hôtel de Sens et Arsenal », *15 heures, 1, rue du Figuier*, Mme Mermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Portraits italiens du dix-huitième siècle », 14 h 30, Petit Palais (Approche de l'art).

« Mobilier du Moyen Age », 15 h, 107, rue de Rivoli (l'Art pour tous).

« Le vieux Passy », 15 heures, métro Passy (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Palais de justice », 15 h 30, métro Cité, (M. Czarny).

« Le portrait de la Renaissance italienne », 15 h 30, entrée du Petit Palais (Mme Hager).

« Hôpital Saint-Louis », 15 heures, 2, *place du Dr-Fournier (Histoire et archéologie)*.

« École des beaux-arts et Hôtel de Chimay », *15 heures, 13, quai Malaquais* (P.-Y. Jaslet).

« Musée de Cluny », 15 heures, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 3, quai de Bourbon, métro Pont-Marie (Mme Romann).

« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, *12, boulevard Henri-IV (Le vieux* Paris).

CONFERENCES

JEUDI 10 JUIN

17 h 30 : 4, place du Louvre, M. F. Saint-Pierre : « Alexandre Cabanel, peinture du Second Empire » (Académie du Second Empire).

18 h 30 : Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, rez-de-chaussée : « Les jeux de stratégie et les joueurs ».

18 h 30 : 33, place Maubert : « Soirée musicale argentine » (Association protestante de liaison interuniversitaire).

20 h 30 : 26, rue Bergère, docteur J. Donnars : « Haine et spiritualité » (L'Homme et la connaissance).

20 h 30 : 11, avenue Vavin, M. F. Schwarz : « L'initiation guerrière chez les Aztèques » (Nouvelle Acropole).

CHASSE

LA VALIDITÉ DU PERMIS DE CHASSE. — Avec le permis départemental on ne pourra plus chasser que dans le département *du domicile et les communes* (non plus les cantons) limitrophes (décret du 18 mai et *le Monde* du 24 mai).

CONCOURS

POSTES DE BIBLIOTHÉCAIRES A POURVOIR. — La ville de Belfort recrute, au 1er juillet 1982, pour sa bibliothèque municipale neuve :

— un bibliothécaire, directeur de bibliothèque (adultes, enfants, discothèque) ;

— un sous-bibliothécaire (option discothèque), aux échelles indiciaires réglementaires.

Les candidatures sont à adresser, avant le 20 juin, au service du personnel, mairie de Belfort, 90020 Belfort Cedex.

TRANSPORTS

AIR FRANCE BAISSE SES PRIX SUR PARIS-NEW-YORK. — La compagnie Air France vient de proposer aux autorités américaines une nouvelle grille tarifaire applicable à son programme estival de vols *« vacances » entre* Paris et New-York. L'application du tarif basse saison (2 815 francs) sera *ainsi* prolongée du 18 juin au 9 juillet. De cette date jusqu'au 13 août sera appliqué le tarif haute saison (3 245 francs) au lieu du tarif « super pointe » (3 520 francs). Enfin, à partir du 13 août, la compagnie ramènera son tarif vacances à 2 995 francs.

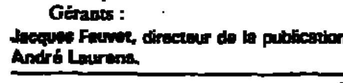
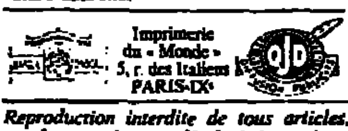
JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* des lundi 7 et mardi 8 juin :

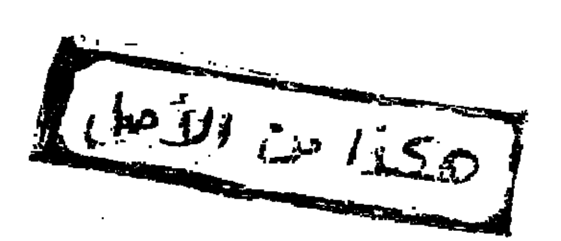
UN DÉCRET

● Relatif au recrutement des professeurs agrégés, des maîtres de recherches, des professeurs titulaires de chaire, des professeurs délégués du service de santé des armées, ainsi qu'à l'exercice de leurs fonctions.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
André Laurens.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.



Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

La violence dans l'univers sous télescope

Un projet de satellite pour l'étude des objets gamma non identifiés

A la fin de 1985, les Européens procéderont au seul et unique essai en vol d'un nouveau et puissant lanceur de la famille Ariane. La version du lanceur retenue pour ce tir, (Ariane-44-LP comportant deux fusées d'appoint à liquides et deux autres à poudre) devrait permettre de placer, à cette occasion, en orbite une lourde charge d'un poids compris entre 3 400 kilos et 3 800 kilos.

Soucieuse de ne pas effectuer un tir à vide, l'Agence spatiale européenne (ESA) a lancé un appel aux candidatures pour embarquer, à titre gratuit, des satellites sur le lanceur. Malgré les risques inhérents à ce type d'essai, les marques d'intérêt n'ont pas manqué, et l'ESA s'apprête, dans le courant de ce mois, à étudier la compatibilité des projets proposés avec le nouvel Ariane. Les scientifiques français ne sont pas absents de cette petite compétition. Le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) a d'ailleurs fait sien un ambitieux projet de satellite astronomique (projet Sigma) proposé par deux chercheurs, MM. Jacques Paul et Pierre Mandrou, du Centre d'études nucléaires de Saclay et du Centre d'étude spatiale des rayonnements de Toulouse.

Important par son enveloppe financière — environ 370 millions de francs — le projet Sigma l'est aussi à deux autres titres : d'un point de vue scientifique d'abord, dans la mesure où il devrait permettre des observations astronomiques plus fines sur le rayonnement gamma dont on suppose qu'il est un excellent « traceur » des processus violents qui secouent l'Univers ; d'un point de vue politique, enfin, dans la mesure où il marque de la part du C.N.E.S. une certaine volonté d'engager — peut-être tous les deux ou trois ans — un programme scientifique national d'envergure, en plus des programmes traditionnels.

LES astronomes ne sauraient aujourd'hui se contenter pour leurs recherches des seules observations faites dans le domaine de la lumière visible, c'est-à-dire dans celui dont les longueurs d'ondes sont comprises entre 400 et 800 nanomètres (1) et auxquelles l'œil humain est sensible. Ne pas accéder à des longueurs d'ondes plus élevées (infrarouge et rayonnement radio) ou plus basses (ultraviolet, rayonnements X et gamma) revient d'une certaine manière à être sourd et en partie aveugle. Ainsi, celui qui ne dispose pas de récepteurs fonctionnant dans le domaine de l'ultraviolet se privera-t-il d'informations essentielles sur des astres chauds qui, comme Sirius, ont leur maximum d'émission de lumière dans cette partie du spectre. De même pour les mesures dans l'infrarouge sans lesquelles les données recueillies sur des étoiles froides comme Antarès seraient fragmentaires.

L'avènement, depuis la guerre, de nouvelles techniques dans le domaine des courtes et des grandes longueurs d'ondes a permis de corriger cela. Certaines branches de l'astronomie, comme la radio-astronomie, se sont ainsi puissamment développées, tandis que d'autres, plus jeunes, sont en devenir.

Ainsi en va-t-il de l'astronomie gamma qui semble appelée à devenir un puissant outil d'observation, dans la mesure où le rayonnement gamma serait une sorte de traceur de la violence. Le calme de l'Univers n'est en fait qu'apparent, et il est devenu progressivement évident que les processus violents sont la norme dans la plupart des phénomènes qui déterminent la dynamique et l'évolution des étoiles et des galaxies. Il n'est que de prendre un ou deux exemples pour s'en persuader. Celui du Soleil, pourtant étoile bien modeste, avec ses éruptions ou celui de ces étoiles massives qui, après avoir utilisé une infime partie de leur énergie de masse au cours des quelques millions d'années que dure leur évolution, en libèrent la quasi-totalité dans une explosion spectaculaire. Ces rares supernovae, dont la plus fameuse a donné naissance, après son explosion, le 4 juillet 1054, à la nébuleuse du Crabe, sont le siège de phénomènes d'une violence inouïe. Dans ce cas, comme dans d'autres, la formidable élévation de la température du milieu ambiant ainsi que la forte accélération donnée à la matière environnante favorisent la production de rayonnements de haute énergie — gamma en particulier — soit par l'émission thermique d'un gaz chaud, soit par l'interaction de particules de haute énergie avec le milieu.

L'astronomie gamma se présente donc comme un moyen puissant pour observer les régions du ciel où se manifestent de tels processus. « *Toutefois,* précise M. Paul, de la section d'astrophysique du Centre d'études nucléaires de Saclay, *l'astronomie gamma ne mérite encore qu'imparfaitement l'appellation d'astronomie. Si, dans le domaine des hautes énergies — celles supérieures à 50 millions d'électrons-volts (Mev, — le satellite européen d'astronomie gamma COS-B a permis de localiser plus de vingt sources de rayonnement gamma, quatre d'entre elles seulement ont pu être identifiées avec des objets astronomiques connus.* »

Une nouvelle génération d'instruments

Les télescopes utilisés pour ce type d'observation ne permettent pas encore, en effet, d'identifier sans ambiguïté les sites où s'accomplissent de tels événements pour qu'on puisse ensuite les explorer dans d'autres gammes de longueurs d'ondes. La situation n'est guère meilleure, selon les chercheurs, dans le domaine des rayons gamma de plus basse énergie, dont seules les sources les plus brillantes ont pu être détectées. Une exception : celles des sources à sursaut gamma que nombre d'instruments, embarqués notamment sur des satellites soviétiques, ont permis de localiser avec une grande précision. L'une d'entre elles a d'ailleurs été de cette manière identifiée avec une étoile à neutrons, dernier vestige de l'explosion d'une supernova.

« *Si les télescopes de l'astronomie gamma des années 70 ont donc permis de découvrir l'existence d'objets célestes émetteurs de rayons gamma, il appartient,* remarque M. Jacques Paul, *à une nouvelle génération d'instruments de les identifier et de les comprendre.* » Le projet du satellite astronomique Sigma, dont M. Jacques Paul est l'un des promoteurs et pour lequel le Centre national d'études spatiales a dégagé, pour 1983, une trentaine de millions de francs, appartient à ce type d'appareils à haute résolution angulaire — quelques minutes d'arc seulement contre quelques degrés, soit dix à cent fois mieux que ce qui se fait actuellement — destinés plus à l'étude d'astres localisés qu'à des phénomènes à caractère global.

« *Cette expérience,* disent ses promoteurs, *devrait rendre observables des sources mille fois moins intenses dans ce domaine du spectre que la source la plus intense connue, à savoir la nébuleuse du Crabe.* » Avec ce satellite, s'il est retenu par l'ESA pour voler sur le premier lanceur de qualification de la famille des Ariane-4, les astronomes espèrent passer en revue, d'une part, des astres émetteurs de rayonnement gamma appartenant à notre galaxie (pulsars, étoiles massives, sources de rayonnement X dans lesquelles un astre dense capture la matière d'une étoile chaude et massive qui en est proche, trous noirs), mais aussi se livrer à une véritable zoologie de l'espace, en cherchant des objets monstrueux comme ces trous noirs géants, ayant une masse un million de fois plus grande, au moins, que celle du Soleil, dont on suppose qu'ils sont à l'origine des galaxies de Seyfert ou des quasars.

Pour parvenir à ces résultats, et c'est là une des originalités du projet proposé par la section d'astrophysique du Centre d'études nucléaires de Saclay et du Centre d'étude spatiale des rayonnements de Toulouse, l'instrument principal du satellite est un télescope ayant comme détecteur de rayons gamma une caméra dérivée d'un matériel couramment employé en médecine nucléaire permettant de travailler dans une gamme d'énergie comprise entre 20 et 2 000 kiloélectrons-volts. Objectif visé : observer dans le ciel, au cours des dix-huit mois que durera la mission au moins deux cent soixante-dix sources de rayonnement gamma.

Les opportunités de vol étant rares, le CNES a tenu à améliorer l'efficacité de la mission Sigma en lui adjoignant des instruments, à caractère non prioritaire, pour l'étude des sursauts gamma (expérience Sursaut) et du fond du ciel diffus dans l'ultraviolet lointain (expérience Cube).

Un changement de politique

Ce projet de satellite, dont le coût est estimé à environ 370 millions de francs, se compose d'une charge utile d'environ 900 kilogrammes, comprenant l'instrument d'astronomie gamma, les expériences et les équipements technologiques passagers, ainsi que d'une plate-forme d'environ 1 100 kilogrammes (combustibles compris) dont la réalisation pourrait être confiée à un industriel français : l'Aérospatiale, si l'on choisit un matériel dérivé du satellite Arabsat, ou Matra, si l'on préfère une structure dérivée du satellite d'observation Spot. Des négociations récentes font que les deux industriels devraient être appelés à travailler ensemble.

Par son coût, comme par ses dimensions — 6,10 mètres de haut, 2,7 mètres de large et 2,5 mètres de profondeur — et par son poids — environ 2 tonnes, — le satellite Sigma apparaît comme un projet ambitieux. Jamais encore le C.N.E.S. n'avait engagé de programme scientifique de cette ampleur, et cette attitude traduit, aujourd'hui, un changement de politique dans ce domaine. La direction de cet organisme semble en effet, soucieuse depuis quelque temps d'assurer à la communauté scientifique des opportunités de vol dans l'espace, tant il est vrai que la conjoncture internationale dans ce domaine, qu'elle soit européenne, américaine ou soviétique, est assez aléatoire (2). Mais elle aspire aussi à profiter de telles missions pour expérimenter en vraie grandeur des technologies — mémoires à bulles, batteries nickel-hydrogène, paliers magnétiques — qui seront monnaie courante sur les satellites commerciaux de demain. De ce point de vue, Sigma est un très bon banc d'essais pour ces matériels.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Un nanomètre est égal à un millionième de millimètre.

(2) Des laboratoires étrangers, britanniques et italiens, ont manifesté leur intention de participer au programme Sigma. D'autre part, la NASA aurait pris contact avec le C.N.E.S.



Le plus puissant ordinateur de France

Cinq milliards de chiffres par seconde

En 1972, le département d'informatique du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) était constitué en filiale, la Compagnie internationale de services en informatique (CISI). Dix ans plus tard, la CISI est la plus importante société française de services informatiques (1). Elle s'est dotée, il y a un an, d'un puissant ordinateur, le Cray-1, qu'elle partage avec E.D.F. Installé à la direction des études et recherches d'E.D.F. à Clamart, relié par des artères à fort débit à plusieurs ordinateurs frontaux qui préparent les programmes à exécuter, assurent la gestion des fichiers, des entrées-sorties, bref de toutes les opérations lentes, le Cray-1 peut faire sans se lasser jusqu'à 250 millions d'opérations arithmétiques par seconde — sur des nombres de 64 chiffres binaires (64 bits), ce qui correspond en gros à 19 chiffres décimaux. Autrement dit, le Cray-1 peut traiter environ 5 milliards de chiffres par seconde, et cela pendant plus de vingt heures par jour, pour un coût de quelque 10 millions de dollars (2).

Un tel volume de calcul est nécessaire pour quelques très grands programmes. Les « clients » du Cray-1 sont d'abord les constructeurs de centrales nucléaires, E.D.F., le C.E.A., un peu Framatome ; puis les pétroliers, à la fois pour l'analyse des sondages sismiques et pour la modélisation des gisements ; enfin l'industrie aéronautique vient de plus en plus aux « gros » calculs : la baisse des prix informatiques commence à rendre intéressant le remplacement d'essais en soufflerie par leur simulation numérique.

Spécifiquement destiné aux très gros calculs scientifiques, le Cray-1 a été conçu par M. Seymour Cray, qui, après avoir eu des responsabilités importantes chez Control Data, a fondé sa propre firme. Le Cray-1 partage d'ailleurs le titre de plus puissant ordinateur du monde avec le Cyber-205 de Control Data, venu ces dernières années lui disputer un marché plus large qu'on ne le pensait autrefois. Si le Cray de CISI-E.D.F. est le premier installé en France, il a été précédé par onze machines analogues aux Etats-Unis et six dans d'autres pays.

Un second Cray-1 a été commandé par le ministère de la recherche et de la technologie, et sera installé à l'Ecole polytechnique, à Palaiseau, à titre de grand équipement scientifique, utilisable par de nombreux laboratoires. Un troisième ira à la Météorologie nationale. D'autre part, la CISI et E.D.F. auront dans l'avenir leurs propres exemplaires, ce qui fera quatre Cray-1 en France, en attendant le Cray-2, qui devrait être une machine six ou douze fois plus puissante.

PARLER du plus puissant ordinateur du monde suggère une énorme machine remplissant une de ces vastes salles conditionnées qu'affectionnent les ordinateurs. Il n'en est rien. Le Cray est une colonne cylindrique d'environ 1,30 mètre de diamètre sur 2 mètres de haut, entourée d'une sorte de banquette circulaire, qui peut effectivement servir de siège, mais a pour objet principal le logement des alimentations électriques. La colonne est formée par la juxtaposition d'armoires étroites contenant un empilement de plaquettes entre lesquelles circule un gaz de refroidissement. Chaque plaquette porte un grand nombre de circuits intégrés, qui servent, suivant les cas, de mémoires ou d'unités de calcul. Une des astuces de M. Seymour Cray a été de ne faire appel qu'à un très petit nombre de composants différents, ce qui a facilité la mise au point et simplifié la maintenance. Une autre astuce a été cette disposition en colonne qui permet de réduire la longueur des fils de liaison.

Car la lumière a beau aller fabuleusement vite et l'information se propager presque aussi vite le long des connexions électriques, la longueur des lignes est un facteur limitatif de la vitesse de calcul. La lumière parcourt 300 000 kilomètres par seconde, soit 30 centimètres en une nanoseconde (un milliardième de seconde). Même avec une disposition aussi ramassée que celle du Cray-1, quelques nanosecondes sont nécessaires pour qu'une information élémentaire transite entre la mémoire et l'unité de calcul.

La solution du pipe-line

Or une opération arithmétique, une addition par exemple, demande en général le transfert des deux termes depuis la mémoire — l'un d'eux peut être déjà présent comme résultat de l'opération précédente — et un retour en mémoire du résultat. Il faut ajouter à ces trois transferts la durée de l'opération elle-même, qui doit se faire bit après bit, puisqu'il faut à chaque fois reporter la retenue éventuelle (3).

Le tout demande plusieurs dizaines de nanosecondes, et l'on peut se demander comment le Cray-1 peut faire 250 millions d'opérations en une seconde, soit une opération toutes les cinq nanosecondes. La réponse est évidemment qu'il fait plusieurs opérations en même temps.

Ce n'est cependant pas si simple. Il y faut deux conditions : l'une est extérieure à l'ordinateur et tient au programme — et derrière celui-ci, au problème même qu'on cherche à résoudre : la structure doit en être telle que de nombreuses opérations puissent être faites simultanément, ce qui implique que les unes ne dépendent pas du résultat des autres. Il se trouve que c'est le cas pour les utilisations citées plus haut, où l'on répète souvent un même algorithme sur un très grand nombre de données. Encore faut-il écrire le programme de manière à utiliser ce caractère répétitif pour exécuter simultanément des opérations indépendantes. Des techniques de programmation et des langages spécifiques ont été créés dans cette intention.

Il faut ensuite — et c'est la deuxième condition — que l'ordinateur soit conçu pour exécuter ces calculs simultanés — ou, comme l'on dit, parallèles. La solution naturelle — multiplier les organes de calcul — est moins intéressante qu'il n'y paraît, outre qu'elle coûte cher. Si, par exemple, on dispose de deux additionneurs, il faut placer devant eux un aiguillage qui enverra les données tantôt à l'un tantôt à l'autre. Il y faudra un test pour savoir quelle voie est libre, il y faudra des connexions supplémentaires... bref, on va perdre une bonne partie du temps qu'on espère gagner.

La solution retenue est le pipe-line. On construit des « vecteurs » formés de suites de nombres qui doivent subir le même traitement : l'addition de deux vecteurs, par exemple, consiste à additionner les premiers nombres de chaque vecteur, puis les seconds, etc., pour constituer un nouveau vecteur. D'autre part, une opération apparemment élémentaire — mais, on l'a vu, complexe — comme l'addition est décomposée en un certain nombre d'étapes successives. Quand une étape est réalisée sur un des couples de nombres, cette même étape est recommencée sur le couple suivant, pendant que le premier couple subit l'étape suivante. Le rythme de ces opérations est fixé par une horloge dont les « top » reviennent toutes les 12,5 nanosecondes. Cette durée est le cycle de la machine.

Soit, par exemple, l'addition de deux vecteurs de nombres entiers, qu'on a préalablement constitués en transférant ces nombres de la mémoire à des registres spécialisés. Pendant le premier cycle, les deux premiers termes sont envoyés dans l'additionneur. Pendant le second cycle, celui-ci commence son travail, dont la durée est de trois cycles. Au cours du cinquième cycle, enfin, le résultat part vers le registre qui recevra le vecteur somme. L'addition dure ainsi 62,5 nanosecondes.

Mais, au cours du second cycle, un deuxième couple de nombres a été envoyé vers l'additionneur. Il va être additionné pendant les cycles trois, quatre et cinq, et le résultat repartira vers le vecteur d'arrivée au sixième cycle. De même, le troisième couple suit le second à un cycle de distance, etc.

La taille des vecteurs est limitée à 64 nombres. L'addition de deux vecteurs pleins demandera 69 cycles, soit à peine plus d'un cycle par opération, alors qu'il en faut cinq pour une addition isolée. Le gain de temps est important. Il peut être encore plus grand car rien n'interdit de commencer une nouvelle opération sur le début du vecteur résultat avant que soit terminé son remplissage. Il faut cependant que cette seconde opération ne soit pas une nouvelle addition, qu'elle utilise une unité de calcul différente de celle qui sert à additionner les nombres entiers. Le Cray-1 contient sept unités de calcul vectorielles, chacune spécialisée sur une opération (4) alors que le Cyber-205 de Control Data contient seulement quatre unités, mais chacune peut faire n'importe quelle opération arithmétique.

L'art de la programmation consiste à organiser les données et le traitement de manière à manipuler des vecteurs aussi pleins que possible et à leur faire subir des opérations à la chaîne — au sens exact où ce terme est pris dans l'industrie. L'existence de huit registres vectoriels facilite cette organisation. Pendant que certains sont en cours de traitement, les autres sont alimentés en données à partir de la mémoire, ou au contraire vidés dans celle-ci.

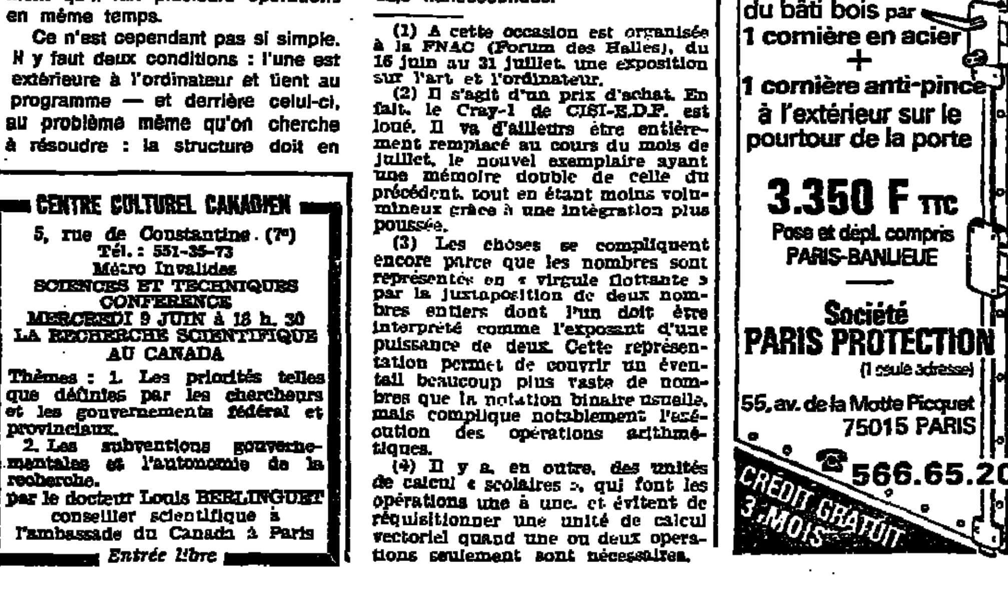
MAURICE ARVONNY.

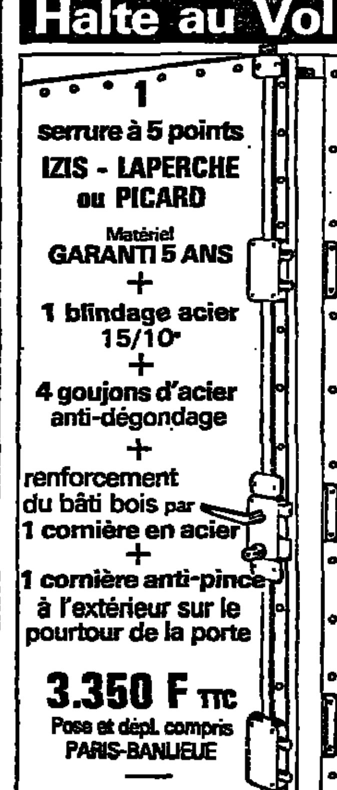
(1) A cette occasion est organisée à la FNAC (Forum des Halles), du 16 juin au 31 juillet, une exposition sur l'art et l'ordinateur.

(2) Il s'agit d'un prix d'achat. En fait, le Cray-1 de CISI-E.D.F. est loué. Il va d'ailleurs être entièrement remplacé au cours du mois de juillet, le nouvel exemplaire ayant une mémoire double de celle du précédent, tout en étant moins volumineux grâce à une intégration plus poussée.

(3) Les choses se compliquent encore parce que les nombres sont représentés en « virgule flottante » par la juxtaposition de deux nombres entiers dont l'un doit être interprété comme l'exposant d'une puissance de deux. Cette représentation permet de couvrir un éventail beaucoup plus vaste de nombres que la notation binaire usuelle, mais complique notablement l'exécution des opérations arithmétiques.

(4) Il y a, en outre, des unités de calcul « scolaires », qui font les opérations une à une, et évitent de réquisitionner une unité de calcul vectoriel quand une ou deux opérations seulement sont nécessaires.





A la recherche des bons filons

Le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) et le laboratoire de géologie appliquée de l'université d'Orléans ont organisé récemment, à Orléans, un colloque international sur les « gîtes filoniens de basse température du domaine varisque d'Europe et d'Afrique du Nord ». Sous ce titre, assez hermétique pour les non-spécialistes, se cache un sujet parfaitement compréhensible : les filons sont constitués par le remplissage de fractures des zones les plus superficielles de l'écorce terrestre par des solutions riches en matières minérales utiles et qui ont cristallisé au cours de leur refroidissement ; le domaine varisque englobe une vaste région de l'Europe continentale (de la Bohême tchécoslovaque à la Bretagne et à la péninsule Ibérique) et une petite partie de l'Angleterre et de l'Afrique du Nord qui ont été plissées pendant l'orogénèse hercynienne (entre — 350 et — 250 millions d'années approximativement).

LA genèse des gîtes minéraux n'est pas toujours comprise. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que d'abord ces gîtes sont des monstruosités géochimiques rares, où les teneurs de certains éléments sont beaucoup plus fortes que les teneurs moyennes rencontrées dans la croûte continentale ; ensuite, que ces monstres sont dus, probablement, à des phénomènes hydrothermaux, se produisant dans la croûte et plus particulièrement dans une région où celle-ci présente déjà des anomalies de composition.

Il y a donc des provinces métallogéniques distinctes les unes des autres. Sans provinces métallogéniques, comment, par exemple, expliquerait-on qu'en France tous les gisements de plomb soient situés au sud du Massif Central, alors qu'il n'y en a aucun au nord de ce massif.

Il y a aussi, manifestement, des [illegible] les plus favorables que d'autres aux phénomènes de minéralisation : 1° les périodes d'ouverture des océans pendant lesquelles le manteau supérieur chaud remonte et entre ainsi en contact avec les zones les plus superficielles et pendant lesquelles l'extension favorise l'ouverture de fractures ; 2° les orogénèses au cours desquelles la compression et l'extension sont intenses.

L'Europe occidentale a ainsi « bénéficié » d'au moins trois époques favorables à la formation de gîtes filoniens.

● La fin de l'orogénèse hercynienne (de — 280 à — 250 millions d'années) est à l'origine, entre autres, des filons d'uranium du Limousin, des filons de barytine et de fluorine du sud du Massif Central.

● A l'ouverture de l'Atlantique central (vers — 200 millions d'années), on doit, notamment, les filons de fluorine du nord du Massif Central.

● L'orogénèse alpine (de — 100 millions d'années à la période actuelle) a permis, par exemple, la formation des filons de plomb-zinc d'Autriche, des filons de fluorine de la Forêt-Noire (Allemagne fédérale) et peut-être d'une partie des filons de fluorine de Bohême.

Une méthode astucieuse

En o[illegible], on sait que la composition des filons varie avec la température à laquelle ceux-ci se sont formés. Dans les filons très chauds (plus de 600 °C) on trouve des feldspaths, des terres rares, parfois du zirconium. Si la température de formation était un peu inférieure à 600 °C, les filons contiennent de l'étain, du tungstène et, pour ceux qui étaient encore moins chauds, de l'uranium et de l'or. Enfin, les filons « froids » (qui se sont formés à moins de 200 °C) sont riches en fluorine, barytine, plomb, argent, zinc.

Une méthode astucieuse a été découverte au siècle dernier par Sordy, un minéralogiste britannique pour retrouver approximativement la température de formation des minéraux, en particulier de ceux des filons. Oubliée, elle a été redécouverte il y a une trentaine d'années en France (M. Georges Deicha), aux Etats-Unis (M. Edwin Roedder) et en U.R.S.S. (M. Ermakov). Lorsque la solution a commencé à remplir la fracture, les premiers cristaux ont poussé le long des parois, et perpendiculairement à celles-ci. Les cristaux suivants se sont collés aux premiers. Mais les cristaux présentent des défauts et des lacunes, et ces dernières se sont rem[illegible]es de la solution-mère. A la température qui régnait alors, les lacunes étaient entièrement pleines de solution-mère. Le refroidissement a peu affecté les lacunes mais il a fait s'y rétracter sensiblement le liquide. Les lacunes (ou inclusions) sont donc maintenant remplies pour partie de liquide et pour partie d'une bulle de vapeur d'eau ou de gaz. Si on chauffe sous microscope une portion du minéral contenant des inclusions, on voit donc la bulle se rétrécir puisque le liquide se dilate. Lorsque la bulle disparaît, on a — après correction — la température de formation du filon.

Travail à la chaîne

Les filons avec leurs fortes teneurs, ont été exploités dès l'Antiquité : ceux d'or en Egypte, au Soudan, en Arabie Saoudite, ceux de plomb argentifère dans tout l'empire romain.

Dans les années de forte expansion économique (de 1950 à 1970), la plupart des pays industrialisés ont dédaigné les filons : les tonnages y étaient trop faibles. Mais depuis plusieurs années, on s'intéresse de nouveau aux filons : tout le monde cherche à diversifier au maximum ses sources d'approvisionnement et on a compris que l'exploitation de filons à fortes teneurs et de petites dimensions exigeait peu d'énergie.

Les filons sont intéressants aussi pour les pays en voie de développement. L'exploitation commençant par le haut, la faible profondeur du puits supprime l'obligation d'utiliser des ascenseurs. Un peu d'explosif, de petits marteaux piqueurs alimentés par des compresseurs à essence, une poulie et des seaux suffisent pour extraire le minerai. Certes, cette technologie a besoin de beaucoup de main-d'œuvre (ce qui n'est pas un problème pour les pays en voie de développement) mais elle est simple, rustique et fait appel à peu de techniciens.

Devant cet intérêt général pour les gîtes filoniens il était utile que les spécialistes se réunissent pour confronter leurs points de vue. La compréhension de la genèse des gîtes filoniens est indispensable, en effet, aux progrès de la prospection de ce type de gisements.

YVONNE REBEYROL.

Six types de gîtes minéraux

Les gîtes minéraux peuvent se classer, d'après leur forme, en six principaux types :

● Les gîtes stratiformes (en couches), que l'on trouve dans les terrains sédimentaires ; par exemple, le fer de Lorraine et les phosphates du Maroc ;

● Les amas, qui ont la forme de grosses lentilles intercalées dans des terrains sédimentaires ou volcano-sédimentaires. Ces amas sont faits de très fortes concentrations de sulfures de fer auxquels sont associés parfois des sulfures de cuivre, de zinc, de plomb. Tels sont les gisements de Broken-Hill (Australie), de Neves-Corvo (Portugal) et les petits gisements bretons ;

● Les gisements porphyriques sont caractérisés par de faibles teneurs et d'énormes tonnages de minerais pouvant dépasser le milliard de tonnes. Les éléments utiles (cuivre et molybdène, or ou étain, parfois) sont associés à des roches porphyriques cristallines, c'est-à-dire à des roches granitiques qui se sont mises en place à quelques milliers de mètres de profondeur et se sont refroidies en deux temps, si bien que ces roches sont faites de gros cristaux enrobés dans une pâte plus fine. On trouve des gisements porphyriques dans les deux Amériques ;

● Les filons, résultant du remplissage de fractures. Celles-ci sont longues de 0,5 à 4 kilomètres, larges de quelques mètres à quelques dizaines de mètres, profondes, le plus souvent, de quelques centaines de mètres, et elles peuvent se présenter en chapelets. Les filons sont réduits par leurs tonnages (quelques centaines de milliers à 1 million de tonnes), mais les teneurs y sont fortes ;

● Les placers peuvent être qualifiés de gisements secondaires. Ils sont formés, en effet, d'alluvions que des cours d'eau ont arrachées à des gisements primaires (les quatre premiers types), transportées, puis abandonnées lors d'une rupture du débit. Les placers peuvent donc exister pour toutes sortes de minéraux (or, diamant, étain, parfois titane, zirconium), dans d'anciens lits de cours d'eau situés actuellement au sec (sur les continents) ou sous la mer (sur les plateaux continentaux) ;

● Certaines latérites, formées par l'altération sous l'effet de la pluie des roches superficielles sous climat tropical peuvent constituer parfois des gisements dits « résiduels ». Tels sont, par exemple, les bauxites de Guinée et le nickel de Nouvelle-Calédonie. — Y. R.

Ariane et la navette spatiale

La bataille des prix

Récemment, plusieurs contrats ont été signés par la société Arianespace pour le lancement par la fusée européenne de satellites de communication — alors qu'Ariane était en concurrence avec des lanceurs américains « consommables » ou avec la navette spatiale qui, elle, est réutilisable. La NASA en a conçu quelque mauvaise humeur et des remarques aigres-douces ont été faites outre-Atlantique sur la subvention dont bénéficierait Ariane de la part des gouvernements européens.

La NASA a moins insisté sur le contenu d'un rapport assez sévère adressé au Congrès américain par la Cour des comptes (G.A.O., General Accounting Office) d'où il ressort que les vols de la navette sont loin d'être facturés au prix coûtant à leurs utilisateurs.

LE rapport du G.A.O. contient des chiffres révélateurs. Le coût d'un lancement par la navette spatiale, estimé en 1976 à 16,1 millions de dollars, était évalué en septembre 1980 à 27,9 millions de dollars, soit une augmentation de 73 % en dollars constants (1). Et le coût pourrait atteindre 30,5 millions de dollars au début 1983 quand la navette commencera ses vols opérationnels.

Face à ces chiffres, le prix facturé par la NASA, fixé en 1976 pour les trois premières années de service opérationnel, ne dépasse pas 18 millions de dollars (2). La subvention est de taille. Compte tenu des diverses classes de prix et du modèle de mission retenu pour les trois premières années, le G.A.O. estime que la NASA devra utiliser « *1,2 milliard de dollars pour financer la différence entre les coûts réels et les remboursements venant des utilisateurs* ». Cette somme équivaut en gros à quinze tirs d'Ariane. La « subvention » au lanceur européen est bien moindre ; les participants au programme Ariane ont seulement accepté de payer certains lancements faits pour leur compte 25 % plus cher qu'ils ne seraient facturés à des clients extra-européens.

L'énorme sous-estimation des coûts de la navette permet à celle-ci d'être intrinsèquement moins chère qu'Ariane pour le client. La comparaison ne peut se faire directement en termes de prix d'un lancement, car la navette peut emporter des satellites beaucoup plus lourds — ou un plus grand nombre de satellites — que ne le fait Ariane. En revanche, la navette n'atteint pas l'orbite géostationnaire où doivent être placés la plupart des satellites commerciaux. Ces satellites doivent donc être montés sur un « étage de périgée » qui permet de les envoyer vers l'orbite géostationnaire après qu'ils ont été largués par la navette.

Des contraintes de lancement

Le lancement d'un satellite de télécommunications géostationnaire, pesant environ 1 tonne au sol, est facturé par la NASA aux alentours de 17 millions de dollars courants contre quelque 29 millions pour Ariane. La différence aurait dû empêcher Ariane de gagner le moindre marché à l'exportation ; mais la navette n'a pas fini ses vols d'essai — un moteur a explosé au cours d'un essai au sol le 7 avril — et sa disponibilité n'est pas assurée. Les clients se voient proposer une solution de rechange — un lancement par une fusée Delta, — mais beaucoup plus chère (35 millions de dollars environ). L'utilisation de la navette entraîne aussi quelques sujétions : trois ou quatre satellites doivent être installés ensemble dans la soute, donc être tous prêts en même temps. Les besoins de lancement du département de la défense sont prioritaires, ce qui peut affecter les dates des lancements civils. La position presque équatoriale de Kourou (Guyane) comparée à celle de Cap Canaveral permet, à puissance de lancement égale, un gain de 17 % sur la masse du satellite.

Il reste que si la NASA devait maintenir un prix aussi artificiellement bas quand les vols de la navette seront pleinement opérationnels, Ariane n'aurait aucun avenir. Mais cela paraît exclu puisque l'objectif de la NASA est de se voir rembourser en douze ans ce qui lui auront coûté des vols opérationnels — les seuls coûts de développement de la navette restant à la charge du gouvernement américain. Le niveau des prix après les trois premières années, qui devrait être fixé cet été et qui sera ensuite réajusté tous les ans, devra donc être suffisamment élevé pour rembourser l'énorme perte subie au cours des trois premières années. Un doublement des prix paraît actuellement probable (3)

Il y a alors bon espoir que les lancements par Ariane se révèlent définitivement plus économiques. C'est ce qu'on suppose à Arianespace et qui justifie la création d'une véritable famille de lanceurs Ariane-4, adaptés aux diverses missions qu'appelle le développement des activités spatiales. On y observe avec intérêt que certains responsables de la NASA plaident pour la mise au point d'un lanceur non récupérable — donc inhabité — utilisant certains composants de la navette et qui serait mieux à même de concurrencer Ariane. Belle revanche pour ce « lanceur de dissuasion » qui fut décidé en 1973 essentiellement pour donner à l'Europe une certaine indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, mais qui semblait alors n'avoir aucun avenir commercial tant la navette américaine devait, de toute évidence, casser les prix. — M. A.

(1) Les deux chiffres qui précèdent et ceux qui suivent sont en dollars de 1975.

(2) Ce prix s'entend pour vingt-quatre heures de mission d'un équipage de trois membres. Il s'y ajoute pour certains clients un droit d'utilisation (*use free*) de 4,3 millions de dollars.

(3) *Aerospace Daily* du 30 avril.

Découverts par un Chilien

Deux nouveaux volcans actifs en Antarctique

DEUX volcans actifs, inconnus jusqu'à maintenant, ont été découverts en mars dernier, à l'est de la péninsule Antarctique, par un géologue de l'université du Chili, à Santiago, le Dr Oscar Gonzalez-Ferran.

C'est au cours d'une reconnaissance géophysique, faite en hélicoptère dans le cadre du programme antarctique chilien, que les deux nouveaux volcans ont été aperçus. L'un d'entre eux fumait. Tous deux ont émis récemment des débris de roches.

Ils sont constitués chacun par un petit cône de lave noire dont l'altitude n'a pas été précisée.

Selon M. Jacques Nougier, professeur à la faculté des sciences d'Avignon et spécialiste de la géologie du continent antarctique et des îles subantarctiques, la présence de volcans actifs dans cette région ne surprend qu'à moitié. On connaît, en effet, cinq zones volcaniques en Antarctique : la première englobe l'archipel des Sandwich du Sud ; la seconde comprend la péninsule Antarctique et l'archipel des Shetland du Sud (situé à l'ouest de la péninsule) ; la troisième, sensiblement parallèle à la deuxième, est située à l'est de la péninsule Antarctique et s'étire des Nunatak Seal (approximativement par 65° sud et 60° ouest) à l'île Paulet (à l'extrême pointe de la péninsule Antarctique en passant par l'île James. La quatrième est située dans la terre Marie-Byrd (Antarctique occidental). La cinquième, dans la région de l'île de Ross et du détroit de McMurdo, est dominée par l'Erebus, le plus grand volcan antarctique.

D'après la localisation approximative qui nous est parvenue, les deux nouveaux volcans seraient situés près des Nunatak Seal, donc dans la troisième zone volcanique. En revanche, on pensait que, au cours des dix derniers millénaires, l'activité volcanique, partant des Nunatak Seal, s'était peu à peu déplacée vers le nord. Elle semblerait avoir maintenant repris près de Nunatak Seal.

Y. R.

En toute logique

TOURS DE TOURS OPTIMAUX

PROBLÈME N° 224

Allons beaucoup plus loin avec la Tour sur l'échiquier 8 × 8. Il ne s'agit plus de traverser chaque case une fois. Il s'agit maintenant de traverser les 64 cases en revenant à son point de départ, et en s'arrêtant exactement une fois sur chaque case pour y tourner ou y rebrousser chemin. Peu importe qu'une case soit traversée plusieurs fois, si la Tour n'y tourne pas ou n'y rebrousse pas chemin.

Quel est, dans ces conditions, le tour le plus long (il dépasse 100 unités) ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLÈME N° 223

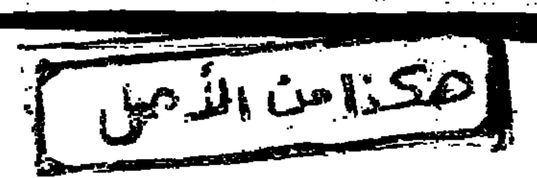
Ce remplissage des 4 cubes permet d'aller de 1982 à 2221 :

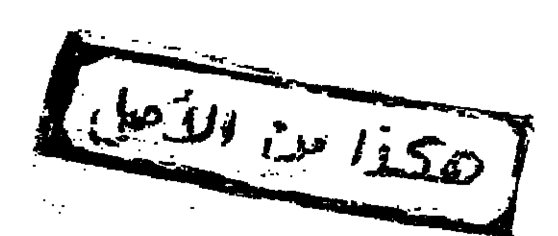
0 - 1 - 3 - 4 - 5 - 6
0 - 1 - 2 - 3 - 6 - 9
1 - 2 - 4 - 7 - 8 - 9
0 - 2 - 5 - 7 - 8 - 9

Il est dû à Frank Rubin (*Journal of Recreational Mathematics*, vol. 12, n° 3).

Peut-on faire mieux ?

PIERRE BERLOQUIN.




هكذا من الأصل

Le Monde

culture

MUSIQUE

FESTIVAL D'ORCHESTRES AU T.M.P.

Kyung Wha Chung, l'invitée de Pittsburgh

Autrefois, lorsqu'un voyageur mélomane faisait escale dans une ville, il s'informait aussitôt des concerts qui devaient avoir lieu ; il arrivait parfois qu'on en organise un tout spécialement pour lui, afin de lui faire découvrir la valeur des musiciens de l'endroit et il s'en retournait clamant bien haut son enthousiasme. A présent, c'est exactement le contraire : il suffit, lorsqu'on habite une capitale européenne, d'attendre bien tranquillement, bec en l'air, le passage des orchestres et ceux-ci tombent du ciel tout rôtis. On peut même se permettre de faire la fine bouche, préférer le Philharmonique de Berlin à celui de Rotterdam, la Philharmonie tchèque à l'Orchestre symphonique de Vienne ou tout simplement guetter le retour de ceux de Chicago ou de Boston en sirotant des Bloody Mary sur fond de stéréophonie.

Depuis le 6 juin, en tout cas, grâce au Théâtre musical de Paris (Châtelet), on n'a que l'embarras du choix : l'Orchestre de Paris a donné le coup d'envoi avec le *Requiem* de Mozart, qui ouvrait en même temps le Festival Mozart ; il ne l'avait pas joué depuis quelque temps et les habitués s'inquiétaient. Le Pittsburgh Symphony Orchestra lui a succédé, lundi, et ne s'est pas montré indigne d'un tel honneur ; les connaisseurs ne le placent qu'au sixième rang des orchestres américains et cependant on aurait cherché en vain, tout au long du concert, la moindre défaillance. Les cordes sonnent à merveille, les pupitres des bois, souvent appelés à jouer en solistes, sont tenus par des artistes irréprochables (flûte, clarinette, cor anglais, basson particulièrement), les cors sont la sûreté même et les autres cuivres ne se permettent jamais d'outrepasser la nuance générale. Dans l'ensemble, il faut admirer toute la gamme des nuances douces et la qualité des *mezzo forte* qui ne se transforment jamais en *forte* tandis que ce dernier ne se gonfle pas en *fortissimo* pour un oui ou pour un non. André Previn, qui en est le directeur musical depuis 1976, a sa part de responsabilité dans l'excellence du résultat, mais on peut invoquer aussi la tradition léguée par Fritz Reiner et William Steinberg.

On connaît l'intérêt constant manifesté par André Previn à l'égard de Rachmaninov dont le grand public ne connaît qu'un concerto, toujours le même, tandis que la part la plus intéressante de son œuvre est restée injustement négligée jusqu'à ces dernières années. Il n'y a donc pas lieu de lui reprocher d'avoir inscrit au programme de ce concert la *Symphonie n° 2*, mais puisque la Philharmonie tchèque doit jouer Janacek et Dvorak (le 11 juin), que l'Orchestre symphonique de Vienne a choisi Haydn et Mahler (le 16), n'aurait-il pas été naturel que l'Orchestre de Pittsburgh honore le plus grand compositeur américain, Charles Ives, beaucoup plus méconnu encore, jusque dans son propre pays, que Rachmaninov ? Il n'y a aucune excuse à cela.

Il n'en reste pas moins vrai que la deuxième symphonie de Rachmaninov, en dépit de l'excès relatif de ses proportions, méritait bien d'être entendue à Paris. Les détails en sont peut-être plus intéressants que l'art avec lequel le compositeur pratique les fausses sorties pour mieux se réinstaller ensuite. Les quatre mouvements offrent d'heureux contrastes, le thème très developpé de l'*adagio*, confié à la clarinette, est remarquable de souplesse et d'imprévu, le final, brillant, ne cède jamais à la vulgarité. Cependant, pour l'originalité du langage, une œuvre comme celle-ci ne saurait rivaliser avec ce qu'écrivaient, en 1907, Debussy, Mahler, Ives, Sibélius, Scriabine ou Richard Strauss, d'où une impression de « déjà entendu » qui, pour mal fondée qu'elle soit, n'en est pas moins difficile à vaincre par moment.

Aussi, pour une partie du public, la révélation de la soirée restera, au même titre que l'orchestre, la violoniste Kyung Wha Chung (née à Séoul en 1948) avec laquelle André Previn a donné de nombreux concerts et enregistré notamment, dès 1971, le *Concerto* de Tchaïkovski qui formait la première partie de ce concert (1). Il est rare en effet de voir tant de fougue et de sûreté dans un jeu qui sait se faire âpre et mordant quand il le faut, unies à cette douceur rêveuse, chaleureuse dans le grave, immatérielle dans l'aigu, qui captive l'attention en suspendant le souffle de l'auditoire. La fusion avec les solistes de l'orchestre, la complicité même, faisait de ce concerto tout autre chose qu'une lutte inégale et vaine comme celle à laquelle se livrent souvent des solistes indifférents et des orchestres *routiniers*. On en vient à oublier parfois que les concertos ne sont pas seulement faits pour être applaudis mais aussi, et d'abord, pour être écoutés et appréciés musicalement ; mais lorsque cela se produit on applaudit doublement et ce n'est que justice.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Concertos de Tchaïkovski et de Sibélius, soliste Kyung Wha Chung. Orchestre symphonique de Londres, direction André Previn, Decca 591 202.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

FLUTE. – Premiers prix : Odile Bruckert, Philippe Bugnot, Keiko Nagayama, Motoaki Kato, François Laurent, Benoît Fromange, Philippe Bernold, Jérôme Gaubert, Patrice Kirchhoff.

Deuxièmes prix : Catherine Lorgeou-Josquin, Frédérique Saumon, Baudoin Truc, André Papillon, Guy Nicoud-Angelloz, Gilles Gramaize, Christian Munch.

CLAVECIN. – Premiers prix : Naruko Morioka, Natsuyo Takashiro-Teycheney.

Deuxième prix : Catherine Latzarus.

HAUTBOIS. – Premiers prix : Jean Arnaud, Philippe Roy, Didier Costarini, Laurent Hacquard, Louis Dunoyer de Segonzac, Irving Legros.

■ L'écrivain danois Frits Remar, l'un des chefs de file du roman policier scandinave, est décédé à quarante-neuf ans. Depuis son premier grand succès en 1967, il avait publié une trentaine de romans et une centaine de nouvelles sans compter toute une série de traductions de confrères étrangers et de nombreux articles de journaux. Plusieurs de ses ouvrages ont été portés à l'écran. En 1977 il avait reçu le prix Edgar-Poe. – (Corresp. part.)

CINÉMA

Les séducteurs du cinéma français

(Suite de la première page.)

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas d'un *événement « parisien »*. La politique de programmation de Dominique Païni s'accorde à une façon de peser, sur la délicate balance de la sociologie cinématographique, les *modèles qui firent et peuvent faire* encore la fascination de films français essentiellement populaires. Certains spectateurs du Studio 43 y viennent pour se retremper aux rêves et aux émotions de leur jeunesse, d'autres pour en savoir davantage à partir des *souvenirs de leurs aînés. Ainsi, en* l'occurrence, sur cette fameuse séduction masculine qui, à travers bien des visages encore célèbres ou perdus dans l'oubli, fut tout autre chose que le « star-system » hollywoodien.

Pierre Cadars (directeur de la Cinémathèque de Toulouse depuis l'an dernier) ne cultive pas la nostalgie. Il appartient à la génération des cinéphiles formés par les ciné-clubs, les cinémathèques, et la *« politique des auteurs »*. Son livre est un retour sur un passé dont il n'a pas directement vécu la plus grande part. Mais, en explorant les archives, il a découvert ce qui fut *dans les magazines tels Cinémonde, Cinémagazine, Ciné-Miroir, Pour vous, etc., le culte des vedettes*. Il en a tiré pas mal de citations qui, autant sinon plus que les critiques, apportent de précieux renseignements sur la manière qu'avaient ces publications de prévoir, d'orienter, de suivre les goûts du public dit « du samedi soir » à travers la France, comme un baromètre annonce le temps qu'il fait ou qu'il fera.

1928-1958, c'est la période allant de la fin du muet à l'aube de la « nouvelle vague » ; une période où *les acteurs furent rois, même si l'on* ne négligeait pas pour autant les réalisateurs, une période qui eut aussi ses « séductrices », mais où le pouvoir masculin tint à l'écran la première place avant le changement considérable des mœurs, l'éclosion du cinéma « moderne », la montée du féminisme ; une période pas exactement immobile mais fixée sur une conception de la virilité allant du charme gominé des « jeunes premiers » *à la mâle prestance* des hommes mûrs, en passant par l'allure sportive et musclée, la fantaisie souriante, le romantisme sentimental, les roucoulements des chanteurs de music-hall, les compositions dramatiques, le style « prolo » d'interprètes qui, *au fil du temps, se repassèrent* le flambeau.

La transmission

Cette coupe dans l'histoire du cinéma français n'est pas arbitraire. A suivre les chapitres d'un album dont l'illustration abondante (composée de photographies magnifiquement mises en page et qui n'ont pas traîné *partout) colle de très près au texte*, on s'aperçoit que l'évolution des types masculins, dans ces trente dernières années, s'est faite, à quelques exceptions près, par les reprises en charge successives de modèles déjà déterminés au début du parlant, l'âge *de certains « séducteurs »* (tels Fernand Gravey, André Luguet, Claude Dauphin) les amenant simplement à changer d'emploi. Jules Berry a précédé Pierre Brasseur, Maurice Chevalier a précédé Henri Garat, relayé lui-même, d'une certaine façon par Tino Rossi et Luis Mariano. *Le romantisme* de Pierre Richard-Willm et Charles Boyer s'est transmis, plus tard, à Gérard Philipe. Albert Préjean annonçait Jean Gabin, après lequel vinrent René Dary, Yves Montand et Roland Lesaffre. Jacques Catelain, Jean-*Pierre Aumont, Louis Jourdan*, Jean Marais, Georges Marchal, Henri Vidal ont appartenu, *plus ou moins*, à la même lignée.

Mais, à se piquer au jeu de la recherche dans les archives des magazines populaires, Pierre Cadars, tout en tenant compte des accidents de carrière, du flux et du reflux des *modes et des talents, ne s'est pas* comporté en érudit, transmettant « objectivement » le résultat de ses fouilles bénédictines. Dans l'étude des rapports qui ont existé entre toutes les vedettes masculines répertoriées et le public, il a fait entrer aussi *ses choix personnels*. Son livre est en fait une suite de portraits et de croquis où l'écriture, limpide, porte le trait juste, intelligent, dans le jugement « positif » de la subjectivité, et se fait, aussi, d'une *ironie mordante* pour débusquer l'artifice des clichés, trouver *le défaut de la cuirasse*, égratigner tel ou tel interprète à la renommée éphémère, usurpée. Citant souvent les recueils de *« portraits »* de Françoise Giroud, publiés chez Gallimard dans les années *50*, Pierre Cadars lui rend hommage par son propre style.

Au terme de l'ouvrage, une remise en question du « mythe » de Gérard Philipe (*« le plus grand dénominateur commun »*) et une réflexion sur la séduction à la française, révèlent logiquement que le chroniqueur de ces *« reflets de société » a su* prendre la distance nécessaire entre le culte d'une époque révolue et le regard du temps présent.

JACQUES SICLIER.

★ Les Séducteurs du cinéma français (1928-1958), éditions Henri Veyrier, 224 pages, 262 photos, 148 F.

★ Studio 43 (tél. : 770-63-40), jusqu'au 14 juin.

FÊTE

CENTIÈME ANNIVERSAIRE DU MUSÉE GRÉVIN

Belle Époque

Ce fut une soirée de rêve. Les femmes avaient paré leurs coiffures *de roses, d'aigrettes et de* nénuphars. Elles fumaient le cigare, et en échange les hommes agitaient des éventails. On croyait rêver : des homards centenaires s'appuyaient sur des béquilles, de somptueuses langoustes laissaient bruire leurs traînes sur les marches de marbre blanc qui menaient au joli théâtre, où la rumeur d'un *spectacle se préparait*.

On attendit longtemps que les pupilles du ministre de la culture, M. Jack Lang, veuillent bien se fatiguer sous les flashes des photographes qui l'avaient planté devant sa copie grandeur nature, en cire, consciencieusement coulée, on admira le nouveau rouge audacieux de sa nouvelle cravate, les échotiers se trémoussaient : un ministre de la culture qui partage une médaille avec Alain Decaux et qui applaudit un spectacle de french-cancan, cela n'arrive pas tous les jours.

Les rideaux étaient couleur café-crème, et parfois une main sans bras sortait de la coulisse pour en agripper un pan qui pourrait laisser passer le protagoniste du prochain numéro. On entendit des choses atroces, ou de la plus abominable grivoiserie, dites sur un ton de salon, de thé dansant ou de digestion de noces : ainsi Jean Le Poulain nous conta l'histoire d'un œil de veau qui roule sous une fourchette et patine sur la *porcelaine d'une assiette* ; Jean-Marie Proslier, avec étrange choupette roussie relevée sur le haut du crâne, chanta le destin de la vendeuse de petits gâteaux.

A plusieurs reprises on entendit le mot le plus vilain de la langue française (cocu), et les filles de joie, dans les rengaines, célébrèrent la mâle *bonté des protecteurs qui les* rouent de coups quand elles font un pas de travers ; traquée *dans le rond blafard d'une* « poursuite », un boa râpé sur l'épaule, Jacqueline Danno, avec un certain talent, osa même crier le malheur d'une de ces malheureuses qui implore le Christ Jésus pour faire tomber un portefeuille sur le pavé un soir de Noël sans chaleur.

Chaud, il le faisait excessivement *dans la salle, jusqu'à ce* que le bruit crépitant d'une ondée fasse résonner la verrière. La soirée était sous le signe de la Belle Epoque, le buffet de Dalloyau, sans œil de veau, irréprochable, le champagne toujours frais dans les coupes. On fêtait le centenaire du musée Grévin, qui se porte bien, qui a encore accueilli un million de visiteurs cette année en englobant les recettes de ses succursales à Lourdes et au Forum des Halles.

L'entreprise familiale prospère, et M. Jack Lang a remis à Mme Maxime-Gabriel Thomas, fille du fondateur, le flambeau de vermeil de la tradition, en hommage à ses cinquante années de direction du musée. Elle portait une robe bleue aux bras découverts, un simple collier blanc, elle était émue, et le ministre s'est penché sur elle, *doucement, pour l'embrasser*. Une fois de plus, on croyait rêver : on transplantait le même spectacle, absolument identique, sur le podium de l'Hippodrome de Pantin, où l'on attend les Rolling Stones, il est sûr que cette célébration avait la force subversive de faire éventrer une bonne dizaine de strapontins. On le transplantait sous la halle au vin d'une commune profonde de la Charente, il devenait d'un futurisme saisissant.

HERVÉ GUIBERT.

VIDÉO

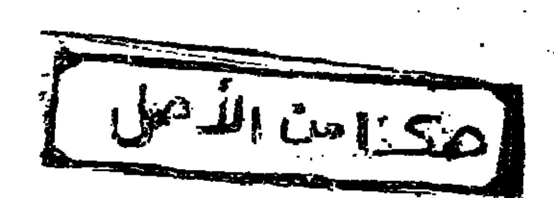
Art et audiovisuel

Après *les Cahiers du cinéma*, qui, à l'automne dernier, consacraient un excellent numéro spécial à la télévision (1), et après quelques autres revues qui, de manière inégale, se sont penchées depuis un an sur l'audiovisuel, c'est au tour du magazine *Art Press* (2) de consacrer un « hors-série » aux formes variées du petit écran, des ondes et de la vidéo.

Ce numéro propose notamment une interview de Michel Guy, ancien ministre de la culture et directeur du Festival d'automne, sur la vocation culturelle de la télévision, un entretien avec Jean-Luc Godard, des articles signés Félix Guattari et Philippe Solers. Un reportage aussi sur le câble aux Etats-Unis, plusieurs pages sur les radios libres, des articles sur la vidéo, sur les rapports de la *littérature et de l'image électronique*... Le tout écrit avec une clarté variable.

(1) *Les Cahiers du cinéma*, 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.

(2) *Art Press*, 12, avenue Marignon, 75008 Paris.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

HYSTÉRIE, Chapelle de la Salpêtrière (584-14-12), 21 h.
SCHLIEMANN, Chaillot, salle Gémier (727-81-15), 20 h 30.
TCHOUFA, Lucernaire (544-57-34), 20 h 30.
LES PANTINS, Théâtre des 400-Coups (633-01-21), 20 h 30.
EMBALLAGE PERDU, Mathurins (265-90-00), 21 h.
LES BABA CADRES, Théâtre d'Edgar (322-11-02).
LES GÉANTS DE LA MONTAGNE, Chaillot, Grand Théâtre (727-81-15), 20 h 30.
EL COMEDIANTS, T.E.P. (797-96-06), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 19 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
Théâtre des Champs-Élysées (Opéra) (723-47-77), 20 h 30 : Soirée de ballets.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : Marie Tudor.
Petit TEP (797-96-06), 20 h 30 : le Voyage fantastique de la Thalimène.
Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 : Maria Carta ; 20 h 30 : Carolyn Carlson (au Théâtre de Paris).
Carré Silvia-Monfort (531-28-34) : 21 heures : Phèdre.
Théâtre Musical de Paris (261-19-83), 20 h 30 : Orchestre symphonique de Bamberg, direction E. Jochum (Bruckner).

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche.
Astelle Théâtre (202-34-31), 20 h 30 : Les Bonnes.
Atelier (606-49-24), 21 h : le Nombril.
Athénée (742-67-27), 18 h 30 : Le cahier brûle.
Centre d'arts celtique (258-97-62), 21 h 30 : Appelez-moi Arthur.
Cité Internationale (589-67-57), Resserre, 20 h 30 : le Prix Martin ; Galerie, 20 h 30 : Hors-jeu.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Élysées (720-08-24), 20 h 45 : l'Escalier.
Comédie-Italienne (321-22-22), 20 h 30 : la Servante amoureuse. 18 h 30 et 22 h 30 : Mamma Marcia.
Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30 : Figaro solo ; 20 h 30 : Jafabule ; 22 h : Tours d'ivoire.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Lundi 14 juin, 20 h 30
BELLAS
5 sonates de
BEETHOVEN
avec l'Op 106
Loc. : Théâtre et 723-47-77.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 8 juin

Escalier d'or (523-15-10), 21 h : Diableries amoureuses.
Espace Marais (271-10-19), 20 h 30 : la Mouette ; 22 h 30 : le Philosophe soi-disant.
Esplanade Champerret (758-21-34), 20 h 30 : Hamlet.
Gaîté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : Koudechapo ; 22 h : le Jour le plus con.
Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30 : Entertaining Mr Sloane.
Grand Hall Montorgueil (296-04-06), 20 h 30 : Artaud et la peste.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : l'Homme du sous-sol.
Jardin d'hiver (255-74-00), 18 h : Écritures de femmes.
La Bruyère (874-76-99), 20 h 30 : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h 30 : l'Île des esclaves ; 20 h 30 : le Cratère de Chicago ; le Sang des fleurs ; 22 h 15 : Sylvie Joly. Théâtre Rouge, 18 h 30 : Madame Pénélope Première ; 22 h 15 : Une saison en enfer. – Petite salle, 18 h 30 : Parlons français ; 21 h : le Fétichiste.
Marie-Stuart (508-17-80), 20 h 30 : Trottoirs.
Marigny, (256-04-41), 21 : Amadeus ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Garçon d'appartement.
Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-22), 21 h : Joyeuses Pâques.
Montparnasse (320-89-90), 21 heures : Trahisons. – Petite salle, 20 h 30 : le Bleu de l'eau-de-vie ; 22 h : Hommage à Pierre Dac.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Œuvre (874-42-52), 20 h 45 : Qui a peur de Virginia Woolf ?
Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France !
Plaisance (320-00-06), 20 h 30 : la Camarde.
Poche (548-92-97), 21 h : Souvenirs du faucon maltais.
Ranelagh (288-64-44), 20 h 15 : Pas sur la bouche.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
Studio Bertrand (783-64-66), 20 h 30 : les Contes de la dame verte.
Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45 : le Cœur sur la main.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
Théâtre en Rond (387-88-14), 21 h : Demain Jérusalem.
Théâtre de l'Épicerie (258-70-12), 20 h 30 : l'Amant.
Théâtre du Lys (327-88-61), 20 h 30 : Maldoror ; 22 h 15 : Lovecraft.
Théâtre du Marais (278-50-27), 20 h 30 : Henri IV.
Théâtre de la Mer (520-74-15), 20 h 30 : Voulez-vous jouer avec moa ?
Théâtre Présent (203-02-55), I, 20 h 30 : Drôles de bobines.
Théâtre des 400 Cents Coups (633-01-21), 22 h 30 : Escurial.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Antigone toujours ; – Petite salle, 20 h 30 : Une femme, Camille Claudel.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : Articule ; 22 h : Gaspard.
Tristan-Bernard (522-08-40), 20 h 45 : les Chaises.
Variétés (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

Les cafés-théâtres

Au bec fin (256-29-35) 19 h : Théâtre chez Léautaud ; 20 h 30 : Tohu Bahut ; 22 h : le Président.
Blancs-Manteaux (887-15-84), I., 20 h 15 : Areuh = Mc2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II. 20 h 15 : Embrasse-moi, idiot ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? 22 h 30 : Comment ça va Zanni ?
Café d'Edgar (322-11-02), I., 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes ; 23 h 15 : J'aurais pu être votre fils. – II., 20 h 30 : Praline et Berlingotte. – 21 h 45 : L'amour, c'est comme un bateau.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h 15 : les Damnés de la septième planète ; 22 h 25 : Camaïeu d'amour.
Fanal (233-91-17), 20 h : Innocentines ; 21 h 15 : Une saison en enfer.
La Gageure (367-62-45), 21 h : la Garçonne ; 22 h 30 : C. Aubron.
Le Petit Casino (278-36-50), 21 h : Douby... be good ; 22 h 30 : les Bas de Hurleveau.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : Vincent B. : le Navigaterre ; 21 h 30 : Du ronron sur les blims.
Splendid Saint-Martin (208-21-93), 22 h : Bunny's Bar.
Le Tintamarre (887-33-82), 18 h 30 : Contrejour ; 20 h 30 : Phèdre ; 22 h : l'Apprenti fou.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 30 : C'est où, les îles Baléares ? 21 h 30 : Boulevard Dimey ; 22 h 30 : Cerise.
Vieille Grille (707-60-93), 20 h 30 : A. Burton, 22 h 30 : Fontaine et Areski.

La danse

Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30 : le four solaire.
La Forge (371-71-89), 20 h : Tanaka Min.
Galerie Oudin (271-83-65), 20 h : S. Hyedamn.
Palais des Congrès (758-27-78), 20 h 30 : Ballet du Théâtre Kirov de Leningrad.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 : Carolyn Carlson.
Usine Pali Kao (636-80-32), 21 h 30 : Sous-couches.

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h 45 : Pierre Douglas.
Centre d'arts celtique (258-97-62), 22 h : C. Leroux.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h 30 : S. Alaoui ; 22 h : Les Babouches font du rock mou.
Palais des Glaces (607-49-93). – Petite salle, 20 h 45 : B. Santeff.
Théâtre de Paris (280-09-30), 18 30 : M. Carta, A. Ionatos.
Trottoirs de Buenos-Aires (260-44-41), 21 h : Horacio Molina.

Jazz, pop, rock, folk

douches, (887-34-40), 20 h 30 : Birthday party.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : P. Sellin, B. Vasseur.
Chapelle des Lombards (357-24-24), 20 h 30 : Difé.
Cloître des Lombards (233-54-09), 22 h : Horace Parlan.
Espace Gaîté (327-95-94), 18 h 30 : Rockin' chair.
Hippodrome d'Auteuil, 21 h : Simon et Garfunkel.
New Morning (523-51-41), 21 h 45 : Roscoe Mitchell Sound Ensemble.
Olympia (742-25-49), 21 h : The Cure.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : M. Baker Trio.
Slow-Club (233-84-30), 21 h 30 : C. Luter.
Studio Théâtre 14 (545-49-17), 20 h 30 : Royal Tencopators Orchestra.
Théâtre Noir (797-85-15), 20 h 30 : Transition.

JEUDI 10 JUIN, à 21 HEURES
ÉGLISE ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Les Solistes de Paris
Dir. Pierre-Alain URISARI
Kenneth GILBERT, clavecin
Robert GRENIER, basse
œuvres de Rameau, Bach, Mozart, Haydn
en collaboration avec le
CENTRE CULTUREL CANADIEN
Prix des places : 30 F et 45 F

ÉGLISE SAINT-ROCH
15 et 18 JUIN, à 20 h 45
LE MESSIE DE HAENDEL
A VOIX D'ENFANTS
par la Maîtrise de la Ste-Chapelle de Paris
Ensemble instrumental ALEXANDRE STAJIC
Tél. 261-93-26

AU CŒUR DE LA MUSIQUE





ensemble intercontemporain
ircam
abonnements saison 82/83
brochures : 3 Fnac - Centre Pompidou
EIC 9, rue de l'Echelle - Paris 1er
tél. 260.94.27
M
adresse

THÉATRE ACTION TRÉTEAUX
VISIONS
tryptique
Mardi 8 et mercredi 9 juin
20 heures
THÉATRE DE GENNEVILLIERS

MERCREDI
En V.O. : MARIGNAN PATHÉ (70 mm son stéréo) - QUARTIER LATIN - GAUMONT HALLES - En V.F. : GAUMONT RICHELIEU (70 mm son stéréo) - WEPLER PATHÉ (70 mm son stéréo) - MONTPARNASSE PATHÉ - GAUMONT BERLITZ - FAUVETTE - GAUMONT SUD - GAUMONT BERLITZ - FAUVETTE - GAUMONT SUD - GAUMONT GAMBETTA - CONVENTION SAINT-CHARLES
Et dans les meilleures salles de la périphérie



ÉGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVALIDES
Mercredi 16 juin, à 20 h 30
Fondation Yves BRIEUX-USTARITZ
(Aide aux premiers prix d'orgue, lauréats du Conservatoire national supérieur de musique de Paris).
(Classe de Mme Rolande FALCINELLI)
Naji HAKIM
Premier prix d'orgue (exécution) du C.N.S.M.P.
Grand prix du Concours d'orgue européen de Beauvais (1981)
ENTRÉE GRATUITE

CONCERTS MANIFESTES à 20 h 30
Porte de la Suisse, 11 bis rue Scribe, Paris-9e
« Musiques et musiciens de Suisse »
MARDI 8 JUIN 1982
EMMY HENZ DIEMAND, piano
GENEVIÈVE FALLET, danse
JEUDI 10 JUIN 1982
RAINER BOESCH, ARIEL GRIMM
HENRI SCOLARI, H. SUTERMEISTER
Ensemble du G.E.R.M.
direction PIERRE MARIETANT

EIC
jeudi 10 juin 20 h 30
Pierre Boulez
dirige
Donatoni - Birtwistle
Schönberg
avec le
John Alldis Choir
THEATRE MUSICAL DE PARIS Châtelet
loc. 261.81.23 - 261.19.83



XIVe CONCOURS INTERNATIONAL DE CHANT DE PARIS

RADIO FRANCE GRAND AUDITORIUM Mercredi 9 juin 19 H 30	FINALE NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE Direction : Yan-Pascal TORTELIER

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Jeudi 10 juin 20 H 30	Direction : Emmanuel KRIVINE Alain Planes, piano MOZART - HAYDN

En coproduction avec le FESTIVAL DE SAINT-DENIS
ORCH. NAT. DE FRANCE

Samedi 12 juin et lundi 14 juin 20 H 30 (complet)	VERDI : Requiem Dir. : Riccardo MUTI

CYCLE ACOUSMATIQUE

RADIO FRANCE GRAND AUDITORIUM Lundi 14 juin	18 H 30 : GARCIA 20 h 30 : concert PARMEGIANI - DROGOZ

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

SALLE PLEYEL Mardi 15 juin 20 h 30	Dir. : Günter WAND Bruckner

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Auditorium 105 Mercredi 16 juin 20 h 30	BOCCHERINI - MOZART BEETHOVEN QUATUOR BERNEDE Marc Dupont, violoncelle Michel Cantin et Jean-Noël Millerat, cors

LA RÈGLE D'OR

CHAPELLE ROYALE CHATEAU DE VERSAILLES Samedi 19 juin 17 h 30	LULLY - LE JEUNE CHARPENTIER - CAURROY Ars Antiqua Dir. : Michel SANVOISIN

Loc. : Radio France, salles et agences

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE GAVEAU Du 7 au 17 juin tous les soirs à 23 h 30 (p.e. Dandelot)	« Un violon dans la nuit » Patrice FONTANAROSA Une heure de violon seul : Kreisler, Ysaye, Paganini, Honegger, J.-S. Bach
ÉGLISE ST-LOUIS-EN L'ILE Jeudi 10 juin à 21 h (p.e. Kiesgen)	CHORALE AUDITE NOVA DE PARIS Georges Guillard, orgue LASSUS - POULENC CAPLET - BRITTEN direction : J. SOURISSE
SALLE GAVEAU Vendredi 11 juin à 20 h (p.e. Valmalete)	Concert des jeunes artistes de l'École d'art lyrique de l'Opéra de Paris Donizetti Paisiello Orchestre de l'Opéra de Paris dir. G.-Franco RIVOLI
ABBAYE DE ROYAUMONT (Val-d'Oise) 12 km au sud de Chantilly Dimanche 13 juin à 17 h 30 (p.e. Werner)	LONDON EARLY MUSIC GROUP Dir. James Tyler « Les Contemporains de Monteverdi Cavalli, Rossi, Frescobaldi, Zannatti Loc. 3 F.N.A.C. et 036-30-16
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 13 juin à 17 heures (p.e. Kiesgen)	L'ENSEMBLE 12 Violon solo : Ph. BRIDE et K. CHASTAIN, J. PONTET, Ph. PELISSIER, M. STOLZ, D. CATANALOTTI, A. STOCCHETI J.-S. BACH Concert. Brandebourgeois nos 2, 4 et 5 Ct viol. et hautb. BMW 1060
ÉGLISE ST-LOUIS-EN-L'ILE Mardi 15 juin à 21 heures (D. Loyer)	VEPRES A LA VIERGE MONTEVERDI Ensemble vocal Jean BRIDIER La Grande Écurie et la Chambre du Roy
EGLISE ST-SÉVERIN Tous les mardis à 21 heures Exception. le mardi 15 à 20 h 30 (Werner)	Saison parisienne 1982 Orchestre et Chorale KUENTZ J.S. BACH PASS. ST-MATTHIEU
SALLE GAVEAU Mercredi 7, Jeudi 8 juillet à 21 heures (p.e. Valmalete)	Spectacles Lumbroso et spectacles ALAP SVIATOSLAV RICHTER avec le QUATUOR BORODINE le 7 : DVORAK le 8 : CHOSTAKOVITCH Sonate alto et piano YOURI BASCHMET Altiste
Principauté de Monaco PALAIS PRINCIER ET CENTRE DE CONGRÈS AUDITORIUM CONCERTS du 18 juillet au 11 août en soirée Renseign. : Opéra de Monte-Carlo tél. 93/50 69 31 Tenue de soirée ou de ville exigée (p.e. Dandelot)	CONCERTS DU PALAIS PRINCIER ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO PALAIS PRINCIER cour d'honneur 18-7 : dir. LAWRENCE FOSTER sol. Gundula JANOWITZ et Raymond JÉROME (récitant) 21-7 : dir. JAMES CONLON sol. Yuri EGOROV 25-7 : dir. LAWRENCE FORTER sol Misha DICHTER 28-7 : dir. JEAN-CLAUDE CASADESUS sol. François-René DUCHABLE 8-8 : dir. RUDOLF BARSHAI sol. Dmitri SITKOVETSKY 11-8 : dir. ZDENEK MACAL sol. Jean-Pierre RAMPAL CENTRE DE CONGRÈS-AUDITORIUM 23-7 : ORCHESTRE DES JEUNES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE dir. : Sir GEORG SOLTI 4-8 CONCERT LYRIQUE dir. : GIANFRANCO MASINI sol. : KATIA RICCIARELLI et Lucia VALENTINI-TERRANI

XIXe FESTIVAL DU MARAIS

OPÉRA - THÉATRE - DANSE - CONCERTS - CAFÉ-THÉATRE VARIÉTÉS - ANIMATIONS DE RUE - SPECTACLES POUR JEUNES - EXPOSITIONS - VISITES - CONFÉRENCES

PRÉSIDENT - FONDATEUR - DIRECTEUR ARTISTIQUE : MICHEL RAUDE

10 JUIN - 13 JUILLET 1982

OPERA

CAFÉ DE LA GARE
16, 18, 19, 25, 28, 30 JUIN - 21H15
L'INFEDELTÀ DELUSA
DE JOSEPH HAYDN
Mise en scène : Guy Coutance
Décors et costumes : Christine Marest
Direction musicale : Cyril Diederich
Cie de marionnettes M. et L. Monsse - J. Hopfermann
avec : R. Auphan, E. Lublin, G. Gautier, A. Battarlou, J. Bona
Première représentation à Paris de ce merveilleux opéra de Haydn
Une découverte passionnante.

THÉÂTRE ESSAÏON - VALVERDE
14 JUIN AU 13 JUIL. - 19H30 (sauf dim.)
L'ILE DE TULIPATAN
DE JACQUES OFFENBACH
Mise en scène : Maurice Jacquemont
Dir. mus. : Louis Dunover de Segonzac
Décors : J. Quiroga Costumes : T. Bogaert
Dans une île imaginaire, une histoire d'amour impossible et cocasse, vue avec la fantaisie et le brio d'Offenbach

DANSE - THÉATRE

COUR D'HONNEUR DE L'HÔTEL D'AUMONT
10 AU 21 JUIN - 21H30 (sauf 13, 17, 20)
A L'OMBRE DES ANNÉES EN FLEURS

Création, par la Compagnie Alain GERMAIN
Écrit et réalisé par Alain Germain
Des personnages témoins de l'histoire des années 1880-1920 déroulent, au rythme des dates, les événements d'un passé proche et fascinant.

CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE
21 JUIN AU 3 JUIL. - 20H45 (sauf dim.)
MUDRA INTERNATIONAL
Directeur fondateur : Maurice Béjart
Directeur artistique : Micha Van Hoecke
« Rythmes ». Créations de F. Schirren
Véritable événement technique et spectaculaire alliant l'humour et l'imagination, que seuls des danseurs complets peuvent interpréter

5 AU 10 JUILLET - 20H30 et 22H30
L'ENSEMBLE
Première représentation à Paris
Directeurs artistiques : M. Van Hoecke, P. Schirren, C. Pantigny
« Monsieur, Monsieur » d'après des poèmes de Jean Tardieu
« Monsieur, Monsieur » est un spectacle qui unit la poésie au chant et à la danse : voyage dans l'univers de Jean Tardieu, spectacle itinérant surprenant.

THÉATRE

COUR D'HONNEUR DE L'HÔTEL D'AUMONT
30 JUIN AU 10 JUIL. - 21H30 (sauf dim.)
LE BAVARD IMPRUDENT
Création

Pièce inédite de CARLO GOLDONI
Mise en scène : Jean Bouchaud et Georges Werler
"C'était un bavard mais il a finalement compris qu'il vaut mieux se taire et agir." Pièce drôle et incisive, elle se range parmi les grandes comédies populaires de Goldoni.

COUR DU CES FRANÇOIS COUPERIN
11, 12, 14, 15, 17 JUIN - 21H45 et le 12 JUIN à 16H30
THÉATRE D'OMBRES DE SURAKARTA (Java)
Féerie du théâtre d'ombres (wayang kulit) et de marionnettes (wayang golek) retraçant les péripéties du Ramayana aux sons du gamelan traditionnel.

THÉATRE ESSAÏON - VALVERDE
10 JUIN AU 13 JUILLET - 20H15
LE BLANC CASSÉ
DE JENNY ARASSE. Création
Mise en scène : G. Guillot
Dans le monde, il y a quatre races, les rouges sont rouges, les jaunes sont jaunes, les noirs sont noirs, et les blancs sont blanc-cassé

11 JUIN AU 13 JUILLET - 22H
IL S'APPELLE PEUT-ÊTRE DUPONT
DE MARGUERITE CASSAN. Création
Mise en scène : H. Joué
Une mystérieuse enquête menée par un spécialiste, un spécialiste et un spécialiste sur une espèce devenue rare, l'homme.

12 JUIN AU 13 JUILLET - 20H30
LA KABBALE SELON ABOULAFIA
DE ELIE GEORGES BERREBY. Création
Mise en scène : Michel de Maulne
Il ressurgit du XIIIe siècle Aboulafia, kabbaliste et prophète

10 JUIN AU 13 JUILLET - 22H15
DE QUELLE FALAISE DITES-VOUS ?
Création. Écrit et réalisé par HERMINE KARAGHEUZ
Quand un revolver s'incarne, récit en noir et blanc d'un suicide différé, d'une confidence qui se refuse

CONCERTS

17 JUIN - CAFÉ DE LA GARE - 21H15
MARTIAL SOLAL, piano improvisations
Le langage personnel d'un riche tempérament servi par une éblouissante technique

22 JUIN - CAFÉ DE LA GARE - 21H15
ALEXANDRE LAGOYA, guitare
Un des rares récitals à Paris du prestigieux guitariste français.

23 JUIN - CAFÉ DE LA GARE - 21H15
THÉODORE PARASKIVESCO, piano
Trois grands noms de la musique allemande par un interprète qui reste à découvrir

29 JUIN - ÉGLISE ST MERRI - 21H15
ESTERHAZY BARYTON TRIO

Pour faire connaissance avec le baryton instrument méconnu et d'un timbre singulier.

2 JUIL. - ÉGLISE ST. MERRI - 20H30
SOLISTES DE L'ORCHESTRE DE PARIS
Sérénades pour instruments à vent de Mozart
Une musique d'une sensibilité raffinée

3 JUIL. - CAFÉ DE LA GARE - 19H30
BENI & CO
Mozart et Haydn par de jeunes musiciens salzbourgeois qui savent aussi s'amuser

6 JUIL. - CAFÉ DE LA GARE - 21H15
REX LAWSON, pianola
Au bon vieux temps du pianola mécanique des années '20. Premier récital en France à partir de rouleaux très rare de l'époque

CAFÉ THÉATRE CAFÉ CHANTANT

THÉATRE ESSAÏON - VALVERDE
10 AU 30 JUIN - 18H30
JACQUES CHARBY - Spectacle - Solo.
« Pour de rire »

CAFÉ DE LA GARE
1, 2, 5, 7 JUILLET - 21H15
YALTA
Tangos et chants de l'Uruguay

POUR LES JEUNES DE 4 A 100 ANS

4 spectacles
(se reporter au dépliant programme)

SUR LES PAVÉS DU MARAIS PLACE DU MARCHÉ SAINTE CATHERINE

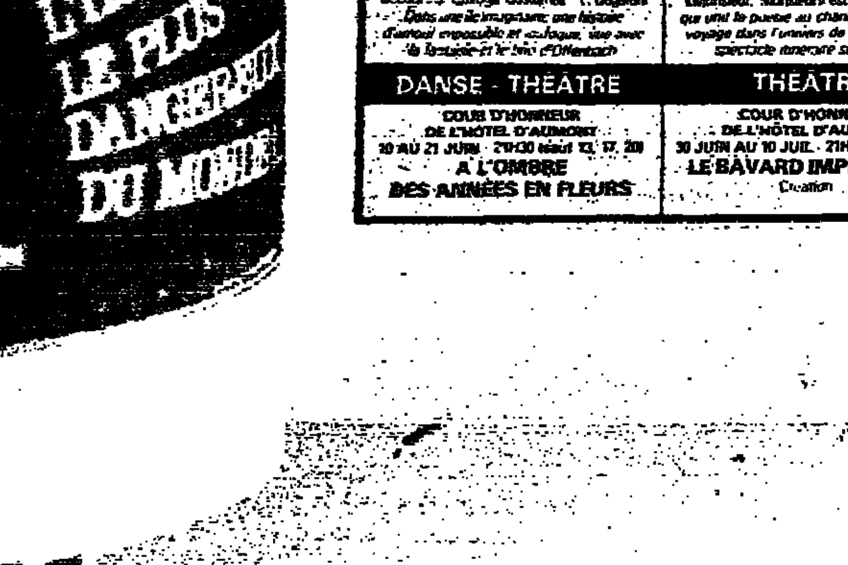
Spectacles gratuits
les samedis, mardis, jeudis de 19h30 à 21h30

LOUEZ VOS PLACES

Prix des places de 15 à 70 F, selon les spectacles. Possibilité de tarifs réduits
PAR TÉLÉPHONE : 274 06 10 de 10h à 18h tous les jours sauf dimanche, 48 heures avant chaque spectacle
AUX BUREAUX DE LOCATION
• Centre d'information du Festival du Marais : 68, rue François Miron, Paris 4e, tous les jours sauf dimanche de 12h à 21h
• Royal Tourisme, 10 rue Royale, Paris 8e (260.31.84) tous les jours sauf dimanche de 9h à 19h et le samedi de 10h à 15h.
• DANS TOUTES LES AGENCES

COLLECTIVITÉS (887.81.32)

Renseignements et envoi gratuit du dépliant programme en s'adressant au
CENTRE D'INFORMATION DU FESTIVAL DU MARAIS
68, rue François Miron 75004 PARIS
TÉL. : 887.81.33 - 887.74.31



SPECTACLES

Les concerts

Lucernaire, *19 h 45 : R. Cholmondelet* (Beethoven, Chopin, Berg) ; 21 h : R. Daugarel, M.-A. Lasserre (Schubert, Saint-Saëns, Fauré).

Salle Gaveau, 23 h 30 : P. Fontanarosa (Bach, Paganini, Kreisler...)

Ranelagh, 18 h : les Musiciens de théâtre (Rameau, Pergolèse.)

Radio-France, *Auditorium 106, 18 h 30 :* Quatuor 2E, 2M.

Centre Culturel canadien, 20 h 30 : B. Biot (Schubert, Ries, Hetu, Bartok).

Centre Culturel suédois, 20 h 30 : Chœur de Bjursas.

Porte de la Suisse, 20 h 30 : Concert-manifestes, E.H. Diemang, G. Fallet *(Bram, Kelterbron, Cowel, Crumb...)*

Hôtel Saint-Aignan, 21 h : F. Matringe (Liszt, Rachmaninov, Scriabine)

Sainte-Chapelle, *21 h : Ensemble* d'Archets français, dir. A. Bernard (Bellini, Dvorak, Mozart).

Église Saint-Séverin, 21 h : Orchestre et Chorale P. Kuentz, D. Merlet (Mozart).

Église Saint-Roch, *21 h : Ensemble vocal* J.-P. Lore, Orchestre français d'Oratorio, (Haydn).

Temple de Pentemont, *20 h 30 : Ensemble* vocal de Chevreuse-Essonnes, Ensemble instrumental Ars Juvenis. (de Mondeville, Delalande).

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE (723-40-84)

Versailles, Château, 17 h : Orchestre de chambre J.-F. Paillard : Chapelle-Royale, *21 h : Beaux Arts trio de New York* (Haydn, Beethoven, Brahms).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45). 21 h : Achetez François.

Deux-Anes (606-10-26). 21 h : C'est pas tout rose.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

18 h, films réalisés par les étudiants de l'I.D.H.E.C. : La Nuit atlantique, de A. Moracchini ; Les Premiers Jours de l'été, de P. Nimouni.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéo-*stone*, 6e (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic, 8e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

BANDITS, BANDITS... (Arg., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LE BATEAU (All., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE BEAU MARIAGE (Fr) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

BRUCE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : *Paramount-City, 8e (562-45-76).* – V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

C'EST MA VIE, APRÈS TOUT (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Élysées-Point Show, 8e (225-67-29).

LA CHEVRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; H. sp., Ambassade, 8e (359-19-08).

LE CHOC (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic Convention, 15e (828-20-64).

CONAN LE BARBARE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-Ital., v.o.) (*) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82). V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).

DOUX MOMENTS DU PASSÉ (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

L'ÉTOILE DU NORD (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA FAC EN DELIRE (Fr., All.) : Montparnasse Pathé, *14e (320-12-06)* ; Richelieu, 2e (233-56-70).

LES FANTOMES DU CHAPELIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE (A., v.o.) : Élysées Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

GEORGIA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (729-63-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).

GUY DE MAUPASSANT (Fr.) (*) : Ambassade, 8e (359-19-08).

L'HOMME ATLANTIQUE (Fr.) : Escurial, *13e (707-28-04)*. H. Sp.

L'HOMME DE PRAGUE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

INVITATION AU VOYAGE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, *9e (246-66-44)* ; *14-Juillet* Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES FILMS NOUVEAUX

CINQ ET LA PEAU, film français de Pierre Rissient : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

CONVERSA ACABADA (MOI, L'AUTRE), film portugais de Joao Botelho, v.o. : Action République, 11e (805-51-33).

200 000 DOLLARS EN CAVALE, film américain de *Roger* Spottiswood, v.o. : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 6e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, *6e (544-14-27)* ; Fauvette, 11e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FITZCARRALDO, film allemand de Werner Herzog, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e *(575-79-79)* ; *Mayfair, 16e* (525-27-06) ; v.f. : Nation, 12e (343-04-67) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; *Wepler, 18e* (522-46-01).

LA GUERRE DES MOTOS, film américain de David Wickes, v.o. : George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, *12e (343-79-17)* ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

N'OUBLIE PAS TON PÈRE AU VESTIAIRE, film français de Gérard *Balducci*, U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e *(651-99-75)* ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 18e (241-77-99).

LES SECRETS DE L'INVISIBLE (*), *film américain de Peter Foleg*, v.o. : Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount *Montmartre*, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ (Fr.) : Saint-Germain-Studio, 5e (633-63-20).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; Vf : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; *Quintette*, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ;

LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Studio *Cujas, 5e (354-89-22)* ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Calypso 17e (380-30-11).

MANILLE (Phil., v.o.) : 14-Juillet - Racine, 6e (633-43-71).

MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE (A., v.o.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

MEURTRE AU SOLEIL (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-49-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Caméo, 2e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e *(246-66-44)* ; *U.G.C. Gobelins*, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, *18e (522-46-01)*.

MOSCOU NE CROIT PAS AUX LARMES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

MUEDA, MEMOIRE ET MASSACRE *(Moz., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).*

NESTOR BURMA, DÉTECTIVE DE CHOC (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-26-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 6e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, *14e (329-83-11)* ; *P.L.M. Saint-Jacques*, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy Pathé, 16e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

PARSIFAL *(All., v.o.)* : Ambassade, 6e (359-19-08).

PARTI SANS LAISSER D'ADRESSE (Suisse), Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logo, 5e (354-26-42).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

PASSION (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; 14-Juillet *Bastille*, 11e (357-90-81) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Brés., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f., Français, 9e (770-33-88) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

POLICE FRONTIÈRE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 2e (742-56-31).

POUR CENT BRIQUES, T'AS *PLUS* RIEN (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *Miramar, 14e (320-89-52)* ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 6e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PRUNE DES BOIS (Belg.) Banque de l'image, 5e (329-41-19).

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, *8e* (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; *Bienvenüe-Montparnasse*, 15e (544-25-02) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RAGTIME (A., v.o.) : Élysées Point-Show, 8e (225-67-29). – V.f. : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

REDS (A., v.o.) : *U.G.C. Marbeuf*, 6e (225-18-45) ; George V, 8e (562-41-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, *5e* (633-79-38) ; Le Paris, *8e* (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; *Fauvette, 13e* (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SAN CLEMENTE (Fr) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

SKINOUSSA (Fr.) : 14 Juillet-Parnasse, *6e* (326-58-00) ; Olympic, 14e *(542-67-42)*.

LES SOUS-DOUÉS EN VACANCES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82).

TAXI ZUM KLO (All., v.o.) (*) : Marais, 4e (278-47-86).

T'EMPÊCHES TOUT LE MONDE DE *DORMIR* (Fr.) (*) : Colisée, 8e (359-29-46).

THE MAFU CAGE (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

LES TUEURS DE L'ECLIPSE (A.) *(v.o.) (*) : Publicis Saint-Germain*, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

L'USURE DU TEMPS (Shoot the Moon) (A.) (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.), La Royale, 8e (265-82-66) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ARNAQUEUR (A., v.o.), Olympic-Halles, 1er (278-34-15) ; Studio Git-le-Cœur, 3e (326-80-25).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.), 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

BANANAS (A., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; (v.f.), Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.), Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

BLOW UP (Ang., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).

LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND (It., v.o.), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnos 14e (327-52-37).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.), Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

DODES' CADEN (Jap., v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.), Denfert, 14e (321-41-01).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.), Ranelagh, 16e (288-64-44).

EN MARGE DE L'ENQUÊTE (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46) ; Action Lafayette, 6e (878-80-50).

LUDWIG, REQUIEM POUR UN ROI VIERGE (All., v.o.), Olympic, 14e (542-67-42).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.), *Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23)* ; Olympic, 14e (542-67-42).

NEW YORK, NEW YORK . v.o.), St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).

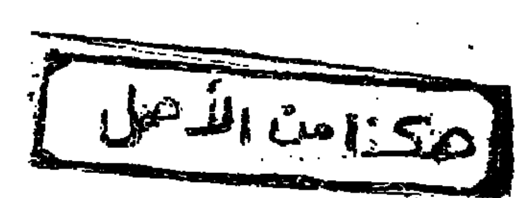
TIREZ SUR LE PIANISTE (Fr.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

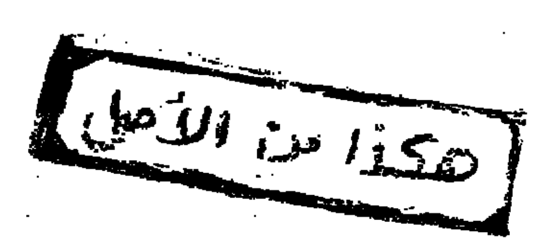
LES 39 MARCHES (A., v.f.), Bergère, 9e (770-77-58).

MERCREDI










N FILM DE
ÉRIC ROS

RADIO-TÉLÉVISION

A voir

« P... comme proxénète » sur TF 1

Gros bonnets et blanchisseurs

Une « Association de défense » des prostituées de la rue Saint-Denis s'est subitement créée pour intenter une action en référé, mardi 8 juin, et tenter ainsi d'empêcher la diffusion d'un reportage de François Debré et Jacques Kaprielian, « P... comme proxénète », programmé le 9 juin sur TF 1 dans le cadre des « Mercredis de l'information ».

Les auteurs de l'émission devront sans doute « brouiller » quelques images ou utiliser parfois un « prisme » déformant afin que certains visages ou lieux ne puissent être identifiés. Si la qualité visuelle du reportage risque de s'en ressentir, la démarche même de cette prétendue « Association de défense » prouve que François Debré et Jacques Kaprielian ont visé juste.

Sans prétendre être exhaustif, « P... comme proxénète » *montre bien, en effet, la nouvelle organisation du monde de la prostitution dont le chiffre d'affaire est évalué, en France à 7 milliards de francs par an. Car il faut parler de chiffre d'affaires et l'émission de Michel Thoulouze traite avant tout le problème en termes économiques, en prenant surtout pour exemple le quartier Saint-Denis à Paris.*

Avec ses cinq milles « professionnelles », ses cinq cents studios, sa trentaine de sex-shop (ces derniers sont contrôlés par six familles), ses « peep-shows », salons de massage et bars « montants », Saint-Denis constitue le plus grand ensemble prostitutionnel d'Europe, avant même les Eros centers de Francfort où François Debré et Jacques Kaprielian nous entraînent aussi et où exercent deux milles cinq cents prostituées, dont cinq cents Françaises.

L'industrie de la protitution s'est adaptée, modernisée : puisque la loi s'est attaquée avec succès au proxénétisme hôtelier — les hôtels de passe de Saint-Denis sont « tombés » les uns après les autres, — messieurs les hommes ont acheté des studios, qui fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec des équipes de protituées qui se relaient : les 3 × 8 de l'amour tarifé. Les propriétaires sont des prête-nom interchangeables et il faut des mois d'enquête pour établir — et c'est rare — la véritable identité de l'acheteur. Un seul studio rapporte en moyenne 60 000 francs par mois et un petit truand (filmé de dos) assure connaître deux « gros bonnets » qui en possèdent quarante à eux seuls. Cet argent est ensuite « blanchi » dans l'achat licite de fonds de commerce quelconques.

La police fait-elle tout ce qui est en son pouvoir pour lutter contre le proxénétisme ? « Tout le monde mange au même ratelier », *assure le petit truand. Avec François Debré et Jacques Kaprelian, on suit quelques « descentes » de la brigade mondaine à Paris chez des prostituées ghanéennes qui bénéficient du statut de refugié politique — qui le leur a délivré — ou chez des travestis brésiliens dont la « transformation » a été aidée par des médecins de la capitale. Des policiers souvent découragés par la mansuétude des tribunaux à l'égard des « protecteurs ».*

La loi est-elle aujourd'hui adaptée à cette nouvelle forme de proxénétisme, le proxénétisme immobilier ? Le ministre de l'intérieur vient d'indiquer (le Monde daté 6-7 juin) que deux projets étaient à l'étude. Il était temps de s'en préoccuper : si rien n'a changé, depuis le 10 mai, c'est bien dans les rues chaudes de Saint-Denis, Pigalle, Clichy, Barbès, etc. Mais n'a-t-on pas dit de tous temps et sous tous les régimes — et l'émission de Michel Thoulouze le rappelle — que l'Etat était le premier proxénète de France ? Un seul chiffre : les contraventions infligées aux prostituées pour racolage — le délit de prostitution n'existe pas chez nous — lui rapportent un demi-milliard de francs par an.

MICHEL CASTAING.

* TF 1, 20 h 35.

Vu

Vieillards voyous ?

La retraite à soixante ans, ça y est, pratiquement c'est fait. Dans quelques mois, on y a droit. Et à cette occasion on va tous prendre là un sacré coup de vieux. Dès cinquante-cinq ans, en effet, ça va commencer à sentir le ranci, le rassis, le râpé. Il va falloir songer à ranger, bientôt à vider ses tiroirs. Et à céder la place. C'est d'ailleurs l'âge auquel on accède, bon gré, mal gré, aux Etats-Unis, à la catégorie des seniors citizens, façon polie de désigner les personnes âgées.

Ainsi dégagé, le marché du travail va être amené à s'ouvrir — du moins faut-il l'espérer — aux grands adolescents, pardon ! aux jeunes adultes — ne vieillit-on pas tous en même temps ? — peu enclins ou carrément hostiles aux études, et dont les forces inemployées se traduisent par des actes de violence souvent dénoncés à la télé. On en parlait encore lundi après-midi sur FR 3 à propos de la lutte anti-voyous engagée par les lycéens de Lens.

Des voyous qui tirent à balle sur les « fayots », sur les forts en thème, qui se livrent au racket, qui tabassent, qui insultent, qui font tout pour torpiller les efforts de profs-geôliers. Pourquoi ? Parce que la société... Parce que les ZUP... Parce que le chômage... Parce que le divorce... Parce que l'ennui... Parce que l'absence totale d'intérêt pour les maths, l'histoire, le français ou la géographie, pour ce qu'on appelle, oui, les choses de l'esprit.

De ce côté là, donc, avec un peu de chance ça devrait pouvoir s'arranger. Seulement voilà : que va-t-il se passer à l'autre bout de l'échelle ? Est-ce qu'on ne va pas voir se déchaîner les grands adultes ou, si vous préférez, les verts vieillards jetés à leur corps défendant dans l'inaction, dans le cafard, dans l'à quoi bon ? et, pour nombre d'entre eux, dans le chômage ? A partir de cinquante ans, croyez-moi, pour trouver du travail ça va être de plus en plus coton !

Est-ce que la violence ne risque pas de se déplacer de la sortie des écoles à l'entrée des hospices ? Est-ce qu'on ne risque pas de voir se multiplier, sous prétexte d'autodéfense, vigiles et dresseurs de chiens policiers, prêts à tirer sur tout ce qui passe, sur tout ce qui bouge, sur tout ce qui est basané, bref, sur tout ce qui est susceptible de déclencher la formidable agressivité de l'homme longtemps maintenu au mieux de sa forme par les progrès de la science et dont l'espérance de vie excède à présent de beaucoup l'espérance d'action ?

CLAUDE SARRAUTE.

La Suisse autorise les radios libres et leur financement par la publicité

De notre correspondant

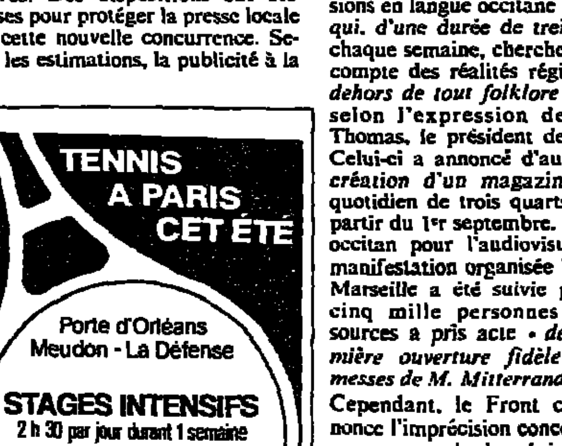
Berne. – Première lézarde dans le monopole de la radio-télévision en Suisse : le gouvernement helvétique a décidé, lundi 7 juin, d'autoriser à titre expérimental, pour une durée de trois à cinq ans, à partir de 1983, la mise en service de radios libres. Ces stations pourront être financées par la publicité mais seront soumises à des restrictions très précises. Ainsi, le rayon de diffusion ne devra pas dépasser en principe 20 kilomètres, et la publicité sera limitée à quinze minutes par jour au maximun.

La teneur de la publicité, interdite le dimanche et les jours fériés, sera étroitement réglementée. La propagande religieuse ou politique sera bannie des ondes de même que la réclame pour le tabac et l'alcool, les ventes à tempérament ou encore les lessives phosphatées. Afin que ces radios locales ne soient pas utilisées à des fins purement lucratives, les autorités se réservent le droit de vérifier les comptes des concessionnaires. Des dispositions ont ete prises pour protéger la presse locale de cette nouvelle concurrence. Selon les estimations, la publicité à la radio représenterait à peine 15 à 20 millions de francs suisses alors que le budget publicitaire de l'ensemble de la presse se chiffre à environ 1 milliard de francs par an. *Le gouvernement garde également* toute latitude de retirer une autorisation au cas où des structures locales se révéleraient menacées par une radio libre. Dans l'esprit des autorités, ces nouvelles stations ne sauraient faire double emploi mais devraient compléter les programmes de la Société suisse de radio-diffusion. Diversement appréciée, cette décision a néanmoins provoqué une certaine surprise et de vives critiques de la part du personnel de la radio-télévision ainsi que des éditeurs de journaux.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

● *Les stations de FR 3 Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon* diffusent depuis le 7 mai des émissions en langue occitane et catalane, *qui, d'une durée de treize minutes* chaque semaine, cherchent à rendre compte des réalités régionales « *en dehors de tout folklore passéiste* » selon l'expression de M. Guy Thomas, le président de la chaîne. Celui-ci a annoncé d'autre part, la *création d'un magazine régional* quotidien de trois quarts d'heure à partir du 1er septembre. Le collectif occitan pour l'audiovisuel dont la manifestation organisée le 15 mai à Marseille a été suivie par deux à cinq mille personnes selon les sources a pris acte « *de cette première ouverture fidèle aux promesses de M. Mitterrand* ».

Cependant, le Front catalan dénonce l'imprécision concernant le financement de la régionalisation, l'annonce d'une interruption des émissions en langue régionale pendant l'été, et l'absence de cette langue des émissions d'information.



M. J. MACHUROT, DIRECTEUR-ADJOINT DE LA SOFIRAD DEVIENT PRÉSIDENT DE RADIO-CARAIBES INTERNATIONAL

La Société financière de radiodiffusion (Sofirad) a bien pris le contrôle de Radio-Caraïbes International (R.C.I.) station privée émettant sur les Antilles à partir de Sainte-Lucie (*le Monde* du 5 juin). La Sofirad, société de droit privé qui gère les participations de l'État dans des entreprises françaises et étrangères d'audiovisuel, a en effet racheté la participation majoritaire de deux publicitaires français, MM. Robert Augier, directeur gérant de la Compagnie européenne de publicité jusqu'alors président de R.C.I., et Jacques Dauphin, président de la Société Dauphin Office Technique. Tous deux concervent une participation dans la station, mais c'est M. Jacques Machurot, directeur général de la Sofirad, qui en devient le nouveau président.

[Vice-président de la Sofirad-SI, président de la Compagnie internationale de radio (C.I.R.T.), M. Jacques Machurot, âgé de quarante et un ans, ancien élève de l'ENA, est aussi administrateur d'Europe 1-Images et Son et de ses principales filiales, de Radio-Monte-Carlo, de la Somera, de Technisonor, de Radio des Vallées et de Sud-Radio Services.]

Mardi 8 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Opéra : Tannhaüser.
De Wagner (en liaison avec France-Musique). Avec l'orchestre et les chœurs du Festival de Bayreuth, dir. C. Davis ; chef des chœurs : N. Balatsch ; chorégraphie : J. Neumeier ; sol. S. Wenkoff, G. Jones, B. Weikl, H. Sotin...

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 Mardi cinéma et à 22 h 5.

20 h 45 Cinéma : Treize à la douzaine.
Film américain de W. Lang (1949). Avec C. Webb, J. Crain, M. Loy, B. Lynn, E. Buchanan, B. Bates, M. Natwick.
Les années 20, dans une petite ville des Etats-Unis. Un ingénieur applique les méthodes de l'organisation industrielle de l'économiste Taylor à l'éducation de ses douze enfants. Une comédie aux épisodes très amusants, d'après un roman écrit par deux membres de la famille en question. Clifton Webb mène le jeu avec autorité et fantaisie.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Roger la Honte.
Film français de R. Freda (1966). Avec G. Géret, I. Papas, J. Topart, J.-P. Marielle, A. Vernon, M.-F. Boyer, C. Tinti (redif.).
Un industriel de Ville-d'Avray, au bord de la faillite, est condamné pour meurtre à la suite d'une machination. Il s'évade, fait fortune en Amérique et revient, quinze ans plus tard, en France, pour se venger et être réhabilité.
Mélodrame fin de siècle, habilement adapté par Jean-Louis Bory — grand connaisseur de la littérature populaire — d'un roman de Jules Mary et traité dans le style flamboyant de Riccardo Freda.

22 h 25 Journal.

22 h 55 Prélude à la nuit.
Récital Shlomo Mintz (violon) : pièces musicales arrangées par F. Kreisler.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : L'âge des masses ? Avec P. Bourdieu et S. Moscovici.
21 h 15, Musiques de notre temps : La musique électro-acoustique, avec M. Chion.
22 h 30, Nuits magnétiques : Cinéma.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35, Opéra (en simultané avec TF 1) : « Tannhaüser », de Wagner, par l'Orchestre et les chœurs du Festival de Bayreuth (voir distribution à TF 1).
23 h 40 La nuit sur France-Musique : Jazz-Club.

Mercredi 9 juin

La conférence de presse de M. François Mitterrand, président de la République, est retransmise en direct de l'Élysée sur TF 1, France-Inter, FIP, R.T.L., R.M.C., Sud Radio, Europe 1, à partir de 15 h 30, en différé sur FR 3, à 22 h 10. Des extraits seront diffusés au cours du journal de France-Culture, à 19 heures et d'A 2, à 20 heures.

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Feuilleton : La vérité tient à un fil.
12 h 30 Les visiteurs du jour.
13 h Journal.
13 h 40 Un métier pour demain.
Ingénieurs et techniciens du bâtiment et des travaux publics.
13 h 55 Mer-cre-dis-moi-tout.
Dessins animés ; Variétés.
15 h 30 Conférence de presse de M. François Mitterrand.
15 h 55 Les pieds au mur.
Dessins animés ; Feuilleton : les Robinsons suisses.
18 h 25 Un, rue Sésame.
18 h 45 Quotidiennement vôtre.
18 h 50 Les paris de TF 1.
19 h 5 A la une.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
19 h 53 Tirage de la loterie.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Les mercredis de l'information : P... comme proxénète.
De M. Thoulouze.
Un dossier sur une énorme industrie — elle rapporte chaque année en France 7 milliards de francs — violente, multinationale, extraordinairement organisée, à travers plusieurs pays d'Europe, du Maghreb et d'Afrique.
21 h 35 Musique : Kurt Weill ou l'opéra du malheur.
Une émission de B. Gavoty, réal. J. Dayan.
22 h 30 Court métrage.
Le monde sans soleil, de E.-W. Bauer.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Stade 2 midi.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h Terre des bêtes.
Spécial Aldabra.
14 h 50 Dessins animés.
Mia-Mia O ; Wattoo-Wattoo ; Goldorak.
15 h 30 Récré A 2.
Doggy Dog ; Boule et Bill ; Casper ; Méthanie ; Lippy le lion ; *La panthère rose* ; *Zeltron* ; *Candy*...
17 h 25 Les carnets de l'aventure.
Jacques Mayol, opération moins 100.
18 h Platine 45.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Woody-Woodpecker.
20 h Journal.
20 h 45 Musique : Spécial Vladimir Horowitz.
Présenté par E. Ruggieri, réal. R. Sangla.
V. Horowitz interprète, en liaison avec France-Musique des sonates de Scarlatti, la « Polonaise fantaisie », « Grande ballade », de Chopin.
22 h 5 Histoires courtes.
« Rendez-vous hier », de G. Marx.
22 h 30 Magazine : Juste une image.
De T. Garrel, L. Neil et P. Grandrieux — *Photographies : description des apparences* ; Réminiscences d'un voyage en Lituanie ; Vers de nouvelles images : « TRON » ou l'ordinateur chez Disney.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h *En direct de l'Assemblée nationale.*
Questions au gouvernement.
18 h 30 Pour les jeunes.
Le tour du monde en quarante-deux jours.
18 h 55 Tribune libre.
Comité international contre la répression.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.
20 h Les jeux.
20 h 30 Téléfilm : Les Secrets de la princesse de Cadignan.
De Jacques Derry, d'après H. de Balzac. Avec C. Anger, M. Vlady, F. Marthouret, N. Arestrup, F. Christophe...
22 h 10 Journal et conférence de presse de M. François Mitterrand, président de la République.
23 h 40 *Prélude à la nuit.*
Récital Shlomo Mintz.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Castes et classes (3), Classes et mondes rural : à 8 h 32, Ulysse parmi nous (3) Ulysse et la ville.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : Histoire des sciences par *N. Lefebure*.
10 h 45, Le livre ouverture sur la vie : « le Jour du Gombo », avec M. Grimaud.
11 h 2, Musiciens français contemporains : Alain Fourchotte.
12 h 5, Agora : La France et les Français, vus par les voyageurs américains, 1814-1848, de B. de Sauvigny.
12 h 45, Panorama : Actualité du Vietnam, de l'Inde et du Tibet.
13 h 30, Solistes : Harry Cox, piano (Sibelius, Nielsen).
14 h, Sons : Maison ma mère.
14 h 5, Un livre, des voix : « le Forgeron m'avait dit », de R. Mallet.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : Le premier mois de la vie.
15 h 2, *Le monde au singulier : Jean Prouvé, par F. Christian.*
15 h 45, *Archimedia : Les satellites scientifiques.*
17 h, Roue libre : Les voyages d'Ibn Battuta (3).
17 h 32, Le festival de Bourges.
18 h 30, Terreurs, merveilles et frissons d'autrefois : « le Chat qui réfléchit », d'après G. Keller.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : Chercheurs sur l'océan, avec P. Averous.
20 h, La musique et les hommes : Franz Liszt et les ténèbres de la gloire (récitals du pianiste Kun Woo Paik au Théâtre du Ranelagh).
22 h 30, Nuits magnétiques : Cinéma.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères : œuvres de Rossini, Ratajski, Newman, Boccherini, Toussaint, Roy, Tiomkin.
6 h 30, Musiques du matin : Œuvres de Corelli, Haydn, Rachmaninov, Schubert, Debussy.
8 h 7, Quotidien-Musique.
9 h 6, D'une oreille l'autre : œuvres de Schumann, Monteverdi, *R. Strauss, Kagel, Stamitz, W.-F. Bach.*
12 h, L'amateur de musique.
12 h 35, Jazz.
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Respighi, Loewe, Wolf, Webern, Aubin ; par D. Henry, baryton ; A. Pondepeyre, piano.
14 h 4, Microcosmes : 14 h 10, Kaléidoscope, œuvres de Mozart ; 14 h 55, Le billet du jour ; 15 h, Les éphémérides de la musique, œuvres de Weber ; 15 h 40, Le jeu et la bricole ; 15 h 50, Dossier instrumental ; 16 h 15, Pêle-mêle infos ; 16 h 20, Le jeu et la bricole ; 16 h 45, Un quart d'heure avec la maîtrise de Radio-France, œuvres de Mendelssohn ; En filigrane, œuvres de Stravinsky, Debussy.
17 h 2, Repères contemporains : œuvres de Ligeti.
17 h 30, Les intégrales : Isaac Albéniz.
18 h 30, Studio-Concert (donné le 12 mai en Studio 118), œuvres de Schumann, Kodaly, par le Trio Perennyi.
19 h 38, Jazz.
20 h, Les chants de la terre.
20 h 45, Concert (en liaison avec Antenne 2), « Six sonates », de Scarlatti ; « Polonaise-fantaisie », de Chopin, par W. Horowitz, piano.
21 h 45, *La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit,* œuvres de Brahms ; 22 h 30 : Club des archives, œuvres de J. Brahms, Beethoven, Mendelssohn, R. Strauss.

TRIBUNES ET DÉBATS

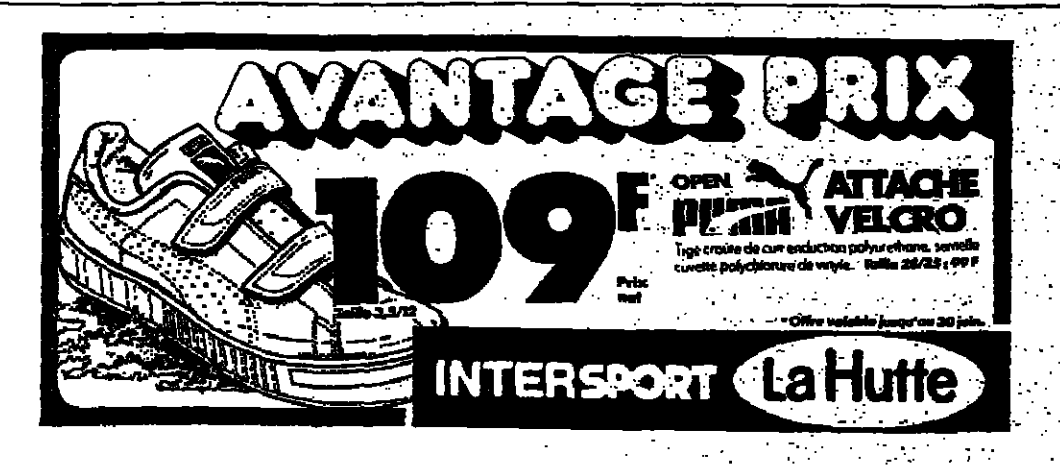
MARDI 8 JUIN

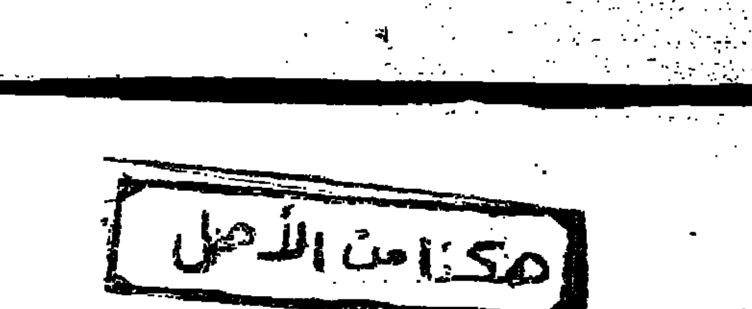
— *M. Raimundo Saporta*, président du Comité royal d'organisation du Mundial, participe à l'émission « Face à la rédaction » sur France-Inter, à 19 h 20.

MERCREDI 9 JUIN

— *M. Georges Séguy*, secrétaire général de la C.G.T., est l'invité du journal de TF 1, à 13 heures.

— *M. Jean Lecanuet*, président de l'U.D.F., est reçu à l'émission « Radio libre », consacrée à l'U.D.F., sur Europe 1, à 20 heures.





SPORTS

TENNIS

La quinzaine record de Roland-Garros

Des records en tout genre ont été établis à l'occasion des Internationaux de Roland-Garros.

Record l'âge du vainqueur du simple messieurs : en s'imposant avant son dix-huitième anniversaire, Mats Wilander a fait mieux que son prestigieux compatriote et prédécesseur, Björn Borg. Le nouvel acier suédois sorti du « central haut fourneau » de la porte d'Auteuil a aussi, pour l'occasion, empoché la plus forte bourse jamais attribuée à Paris au vainqueur : 612 050 francs.

Record encore la fréquentation du stade de la Fédération française de tennis pendant cette folle quinzaine de la terre battue : 238 110 spectateurs payants ont franchi les grilles sévèrement gardées contre 236 688 en 1981. Et la progression de la recette est encore plus impressionnante : 18 574 830 francs ont été laissés aux guichets, contre 13 511 490 francs l'an dernier.

Record aussi l'ennui distillé tout au long des Internationaux par les « crocodiles » des fonds de courts : les princes du tennis offensif selon la méthode service-volée n'ont pas en effet pesé lourd face aux rois du lift qui ont conquis le dernier carré de la compétition. Et le champion consacré, Vilas étant échec et Mats, fut celui qui a véritablement hypertrophié le jeu de Borg, l'empereur en vacances.

Record enfin l'ambition des jeunes pousses. Avant la petite Andrea Jaeger, contestant la victoire de l'athlète Martina Navratilova chez les dames, ce furent de nouveaux mousquetaires français en herbe, les Forget, Courteau et Benhabiles, beau vainqueur du tournoi junior où il succède au palmarès à Wilander, qui animèrent la première semaine, avec Catherine Tanvier chez les dames. Tous juniors et tous dévorés par l'ambition. Souhaitons qu'ils aient un sérieux record pour matérialiser ultérieurement les espoirs qu'ils ont fait naître pour le tennis français. — A. G.

LES RÉSULTATS

Simple messieurs : Wilander (Suède) bat Vilas (Arg.), 1-6, 7-6, 6-0, 6-4.

Simple dames : M. Navratilova (E.-U.) bat A. Jaeger (E.-U.), 7-6, 6-1.

Double messieurs : Stewart-Taygan (E.-U.) battent Gildemeister-Prajoux (Chili), 7-6, 6-3, 1-1, abandon.

Double dames : Navratilova-A. Smith (E.-U.) battent Piatek-Walsh (E.-U.), 6-0, 2-6, 6-3.

Double mixte : Turnbull-Lloyd (Aust.-G.-B.) battent Monteiro-Motta (Brésil), 7-6, 6-1.

Juniors garçons : Benhabiles (Fr.) bat Courteau (Fr.), 7-6, 6-2.

Juniors filles : Maleeva (Bulg.) bat Barg (E.-U.), 7-5, 6-2.

CYCLISME

« Dauphiné libéré » : Dure victoire de Michel Laurent

A l'inverse du Tour d'Italie où Bernard Hinault a remporté une victoire programmée et par conséquent logique, le Critérium du *Dauphiné libéré* — neuf étapes à travers les Alpes — vient de donner lieu à une course indécise jusqu'au bout pour se terminer lundi 7 juin à Annecy par le succès de Michel Laurent, déjà vainqueur par le passé de Paris-Nice et de la Flèche wallonne.

Le leader de l'épreuve avait subi une sévère défaillance dimanche dans le massif de la Chartreuse, au point de perdre plus de cinq minutes sur Bittinger, Bernaudeau et Pascal Simon. C'est presque un miracle qu'il ait pu réduire son retard à une minute et sauver son maillot jaune, d'extrême justesse. Il a finalement conservé l'avantage sur Bernaudeau grâce à son courage au terme de la dernière étape contre la montre gagnée par Bernard Vallet.

le *Dauphiné* a permis au groupe Peugeot d'obtenir enfin le résultat qu'il convoitait depuis le début de la saison en hissant Laurent et Bernaudeau aux deux premières places (sans parler de Pascal Simon classé troisième), mais il a aussi fait naître entre les deux hommes une rivalité qui risque de compromettre l'harmonie de l'équipe. A quatre semaines du Tour de France, c'est inquiétant.

J. A.

BOXE

Lucien Rodriguez confirme son titre européen des lourds

Lucien Rodriguez a conservé son titre européen des poids lourds en battant aux points, lundi soir 7 juin, au Palais des sports de Paris, l'Espagnol Alfredo Evangelista. Le Français, qui avait défendu deux fois sa couronne face à des adversaires de moindre importance, ne s'est pas laissé déborder par les coups de boutoir de l'ancien challenger mondial qui l'avait battu avant la limite lors de leurs trois précédents affrontements. Cette victoire devrait ouvrir à Rodriguez la voie d'un championnat du monde.

A la vérité, ce championnat d'Europe des poids lourds ne nous disait rien qui vaille. Ancien champion de la catégorie qui avait échoué dans la conquête du titre mondial, l'Espagnol Evangelista, âgé de vingt-huit ans, paraissait être depuis lors un pugiliste déchu. Les 99 kilogrammes qu'il accusait sur la balance le matin du combat trahissaient un empâtement de mauvais aloi. Il n'avait même pas été en mesure de reconquérir le titre espagnol contre le modeste « Pantera ».

Pourtant, le masque de férocité antique qu'il affichait en pénétrant sur le ring lundi soir montrait qu'il ne serait pas pour le champion d'Europe un simple faire-valoir venu à Paris pour gagner un « cacheton ». C'était un vrai prétendant à la victoire qui se présentait. Il s'agissait, dès lors, de savoir si Lucien Rodriguez saurait déjouer les ruses de ce challenger qui l'avait renvoyé prématurément aux vestiaires à chacune de leurs trois précédents affrontements (1976, 1977, 1979) alors même qu'Evangelista était allé précédemment au tapis. Boxeur académique, qui a appris le noble art aux côtés d'un père ami de Marcel Cerdan, Rodriguez n'a jamais manifesté la puissance de frappe et l'agressivité souhaitables pour bien figurer à ce niveau. Sa technique impeccable lui permet néanmoins de compenser ce handicap en multipliant les petites touches.

Engagé sur ces bases, le combat devenait palpitant. Il alla au terme des douze reprises sur un rythme fou. Chaque round se déroula sur le même scénario : l'Espagnol frappait d'entrée du gauche dans le foie du Français avec la puissance d'un marteau-pilon afin de pouvoir placer son coup droit tout aussi dévastateur en uppercut ou en direct; Rodriguez répliquait du tac au tac puis finissait la reprise en allongeant son gauche pour éviter les corps à corps.

Au deuxième round, le Français sembla en mesure de conclure. Mais chat échaudé craint l'eau froide : instruit par l'expérience, il redoutait les contres de son adversaire dont la vitesse de bras restait stupéfiante compte tenu de sa corpulence. Aussi ne tenta-t-il pas d'en finir. Pendant les dix rounds suivants il dut donc continuer à se protéger des coups de tonnerre d'Evangelista. A la septième reprise celui-ci mit sévèrement en difficulté le Français qui prit le meilleur aux troisième, huitième et neuvième reprises. Toutefois, au lieu de faiblir au fil des rounds, comme cela était prévisible, Evangelista et Rodriguez continuèrent leur pilonnage jusqu'au bout dans un crescendo de violence.

Le mérite de Rodriguez fut de sortir indemne des orages à répétition. Ce fut avec le sentiment d'avoir assisté à un combat d'une rare intensité chez des lourds du Vieux Continent que les quelque trois mille spectateurs firent une ovationn au champion d'Europe qui, à l'âge de trente ans, voyait, enfin, s'offrir la perspective d'un championnat du monde.

ALAIN GIRAUDO.

VOILE. — *En s'inspirant de la « carte neige » de la Fédération française de ski, la Fédération de voile (F.F.V.) a décidé de lancer une « carte voile ». Vendue 50 F, elle assurera à son détenteur la défense individuelle juridique dans toutes les circonstances de la pratique, ainsi qu'assistance et rapatriement sanitaires. Elle permettra également de participer à trois manifestations organisées par les clubs. L'objectif de la F.F.V. est de faire adhérer à la famille fédérale, qui ne compte que cent mille licenciés, une large part des deux millions de pratiquants français des sports de voile.*

PRESSE

La C.G.T. s'opposerait à la remise en cause de l'entité *France-Soir*

Les tractations en cours pour le rachat éventuel de *France-Soir* (*le Monde* du 4 juin) continuent de mobiliser l'attention du personnel. La rédaction, pour sa part, tient une nouvelle assemblée ce mardi 8 juin dans le but de préparer la rencontre de ses représentants avec M. Max Théret, candidat au rachat du fonds de commerce du journal.

De leur côté, les ouvriers, cadres et employés C.G.T. de Presse-Alliance (*France-Soir*), s'adressant lundi 7 juin dans un communiqué aux acheteurs potentiels du journal, soutiennent que « *toute spéculation sur une quelconque remise en cause de l'entité de* France-Soir *sera combattue avec force et vouée à l'échec* ». Pour eux, « *la survie du journal, la préservation de l'emploi et des acquis du personnel de Presse-Alliance impliquent le maintien de l'entité et des structures de l'entreprise, c'est-à-dire la totalité des services existants — rédaction, fabrication, administration, gestion, vente — auxquels Régie-Print (publicité) doit être rattachée* ».

« *Ce que nous avons refusé à Robert Hersant*, affirment-ils, *à savoir pas de concentration ni de fusion avec* le Figaro *et pas de démantèlement des structures actuelles de* France-Soir, *il va de soi que nous le refusons par avance à tout autre acquéreur du titre dont les prétentions seraient de même nature.* »

∴

● *Les représentants de l'Union nationale des syndicats de journalistes* (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.), parties civiles contre M. Robert Hersant, annoncent qu'ils sont convoqués chez le juge d'instruction Grellier, mercredi 9 juin à 16 heures, pour connaître les derniers développements de cette affaire. A l'issue de cette entrevue, les représentants de l'U.N.S.J., accompagnés de leurs avocats, précisent qu'ils rencontreront la presse mercredi, à 17 heures, au Palais de justice, dans le bureau de l'Association de la presse judiciaire.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

MÉDECINE

« LA MÉDECINE DU TRAVAIL NE PEUT ÊTRE QUE MILITANTE »

déclare M. Jean Auroux

De notre correspondant

Lille. — *Douze cents personnes ont assisté récemment, à Lille, aux XVII[es] Journées nationales de médecine du travail, en présence de M. Jean Auroux, ministre du travail. Cette manifestation était essentiellement consacrée aux cancers professionnels, aux aspects médicaux de l'aménagement du temps de travail, ainsi qu'au tiers-temps du médecin du travail.*

Depuis sa création, en 1946, la médecine du travail a considérablement évolué. Faisant l'objet d'une réelle prise de conscience de la part des différents partenaires sociaux. Néanmoins, pour le professeur Daniel Furon (Lille), président du comité d'organisation, on constate toujours une précarité du statut du médecin d'entreprise, son isolement ainsi que des disparités extraordinaires dans les services interentreprises : « *Le médecin*, a dit le professeur Furon, *doit pouvoir participer aux décisions concernant son exercice. Ce qui compte, c'est que le choix du médecin, la gestion des personnels et des salaires se fassent en toute clarté.* »

S'adressant aux congressistes, M. Auroux a déclaré : « *Votre place sera plus forte avec le vote sur les droits des travailleurs. Deux éléments vous concernent : les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail avec des pouvoirs accrus et aussi l'expression directe et collective des travailleurs qui feront de plus en plus appel à vous. Votre tâche ne peut se limiter aux seuls aspects techniques de votre profession. Elle doit avoir une dimension sociale, humaine, et même politique, évidente. La médecine du travail, c'est-à-dire la médecine des travailleurs, ne peut être que militante. Elle ne peut pas,* a ajouté M. Auroux, *s'abstraire du dialogue et parfois de la lutte pour l'amélioration des conditions de travail.* » — G. S.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous indiquions (*le Monde* du 3 juin), la première naissance normale de « jumeaux éprouvette » ne s'est pas produite le 1[er] juin à Melbourne (Australie), mais le 29 avril au Royal Free Hospital de Londres.

RELIGION

● *Jean-Paul II a ordonné prêtres trente-deux membres de l'Opus Dei* le dimanche 6 juin à Rome. Originaires de dix-sept pays, ces prêtres ont entre trente et quarante ans. *Ils ont tous* exercé une profession et obtenu un doctorat dans une discipline ecclésiastique. Parmi eux figurent, notamment, le premier prêtre africain de l'Opus Dei, M. Paul Nimbi, originaire du Kenya, ingénieur et licencié en philosophie ; un Indonésien, M. Zen Taufig de l'île de Sumatra ; M. James Kelly, fils d'un sénateur de l'Etat de Massachusets (Etats-Unis) ; M. Nuno Gomes, médecin portugais ; M. Esteban Moszoro, ingénieur électronicien argentin ; M. Antonio Elizalde, officier de marine espagnol. Dans le groupe, deux Français, M. Pierre Lefresne, trente-huit ans, docteur ès sciences, chargé de recherches au C.N.R.S. (Centre national de la recherche scientifique), et M. Claude Petit, de Montpellier, trente-cinq ans, ancien clerc de notaire. — *(A.F.P.)*

CATASTROPHES

● *Un fort séisme de degré 6,5* sur l'échelle de Richter a secoué, lundi 7 juin, la région de Guerrero, située dans le centre sud du Mexique. Cinq personnes, au moins, ont été tuées.

● *De violents orages* ont éclaté à nouveau, lundi 7 juin dans la soirée, en Seine-et-Marne, provoquant des inondations qui ont mobilisé les sapeurs-pompiers.

RÉGIONS

Ile-de-France

La préparation de l'Exposition universelle de 1989

Chicago pourrait se retirer devant Paris

Paris a de grandes chances d'être choisi, en principe au mois de novembre prochain, par le Bureau international des Expositions (BIE) pour organiser l'Exposition universelle de 1989.

Le gouvernement américain vient, en effet, d'entreprendre des démarches auprès des trente-cinq pays membres du BIE pour obtenir leur soutien à son projet d'accueillir une Exposition universelle à Chicago en 1992 pour *célébrer le cinq centième anniversaire* de la découverte des Amériques par Christophe Colomb. Or Chicago était en concurrence avec Paris pour organiser l'Expo 89 qui serait pour la France l'occasion de fêter *solennellement* le bicentenaire de la Révolution de 1789 (*le Monde* du 25 mai). Désormais la voie paraît donc libre pour la capitale française.

Un coup sévère porté à la tradition

La « formule d'entente » ainsi trouvée par les instances internationales, à l'aide de Robespierre et de Christophe Colomb, représente cependant un coup sévère porté à la tradition. Le BIE, en effet, n'autorise généralement qu'une Exposition universelle tous les dix ans. Les Américains ont trouvé la solution pour tourner cette règle non écrite. M. William Morris, secrétaire américain, adjoint au commerce, a proposé, lors d'une récente visite dans la capitale, que l'Exposition de Chicago soit celle de la décennie 1990 et l'Exposition de Paris celle de la décennie 1980. Ce qui, indirectement, réduit singulièrement les propositions françaises, puisque M. Robert Bordaz, chargé par le président de la République de préparer l'Expo 89 a indiqué récemment que celle-ci s'appellerait « *Les chemins de la liberté - Projet pour le troisième millénaire* »... Enfin si un tel compromis était retenu par le BIE, Paris et Chicago accueillant, chacune à leur tour, une Exposition universelle, il reste à savoir si toutes les nations ont financièrement les reins assez solides pour participer, à trois ans d'intervalle, à de telles manifestations.

Pays de la Loire

● *Une centrale nucléaire en Loire-Atlantique ?* — Le maire socialiste de Paimbœuf, en Loire-Atlantique, M. Jean Louison, a organisé, le 6 juin, un référendum auprès des trois mille cinq cents *habitants de sa commune sur* l'opportunité de construire une centrale nucléaire dans la région. Sur les 2 273 inscrits, il y a eu 1 268 votants et 1 233 *suffrages* exprimés ; 80,86 % de ces derniers se sont prononcés pour la construction d'une centrale électro-*nucléaire sur le site du Carnet.*

● *Après les attentats antinucléaires dans le Sud-Ouest.* Dix personnes appartenant aux milieux anarchistes et antinucléaires toulousains, interpellées *après la série d'attentats à l'ex*plosif commis contre des installations de l'E.D.F., dans la nuit du 2 au 3 juin, ont été remises en liberté le 5.

La délégation à l'information du comité antinucléaire toulousain proteste « *contre l'interpellation de militants antinucléaires pris au hasard, sans aucune preuve, tout simplement parce que l'on avait découvert chez eux des tracts et des affiches marquant leur opposition à la construction de la centrale électro-nucléaire de Golfech* ».

Rhône-Alpes

UN PROJET TRÈS CONTESTÉ A CHAMONIX

M. Crépeau donne le feu vert à l'extension des remontées mécaniques des Grands-Montets

De notre correspondant

Grenoble. — Le feu vert donné par M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, à la construction d'un nouvel « ascenseur », aux Grands-Montets, dans la vallée de Chamonix, suscite parmi la population locale une réelle satisfaction. En revanche, il provoque l'indignation d'une partie des habitants de la commune voisine des Houches. Ces derniers comprennent mal la décision du ministre. D'un côté, on « brade » un site classé sur la commune de Chamonix mais, de l'autre, on gèle le belvédère de Carlaveyron que la station des Houches désirait équiper en remontées mécaniques.

L'Association de défense de la haute vallée de l'Arve qui rassemble une majorité de résidents secondaires, s'étonne, pour sa part, qu' « *un gouvernement socialiste et un ministre radical de gauche abandonnent un site classé aux intérêts financiers d'une société privée* » et qu'une « *sordide affaire d'intérêts* » puisse compromettre irrémédiablement un des lieux privilégiés de la vallée de Chamonix. Dans un *communiqué*, le vice-président de l'association, M. Léonce Foures, affirme que la décision prise le 28 avril dernier « *aura pour effet d'accentuer encore les moyens de pression de la société exploitant les remontées mécaniques sur la commune, autorisera le saccage d'un site classé et provoquera un manque total de confiance dans un gouvernement dont un ministre, se désavouant plusieurs fois lui-même, n'hésite pas à accroître les pouvoirs d'un groupe financier alors qu'il se présentait une excellente occasion, bien moins onéreuse que les nationalisations, de faire passer sous contrôle communal une grande partie des installations locales de ce groupe* ».

Le maire de Chamonix, M. Christian Couttet (sans étiquette, favorable à l'opposition), précise de son côté que des « *compensations sérieuses* » ont été promises par sa commune pour permettre « *l'extension indispensable pour la vallée de Chamonix du domaine skiable des Grands-Montets* ». Le plan d'occupation des sols, qui sera révisé avant la fin de cette année, deviendra beaucoup plus « *restrictif* ». « *Une programmation jusqu'à l'an 2000 sera ainsi réalisée* », déclare M. Couttet.

Le maire rappelle que, aux Grands-Montets, trois télésièges au lieu de cinq seront construits, que les travaux de pistes seront effectués sous la surveillance des spécialistes du ministère de l'agriculture et que, enfin, les bâtiments qualifiés de « *hideux* » et de « *gourbis* » par M. Crépeau, lors de sa visite à Chamonix en septembre 1981, seront réaménagés.

M. Couttet regrette le classement d'une partie du plateau de Carlaveyron et la transformation du reste de ce site en réserve naturelle. Mais il n'exclut pas que la liaison à ski jusqu'aux Houches puisse se faire un jour « *grâce à quelques bricolages et à l'installation de quelques appareils* ». Selon le maire, Chamonix disposerait alors, aux Grands-Montets, d'équipements lourds favorisant un ski sportif et, de l'autre côté de la vallée, le long du plateau de Carlaveyron, d'équipements plus légers pour pratiquer un « *ski contemplatif* » et « *plus écologique* ».

CLAUDE FRANCILLON.

CARNET

Naissances

— Chantal et Pascal MACCIONI sont heureux de faire part de la naissance de

Tristan, Marie, Thibaud,

le 28 mai 1982, à Bonn.
Rüdigerstrasse 7,
5300 Bonn 2.

Décès

— Mme Paul Beuve-Méry, née France Cheyrouze,
Catherine et Olivier Beuve-Méry,
Agnès Beuve-Méry,
M. et Mme Hubert Beuve-Méry,
M. et Mme Cheyrouze,
Les familles Beuve-Méry et Cheyrouze,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul BEUVE-MÉRY,
professeur à la faculté de médecine,
chef du service de néphrologie du C.H.U. de Caen,

survenu le 7 juin 1982, à Saint-Pair, dans sa quarante-neuvième année.
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu à 15 heures, le jeudi 10 juin, à Troarn (14670).

[La direction, la rédaction et le personnel du « Monde » présentent à Mme Paul Beuve-Méry, à M. et Mme Hubert Beuve-Méry et à leur famille leurs plus vives condoléances.]

— M. et Mme Jean Biacabe,
M. et Mme Pierre Biacabe,
ses enfants,
Catherine, Laurent, Sophie, Jean-Luc, Marie-Laure, Anne et Bernard Biacabe, ses petits-enfants,
Les familles Boyer, Founaou et Dutour,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Renée BIACABE,

endormie dans la paix du Seigneur, le 6 juin 1982.
Les obsèques seront célébrées en l'église d'Orx (Landes), le mercredi 9 juin 1982, à 15 h. 30.
Préfecture de l'Ariège,
09007 Foix.
033, rue Marcel-Ballot,
45160 Olivet.
« Le Plaine », Orx,
40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse.

— Clotilde Boccara,
Claire Boccara,
Le docteur et Mme Thomas Gelber,
Hélène-Henriette Hayat,
M. et Mme Georges Boccara,
M[e] Angelo Boccara,
Le professeur et Mme Robert Slama et leurs enfants,
Le docteur et Mme Mendel Schechter et leurs enfants,
Eliane Bluteau,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Veuve Salomon BOCCARA,
née Henriette Boccara,

survenu le 3 juin 1982, en son domicile.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Ses fils, Pascal et Nicolas,
Ses amis, ses frères et sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

Marc BOUSSAC,
peintre et sculpteur,

survenu le 5 juin 1982.
124, rue d'Assas, 75006 Paris.
La levée du corps aura lieu 35, rue d'Ulm, 75005 Paris, le mercredi 9 juin, à 8 heures.

[Né en 1918 à Saussay-la-Vache (Eure), Marc Boussac a été un artiste inventif, expérimentant les couleurs du blanc à travers divers matériaux : sable, plâtre, papiers. Il leur donnait, dans ses reliefs graves, des formes érodées. Les recherches abstraites ont alterné, chez lui, avec les formes figuratives, les nus surtout. Marc Boussac exposait régulièrement ses œuvres à la galerie Coard, rue Jacques-Callot.]

— Mme Reine-Marguerite Dupont,
M. et Mme Jacques Urvoy et leurs enfants,
M. et Mme Jean Dupont et leurs enfants,
M. et Mme Charles Dupont,
Ainsi que ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André DUPONT,
professeur honoraire,
ancien député de l'Eure,

survenu le 30 mai 1982, dans sa quatre-vingt-neuvième année.
Les obsèques civiles ont eu lieu le mardi 1[er] juin 1982.
L'inhumation s'est faite dans le caveau de famille du cimetière de Ventabren, dans la plus stricte intimité.
« Le Mirabeau » (bât. G),
3, place de Narvik,
13100 Aix-en-Provence.

[Né le 24 mai 1894, à Bernay (Eure), André Dupont, ancien enseignant d'écoles normales, était entré au conseil municipal d'Evreux en 1934 et il y était demeuré jusqu'en 1945. Elu député en 1936, il s'était fait excuser lors du vote du 10 juillet 1940 accordant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Exclu de la S.F.I.O. après la guerre, André Dupont s'était inscrit, en 1946, au parti socialiste démocratique. Il s'était retiré à Beaumesnil (Eure), commune dont il a été maire de 1953 à 1959.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

Gerhardt GREBING,
professeur de droit pénal
à la faculté de Giessen
(Allemagne fédérale),

survenu le 3 juin 1982, dans sa quarantième année.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le mercredi 9 juin.
De la part de :
Son épouse Simone, née Borgeaud,
Ses enfants, Yves, Valérie et Olivier,
Toute la famille,
Et de ses amis et collègues.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Michel Horgnies,
son épouse,
Patrick et Laure-Hélène Perrin,
Jacques, Caroline et Luc,
ses enfants,
M. et Mme Raoul de La Morinerie,
ses beaux-parents,
Tous ses beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces,
ont *la douleur de faire part du* rappel à Dieu de

M. Michel HORGNIES,
chevalier de la Légion d'honneur,
ingénieur général des Mines,

survenu à Paris, le 7 juin 1982, dans sa cinquante et unième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot (Paris-16[e]).
Cet avis tient lieu de faire-part.
37, rue de Longchamp,
75116 Paris.

[Michel Horgnies, né à Colombes (Seine) le 14 décembre 1931, fut reçu à l'Ecole polytechnique (promotion 1950) et en sortit dans le corps des Mines.
Il fut ingénieur à l'arrondissement minéralogique de Metz et directeur des cours à l'Ecole pratique des mines de Thionville, chef de l'arrondissement minéralogique de Clermont-Ferrand, puis de Lyon. Ingénieur général des Mines, il était président de la commission des carrières et du comité de gestion de la Taxe parafiscale sur les granulats. Il était également membre du conseil d'administration des Houillères de bassin du Centre et du Midi et de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon.]

— On nous prie de faire part du décès, survenu à Paris-13[e], le 2 juin 1982, dans sa soixante et unième année, de

M. Pierre LAYUS,

Une messe sera célébrée à sa mémoire, en l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours (55, boulevard de Ménilmontant, Paris-11[e] - métro : Père-Lachaise), le jeudi 10 juin 1982, à 11 heures.
N'envoyez pas de fleurs.
Vos prières seront le témoignage de votre affection.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Ses amis
ont le regret d'annoncer le décès de

Julien MENU,
artiste-peintre,

survenu à Paris, le 5 juin 1982.

— M[e] Jean Nocaudie,
Jean-Benoît et Véronique Nocaudie et Antoine Nocaudie,
François et Chantal Nocaudie,
Emmanuel et Axel,
Sophie et Axel Cauchois,
Jérémi, Florent et Guillaume,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean NOCAUDIE,

à Fondettes, le 2 juin 1982, dans sa soixante et onzième année.
La *cérémonie* religieuse a eu lieu le 4 juin, en la cathédrale de Tours.
La Croix-Chauffour,
37230 Fondettes.

— M. Jean Perrier,
M. Pierre Perrier,
M. Christian Normier et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean PERRIER,
née Denise Normier,

survenu le 6 juin 1982, dans sa soixantième année.
Les obsèques ont eu lieu au Tholonet, dans la plus stricte intimité.
« Les Artauds », Le Tholonet,
13100 Aix-en-Provence.
5, rue de Rio,
92380 Garches.

— François et Brigitte Ribadeau-Dumas et Mathilde,
Henri et Claude Latil,
Sophie, Frédéric, Stéphanie et Guillaume,
Christian et France Ribadeau-Dumas,
Aymeric, Florian, Ophélie et Baudouin,
Renaud et Isabelle Raphaël,
Zoé et Bastien,
Les *familles* Charles Ribadeau-Dumas, Roger Michau, Maurice Ribadeau-Dumas, Jacques Ribadeau-Dumas, Michel Ribadeau-Dumas, et Odile Lemoine,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Roger RIBADEAU-DUMAS,
ancien député,
ancien conseiller général,
ancien maire de Valence,

survenu le 28 mai 1982, à Agadir (Maroc).
Le service religieux sera célébré en l'église Saint-François-de-Sales (17, rue Ampère, Paris-17[e]), le jeudi 10 juin, à 10 h. 30 précises.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, rue Moreau-Vauthier,
92100 Boulogne.
12, allée des Grandes-Fermes,
92420 Vaucresson.
13, villa des Fleurs,
92100 Boulogne.
7, rue de Douai,
75009 Paris.
[*Le Monde du 5 juin.*]

— Mme Yvonne Simha,
son épouse,
Mme Régine Grimaux,
M. Hubert Benac,
M. Dorian Simha,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Sam et Joseph Simha,
ses frères,
Les familles Simha, Sakal, Benac, Hazan, Levi, Saragoussi,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Michel SIMHA,

survenu le 6 juin 1982.
Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le 10 juin, à 11 heures.
16, rue de Sèvres,
92100 Boulogne.

— Chinon, Biarritz.
M. Edouard Soulas,
officier de la Légion d'honneur,
M. et Mme Alcaras et leurs enfants,
M. et Mme Andersen et leurs enfants,
M. et Mme Denizot,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du *décès* de

Mme Hélène SOULAS,
née Duhart,

dans sa soixante-huitième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 9 juin, à 16 h. 30, en l'église d'Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Robert VAISMAN,

âgé de soixante-trois ans, survenu le samedi 5 juin 1982, à Cannes.
Les funérailles seront célébrées au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le vendredi 11 juin, à 17 heures (porte principale).

Remerciements

— Mme Ernest Lambart,
M. et Mme Michel Lambart-Andiffred,
M. Olivier Lambart,
remercient tous ceux qui ont marqué par leur message d'amitié le départ de cette Terre, de

Ernest LAMBART,

le 2 juin 1982, dans sa quatre-vingt-unième année.

Anniversaires

— Il y a un an ce 9 juin décédait

Mme Marguerite GORDON,
née Delvaux.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et appréciée.

— *Marie-Françoise*
GATHELIER-BOURLAND,
nous quittait il y aura cinq ans le 9 juin prochain.
Pour elle et pour
Muriel
nous nous réunirons à Notre-Dame de Vincennes, à 11 h. 30, ce 9 juin.

Messes anniversaires

— Mme Jean Pernot, née Geneviève Marie des Isles,
Sa fille, sa petite-fille,
prient d'assister ou de s'unir d'intention à la messe, qui sera célébrée le jeudi 10 juin, à 18 h. 30, en l'église espagnole (51 bis, rue de la Pompe, Paris-16[e]), pour le *premier* anniversaire de la mort de

M. Jean PERNOT,

Communications diverses

— Un hommage posthume est rendu au Salon « Comparaisons », à

DENISE APPEL,
artiste peintre,
chevalier de la Légion d'honneur,

du 5 au 27 juin, Grand Palais des Champs-Elysées.

— Mgr René Rakotondrabe, évêque de la Mission de Tulear à Madagascar, fait appel à la générosité pour aider la Mission.
Ecrire au Père Romain Ponsard, *Les Essarts*, BP 2, 78530 Grand-Couronne.

— La Société nationale des antiquaires de France tiendra sa séance publique annuelle, mercredi 9 juin, à 16 heures, au musée du Louvre (Pavillon de Flore) : Communication de M. Gilbert Picard, président de la société (La piété de César), film de Jean Mallon (Ductus ou *l'origine de l'alphabet moderne*), communication de M. Jean Favier, directeur des Archives de France (Les vins que Villon buvait et ceux qu'il aurait souhaité boire).

— L'association des Anciens Elèves et le proviseur du lycée Condorcet organisent, à l'occasion du centième anniversaire de l'inscription de Marcel Proust au lycée Condorcet, une exposition qui sera inaugurée le mercredi 9 juin, à 15 heures, dans la cour du cloître du lycée.
A 20 h 30, au cours d'un concert donné dans la cour du cloître, sera exécutée la sonate de Franck, « Sonate de Vinteuil » par Jean Mouillère, et *Myriam Birger.*

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-IV (Sorbonne), mercredi 9 juin, à 14 heures, amphithéâtre Quinet, Mme Chantal Millon : « Tyrannie, dictature, despotisme, problèmes de la monocratie dans l'antiquité ».

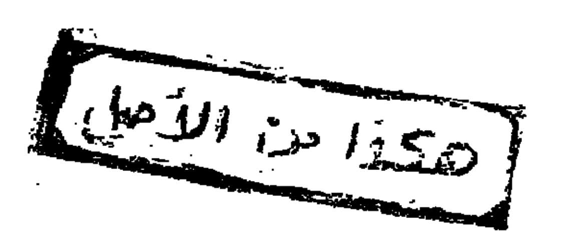
— Université Paris-X (Nanterre), mercredi 9 juin, à 14 heures, salle C 26, M. Antoine Lucciano : « L'univers mythique et spirituel de Valéry ».

— Université Paris-VII, mercredi 9 juin, à 14 h. 30, Institut Charles-V (salle A 59), M. Georges Rebuschi : « Structure de l'énoncé en Basque ».

— Université Paris-II, jeudi 10 juin, à 14 heures (cabinet 3), M. Denis Sarget : « Les problèmes *juridiques* de la vente en libre-service ».

— Université Paris-II, jeudi 10 juin, à 15 h. 30, salle des commissions, M. Patient Bebe Manga Bell : « Les stratégies optimales dans le *commerce international du café* (analyse et critiques) ».

— Université Paris-II, jeudi 10 juin, à 14 h. 30, salle des conseils, M. Constantin Sotirelis : « La politique extérieure de la Grèce post-dictatoriale (1974-1981) ; possibilités et perspectives pour une politique indépendante non alignée ».



une semaine avec LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le Monde

Mes étangs

par JEAN TAILLEMAGRE

ICI, la nature est faite de contrastes, de la longue et fertile plaine de vignes bordant de ses pampres l'arc harmonieux de la mer aux vertes Cévennes et aux plateaux des Causses, des étangs et marais proches du littoral jusqu'aux maigres terres flagellées par le vent des garrigues pierreuses envahies par la végétation buissonnière de chênes kermès ou seulement couvertes d'un foisonnement de romarins, de lavandes, de thyms odorants parfois dominé par une touffe d'yeuses, de pins d'Alep. A cette époque de l'année les citadins viennent y cueillir des tiges fleuries qu'ils glisseront entre les piles de linge, dans un pot-au-feu ronronnant sur la plaque d'une cuisinière, et les passants d'un jour troublent à peine les abeilles se rassasiant de sucs mellifères.

De part et d'autre de cette région faite de plats pays, de vallées, de garrigues, s'érigent des collines ravinées, parsemées de sentes qui se rejoignent on ne sait pourquoi, se séparent pour s'arrêter soudain... Plus loin, comme voulant garder ce terroir lumineux, vibrant, l'été, d'une chaleur sèche, les monts des Cévennes, les plateaux des Causses, l'enclosent et le protègent. Là, le basalte, le schiste, affleurent, modelant un paysage sévère adouci par endroits par des châtaigneraies, de larges coulées de prairies, de champs pentus annonçant les semailles des hommes et l'élevage de troupeaux. Les torrents qui dévalent creusent des déchirures tourmentées, bondissent, grossissant sous la fonte des neiges, de violentes pluies, en des crues sauvages.

Si les Cévennes s'arrêtent à proximité des sources de l'Hérault, il est d'autres hauteurs à se profiler au-dessus d'un bas pays, tels les Causses balayés par le vent, traversés par un canyon vertigineux, peuplés de grottes, d'avens, de cavernes, d'abîmes, d'eaux souterraines, ou de rochers aux arêtes décharnées composant, amoncelés, de fantastiques ruines de quelques cités mortes. Mais les prés, les vignes, qui escaladent les premiers versants ensoleillés atténuent l'aspect désertique du plateau.

Il est aussi des sommets comme les monts bocagers, arrondis, de Lacaune, à l'avancée desquels s'élève la crête de l'Espinouse, l'arête du pic Saint-Loup, l'Aigoual enveloppé, l'hiver, de brumes semblant veiller sur un large horizon de plaines, et les chasseurs de champignons connaissent ce massif qui leur réserve des récoltes savoureuses sous la futaie de hêtres, de sapins surtout, couvrant peu à peu ses pentes d'une écharpe vert sombre. Les Corbières enfin, bordure des Pyrénées, tachées par endroits de genêts dorés, qui s'inclinent sur les vallées audoises et roussillonnaises, ces derniers paradis de bergers, de jardins maraîchers.

De tous les paysages languedociens, celui des étangs est le plus émouvant. Ils ont des noms chantants, Leucate, Sigean dans le Narbonnais, Thau au pays biterrois, le seul lié à la mer, où les parcs à huîtres dessinent une estampe japonaise, Pérols, de l'Or, près de Montpellier. Eaux mortes, tantôt mélancoliques et de teintes assourdies à l'heure crépusculaire, tantôt vibrantes en réfléchissant sur leur miroir de plomb fondu les éblouissements d'un ciel implacable. Une maisonnette de pêcheurs à demi-cachée par des roseaux, des barques immobiles, attachées à des piquets à moitié immergés, quelques tamarins, un vol de mouettes, une posée de macreuses, les situent aux yeux des promeneurs. La Camargue est le royaume des marais, des étangs. Cernés de roseaux et par une ligne hachée de sel d'une blancheur éclatante, ils sont solitude et silence, à peine troublés par l'envol pesant de flamands roses, les clapotis d'un canard sauvage pêchant le frai, la plongée éclaboussante d'une manade de chevaux à la crinière soyeuse, de noirs taureaux, avides de fraîcheur.

Que serait le Languedoc sans les arbres qui caractérisent pleinement ses paysages ? Les cyprès dominant de leur flambeau le « cimetière marin », les platanes que le mistral secoue sans les faire plier, dont l'ombre épaisse est reposante aux plus fortes chaleurs et qu'animent le long des routes coulant entre des vignes, des collines, des rocs doux, les stridulations monotones des cigales ; les oliviers aux troncs tourmentés chevelus d'argent pâle accrochés à un sol pierreux ; les pins où l'aurore et le couchant jouent en brillances et en ombres alternées, et parfois un vent ploie leurs cimes plates étalées comme des ailes, et des pignes, alors, pleuvent...

Le Languedocien, où qu'il se trouve, garde au fond de son cœur le souvenir de la terre familière. Même s'il la déserte, il s'en va en soupirant ; il ne pourra jamais oublier son village, le toit ocre de la maison natale, les roses de l'enclos, les plages rejoints avec des compagnons les jours de repos, les monts modelés dans une pureté irréelle et les étangs hantés par la sauvagine.

Deux villes nouvelles en bord de mer

ON les voit de loin, flottant dans la lumière très blanche de la Côte, imprécises à l'œil et pourtant bien réelles. Les pyramides de La Grande-Motte accrochent le regard, à peine passées Les Cabanes-de-Pérols, à 10 kilomètres environ de Montpellier.

A mesure que l'on s'approche, les polyèdres blancs prennent corps et des nuances deviennent perceptibles, qui ne remettent pas en cause l'homogénéité de l'ensemble. Construits entre l'étang de l'Or, lagon de Mauguio, où surprennent toujours et encore les becs affûtés des flamants roses indifférents, et la mer, la Méditerranée, qui s'ourle de sable fin, si calme par vent de nord et plus agitée d'autres fois, les immeubles, qu'on dit un temps futuristes, s'organisent parfaitement autour de larges avenues au-delà d'un rideau d'arbres qui surprennent au premier abord.

Quelle chance pour une ville que d'avoir été inventée de toutes pièces ! Sous l'égide de la mission interministérielle d'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon et des collectivités locales regroupées dans la société d'aménagement du département de l'Hérault (S.A.D.H.), l'architecte en chef Jean Balladur s'en est donné à cœur-joie.

Une fois les moustiques vaincus, les boues repoussées, les terres asséchées, l'esprit de Balladur s'est mis à souffler sur le vide qu'il fallait combler. Foin de classicisme, La Grande-Motte devait se parer de neuf, de jamais vu, au risque de passer de mode.

Du monstre scandaleux de la fin des années 60, le Grand-Pavois, aux dernières constructions de la Motte-du-Couchant, plus rondes, plus basses, un quartier féminin, explique Jean Balladur, qui s'oppose et complète la fière virilité d'immeubles aux formes plus tendues du centre de la ville, la promenade est ici agréable et parfois passionnante.

Il faut dire que les espaces verts sont autant de couloirs d'ombre et de senteurs qui agrémentent la dentelle de béton : 650 000 mètres carrés ont ainsi été plantés, où se disputent pins et platanes, et des arbres plus nobles, tels les pins pignons, les pins d'Alep et les cyprès. En ce printemps languedocien, la ville s'habille de massifs colorés, soigneusement entretenus à l'abri des immeubles, et qui ajoutent un peu de couleurs à la blancheur, la grisaille par temps de pluie, de la cité grand-mottoise.

Les boutiques s'ordonnent autour du quai d'honneur à l'abri de la circulation automobile. C'est là que se retrouvent, après la baignade et les sports de mer, les noctambules fiévreux soucieux d'oublier leurs coups de soleil. Juste à côté, le port, 21 hectares pour mille deux cent vingt anneaux, soit autant de voiliers, qui, hors saison, patientent tranquillement en attendant le retour du skipper. Puis, la plage, qui s'en va vers Le Grau-du-Roi, impraticable l'été quand viennent s'entasser les touristes en villégiature au-delà de la plage de l'Épi et du Point-Zéro, l'ex-centre de la ville.

Car La Grande-Motte est bien une ville, nouvelle de surcroît. Autant a-t-on pris ailleurs l'habitude de parler de station, autant a-t-on ici l'impression d'une cité, une vraie cité. Alors qu'elle s'enrichissait d'un palais des congrès, La Grande-Motte inaugurait l'an passé une nouvelle mairie bien à elle. C'est en 1974 qu'elle devint une commune autonome, détachée de Mauguio, la mère fondatrice. Ainsi naquirent les Grands-Mottois et leur conseil municipal.

Le dernier recensement indique une population fixe de 5 000 personnes environ. Ces habitants sont, pour la plupart, les commerçants et tous ceux qui vivent de l'aménagement de la ville. Ainsi que des Montpelliérains qui sont venus s'installer ici et qui travaillent dans la métropole régionale. La ville compte aussi un quart de retraités et d'enfants.

Mais si l'on sait que La Grande-Motte a une capacité d'accueil de 68 000 personnes en permanence, il reste que la vie semble bien lente d'octobre au mois d'avril. Certes, certains commerces sont ouverts à l'année — près de 25 sur 250, — et le moindre des symboles n'est pas l'ouverture quotidienne des garages Renault, Peugeot et Citroën. Mais il est certain que les façades fermées des marchands de glaces et de la plupart des restaurants donnent en hiver une mine bien tristounette aux avenues alors désertes.

Il en va autrement quand revient le temps des vacances. La première vague est celle de l'Ascension, où déferlent les automobiles immatriculées dans l'Hérault, le Gard, les grands voisins, mais aussi celles des habitants de la vallée du Rhône, des Savoies et de l'Allemagne, à moins d'une journée d'autoroute.

Au cœur de l'été, le taux de remplissage s'en va flirter avec les 100 %. Clientèle familiale à plus de 70 %, aux revenus moyens de 8500 F par mois, les vacanciers restent ici vingt-sept jours quand ils sont propriétaires et plus de deux semaines quand ils sont locataires. Les deux tiers sont Français, près d'un quart Allemands, puis viennent les Anglais, les Hollandais, les Belges et les Suisses. Au total, 250 000 vacanciers chaque année qui dépensent en moyenne 2 300 francs par semaine et par famille.

Ces chiffres ne devraient plus varier sensiblement d'ici à la fin de la réalisation de La Grande-Motte. Celle-ci interviendra vers 1987, quand seront achevés le quartier du Couchant et le parcours de golf public de dix-huit trous venu renforcer une animation déjà bien assurée.

C'est à peu près dans le même temps que devrait s'achever l'aménagement de la grande rivale occidentale de La Grande-Motte, la station du Cap-d'Agde.

OLIVIER SCHMITT.

(*Lire la suite en page 24.*)

L'aquaculture avec des promesses mais sans illusion

JOUJOU ? Bricolage ? Ou bien est-ce déjà une industrie ? Est-on sorti du domaine de l'expérimentation ?

Bref, à quel stade en est l'aquaculture, ou plutôt — pour se conformer à la nouvelle terminologie — les cultures marines en Languedoc-Roussillon ?

A s'en tenir aux quantités produites, au nombre d'entreprises concernées, aux emplois qui en découlent, aucun triomphalisme n'est de mise et il faut raison garder. L'Eldorado n'est pas encore au fond des étangs, au large d'Agde et de Leucate, ou aux trouées des graus...

Dix entreprises, toutes artisanales, se partagent le marché, ce qui correspond à une production de poissons commercialisables (turbots, anguilles, daurades, sars et surtout loups) de l'ordre de 50 tonnes. Les emplois ? Une cinquantaine de personnes dont la plupart exercent déjà une activité traditionnelle. Les investissements engagés ? Environ 20 millions pour les années 1979-1981. Quant aux moyens affectés à la recherche — développement, sur la même période, la région a dû se contenter de quelque 10 millions pour soixante-quinze chercheurs et experts travaillant sur quelque quarante-cinq opérations-pilotes.

On a beau se dire que l'argent n'est pas tout... Le magot ne permet pas de lancer des opérations très ambitieuses. Mais l'aquaculture, ici comme partout en France, sort à peine des balbutiements. Les pêcheurs qui ont décidé de se lancer dans cette agriculture de la mer ont fait des voyages d'études au Japon et en Italie et en sont revenus pleins d'idées et de détermination. « *Nous avons, d'ailleurs, nous-mêmes mis au point des procédés d'éclosion des œufs et des alevins de loups, et permettez-moi de ne pas vous livrer la recette. Depuis qu'on semble réussir, c'est curieux, tout un tas de gens semblent s'intéresser à nous !* », dit non sans malice M. Conte qui, à Salses, dirige avec son fils l'entreprise Méditerranée-Pisciculture (1). Utilisant les eaux tièdes d'une source résurgente qui va se jeter dans l'étang, M. Conte « produit » des loups élevés dans des bassins naturels creusés dans le sol. L'alimentation des poissons, automatique, est à base de granulés riches en protéines. Grâce aux travaux de deux experts de la station biologique de Sète, il semble que la production de petits alevins de loups soit maintenant maîtrisée, aux différents stades du processus. « *Grâce à notre propre écloserie* [qui n'est rien d'autre qu'une maternité à poisson où sont « choyés » les géniteurs] *nous avons pu produire en 1981 nos alevins, nous garantir une certaine autonomie d'approvisionnement et, en 1982, nous espérons arriver à 20 tonnes de loups commercialisés* », confie M. Conte. Les mareyeurs de Port-Vendres ou de Port-la-Nouvelle travaillent en cheville avec M. Conte et livrent l'essentiel du poisson en Italie, un marché très demandeur. « *Au prix où est vendu le loup, son élevage est rentable, et l'on essaye aussi le turbot qui, en deux ans, atteint une taille commercialisable* », ajoute M. Conte (2). « *Je ne vous en dirai pas autant de l'anguille ou de la truite, c'est beaucoup moins intéressant du point de vue financier* ».

A Balaruc-les-Bains, sur le bassin de Thau, les animateurs du GAEC (3), « Les poissons du soleil » — qui ont eux aussi construit un écloserie — utilisent les eaux chaudes de la source thermale pour chauffer les installations car il est indispensable de maintenir une température convenable, surtout l'hiver, dans les grandes cuves où croissent alevins et petits poissons. Au bout de quelques mois, ils seront transférés dans l'étang lui-même, et enfermés dans de vastes cages où ils termineront leurs jours jusqu'à ce qu'ils rejoignent le camion isotherme du mareyeur. « *Dans quelques semaines nous inaugurerons ces bassins de grossissement* » dit M. Balma, l'animateur du GAEC, en montrant une batterie de plusieurs dizaines de cuves en ciment, rectangulaires et allongées, en bordure de l'étang, qui seront, paraît-il, parmi les plus modernes d'Europe. Et il est vrai que devant cette poussée de « l'industrie aquacole », prise en charge par des hommes intrépides, les pêcheurs traditionnels d'anguille au filet droit, terminé par une poche, illustrent bien davantage encore que l'artisanat, un authentique âge de la cueillette... (4).

L'exemple bulgare

Cueillette encore, selon les modèles qui furent ceux du père et du grand-père : la conchyliculture en étang — celui de Thau essentiellement — c'est-à-dire l'élevage des huîtres et des moules. Mais on cherche dans ce domaine aussi à passer de la tradition à la nouveauté, ne serait-ce que pour des raisons physiques puisque les zones exploitables de l'étang de Thau sont occupées à 90 %. Il faut donc ouvrir des parcs en pleine mer.

Les observations de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) conduisent à penser qu'il est possible de faire en mer des récoltes valables de naissain d'huîtres plates et d'élever, de façon rentable, des moules sur des plaques métalliques posées sur le fond de la mer. Un autre procédé — imité des méthodes japonaises et utilisé déjà en Bulgarie — consisterait à élever les moules sur des longues cordes en suspension entre deux eaux. On estime que c'est près de 100.000 tonnes de moules qui pourraient être produites selon ces techniques de conchyliculture en mer, au large de Sète et du Cap-d'Agde notamment.

Mais les pêcheurs et les conchyliculteurs franchiront-ils le pas ? Sont-ils prêts à tenter l'aventure ? Si la coopérative Bramofan a rencontré des difficultés pour exploiter une concession au large de Gruissan, on enregistre en revanche des opérations plus probantes menées notamment par la coopérative Comerlang (17 adhérents) au large du Cap-d'Agde et par l'Association des essais en mer de Marseillan (25 adhérents) sur 10 hectares concédés au large de l'étang de Thau. Les pêcheurs de Leucate, eux — jouant habilement des dommages qu'aurait subis l'étang du fait des aménagements touristiques, — sont parvenus à obtenir que l'État construise, sur le grau de Leucate, une pêcherie naturelle imitée des nombreuses installations analogues sur la côte adriatique italienne. Le principe en est enfantin : les installations permettent le passage des poissons au printemps et en été lorsqu'ils vont de la mer vers l'étang, mais à partir de septembre lorsqu'ils veulent regagner la mer, ils sont piégés dans une sorte de seringue à la sortie. A partir de septembre 1982, quand les installations seront terminées « *nous pratiquerons une pêche sélective* », assure M. Rouffia, président de la coopérative Covasal.

C'est pour répartir au mieux l'espace maritime littoral et lagunaire — tiraillé entre les projets touristiques, industriels, urbains, portuaires, aquacoles (sans parler du projet, en pointillé, de centrale nucléaire) — qu'a été lancé un schéma d'aptitude des sites pour l'aquaculture. De multiples réunions de travail ont été organisées entre les élus, les fonctionnaires et les professionnels d'où il ressort que sur 29 étangs, 7 possèdent des atouts spécifiques pour l'aquaculture. Mais la bande côtière des trois milles (où beaucoup de chalutiers viennent opérer en fraude) devrait être mise plus systématiquement en valeur ; et on étudie à ce propos l'installation de récifs artificiels ayant l'avantage (outre d'empêcher le chalutage clandestin) d'attirer et de fixer des poissons et des crustacés. « *Ce schéma et ce zonage*, note un rapport de M. Berroche, délégué régional aux affaires maritimes *doit servir de point de départ et d'appui à des projets qui ne sont plus, maintenant, du domaine de l'utopie* ».

Les crédits augmentent

Le relais, dans le cadre d'une politique de décentralisation qui a pris ici de l'avance, a été saisi avec détermination par le Cepralmar (Centre d'études et de promotion des activités lagunaires et maritimes en Languedoc-Roussillon), une toute jeune émanation du Conseil régional, présidé par M. Jean Lacombe, député PS de l'Hérault. « *Il faut que cet organisme agisse comme une association économique qui laisse les professionnels prendre leurs responsabilités. Il faut que le milieu très indépendant des conchyliculteurs et des pêcheurs prenne l'habitude de s'organiser, de se grouper* », plaide M. Lacombe qui ajoute qu'une convention a été passée entre le Cepralmar et l'antenne du CNEXO à Palavas « *pour que ses objectifs coïncident avec les nôtres* ».

En quatre ans, l'aquaculture (production et recherche) aura représenté 28,6 millions de francs d'investissements en Languedoc, dont 8,59 subventionnés par l'État et 8,98 par la région et les départements ou communes.

Cette année, ce sont dix millions de francs (cinq de l'État dans le cadre du plan Sud-Ouest, cinq de la région) qui sont inscrits. Le rythme financier s'accélère, donc la recherche et ses résultats sont de plus en plus encourageants, des entreprises se créent, la production monte. L'aquaculture n'est certes pas une panacée ou un Eldorado mais ce n'est déjà plus un joujou.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Créée en 1972, Méditerranée Pisciculture est présidée par M. Georges Masurel, président par ailleurs de Europe Aéro Service, une compagnie aérienne dont le siège est à Perpignan.

(2) Pour le loup, en revanche, il faut compter trois ans pour atteindre un poids de 500 g.

(3) Groupement agricole d'exploitation en commun.

(4) Les pêcheurs des étangs du Languedoc, qu'on appelle les « petits métiers », sont aussi déraisonnables que leurs collègues (marins) bretons ou normands : ils capturent des anguilles de 20 ou 30 cm qui sont exportées en Italie, où elles grossissent pour être ensuite vendues, à un bon prix parce que plus grosses, aux consommateurs de R.F.A. et du Benelux.

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

Décembre 82 : l'Etat lâche dans la vie les stations du littoral

IL n'est que de se promener à la pointe de l'Espiguette, entre mer et étang du Roi, ou bien encore du côté de la cathédrale de Maguelonne, pour comprendre d'un coup qu'il y a deux Languedoc, au moins. Celui d'avant la mission, et celui d'après la mission.

Le littoral languedocien d'hier, c'est celui d'une côte quasi désertique, sans histoire si ce n'est celle d'écologistes avant la lettre, venus par là profiter du soleil en toute liberté ; un littoral hanté par les moustiques, reclus au-delà des étangs et des bassins, abandonné par une population rassemblée en trois fiefs, distants de la mer de plusieurs kilomètres : Nîmes la romaine, Montpellier la savante et Béziers, qui compte parmi les plus anciennes cités de France et vit passer, peuplée de Gaulois Volsques, les troupes d'Hannibal et ses éléphants.

Une côte bien plate qui balance entre les dunes de sable fin et un ourlet de galets qui découragent le pied ; elle ne s'élèvera pas au-dessus de 214 mètres, et encore sera-ce là encore l'exception du Coffre de Pech-Redon, une butte pierreuse qui domine l'étang de Gruissan et l'embouchure de l'Aude.

Et puis il y a le Languedoc d'aujourd'hui : les pyramides désormais célèbres de La Grande-Motte, le village *outrageusement typique du* Cap-d'Agde, la rivale occidentale, les deux stations-phares de la région, joyaux de la *mission interministérielle* pour l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon et fruits de l'effort conjoint des collectivités locales, de l'État et des investisseurs privés.

Deux noms bien connus. Mais sait-on par ailleurs que Port-Camargue, à l'extrême est de cette côte, est devenu le plus grand port de plaisance du bassin méditerranéen, avec plus de 4 000 postes à quai, harmonieusement répartis dans des petits ports ramifiés, ravissant *la première place française* à l'imposant port des Minimes de La Rochelle ?

Là *n'est pas la moindre des surprises* que laisse découvrir l'histoire de l'aménagement du littoral héraultais. Dès *1962*, le ministre de la construction, Robert Maziol, pressé par le gouvernement d'alors d'inventer quelque chose pour juguler l'hémorragie touristique vers la Costa-Brava et éviter l'engorgement de la Côte d'Azur, lance sur le terrain une *équipe d'architectes qui, sous la direction* de Georges Candilis, s'en vient découvrir les rivages du Languedoc et *imaginer* leur *nouveau visage*. Jean Balladur emportera par exemple la plage de Mauguio, qui deviendra *La Grande-Motte*, et Jean Le Couteur celle qui deviendra le Cap-d'Agde.

Très rapidement, en *six mois*, un plan d'aménagement est arrêté qui évitera toute spéculation foncière. L'État achète tous les terrains nécessaires à la construction ou à la protection de cinq sites, cinq unités touristiques nouvelles, au sud des réservoirs de population des cités les plus importantes de l'arrière-pays.

Port-Camargue - La Grande-Motte-Carnon, au-devant de Mont*pellier et Nîmes, Cap-d'Agde, non* loin de Béziers, Valras-Gruissan, à côté de Narbonne-Plage, Port-*Leucate, Port- Barcarès* et Canet-Argelès, autant de bastides maritimes autour de Perpignan.

Au début des années *60*, on n'accueille sur le littoral que 300 000 touristes, dont la plus grande partie au mois d'août. La Costa-Brava et la Côte d'Azur comptabilisent déjà des millions de vacanciers. Tout sera fait pour, si ce n'est renverser la vapeur, au moins remédier à cet état de fait et fixer les devises des étrangers en transit.

Pour mener à bien ce projet, la *mission interministérielle* est créée en 1963 qui va permettre la coordination de toutes les administrations *concernées* et *assurer une unité de* conception et d'action placée sous la responsabilité de l'État. Vingt personnes, dont six *fonctionnaires, qui* élaboreront les projets, les soumettront au gouvernement et conduiront leur exécution avec les services techniques de l'État, les architectes et les collectivités locales.

Le plan d'aménagement est simple : alterner les zones d'urbanisation et de nature, garantir des vacances de qualité — on fixera pour cela un quota de 800 personnes par *hectare de plage — assurer le développement* et la sécurité de la plaisance — on créera 9 000 postes à *quai, répartis dans douze ports* à moins d'une journée de navigation l'un de l'autre : la diversité de l'ensemble est garantie par le choix d'architectes aux sensibilités fort différentes. Enfin, on réservera une place au tourisme social : 25 % des *terrains lui reviendront* dans les stations nouvelles.

La réalisation de ce plan est facilitée dès l'abord par le soutien des collectivités locales, et, par exemple, Pierre Brousse ne sera pas pour rien dans le succès du Cap-d'Agde. L'absence de population dans les sites choisis n'obligera pas à ménager les susceptibilités locales, tout juste si l'on gênera la petite armée des écologistes qui avaient découvert par là les joies du naturisme sauvage.

Pourtant, les choses ne se feront pas toujours sans heurt. Des angoisses suscitées pour certains par le béton-décor des immeubles de La *Grande-Motte aux épisodes récents* de la guerre du Bourdigou où une poignée de pêcheurs magnifiques, *accrochés à leurs habitations d'un* autre âge luttent contre l'implantation d'un camping décidée par un *maire jaloux des succès des unités* touristiques nouvelles voisines, les accidents de parcours seront nombreux. *Mais quelle manne* que cet aménagement du Languedoc-Roussillon.

Que l'on en juge ! L'État a investi 1 milliard de francs, les collectivités locales et les sociétés d'économie mixte qu'elles contrôlent 1 milliard *également. Le secteur privé*, essentiellement *les promoteurs* immobiliers, a enfourné plus de 4 milliards. *A chacun son rôle* ; l'*État s'attaque* aux infrastructures : routes nationales, ports, reboisement (2 200 hectares), démoustication et adduction d'eau. Les collectivités locales et les départements, groupés au sein de sociétés d'économie mixtes, sont chargés de la viabilité des sols. Concessionnaires de l'État, elles réalisent sous contrat tous les travaux d'équipement : distribution de l'eau et de l'électricité, canalisations, assainissement, construction des établissements administratifs, etc.

Le secteur privé joue bien entendu un rôle éminent. Il entreprend toutes les constructions, immeubles collectifs, villas, villages de vacances, campings, installations sportives et *lieux de distraction*.

A l'heure des bilans, impossible de connaître les gains précis de ces derniers. Les capitaux sont trop dispersés. Par contre, l'État est complètement remboursé de sa mise : 6 milliards, au total, d'investissement en Languedoc-Roussillon, cela représente 1 milliard perçu au titre de la T.V.A. à 17,60 %. Bilan équilibré, donc, et l'on peut même penser que l'État réalise depuis quatre ans des bénéfices sur la construction des logements neufs.

Quant aux collectivités locales, les chiffres sont éloquents : 28 000 *emplois permanents* étaient recensés en 1980, la capacité d'hébergement est passée de 27 000 logements, *en 1963*, à *plus* de 100 000 aujourd'hui, auxquels il faut ajouter 19 000 lits d'hôtels, 4 000 places de *résidence locative, 180 000 places* de camping et 12 000 lits en villages de vacances. En tout, près de 72 mil*lions de nuitées* pour 4 *millions* de vacanciers en Languedoc-Roussillon l'année dernière, dont les trois *quarts pour le seul littoral, qui de*vient ainsi la deuxième région d'accueil touristique française ; 15 % des propriétaires sont étrangers et ceux-ci représentent 20 % de la clientèle de la région. Pas de doute, le piège à devises a fonctionné dans des proportions volontairement raisonnables, afin d'éviter tout phénomène de ghetto.

Le travail de la mission va s'achever en décembre 1982 sur un bilan positif. Le but de son responsable, M. Pierre Racine, est de laisser à la nouvelle structure qui, dans le cadre de la décentralisation, sera créée l'an prochain, une situation très claire. Quel sera le visage de cette structure appelée à succéder à la mission d'aménagement ? Il se pourrait que ce soit une association — un syndicat mixte ? — région-département qui fédérerait les efforts de développement, promotion et construction, avec la contribution renouvelée de l'État. On dit, à Montpellier, que le Gard, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et le conseil régional seraient favorables à cette solution. Restent l'Aude et la Lozère. Un débat est engagé, qui verra se dessiner les statuts de cette association et son fonctionnement. C'est donc à l'automne que l'on en saura plus long sur l'avenir touristique du Languedoc-Roussillon.

O. S.

Deux villes nouvelles en bord de mer

(Suite de la page 23.)

Car c'est bien d'une station qu'il *s'agit maintenant. Autant* l'impression d'une ville saisit celui qui se promène à La Grande-Motte, *autant le promeneur sera surpris* de découvrir, au pied de la butte volcanique du mont Saint-Loup *qui domine les mâchicoulis de* l'ancienne cathédrale Saint-Étienne d'Agde, une véritable station balnéaire.

Construit, lui aussi en site vierge, mais confié à l'architecte Jean Le Couteur, qui fit le pari de recréer un village typiquement lan*guedocien*, le Cap-d'Agde *ne ressemble* en rien à La Grande-Motte distante de 60 kilomètres environ. C'est *même le contre-point* régionaliste, occitan affiché aux pyramides grand-mottoises. On pénètre *ici dans les camaïeux beiges*, ocres, rosés, qui font l'apanage des logis du Midi. Pourtant, le béton n'est pas loin mais *il s'est habillé* d'un paréo beaucoup plus « classique ».

De piazzas ornées de fontaines en dédale de ruelles étroites et animées, le touriste qui aura par obligation abandonné son véhicule dans un parking périphérique découvrira les joies d'un « pays » méditerranéen soigneusement reconstitué. Oh! Nous ne sommes pas à Pézenas ni à Béziers, peut-être un peu à Saint-Tropez, dans tous les cas au cœur d'un pastiche qui ne manque pas de séductions.

A tous les coins de rues, on s'attend à voir déboucher une Carmen poursuivie par un *Don José* d'opérette. La ville s'organise autour de son port, un grand bassin central creusé *en 1969*. Quais, promenades dallées de basalte, terrasses de cafés qui s'égaieront avec l'été, on croirait retrouver Bandol, à la nuance près des bâtisses du dix-huitième siècle.

La bande est étroite qui s'étale entre la mer et l'avenue des Sergents. Les immeubles à la taille modeste se succèdent rapidement. Ils ne sont pas bien grands les *appartements que l'on s'arrache*, ici comme à La Grande-Motte, à plus de 10 000 francs le mètre carré.

« Agathe », une association qui regroupe les propriétaires, déplore d'ailleurs que « *la publicité des promoteurs aidant, le lit et ses 25 m² théoriques ont accueilli quatre personnes au lieu de deux* », entraînant ainsi une surpopulation et certains désagréments : une station d'épuration déficiente en haute saison, un réseau d'égouts engorgés, une circulation difficile et dangereuse, un nettoiement laborieux, etc.

Mais le public a bien marché et la station compte aujourd'hui plus de 55 000 lits auxquels s'ajoutent les campings, les bateaux, etc., pour arriver à une capacité totale de 80 000 places cette année.

Un bilan dont se félicite la Société d'équipement du Biterrois et de son littoral (Sebli) qui a organisé les travaux d'aménagement du Cap- d'Agde ; dix-sept-mille appartements, douze hôtels, trois villages de vacances, des résidences locatives qui se succèdent *non loin* des 5 kilomètres de plages à l'ouest et à l'orée des 20 kilomètres de sable à l'est, sur la route de Sète.

La grande spécificité du Cap-d'Agde restera malgré tout sa cité naturiste : Héliopolis, Port-Nature.

Nus sur la plage ou au bord des piscines, les naturistes se couvrent un peu, à peine, pour circuler dans « leur » cité : un éperon principal en trois morceaux, qui, s'il coupe le vent, n'en reste pas moins un monstrueux bloc de béton, forteresse même pas futuriste à vous dégoûter des rondeurs pain d'épice pour le reste des vacances. Heu*reusement* qu'il *reste des plages du* littoral où les naturistes n'ont pas de fiche à remplir et où ils peuvent planter une *tente tranquillement*, à l'écart des foules. Les Languedociens vous montreront bien vite le chemin de l'Espiguette, aux confins de la Camargue...

Les Cap-Agathois préféreront sans doute le sable de la plage Richelieu, délaissant la plage du Môle,surpeuplée dès les premiers rayons du soleil tout comme celle de la Conque. La découverte du Cap ne peut pas ne pas conduire au tennis-village, enclave quasi autonome dans la station. Le club Pierre Barthès est le centre nerveux d'un ensemble de soixante-cinq courts ouverts toute l'année, trois piscines, un gymnase, etc.

Le Cap-d'Agde n'a pas ménagé *ses efforts pour gagner. Il s'en est* allé livrer bataille en force dans tous les salons du tourisme étrangers, réunissant l'effort de tous les promoteurs dans une action commune. Le résultat est satisfaisant : la saison s'allonge chaque année pour commencer à Pâques et s'arrêter en octobre.

Au-delà des ports, de l'école de voile et des tennis, toute une animation *s'organise autour du palais* des congrès de six cent soixante dix places, d'une piscine à vagues au cœur d'un parc nautique, qui sera achevé en 1983, tout comme le centre de thalassothérapie. Un centre culturel ouvrira en 1984 et un golf public de dix-huit trous devrait être achevé en 1985, quand sera terminé aussi l'aménagement du quartier Richelieu.

Il reste quand même que le Cap-d'Agde souffre l'hiver d'inaction. Soixante des six cents com*merces restent ouverts au service* des 1 300 habitants comptabilisés lors du dernier recensement. Les *ruelles sont alors abandonnées aux* vents tournants.

Mais ici personne ne boudera son plaisir. Avec cinq millions de nuitées en 1981, soit plus qu'à La Grande- Motte, de touristes de même nature que chez sa rivale, les responsables de l'aménagement du Cap-d'Agde sont très satisfaits. Il leur reste à allonger toujours la saison - le climat le permet - et à enraciner la station dans le département en encourageant la découverte d'un arrière-pays riche en bonnes surprises.

Il n'est pas un responsable du département de l'Hérault, fort de ses trente millions de nuitées en 1980, d'un chiffre d'affaires du tourisme qui s'établit selon diverses sources à plus de 1,7 milliard de francs, d'un nombre d'emplois permanents ou saisonniers liés au tourisme de 23 500 personnes environ, qui se plaindra du travail de la mission interministérielle. Les efforts vont maintenant s'organiser dans la zone sublittorale et jusqu'au Massif Central *pour que* les deux grandes *stations* désormais bien lancées ne servent pas seulement à barrer la route de l'Espagne *mais contribuent* plus encore au développement du département tout entier.

Le cadre bâti de *ces stations* correspond, au total, aux besoins d'une clientèle très standardisée dans laquelle se reconnaissent parfois très mal les Languedociens nostalgiques de leurs plages désertes. Il est vrai que la comparaison entre le littoral envahi l'été et un arrière-pays qui se dépeuple et se débat avec le chômage renforce ce sentiment.

La courte durée de la saison incite trop souvent les commerçants à pratiquer des prix élevés et a donné une mauvaise réputation au littoral. Les résidences secondaires que l'on y a bâti créent finalement peu d'emplois dans la région. Tous ces facteurs font que les responsables de la mission d'aménagement ont observé que « *la réalisation des infrastructures et des programmes immobiliers ne suffit pas à créer dans la région une économie touristique comportant tout un réseau d'activités professionnelles permanentes aux emplois nombreux et diffusant des revenus supplémentaires dans les autres secteurs économiques* ».

On en conclut donc à la mission que l'effort de l'État devra être poursuivi encore de longues années « *pour que l'on approche du seuil où l'activité touristique deviendra une des branches maîtresses de l'économie régionale* » par une action énergique vers l'arrière-pays et la banalisation des stations existantes.

OLIVIER SCHMITT.

VOIX DU PAYS

Six mois de saison

TANT sur le plan architectural que sur le plan touristique traditionnel, la réussite du Cap-d'Agde, cette nouvelle station balnéaire implantée sur le territoire de la commune d'Agde, est incontestée. Dans une lettre en date du 30 avril dernier adressée à un parlementaire de l'Hérault, M. Crépeau, ministre de l'environnement, confirmait que la réalisation de cette nouvelle station, entreprise depuis dix ans, avait été effectuée dans les meilleures conditions.

Les deux buts de notre station littorale sont, aujourd'hui, le développement de la vie permanente toute l'année et le développement de rapports étroits avec ce qu'il est convenu d'appeler l'arrière-pays.

L'allongement de la saison a été possible grâce à l'organisation de manifestations importantes dès Pâques, manifestations qui ont incité les commerçants à ouvrir très tôt, les tours-opérateurs étrangers à envoyer leurs clients en vacances parce que les commerces et l'animation étaient présents. Dès le mois d'avril, les vacanciers britanniques arrivent sur notre station à raison de deux ou trois cars par jour. Ils sont suivis très rapidement par les Hollandais et les Allemands. Je tiens d'ailleurs à rappeler, pour mémoire, que la station du Cap-d'Agde représente à elle seule 90 % des recettes en devises du département de l'Hérault.

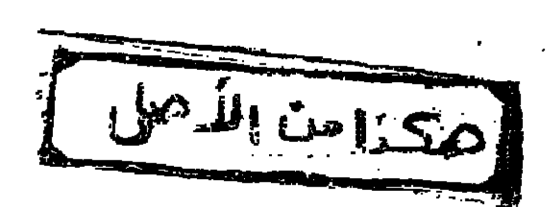
Parallèlement à cela, j'ai donné mission à notre jeune office du tourisme de développer la possibilité de stages et de séminaires de formation pour utiliser à plein les installations existantes. En effet, il m'a paru aberrant de voir construire des milliers d'appartements et leur infrastructure pour qu'ils ne servent que quatre mois par an. Un centre national des stages et séminaires du Cap-d'Agde a été créé pour recevoir simultanément plusieurs stages de formation totalement encadrés par des activités de tiers-temps qui ne nécessitent ni le soleil ni la mer : équitation, tir à l'arc, tir au pistolet, émissions de radio, etc. A l'époque où ils se situent, ils offrent l'avantage de se dérouler dans des conditions de tranquillité et de prix exceptionnelles. D'autre part, ils nous permettent de suppléer à la perte de certains congrès frappés par les nouvelles dispositions fiscales.

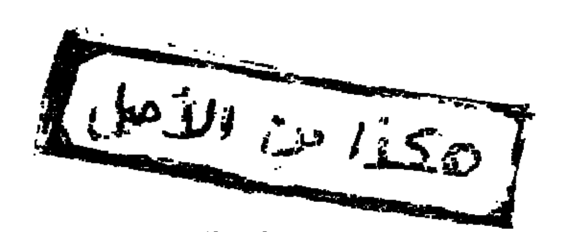
Le développement de ces stages va se poursuivre dans l'avenir avec une intensité accrue qui nous permettra, soit de maintenir à l'année des emplois jusqu'alors saisonniers, soit d'en créer d'autres, nécessaires à cette activité, et je ne parle pas de tous les emplois induits en hôtellerie et restauration que cela représente.

Avec la SEBLI, société d'économie mixte concessionnaire de l'opération du Cap-d'Agde, nous participons activement à des opérations d'échange et de propagande pour la connaissance de l'arrière-pays et de ses produits, tant touristiques qu'alimentaires. Les producteurs de vin, de moules, de fromages, de légumes, ont à leur disposition un marché hebdomadaire. Ils participent à des journées de propagande telles que celles organisée pour le Parc régional du Haut-Languedoc. Les syndicats de vignerons sont représentés dans toutes nos manifestations d'animation, et je peux assurer que, quelle que soit l'étiquette politique des élus en présence, l'entente n'a jamais été aussi cordiale qu'à travers ces activités.

J'ai le sentiment aujourd'hui que la station du Cap-d'Agde a su s'intégrer complètement dans son environnement naturel. Cela n'était pas évident il y a dix ans ; c'est ma plus grande fierté aujourd'hui.

PIERRE LEROY-BEAULIEU.
Maire (R.P.R.) d'Agde, ancien député de l'Hérault.





PARADIS POUR LES ARCHÉOLOGUES

Une terre aussi vieille que l'homme

TOUT le monde a entendu parler, bien évidemment, de la cité de Carcassonne, des arènes et de la Maison carrée de Nîmes, du pont du Gard. De même, l'homme de Tautavel (Pyrénées-Orientales) — le plus vieil Européen découvert à ce jour, qui a vécu il y a quatre mille ou quatre mille cinq cents siècles — est connu dans le grand public. En revanche, on sait peut-être moins que le Languedoc-Roussillon est une des régions de France les plus riches en vestiges archéologiques de toutes sortes. Elle a toujours été, en effet, une région de passage entre le couloir rhodanien et la péninsule ibérique, si bien que son sous-sol est d'une richesse exceptionnelle. On y trouve toutes les étapes des progrès de l'activité humaine pendant les cinq cent mille dernières années.

Les repas de l'« Homo erectus »

Pour la seule période préhistorique, qui s'arrête pour l'administration française au début de l'âge du fer (vers la fin du huitième siècle avant Jésus-Christ), on connaît cinq mille ou six mille sites. Et chaque prospection de détail en fait trouver une dizaine de plus.

Nous ne parlerons donc ici que de quelques vestiges que nous avons choisis en raison de leur importance, de leur découverte récente, ou du peu de publicité qui leur a été faite.

La plus ancienne trace humaine connue dans la région a été trouvée dans une très vaste grotte située à Lunel-Viel (à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Montpellier). Cette grotte était connue depuis cent soixante ans pour sa richesse en débris d'animaux fossiles. Mais M. Eugène Bonifay, de la faculté des sciences de Marseille-Luminy, qui fouille cette grotte depuis 1960, y a découvert de très anciens habitats humains : là, il y a environ cinq cent mille ans, nos lointains ancêtres (des *Homo erectus* très probablement) ont aménagé des foyers, ont dallé des sols, ont construit de petits murs de pierres sèches, ont dormi sur des litières de branches, de feuilles et de graminées, se sont protégés du ruissellement de l'eau en façonnant des rigoles d'écoulement dallées. Aucun reste osseux de ces *Homo erectus* n'a été retrouvé. Mais on sait que les occupants du site se nourrissaient de bovidés, d'équidés, de suidés, de cervidés dont ils appréciaient particulièrement les membres. Cette sélection... gastronomique permet de distinguer les niveaux occupés par les *Homo erectus* : les animaux (hyènes, panthères, loups, lions, etc.), qui utilisaient la grotte en alternance avec l'homme, apportaient dans leur tanière leurs proies entières... Le site de Lunel-Viel est probablement un peu plus ancien que celui de la Caune de l'Arago, où vivait l'homme de Tautavel, mais celui-ci ne connaissait pas encore l'usage du feu (*le Monde* du 30 mai 1979).

Parmi les sept grottes ornées de la région du Languedoc-Roussillon (la France en compte cent cinquante-huit), celle de la Baume-Latrone est unique. Ses parois ont été décorées, il y a peut-être dix-huit mille ans, de gravures, d'empreintes de mains et surtout de peintures tracées à la fois par trois ou quatre doigts. Sept proboscidiens (mammouths ou éléphants), un félin, un cheval, peut-être un serpent ont ainsi été dessinés à l'argile avec une sûreté de main admirable — les repentirs étaient impossibles, — et avec un art de la stylisation extraordinaire. Découvertes en 1940, les peintures rouges sur la roche blanche étaient alors en parfait état de conservation. Malheureusement, pendant une trentaine d'années, toutes les portes posées pour fermer la grotte ont été arrachées les unes après les autres, et les peintures ont été très détériorées par des vandales. Ce seul exemple suffit à faire comprendre les problèmes de gardiennage des vestiges immobiliers.

Entre 2300 et 1900 avant Jésus-Christ approximativement, la « civilisation des garrigues », unique en son genre, s'épanouit sur les collines calcaires marquant la retombée des Cévennes sur les plaines côtières. La population vit d'agriculture, d'élevage et encore un peu de chasse. Et surtout elle construit d'étonnants villages composés de quelques maisons ou cabanes, parfois fort grandes, dont les murs sont faits de pierres sèches.

Cent cinquante villages

Depuis 1950, on a repéré quelque cent cinquante villages de ce modèle, dont le plus spectaculaire est sans doute celui des Cambous, découvert en 1967 à Viols-en-Laval (à 25 kilomètres au nord de Montpellier, par M. Henri Canet. Après douze ans de fouilles, on sait que Cambous comportait au moins quatre groupes de huit ou dix maisons chacun. L'un de ces groupes, bien dégagé, permet d'apprécier ces constructions extraordinaires, dont les murs sont encore hauts de un mètre... et ont été consolidés par d'invisibles injections de ciment.

Chaque maison a la forme approximative d'un rectangle très allongé ; la plus grande ayant 24 mètres de longueur intérieure, après avoir été rallongée, il est vrai. Les murs de pierres sèches sont épais de un à deux mètres et leur parement intérieur est soigneusement appareillé. La porte, située en général au milieu d'un petit côté, est étroite et bien délimitée par des dalles posées verticalement. En outre, plusieurs des maisons, mitoyennes, communiquent entre elles par une deuxième porte. Dans l'axe médian de chaque maison, des trous de poteaux, encore garnis des pierres nécessaires au calage des poteaux, espacés l'un de l'autre de quatre à cinq mètres, permettent de savoir que le toit des maisons était fait d'une charpente de bois à double pente, couverte probablement de chaume ou d'herbe ; la pierre des murs venait des alentours. Mais les plaques (des lauzes) de calcaire, beaucoup plus léger, qui étaient posées sur la toiture et que l'on a retrouvées sur les sols des maisons venaient d'un affleurement éloigné de 5 kilomètres.

Le site de Lattes

Une grande maison, elle aussi très remarquable, mais totalement différente des maisons de Cambous, a été trouvée récemment dans la banlieue de Narbonne. Il s'agit d'une grande habitation urbaine (une *domus*) gallo-romaine construite au Ier-IIe siècle de notre ère, flanquée d'une basilique paléochrétienne au Bas-Empire. Les pièces d'habitation avaient des sols de mosaïque polychrome, et surtout les murs et les plafonds étaient couverts de peintures. Certes, les panneaux historiés, les fleurs, les décors géométriques, les motifs architecturaux, les jardins en trompe-l'œil, sont retrouvés en mille morceaux. Mais grâce à la méticulosité et à la patience des fouilles de M. Yves Solier, maître de recherches au C.N.R.S., et à la restauration et de M. R. Sabrier, une quarantaine de mètres carrés de ces peintures ont retrouvé leur splendeur.

Il y a aussi le très grand site de Lattes, situé au sud de Montpellier, entre l'étang du Méjean et le Lez. Là, au quatrième siècle de notre ère, il y a un port maritime et un port fluvial très actifs. Des premières fouilles de sauvetage faites il y a une douzaine d'années, avant des opérations d'urbanisation, ont révélé la présence d'une ville importante et de nécropoles. Et on sait que ces terrains marécageux ont conservé des objets en bois et des tissus. Des fouilles systématiques vont donc être entreprises à Lattes. Mais en plus, sur le site qui a été acheté par l'Etat (ministère de la culture), les conseils régional et général et le conseil municipal de Lattes, grâce à toutes ces administrations et collectivités locales, un complexe archéologique est en construction. Ce complexe comprendra un musée, un centre de documentation archéologique régional, une maison de fouilles avec des laboratoires. Une équipe d'archéologues travaillera en permanence à Lattes. Ainsi les fouilles, les études, la présentation dans un musée, seront-elles coordonnées en permanence... ce qui est exceptionnel en France.

Si la région du Languedoc-Roussillon est d'une très grande richesse archéologique, elle est aussi l'une de celles disposant d'une des plus fortes équipes d'archéologues. M. Guy Barruol, directeur des antiquités historiques, et M. Jean-Louis Roudil, directeur des antiquités préhistoriques, n'ont dans leurs deux services, certes, qu'une dizaine de personnes, mais ils peuvent aussi compter sur une vingtaine de chercheurs du C.N.R.S. ou de l'université. Il y a aussi les amateurs, appartenant ou non à une soixantaine d'associations ou de sociétés savantes, qui, comme partout en France, participent aux fouilles archéologiques. En Languedoc-Roussillon, il y a environ cent cinquante amateurs de bon niveau qui travaillent régulièrement sur les chantiers ou même les dirigent parfois.

Des séminaires archéologiques se tiennent à Montpellier les premiers mercredis de chaque mois depuis une dizaine d'années et, en moyenne, une dizaine de spécialistes, d'amateurs et d'étudiants en fin d'études y participent.

L'intérêt de la population pour le passé de la région retentit en général sur les élus et l'administration. Ainsi la ville de Perpignan a-t-elle peu à peu acquis le site de Ruscino (dans la banlieue de Perpignan), où se sont succédé des cultures indigènes très anciennes, des cultures ibère, puis celte, puis romaine, et a-t-elle créé un poste d'archéologue municipal. De même, grâce au conseil régional, les associations qui travaillent en liaison avec les directions des antiquités disposent depuis le mois de janvier d'une camionnette aménagée spécialement pour les interventions d'urgence. Cette « unité mobile d'intervention pour l'archéologie de sauvetage », équipée en permanence de tout le matériel nécessaire à des fouilles, peut être sur le terrain quelques heures après qu'une découverte fortuite a été signalée.

Inventeurs et informateurs

Tout un réseau d'informateurs qui préviennent souvent les directions des antiquités de découvertes fortuites a, en effet, été mis sur pied. Mais informateurs et archéologues ne suffisent pas toujours. Un trésor médiéval de plusieurs milliers de monnaies d'argent, dispersé par ses « inventeurs », a dû être récupéré pièce à pièce après de patientes enquêtes. Une quarantaine d'ébauches ratées de haches datant de l'âge de bronze ancien ont été jetées par son découvreur, en partie dans le Gardon où elles ont disparu, en partie dans une haie où elles ont été retrouvées. De nombreux dolmens de Lozère sont régulièrement pillés par des touristes et sont donc définitivement perdus pour la science, sans aucun profit pour les pilleurs d'ailleurs.

Avec les labours profonds, le reboisement, les grands travaux, l'urbanisation, les découvertes fortuites sont si nombreuses que les fouilles systématiques doivent souvent être différées. En outre, la fouille n'est que le début du travail. Après elle, viennent les études, indispensables si l'on veut que l'archéologie serve à l'histoire. Ensuite, il faut faire connaître les résultats des fouilles par des publications savantes destinées aux spécialistes et aussi par des plaquettes, des articles, des expositions, des conférences compréhensibles par le grand public. Vient enfin le problème de la présentation des vestiges immobiliers sur place bien sûr et des objets mobiliers dans des musées locaux de préférence. Mais là, on se heurte sérieusement à des problèmes de crédit...

YVONNE REBEYROL

Quatre rendez-vous

En dehors des grands monuments et des musées, les sites archéologiques visitables sont très peu nombreux, en raison, le plus souvent, des problèmes financiers posés par l'aménagement et la consolidation des vestiges et par le gardiennage.

● *Parc archéologique de Viols-le Fort - Viols-en-Laval.* — A Viols-le-Fort, une petite exposition installée dans les caves anciennes présente l'« âge des garrigues » (tous les jours, sauf le mardi. Entrée : 5 F pour les visiteurs de plus de douze ans). A Viols-en-Laval, le site de Cambous (du 15 juin au 15 septembre, ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Entrée : 5 F ; groupes : 3 F ; groupes scolaires et enfants : gratuit). On peut voir aussi trois dolmens, deux tombes de l'âge du bronze, un autre village de pierres sèches, etc. Un circuit pédestre va être signalisé pour aller d'un site à l'autre.

● *Parc national des Cévennes, Anilhac (Lozère).* — Exposition permanente sur l'archéologie du causse Méjean, dolmens, signalés par panneaux.

● *Ensérune* (à 10 kilomètres au sud-ouest de Béziers). — Oppidum occupé du sixième siècle avant Jésus-Christ au premier siècle de notre ère. Visite du site gratuite, de 9 heures à 18 heures. Le musée de site : tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Entrée : 7 F.

● *Ruscino* (près de Perpignan). — Visite sur rendez-vous (M. Marichal à la mairie de Perpignan).

Que reste-t-il de la Camargue ?

A l'ouest du Petit-Rhône, modeste et effacée, la Petite Camargue, peu accessible, est généralement ignorée des masses touristiques qui déferlent sur les sables et piétinent les salicornes de sa grande sœur, enchâssée dans le delta. L'eau et la terre y sont pourtant les mêmes. On y entend, pour qui sait se taire et écouter, les mêmes bruissements d'ailes, lents et réguliers pour les flamants, puissants et craintifs pour les tadornes blanc et roux, hachés et hésitants pour les hérons gris et les macreuses. Les mêmes cris résonnent sourdement, accompagnés d'appels stridents, de ricanements, de claquements. Ils dévoilent une vie proche et secrète, à portée de main, insaisissable. L'eau et la terre s'enlacent paisiblement.

En apparence, le décor est immuable. Entre Vidourle et Petit-Rhône, tout autour des salins d'Aigues-Mortes, la Petite Camargue a le même visage, un peu sévère malgré les frisures des pins parasols.

Il ne faut pas se fier aux apparences. Des tempêtes, poussées par des vents d'est, ont, cet hiver, profondément blessé le littoral. Sur une vingtaine de kilomètres, de violents coups de boutoir ont emporté les dunes et les montilles qui protégeaient les étangs et les « radeaux » de pins, image orgueilleuse d'un paradis écologique. Dans ce secteur, la plage a reculé de plusieurs dizaines de mètres. Elle a complètement disparu vers l'embouchure du Petit-Rhône où les étangs sont en communication avec la mer, là même où le vieux delta forme les « *sèt graus* » du fleuve « *tout resplandent de trelus rose* » (tout brillant de reflets roses) au milieu des « *amarì pradarié di campestre marin* » (des amères prairies des plages marines) que chante Mistral dans *Mireio*.

Dernières lignes de défense

Belle envolée de poète ! Hélas ! L'oyat, ce roseau des sables aux feuilles enroulées et piquantes et aux inflorescences allongées, qui joue un rôle prépondérant dans la protection des dunes, est enseveli. Les plages — ou ce qu'il en reste — sont parsemées de coquillages parmi lesquels dominent les turitelles à la fine coquille conique. Les larges plaques d'argile déposées par le Rhône sont attaquées de plein fouet, isolées et dépecées. Leur disparition entraînerait la rupture des dernières lignes de défense.

Il y avait sur cette grève les plus belles dunes du pourtour méditerranéen. Jusqu'à présent, la dune avait compensé le travail de taupe de la mer. Mais la colline de sable n'est plus que l'ombre d'elle-même. Avec les oyats, les lentisques ont été engloutis par la mer. Leurs traces surgissent, çà et là, en moignons maigres et noirs qui percent le sable dans le va-et-vient des vagues mourantes, comme aux alentours de l'ancienne caserne des douaniers, aux Quatre-Maries, à l'endroit où, selon la tradition, la tempête a abandonné Marie-Jacobé, sœur de la Vierge, Marie-Salomé, la mère des apôtres Jacques le Majeur et Jean, Lazare, le ressuscité, ses deux sœurs, Marthe et Marie-Madeleine, Maximin, Sidoine, l'aveugle guéri, et Sarah, la servante noire.

Le blockhaus englouti

Les barrières enfermant les manades ont été arrachées par les flots. Un blockhaus allemand est aujourd'hui recouvert par les eaux. Il servait naguère de lieu de pique-nique. La mer s'est apaisée. Elle semble caresser la grève. Déjà les plaies ne sont plus à vif. Qui, cet été, les reconnaîtra ? Mais elles sont toujours présentes, mal cicatrisées.

Le processus continue inexorablement, à la merci d'autres tempêtes.

Le Rhône de Saint-Roman, qui se jetait jadis dans un étang près du Grau-du-Roi, est protégé par des épis construits dans le Gard. Il suffirait d'un simple renforcement. En revanche, le recul de la terre est général aux confins des Bouches-du-Rhône, allant parfois presque à 50 mètres. Pourtant, rien n'est perdu. Il est possible de fixer le littoral. L'objectif premier serait de réaliser au minimum ce qui fut fait naguère avec le syndicat de défense des propriétaires du littoral gardois, entre la pointe de l'Espiguette et le Rhône vif, aujourd'hui réduit à un simple tracé, mais qui fut responsable de l'ensablement d'Aigues-Mortes, vers 1530, à l'époque où il débouchait en mer.

Conforter la côte par une série d'épis est indispensable si on veut respecter l'équilibre naturel entre l'homme et le jeu aveugle du temps — équilibre qui lie l'industrie salinière, l'exploitation agricole, le parc des manades, la vie sauvage, — et si on veut sauver les stigmates de l'histoire encore gravés dans le sol.

ROGER BÉCRIAUX.

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

LES PYRÉNÉES-ORIENTALES : Catalans de toujours et de demain

EN ce pays, tout *département* de frontière demande à être *abordé avec prudence et plus* encore avec délicatesse. Pour anciennes qu'elles soient, les opérations chirurgicales de l'histoire y ont laissé plus encore que leurs cicatrices, leurs commotions. Dès qu'il s'agit de se définir, les sentiments tiennent là une place tout aussi importante que les réalités apparentes. *Le mal à l'âme peut compter autant* sinon plus que les chiffres des économistes, les analyses lointaines des technocrates, les affirmations des gentilshommes de la géopolitique. Excessif ou nuancé, peu importe la façon dont il s'exprime ni l'usage opportuniste ou sincère qui en est fait. Il appartient à la vie quotidienne, imprègne ses manifestations. *Dans* cette région Languedoc-Roussillon, les *Pyrénées-Orientales sont* l'illustration extrême, pas forcément violente, d'une distance à la fois physique et psychologique, prise d'instinct à l'égard d'une construction administrative tenue pour artificielle, sinon pour usurpatrice.

Languedoc-Roussillon... Déjà la dénomination consent la différence. Le Languedoc n'est pas le Roussillon, mais en quelque sorte il se l'annexe. *Voilà bien où le bât blesse.* Forts de leur passé, ceux des *Pyrénées-Orientales peuvent faire* valoir que leur département – hors *le petit secteur* du pays des Fenouillèdes, autour du confluent de la Boulzane et de l'Agly – recouvre à peu près exactement le territoire de l'ancienne province du Roussillon que le traité des Pyrénées enleva en 1659 au royaume d'Aragon pour le donner au royaume de France. En dépit de toutes les vicissitudes précédentes qui conduisirent déjà *les* Romains à l'intégrer à leur Narbon*naise, des invasions wisigothes puis* arabes et de toutes les autres lointaines péripéties qui chahutèrent cette terre, des mains carolingiennes à celles des royaumes d'Aragon et de Majorque, on y continua toujours une vie propre et fière fortifiée par *ce ciment d'une entité catalane, qui,* même effritée par la « francisation », demeure toujours le point d'ancrage dès qu'il s'agit de se situer et d'exprimer, fût-ce non sans mal, les aspirations contemporaines.

Cette passion peut prendre les tournures de l'angoisse. Elle ne se dévoile pas forcément d'une manière unique. L'exercice du tourisme ordinaire ne permet guère de la soupçonner *si ce n'est à travers des manifes*tations dans lesquelles on ne verra guère autre chose que l'expression d'un folklore aimable et tranquille. Passage obligé vers l'Espagne méditerranéenne, l'étape d'août à Perpignan ne laisse guère que le souvenir d'une ville aimable, élégante, où il y a une « Loge » de mer, des statues de Maillol en plein vent, des façades de brique et de galets et, bien sûr, *un palais des rois de Majorque. Les* curieux d'art roman iront jusqu'au pèlerinage de ce haut lieu que demeure Elne, sur la plaine roussillonnaise, et pousseront bien sûr jusqu'aux solitudes de Serrabone et aux découvertes de Saint-Michel-de-Cuxa, de Saint-Martin-du-Canigou, d'Arles-sur-Tech, sans toujours mesurer que la géographie parle ici autant que l'histoire.

Avant Vauban

Avant que Vauban ne s'en mêle – voir Montlouis et ses sombres défenses – l'étonnante forteresse de Salses, à hauteur des étangs de Leucate et à moins de 10 kilomètres de la limite départementale, tournait ses bombardes vers le Nord. La *frontière n'était point en ces temps* celle des Pyrénées mais celle de la li*gne sèche des Corbières.* Des villages comme La Tour-de-France – *appellation* significative – en témoignent tout autant, comme en face, au-delà de l'Agly, le chicot du château ruiné de Quéribus ou les ruines de celui de Peyrepertuse. En deçà commence effectivement un autre paysage, bien articulé lui, autour du *Canigou*, phare sentimental, mystérieux et dominateur, montagne quasiment sacrée, coiffée de neige et visible tout aussi bien de Vinça ou de Prades que de Céret ou d'Amélie-les-Bains, de la vallée de la Têt que de celle du Tech.

La montagne par là engendra l'unité. Elle la maintient. Longtemps *sur ces hauteurs fut la vie.* Serrabone, dont le prieuré établi en 1082 vient de célébrer (entre Catalans) ses neuf cents ans, c'est la « bonne terre » comme le Vallespir est la « vallée de la montagne », comme les Aspres sont les « rocs ». Si chacun ne sait pas forcément qu'il y a entre Collioure et Prats-de-Mollo, entre Perpignan et Puigcerda, trois cent quatre-vingts *églises romanes ni qu'entre* 981 et 1082 devait éclore ici entre Têt et Tech ce que Georges Duby a appelé le « printemps de l'Europe », si l'on peut ignorer que Saint-Michel-de-Cuxa, abbaye de même importance que celle de Ripoll, donna son premier archevêque à Tarragone reconquise sur les musulmans, ce que l'on sait très bien c'est que *« les Catalans, du caillou sortent du pain »*. C'est dans ces schistes durs, sur ces pentes raides qu'ils ont, aux premiers temps du christianisme en train de s'installer, construit le champ, terrasse après terrasse, qu'ils y ont planté l'olivier disparu, semé le seigle et l'orge, élevé le mouton bien avant d'y cultiver la vigne, qui n'apparut qu'au XVIII[e] siècle. La montagne ou la colline furent ainsi dès les origines le *refuge contre les furieux caprices de* cours d'eau sans retenue, l'insalubrité du *marécage* qu'était la plaine et ses proximités maritimes et toutes autres formes des insécurités. Là haut était l'asile et se constituaient les réserves démographiques. On y comptait 17 ou 18 habitants au kilomètre carré. Il en reste difficilement deux.

C'est le drame aujourd'hui d'un département de 300 000 habitants dont 200 000 occupent la plaine, soit un tiers de la superficie. Perpignan à elle seule, avec ses 120 000 habitants, draine les activités, même si elles sont insuffisantes, concentre les énergies. Ce déséquilibre est d'autant *plus* grave et d'autant plus dénoncé que l'arrière-pays commence dès Ille-sur-Têt au nord, dès Céret et ses trois ponts côte à côte au sud, pour se prolonger jusqu'aux vasques de lumière du Capcir et de la Cerdagne d'un côté, de l'autre jusqu'aux hauteurs de Prats-de-Mollo. Ainsi vidé de sa population, l'arrière-pays éprouve le sentiment d'un *abandon*. D'autant plus que l'entité catalane dont il fut le *ferment ne* peut *que* s'émousser, à la faveur d'une émi*gration* qui depuis le siècle dernier a conduit bon gré ou mal gré à se « franciser » et même à se « parisianiser ». Les choses sont allées de telle façon aussi que la bourgeoisie de Perpignan devait consentir dans son propre intérêt à jouer le jeu français.

Sur les ramblas

De là est venue une opposition entre la ville et la campagne. Elle apparaissait déjà dans les cahiers de doléances de 1789, qui demandaient la suppression des privilèges de Perpignan. Elle se perpétue sous une autre forme. Au hameau de Marcevol, qui domine la vallée de la Têt et la toute nouvelle et artificielle retenue du *lac* de Vinça, Xavier d'Arthuy, jeune éditeur venu de Paris, *établi là depuis bientôt dix ans* avec une communauté étrangère à la région mais qui a réussi à ne point y être marginale, s'est engagé intelligemment dans le combat catalan : *« C'est un travail de fourmi, mais il commence porter ses fruits. Nous arrivons maintenant à nous faire entendre. Mais nous ne sommes pas aidés par la région.»* Il a bien discerné qu'entre Montpellier, capitale régionale imposée mais d'une stature insuffisante, hors sa réputation universitaire, pour être acceptée aussi bien du reste par Nîmes ou Carcassonne que par Perpignan, et Barcelone, le phare du Sud au poids économique et intellectuel considérable, le « Catalan du Nord » se retrouve dans un *no man's land* et peut en arriver à se dire qu'il n'existe pas. A Barcelone, on se contente de sourire gentiment lorsqu'on entend parler de Catalo*gne du Nord. Là-bas, le Roussillon* est terre française et l'est depuis longtemps. Devant cette *affirmation* tranquille, le vieux rêve d'une maintenance de liens avec le Sud peut difficilement s'entretenir, même s'il est encore de bon ton et de réel plaisir de faire le voyage d'une fin de semaine au fief de la Généralité pour une soirée du « Liceo » ou seulement pour aller regarder les vitrines et la réconfortante chaleur des *ramblas*. Même si, chez lui, l'amateur d'art lyrique aura de préférence à tous autres les enregistrements de *Montserrat-Caballé*.

Les « derniers des Mohicans »

Du côté de Montpellier, c'est autre chose. *« La région*, expliquent ceux qui en *suivent attentivement* la politique et savent faire les comptes, *ne nous favorise guère. Perpignan est mieux reliée à Paris et au reste de la France qu'à Montpellier. En population, les Pyrénées-Orientales représentent 17 % de Languedoc-Roussillon mais ne bénéficient que de 14,5 % du budget régional. »* Aussi bien l'établissement public régional n'est tenu que pour ce qu'il peut être. Et l'on *sait* bien que, lorsque la fureur agricole se manifeste au Perthus ou ailleurs *contre* les camions maraîchers de l'Espagne, c'est *pour faire pression sur* Paris et non sur Montpellier. C'est que l'on est conscient aussi de ce que l'on est, et de ce que l'on serait plus encore capable d'être. *« Avec trois mille étudiants*, explique M. Jean Becat, professeur de géographie à l'université de Perpignan, *cette université est capable de mobiliser dans tel ou tel domaine particulier plus que les trois universités de Barcelone. Ce n'est donc pas le fait d'être petit qui empêche l'efficacité. C'est l'isolement, la difficulté qu'il y a de s'unir avec d'autres. »* On plaide ainsi pour une certaine liberté d'agir.

En attendant, les passionnés enragent, s'inquiètent de voir progressivement les terres, par pans de montagne entiers, devenir propriété de Belges, de Néerlandais, soit individuellement, soit par le biais de sociétés civiles immobilières. *« Ils feront mourir ce pays ! »* On ne peut *pourtant pas les dénoncer sans* accuser les Catalans qui se sont prêtés à ces « occupations », jouant le jeu de la spéculation, ce qui est aussi jouer avec le feu.

Est-ce à dire qu'en réaction certains succomberaient aux tentations d'une sorte d'autarcie, à l'idée que ce département pourrait très bien constituer à lui seul une région, qu'on appelle catalane ou Roussillon. Ce serait en même temps céder aussi à l'affirmation d'un esprit de *minorité que les mêmes* accentuent et à l'occasion dramatisent. Des formules péremptoires mais significatives en témoignent : *« Nous sommes les derniers des Mohicans. » « Nous serons les Hébreux de l'an 2000. »* Il passe alors dans les regards cette fièvre qui brûle en tout mystique. Serait-on au bord d'une affirmation nationaliste ? Ce serait trop dire. M. Dominique Ber*nardo, qui est assurément plus que* Catalan puisque « catalaniste », ne va lui-même pas jusque-là. S'il existe des enflammés, croisés d'un indépendantisme proclamé, et capables encore de vous dire, aux limites de l'ardeur : *« Savez-vous bien ce qu'a fait ici votre Louis XIV... »*, ils n'ont jamais réussi à être une force électorale. Au reste, entre eux, les scissions ont été fréquentes, qui les empêchèrent toujours de s'affirmer davantage et les cantonnèrent dans des combats internes. Mais le particularisme, lui, est bien là qui s'exprime, s'affirme toujours et n'est pas étranger à cette attitude générale de fierté que l'on rencontre dans le plus modeste village, que l'on soit Catalan de souche ou non. D'ailleurs, que signifie exactement « Catalan de souche » ? Il y a, bien sûr, ceux qui *peuvent se flatter de ne compter* dans leur généalogie que des Catalans roussillonnais. *Mais les caprices* des migrations, des aller et retour – jusqu'à l'arrivée des pieds-noirs après l'indépendance algérienne – ont montré que cela ne suffisait jamais à abolir le sentiment des origines. De même qu'il y a différents types de Catalans, de même peuvent être différentes les expressions d'une « catalanité » qui n'a que faire pour exister de certificats d'authenticité que *délivrerait tel ou tel. Peut-on là*-dessus greffer une aspiration politique et la *traduire dans une revendi*cation suffisante pour qu'elle soit retenue au-delà des limites régionales ? La récente apparition d'une Union pour la région catalane (U.R.C.), qui se flatte d'avoir réuni en quelques mois cinq cents adhérents à Perpignan, a relancé la question. Ses animateurs tiennent le phénomène pour significatif et important. Ils vont jusqu'à le comparer *avec celui suscité en Corse* par les premières manifestations de M. Simeoni, ce qui autorise assurément des espérances. C'est peut-être trop vite s'enflammer. L'Union pour la région catalane a réussi à grouper des hommes de tous bords politiques, c'est-à-dire de bords opposés. Toute la question est de savoir si leur commune entité catalane sera assez forte pour gommer des différences aussi accusées. Car, font valoir un peu méchamment certains, *« tant qu'il s'agit de s'entendre sur la façon dont doit être dansée la sardane, on peut toujours dans ce pays parvenir à s'entendre. C'est une autre histoire lorsque l'on entend présenter un programme politique et revendiquer une sorte d'autonomie régionaliste »*.

Aussi bien l'U.R.C. demande encore à faire ses preuves. Elle connaît bien son sujet. On y répète, mais ce sont des propos que l'on peut aussi entendre ailleurs, qu'il faut en finir avec une *situation* bâtarde. On sait trop bien que, lorsqu'une entreprise ouvre ses portes à Perpignan, on y embauche des O.S. qui sont Catalans mais qu'il n'en va pas de même pour l'encadrement, moins encore pour le patron. On mobilise aussi sur la spéculation foncière des Belges, « qui achètent tout », sur le « bétonnage » de la côte, *trop tardif* pour qu'on puisse en espérer pour le pays le *« décollage » économique qui fut* en d'autres temps et en un autre siècle celui de la Côte d'Azur. Et l'on peut tout aussi bien soupirer sur un « lâchage » de Barcelone, qui préfère investir à Paris plutôt qu'à Perpignan lorsqu'il s'agit de redorer le blason des études catalanes.

« Tu seras gendarme ou postier »

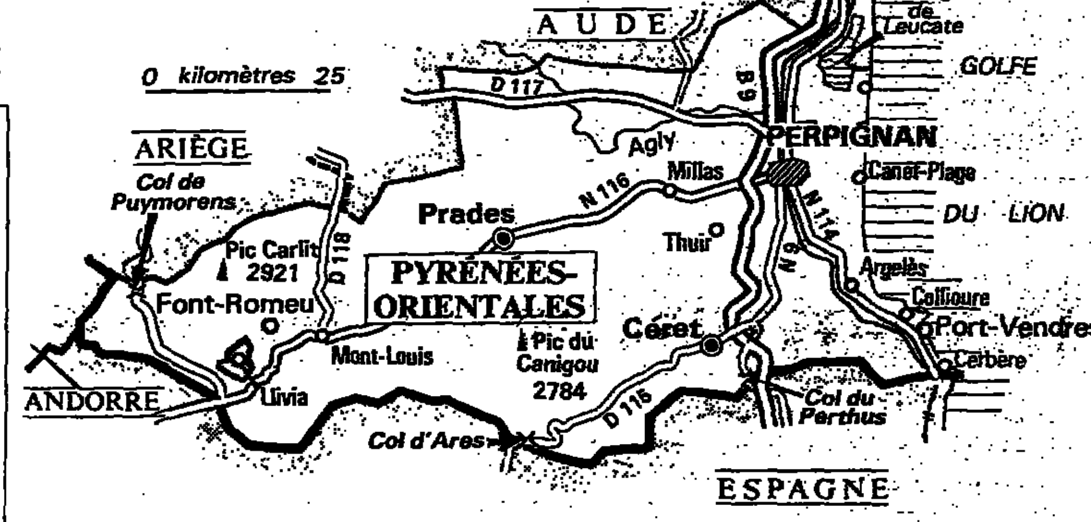
Des propos comme ceux-là sont partout. Pourtant, M. Estève, conseiller *général* socialiste et notaire à Saint-Paul-de-Fenouillet, est réservé : *« Adhérer à l'U.R.C., ça ne résout pas tous les problèmes. »* Il dit lui aussi que les Pyrénées-Orientales ne se sentent pas partie prenante dans la région. Mais il ne croit pas que le département puisse prétendre constituer une région à lui seul. Alors il suppute : Envisager peut-être quelque chose avec l'Aude et l'Ariège en *tablant sur un esprit* de communauté pyrénéenne. Facile à dire. *Car l'Aude et l'Ariège* risqueraient fort de jouer un jeu de dupes et, tout comme aujourd'hui on se plaint d'une hégémonie de Montpellier, on en serait vite à dénoncer une *domination de Perpignan* tout à fait capable de se montrer sûre d'elle.

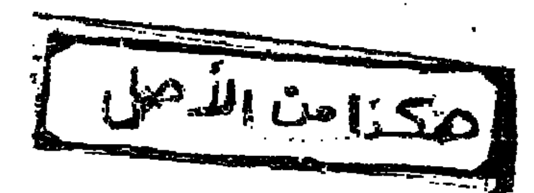
Que l'on s'y prenne comme on voudra, le « catalanisme » est au coin du bois. *Sentiment profond* d'une différence, d'un particularisme, il peut servir à tous usages. Il a pour lui, Dieu merci, d'être le fait de gens qui ont toujours eu un goût immodéré du bon sens, même si cela a pu plus d'une fois leur jouer des tours. Parce que le bon sens, à une époque, c'était de dire au petit : *« Travailles bien à l'école, comme ça tu seras gendarme ou postier. »* Ils l'ont été et, pour l'être, il leur a fallu le plus souvent partir vers le nord ou *l'est*, vers Toulouse ou Grenoble, qu'importe. A l'âge de la retraite, *ils* finissent par revenir mais « assimilés français », abâtardis. Ce *n'est guère sur ceux-là qu'il faudra* compter, même s'ils lisent *l'Indépendant*, qui, plus qu'ailleurs, est assurément « le journal d'ici ».

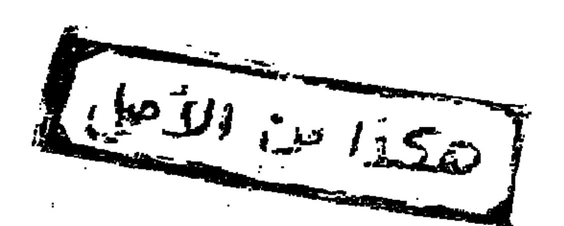
Le roi de Majorque

Pourtant, le passé ne se déracine pas si commodément. La grande affaire n'est pas de savoir si le paysan ignore la Catalogne du Sud, qui elle-même se soucie peu du Roussillon, *même si 35 % des visiteurs qui grim*pent annuellement à Serrabone sont des Barcelonais. Elle n'est pas non plus de se faire tout un monde des débats d'un conseil régional qu'il n'est tout de même pas possible d'ignorer complètement. Pas davantage de s'attarder à supputer les conséquences d'une victoire de l'opposition aux dernières cantonales ou les raisons profondes qui animent M. Alduy, maire de Perpignan, quand il met en avant le Centre de documentation et d'activités catalanes. La grande affaire n'est pas forcément non plus que *Louis Llach*, chaque fois qu'il vient à Perpignan, y chante à guichets fermés, et que ses textes en inspirent d'autres qui diront une fois de plus la beauté du pays, la nostalgie de ses exilés. La grande affaire, c'est qu'au village du Conflent ou du Vallespir, à Millas comme à Corsavy, où chacun en sait sur les uns et les autres autant que sur sa propre famille, on puisse encore entendre parler du roi de Majorque comme d'un copain.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.







	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Dans le cadre de son expansion
SEITHA
CONDITIONNEMENT D'AIR, CHAUFFAGE, ENERGIES NOUVELLES
recherche
pour son Siège Social à **LYON**

ingénieur automaticien

possédant une expérience de l'étude des automatismes et de leur mise en place avec une approche électrotechnique, électronique ou mécanique de systèmes de régulation. Il sera responsable d'une manière autonome de la conception et du suivi sur le chantier. (Réf. 411 M)

ingénieur chargé d'affaires confirmé

Un minimum de 4 à 5 ans d'expérience de la fonction, acquise dans une entreprise de **CLIMATISATION**, est indispensable pour qu'il puisse assumer les responsabilités qui lui seront confiées. (Réf. 410 M)

Ecrire **CABINET GATIER**, sous référence correspondante, 32 rue Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier

média-system

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PAU

recrute

un Professeur permanent d'informatique appliquée à la gestion

Profil défini pour ce poste :
- niveau doctorat 3e Cycle ou diplôme équivalent.
- compétence pédagogique confirmée, niveau enseignement supérieur.
- expérience en entreprise appréciée, notamment micro-informatique.

Prise de fonction : 1er Octobre 1982

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo récente sous référence 40791 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

Filiale d'un très important groupe industriel français, notre activité de **fournisseur et prestataire de services pour l'industrie électronucléaire** connait une croissance rapide. Nous renforçons dans ce cadre nos structures et nous recrutons un

INGÉNIEUR CONTRÔLE QUALITÉ

ayant une formation d'ingénieur Grandes Écoles, et ayant acquis quelques années d'expérience dans le domaine.
Le poste proposé permettra à son titulaire de couvrir, dans le domaine de la qualité, tous les processus de fabrication. Il sera en relation avec tous les départements de la société, y compris les implantations industrielles en France et à l'étranger (quelques déplacements sont à prévoir; **anglais nécessaire).**
Le niveau de responsabilités et les évolutions auxquelles cette fonction prépare nécessite en outre rigueur et autonomie.
Ce poste est basé à **LYON**
Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74 271 à notre conseil

MILO M.R.H Place de l'Église 06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT

MINES DE POTASSE D'ALSACE
recherchent pour MULHOUSE

INGENIEUR GEOLOGUE expérimenté

âgé d'environ 35/40 ans, il sera diplômé de l'École de Géologie de Nancy ou Ingénieur des Mines ayant suivi une 4e année de géologie. Son expérience de la géologie appliquée l'aura confirmé en minéralogie théorique et pratique, sédimentologie et diagénèse des minerais, en méthode de prospection de surface et subsurface... Des connaissances en minéralurgie lui seront également utile. Ce poste implique des voyages à l'étranger. Anglais ou allemand nécessaire.

Ecrire avec CV explicite s/réf. PA/G2 à CETAGEP 30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

CETAGEP

Chef du Personnel, petite entreprise Haute-Savoie :

Unité production pharmaceutique, en forte croissance, crée, pour renforcer sa structure,

UN POSTE DE CHEF DU PERSONNEL

dépendant du directeur d'usine.

Bonne connaissance du droit du travail et de la gestion du personnel exigée. Niveau DUT de gestion ou DESS droit social. Rôle conseil auprès siège social.
Pratique des relations sociales.
Débutant s'abstenir.

Pour premier contact, téléphon. : (50) 37-49-51.



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer) (et départements d'Outre-Mer) (et départements d'Outre-Mer)

Ingénieurs débutants

Les hommes que FLOPETROL INTERNATIONAL recherche sont avant tout des hommes de «terrain» **sachant s'adapter et prendre des décisions rapides.**

Ils sont libérés des obligations militaires et possèdent une bonne pratique de **l'anglais.**

Dans un premier temps, ils suivront un **stage rémunéré de 3 mois à MELUN (77)**, puis ils rejoindront les bases opérationnelles à l'étranger pour participer durant 2 ans environ aux opérations techniques sur les puits.

A l'issue de cette formation sur les chantiers, ils se verront confier des **responsabilités** leur permettant d'évoluer vers le poste de **«BASE MANAGER»** («patron» avec toutes les tâches techniques et d'organisation, les relations commerciales, la gestion du personnel et du budget, etc...).

Ces postes sont à pourvoir au sein d'une **société internationale** de 2 400 personnes (dont 1600 ingénieurs et techniciens), **performante, en forte expansion** grâce à sa **rapidité et d'intervention,** ses **méthodes et ses équipements de pointe** dans les domaines suivants : essais de puits, interprétation des essais de puits, analyse des propriétés des fluides, mesures au fond des puits, contrôle de production, complétion, entretien et reconditionnement des puits, installations de production.

FLOPETROL INTERNATIONAL propose à ses ingénieurs un **salaire motivant** (2 420 $ U.S. par mois au départ) et de **nombreux avantages liés à l'expatriation.**

Une robuste constitution, une bonne adaptabilité et une large ouverture d'esprit font partie des exigences de ces **postes évolutifs** offrant la possibilité d'accéder rapidement à des responsabilités élevées et variées dans le cadre d'une **carrière internationale.**

Pour faire acte de candidature, adresser lettre manuscrite en anglais, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la référence M 1967 à **MEDIA P.A.** 9, Bd des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra.

FLOPETROL — FLOPETROL Schlumberger

MEDIA PA

IMPORT-EXPORT
Cherche collaborateur pour trouver et s'occuper de nouveaux produits et marchés. Rémunération par commission exclusivement. Tél. : 874-76-40.

URGENT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour
CHANTIER EN AFRIQUE

INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS

responsable de matériel TP Ce poste exige plusieurs années d'expérience dans matériel TP et gestion de parc engins.

Ecr. avec CV à Sté IOTA 1, rue Tour de l'Ile Case Postale 344 1211 GENÈVE 11.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

ARIM

(association régionale de restauration immobilière Midi-Pyrénées)
recherche

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Connaissances de l'amélioration de l'habitat et de ses financements, des procédures d'urbanisme.

Expérience souhaitée animation en zone rurale et vie associative.

Adr. C.V. et photo à ARIM, 7, rue du Pont-Guilhemery, 31000 TOULOUSE.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC A AMIENS
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

expérience industrielle, 1 à 3 a., pour contacts industriels et études techniques et financières de projets d'innovations.

ANVAR PICARDIE

Maison de l'Innovation, 18, rue Cormont, 80000 AMIENS.
Téléphon. 16 (22) 91-84-67.

Le bureau de recherches géologiques et minières
recherche
pr son serv. de cartographie
à ORLÉANS LA SOURCE

UN INGÉNIEUR CARTOGRAPHE CONFIRMÉ

Il aura la charge du travaux d'édition de cartes thématiques touchant aux sciences de la terre, la conduite d'études techniques (faisabilité et mise en place de moyens automatiques en prévision de mutations technologiques), la planification, les devis, le suivi comptable. Les candidats devront présenter une formation de type Ecole nationale des sciences géographiques de l'I.G.N. ou D.E.S.S. en cartographie ou équivalente et être initiés aux techniques de la cartographie assistée par ordinateur. Une expérience de 5 à 10 ans en applications cartographiques et édition est exigée, aptitude au commandement et sens des relations humaines souhaités.

Adresser C.V. références et prétentions au BRGM/DPEL, B.P. 6009, 45060 ORLEANS CEDEX.

Recherchons, pour encadrement foyer post-cure toxicomanes (Nord), personnes aimant relations humaines, travail d'équipe, responsabilités, 28 ans minimum. Tél. : (20) 78-23-41, le soir.

Groupe de sociétés HLM (coopératives et anonymes), importante ville universitaire région Ouest, 4.510 logements en gestion, construisant 200 logements par an, groupés et diffus, principalement en pavillons individuels, recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ INFORMATISÉE

homme, 35 ans minimum, possédant nécessairement formation comptable supérieure et une bonne pratique de comptabilité analytique et financière, autorité, sens des relations humaines, expérience dans organisme HLM et esprit coopératif souhaités.

Env. C.V., photo et prétentions: Ecr. s/nº 8 403, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PROFESSIONAL ACCOUNTANT

FRENCH SUBSIDIARY OF U.S. COMPANY, leader in the supply and service of Oil Field Equipment,
offers excellent opportunities for:
- A professional accountant to live in GABON to manage the local accounting and to supervise the accounting in 2 other African countries.
- The accountant should be:
  1 – fluent (written and spoken) in English and French
  2 – have either U.S. or U.K. formal professional accounting training
  3 – have a minimum of 3 to 5 years experience in industry
  4 – have experience and working knowledge of the French accounting system
  5 – prior experience in multinational organizations or West Africa would be helpful
  6 – in summary, the candidate will be either a French or West African local who completed their formal training in either the U.S. or U.K., and returned home and worked in industry for 3 to 5 years.

225.000 french francs

Replies should be addressed to
under reference SO 542 AM
4, rue Massenet - 75016 PARIS
DISCRETION ABSOLUE.



SAE POUR UNE DE SES FILIALES T.P.
Irak *recherche un*

Directeur de Travaux/ Chef d'Agence

LA MISSION :
il devra superviser l'exécution des travaux, gérer le chantier, assurer les contacts avec les instances ministérielles et administratives.

L'HOMME :
c'est un Ingénieur de Grande Ecole du BTP, bilingue anglais. Outre une solide expérience sur le terrain (de préférence dans le secteur pétrolier), il a des compétences de gestionnaire et des qualités de contact qui en font un manager de haut niveau.

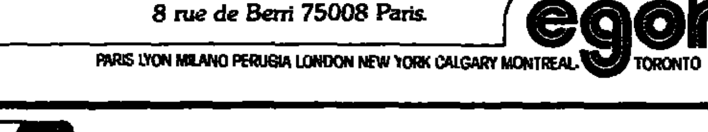
La rémunération est élevée : le logement est assuré ainsi que la scolarisation des enfants.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en mentionnant la réf. 21634 CA - IK à SAE - Direction du Personnel - 32, av. de New-York 75784 Paris cédex 16.

COFAP

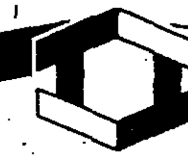


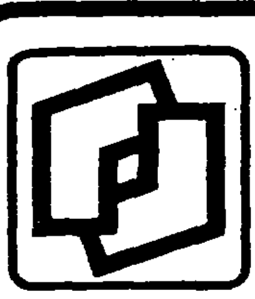
emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



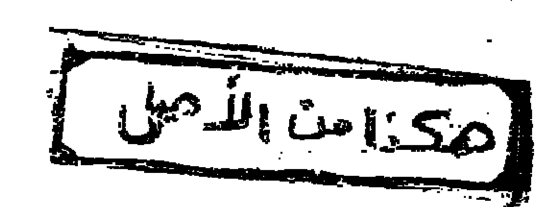
média-system



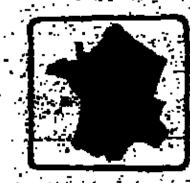








مكرر من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

POUR VILLEURBANNE
GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche pour son unité d'Etudes
et de Production de matériels électroniques
(400 personnes)

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN
E.S.E - I.N.P.G - INSA
orienté vers les STATISTIQUES

Dépendant du responsable du service qualité il sera chargé de mettre en place le groupe FIABILITE et d'en assurer la responsabilité.

Expérience souhaitée dans l'un des domaines suivants :
— calculs de disponibilité, de fiabilité, de maintenabilité, de modes de défaillances.
— statistiques
— conception et réalisation de matériels électroniques bas niveau et puissance.

Connaissance de l'anglais indispensable et de l'allemand souhaitée.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 8353/L à CONTESSE PUBLICITE
74, rue Béchevelin
69363 LYON Cedex 07, qui trans.

MATRA ESPACE TOULOUSE

Les activités du nouveau centre spatial orientées sur la maîtrise d'oeuvre de véhicules spatiaux sont en expansion rapide.

La Division Système recrute des **Ingénieurs** créatifs, attachés à un travail en équipe et orientés dans les domaines suivants :

Systèmes Avioniques
- Il est responsable de l'étude de systèmes avioniques et véhicules spatiaux.
- Il conçoit l'architecture et participe à la définition des sous-ensembles :
  - communications,
  - traitement des données,
  - navigation et stabilisation,
  - génération et distribution électrique.

Réf. A

Traitement des Données
- Il est responsable de l'étude de systèmes de traitement des données répartis entre le véhicule spatial et les stations terriennes.
- Il conçoit l'architecture générale du système, définit les interfaces entre les sous-ensembles, matériel et logiciel, —de bord et de sol— et les spécifie.

Réf. B

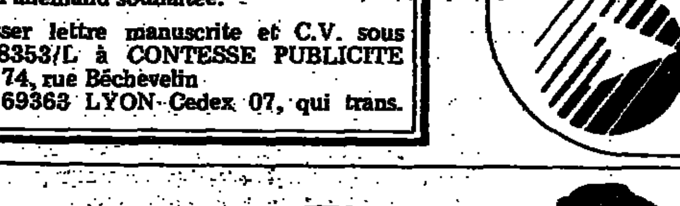
Télécommunications
- Sa responsabilité s'exerce dans la définition de systèmes de télécommunications/diffusion par satellite.
- Il effectue les études système, conçoit et spécifie la charge utile des satellites.

Réf. C

Ces postes conviennent à des ingénieurs de formation X - ESE - ENST - SUP'AERO ou équivalent ayant au moins 5 ans d'expérience de la conception de systèmes électriques/avioniques/télécommunications.



Ecrire avec CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° NK 943
à MATRA - Chef du Personnel - Rue des Cosmonautes - Z.I du Palays - 31400 TOULOUSE



Crouzet recrute ses ingénieurs de demain

Débutants ou quelques années d'expérience

Pour le développement de ses activités :
- **Aéronautique et Espace**
- **Transports et Télécommunications**
  (Formation Electronicien ou Informaticien)
- **Composants d'automatismes**
  (Formation Microtechnique ou Electromécanique ou Génie Electrique. Connaissances en informatique scientifique et technique souhaitées.)

Postes à pourvoir à Valence (Drôme)
bureaux d'études - recherche appliquée - qualité/fiabilité

Crouzet ... groupe industriel européen ... 6.000 personnes ... secteurs de pointe ... haute technologie ... qualité ... fiabilité ... recherche et développement ... potentiel humain à très haute qualification ... implantation internationale ...



Adresser C.V., photo, références et prétentions à :
Crouzet SA - Direction du Personnel - 25 rue Jules Védrines - 26027 Valence cedex

Impte Sté d'électricité rech. pr son siège, région NORD-PAS-DE-CALAIS

DIRECTEUR

Large expérience de la conduite des hommes. Compétences commerciales, gestion et direction de chantier éclairage public. Faire acte de candidature, en adressant C.V. détaillé, photo et prét. s/réf. 11536, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

pour NANCY (réf. 963)
MULHOUSE (réf. 962)
STRASBOURG (réf. 961)

Un très important organisme technique en expansion régulière rech. ces ingénieurs électriciens diplômés ENSI, INSA ou simil., disposant d'une première expérience industrielle, même courte ou débutants (+ stages longue durée) dans des domaines tels que : études, travaux neufs, entretien gros équipements, chantiers. Postes d'avenir stables.

Adresser C.V. détaillé sous la référence du poste qui vous intéresse à

SELETEC
Conseil
67009 STRASBOURG Cedex.

MATRA ESPACE TOULOUSE

Le Département Intégration recherche rapidement :

Ingénieur Electronicien

Il participe avec les groupes projets aux réponses d'appels d'offres, plus particulièrement dans une approche globale des problèmes d'intégration de satellites.

Ce poste concerne un Ingénieur Grandes Ecoles de 5 ans d'expérience acquise en intégration ou essais de systèmes électroniques / informatiques complexes réalisés en milieu aéronautique, spatial, nucléaire ...

Outre sa compétence technique en informatique et si possible en hyperfréquence, il doit avoir des qualités personnelles de disponibilité, de rigueur et d'esprit d'équipe.



Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en précisant la référence du poste choisi sous N° NK 942 au Chef du Personnel Rue des Cosmonautes - Z.I. du Palays - 31400 TOULOUSE

MARKETING INDUSTRIEL FILIERE BOIS

ROUGIER OCEAN LANDEX SA

GROUPE SAINT GOBAIN

Leader européen de la transformation mécanique du bois, dispose d'une exceptionnelle concentration de moyens et vous propose un développement de carriere lié à la réalisation d'objectifs ambitieux.

Aujourd'hui deux opportunités à saisir :

CHEF DE GROUPE

Adjoint du Directeur de Division "Habitat Construction", il anime l'équipe des responsables de marchés, conçoit et fait exécuter le plan marketing et développe la stratégie de communication. Il assure les liaisons nécessaires entre les directions de vente et de production, la publicité et les autres divisions. Il est diplômé d'une grande école de commerce. Cinq à huit ans d'expérience du marketing dans l'industrie lui auront donné de réelles affinités techniques. Il pourra être egalement ingénieur diplômé de grande école avec une expérience confirmée en marketing.

référence : ROL/CG

CHEF DE MARCHE

Dépendant du chef de groupe il propose le plan marketing des produits qui lui sont confiés et en suit l'exécution. Il assure de fréquents contacts avec les services commerciaux et les usines. Il décèle les opportunités de marchés et suggère les modifications de gammes en conséquence.
Agé d'une trentaine d'années, il est issu d'une bonne école de commerce et a des connaissances précises dans le bâtiment. Il peut également être un ingénieur connaissant la construction et bénéficiant d'une première expérience en marketing.

référence : ROL/CM

Ces postes à pourvoir au siège social à NIORT ouvrent sur des évolutions de responsabilités vers les directions de ventes ou de produits.

Ecrire avec CV explicite sous la référence choisie à CETAGEP
30, avenue Amiral Lemonnier - 78160 MARLY LE ROI.

*annonce parlée**

Conquérir une clientèle industrielle ou gérer l'exécution des projets

En France (et à l'étranger) d'une Entreprise à taille humaine, spécialiste de l'engineering et de la pose de tuyauterie d'usine et de bâtiment.

La souplesse et la qualité de ses interventions permettent le développement de ces activités et la conquête de nouveaux marchés.

Elle cherche aujourd'hui, pour renforcer ses équipes, deux ingénieurs :
- l'un, à vocation commerciale (de formation technique ou gestion) connaissant bien le milieu industriel et praticien de la négociation - 32 ans mini - réf. M 420.
- l'autre, chargé du suivi des opérations et de la gestion des contrats, ayant une bonne pratique des constructions d'unités industrielles, le souci du contrôle et la rigueur d'un responsable - 30 ans mini - réf. M 421.

Postes basés à Marseille. Déplacements fréquents à prévoir. Anglais impératif.

** Pour informations complémentaires et l'organisation accélérée d'une rencontre, appelez SVP Information Carrière Marseille au (91)54.92.55 ou Paris au 763.11.15. en précisant la référence.*

SVP Information Carrière
48 rue Grignan 13001 Marseille

CENOR

Professionnels de la distribution rejoignez un groupe performant



LEROY MERLIN commercialise dans 33 magasins tous les articles de bricolage, décoration, jardinage et bâti-center. Notre effectif est de 1 700 personnes. Nos zones d'implantation actuelles recouvrent le Nord, la Vallée du Rhône, l'Ouest et Paris; notre ambition est nationale. Notre forte expansion nous permet de vous offrir, dans un très proche avenir, si vous avez une expérience réussie de la distribution, un poste de :

directeur de magasin

Vous avez la responsabilité complète d'un magasin. Vous devez former, faire s'épanouir les hommes de votre équipe. Vous négociez avec la Direction Régionale votre politique commerciale et vos objectifs : respect de la gamme, chiffre d'affaires, marge, ratios... Vous assurez les progrès économiques et humains.

Si vos ambitions rejoignent les nôtres, si vous souhaitez rencontrer des hommes qui sachent assurer votre réussite, adressez votre courrier (C.V. détaillé, photo et salaire actuel) à :

Benoit VERNIER
DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES
LEROY MERLIN, 401 Route Nationale
62290 NOEUX LES MINES.

LEROY MERLIN
le magasin du temps libre

media system



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ENGINEERING INTERNATIONAL

FILIALE D'UN PUISSANT
GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
EXPORTANT DES USINES ET INSTALLATIONS DANS LE MONDE ENTIER
recherche pour son Etablissement proche de SAINT-ETIENNE

2 INGENIEURS GENIE-CIVIL

Formation : Arts et Métiers - Ecole de Travaux Publics ou autre Ecole d'Ingénieurs

Expérience Professionnelle : 2 à 5 ans en Bureau d'Etudes ; connaissances en charpentes métalliques et/ou Génie Civil d'installations *industrielles.*

Au sein d'une équipe chargée de la réalisation de grands projets industriels, ils seront responsables des études de leur *spécialité.*

— Maitrise de la langue anglaise indispensable
— Connaissance de l'allemand ou de l'expagnol appréciée.

Déplacements en France et à l'Etranger de courte ou moyenne durée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous no 38085 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra - Discrétion totale assurée.

TECHNIQUES SPATIALES APPLICATIONS TEMPS REEL

Pour réaliser les **grands projets nationaux** dont elle a la responsabilité. CAP SOGETI LOGICIEL recrute à **Toulouse**

- **UN CHEF DE PROJET** expérience 8 ans +
- **CINQ INGÉNIEURS** expérience 3 ans +
- **TROIS ANALYSTES-PROGRAMMEURS** expérience 2 ans +

Envoyer CV + *photo* + *prétentions* à J.L. BOUDINEAU
CAP SOGETI LOGICIEL
l. chemin du Pigeonnier de la Cépière - 31100 TOULOUSE.

CAP SOGETI LOGICIEL

HAVAS CONTACT

CREDIT AGRICOLE

LA CAISSE REGIONALE DU SUD-EST
(Plus de 2100 employés et cadres. 230 agences bancaires sur la Region Rhône-Alpes)

recherche pour son Service Organisation-Méthodes LYON 9e

DES CHARGES DE
PROJETS en ORGANISATION

Ref. 8213

Sur nouveaux moyens de paiement, bureautique. Applications de gestion...
- Ils travailleront en liaison avec les **Etudes Informatiques** et les **Utilisateurs.** Evolution vers des fonctions d'encadrement.
- Postes convenant à des candidats possèdant une formation de type **«Ingénieur», «Miagiste»...**
- L'expérience de l'organisation en société de services ou entreprises est nécessaire pour certains postes. Des **débutants** pourront convenir pour d'autres.

Adr lettre C V photo pretentions avec ref du poste :
CRCAM du SUD-EST. M. E. CHAMPAGNON.
B P 9156 69263 Lyon cedex 01



AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE



Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. *Ces perspectives nous conduisent* à proposer des postes à des

ingénieurs électroniciens grande école

DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

Suivant leurs compétences et affinités, ils seront orientés vers les spécialités suivantes : **électronique générale, logiciel de base, logiciel d'application, production, bureau d'études, soutien logistique, maintenance et chantiers à l'étranger.**

Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de **BORDEAUX,** dans un établissement de 500 personnes.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. BIEM, à Monsieur FERON, THOMSON CSF, B.P. 3, 33160 LE HAILLAN.



THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES
CENTRE DE BORDEAUX-LE HAILLAN

HAVAS CONTACT

NEYRPIC GRENOBLE

recherche pour son departement
REGULATIONS et AUTOMATISMES

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

ENSI - ESE

— Le candidat aura une solide formation en electronique analogique et digitale, en automatismes et devra être attire par l'etude et le developpement de *systémes asservis complexes.*

Il sera integre à l'equipe recherche et developpement du departement.

Le candidat retenu possédera en plus d'une première expérience, le sens des contacts et de l'organisation ainsi qu'une grande rigueur dans ses methodes de travail.

UN INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

ENSI - INSA

— Le candidat ideal aura de solides notions en electronique et automatique, de bonnes connaissances en mecanique et en hydraulique.

— Il sera charge du secteur «MISE AU POINT» à l'interieur du service production du Departement.

*Il aura à appliquer ses connaissances a un travail de coordination et d'as*sistance technique auprès d'une equipe de 20 techniciens charges de la verification de la *mise* au point en usine puis de la mise en service sur le site de nos equipements de régulation et d'automatismes.

Le candidat retenu possédera une expérience dans un poste similaire. Sa personnalite, ses aptitudes au commandement devront lui permettre, aprés une *periode* d'adaptation, de devenir l'adjoint du responsable du Service Fabrications du Departement.

Pour ces deux postes, l'anglais est le plus souvent la langue de travail lors de deplacements de courte duree *qui font partie de la fonction.*

Envoyer CV au Service Gestion des Cadres
BP 75 Centre de Tri 38041 GRENOBLE Cedex

diriger la nouvelle usine de Sony à Dax

SONY®

SONY FRANCE met en chantier en septembre 1982 une 2ème unité, destinée, celle-ci, à produire des cassettes vidéo. Nous recherchons le collaborateur qui dans un premier temps supervisera la réalisation de l'usine et ultérieurement la dirigera (500 personnes - 15 *millions de cassettes par an). Rattaché au* Directeur Industriel de SONY FRANCE basé à Bayonne, le Directeur de l'usine a sous sa responsabilité l'ensemble des services : production, entretien, qualité, logistique, comptabilité, personnel. Ce poste convient à un ingénieur *mécanicien* de type Arts et Métiers, ayant une expérience de production d'articles de grande série, acquise dans l'industrie de la *métallurgie,* électronique, électroménager ou automobile par exemple, et ayant déjà exercé la fonction de Directeur d'usine, même s'il s'agit d'une petite unité. Il lui faut aimer le dialogue social et avoir envie de faire une longue route à ce poste avec SONY.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre *dossier sous référence 166.82 M à notre conseil - 61, bd Haussmann* 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Très important groupe industriel
recherche pour
SA DIVISION BATIMENT

UN INGENIEUR COMMERCIAL

Au sein du departement exportation, il sera chargé de la negociation des *projets* de réalisations de constructions industrialisées sur les marchés du Moyen Orient

Ce poste conviendrait a un ingénieur de formation bâtiment justifiant d'une expérience commerciale de 3 à 5 ans et d'une bonne connaissance de l'anglais

Rémuneration motivante et excellentes perspectives d'évolution.

Poste à pourvoir en **NORMANDIE.**

Prière adresser lettre candidature,
CV et prétentions s/réf. 4552 M
à **PIERRE LICHAU S.A.**
B P 220-75063 Paris Cédex 02
qui transmettra.

DIPLOME GRANDE ECOLE

Vous avez acquis l'expérience :
- de la conduite de projets sur système informatique puissant nécessitant B.D./D.C.
- de meneur d'hommes et de dialogue avec les utilisateurs de l'outil informatique.

La Direction Informatique d'une importante entreprise industrielle recherche pour son bureau d'études «gestion de production» situé à LYON

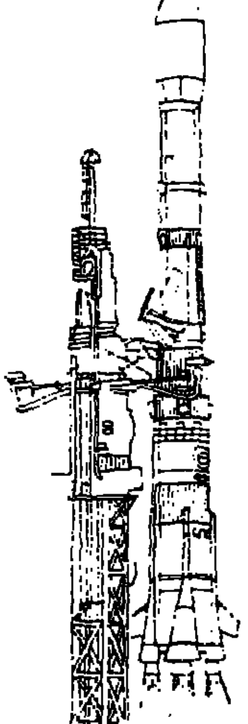
son responsable

Il devra diriger une équipe d'ingénieurs informaticiens et de techniciens.
Il aura pour mission, dans le cadre du développement du système de gestion de l'entreprise, de mettre en *place* pour l'ensemble des usines implantées en France, des systèmes de gestion de production.
Ce poste très important conviendrait à un Ingénieur Grande Ecole (X, Supelec, ...) ayant plus de cinq ans d'expérience informatique sur gros système IBM et dans un milieu industriel.
La connaissance de COPICS serait appréciée.

Ecrire sous référence CM1 à **COMELOG**
9 rue Sainte-Anne - 75001 PARIS
ou 4 rue Sainte-Sidoine - 69003 LYON

comelog

pmp



La S.E.P. Maître d'Œuvre de la propulsion des trois étages de la fusée ARIANE, recherche dans le cadre du développement de ses activités fabrication série

UN CHEF DE FABRICATION

directement rattaché au Chef du Département de la production industrielle, il est responsable *de la realisation des objectifs de fabrication en* coût, délais et qualité.

Il assure l'encadrement hiérarchique et technique d'un service couvrant les activités : ordonnancement, methodes, montage (effectif d'environ 200 personnes).

Formation A et M ou équivalent, il a acquis une sérieuse expérience du commandement d'une dizaine d'annees dans les différents secteurs de fabrication ; une bonne connaissance de la mecanique fine (type aérospatiale) serait particulièrement appréciée.

Adresser lettre de candidature manuscrite accompagnee *d'un C.V., photo et prétentions* sous réf. 632 M à SEP, Service du Personnel, *BP 802, 27207* VERNON.

SEP

HAVAS CONTACT

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE 1er PLAN

Implantation Internationale

recherche pour Région OUEST :

1 Ingénieur ARTS ET MÉTIERS

chargé des relations avec les clients et différents services du groupe.

Ce candidat doit avoir une parfaite connaissance de l'anglais.

Expérience souhaitable en moteurs de rechanges Diesel.

AGE SOUHAITÉ : 30 - 40 ans environ.

1 Ingénieur Grandes Ecoles

E.N.S.M., E.N.S.T.A. ou équivalent

Expérience souhaitée en matière Engineering marine, connaissances mécanique et électricité appréciées.

Bonnes connaissances de l'Anglais.

AGE SOUHAITÉ : 25 - 35 ans environ.

Ecrire sous no 11.637 à H.A.P. Hall des Petites Annonces 7 x 44040 NANTES CEDEX.

HAVAS CONTACT

Importante société industrielle recherche pour son usine de la région lilloise :

RESPONSABLE DE LA GESTION DE PRODUCTION

De formation technique *supérieure,* vous avez *acquis une* expérience opérationnelle d'au moins 5 ans dans un Service Gestion de Production. Vous êtes *un* spécialiste des problèmes d'ordonnancement, de lancement, *de* magasins, de manutention. Vous avez déjà exploité des sytèmes de gestion automatisés et *animé* une équipe de collaborateurs.

Vos nouvelles responsabilités ?

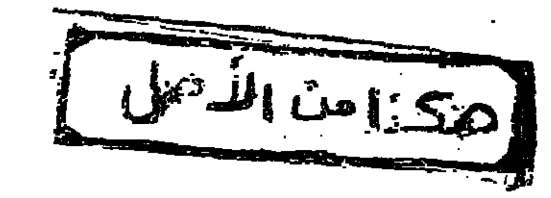
Rattaché au Directeur Général, vous prendrez en *main* l'ensemble du département Gestion de Production : gestion des données techniques, programmes de production, gestion des stocks, *lancement, fabrication, réception, manutention,* distribution. Environ 200 personnes.

C'est aussi un poste de coordination : vos interlocuteurs seront les responsables du Marketing, de l'Engineering, de la Fabrication, des Méthodes et Achats. Vous serez également chargé de l'évolution des méthodes et procédures de fonctionnement de l'ensemble du département.

Anglais indispensable. Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'écrire sous réf. 4227 à DESSEIN - 69, rue de Provence-75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Notre Société, filiale d'un puissant Groupe Financier, est à l'échelon national, une entreprise pilote dans le domaine de la CONSTRUCTION DE LOGEMENTS.
Nous recherchons pour notre implantation de

CLERMONT-FERRAND

ingénieur responsable d'opérations

DIPLOME : E.T.P. - A.M. ou équivalent.

Il prendra part à la conception des opérations et sera chargé de l'étude, de la mise au point et de la réalisation (autorisations administratives, plans de financement, passation des marchés) ; il devra assurer le prix de revient et veiller tout particulièrement à la qualité du produit.
Son action se poursuivra jusque dans la phase de commercialisation ainsi que dans le règlement des désordres impliquant le constructeur.
Une première expérience de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans le secteur immobilier, s'avère indispensable.
Notre société est susceptible d'offrir une évolution de carrière intéressante pour des candidats de valeur.
Nous vous invitons à adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 9911 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

THOMSON-CSF
DIVISION ACTIVITÉS SOUS-MARINES

à BREST
recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Formation **GRANDE ÉCOLE**
pour LABORATOIRE D'ÉTUDES

Quelques années d'expérience industrielle dans un ou plusieurs domaines suivants :
- électronique de puissance,
- matériels numériques,
- magnétisme.

Langue anglaise appréciée.

Envoyer CV, photo et prétent. à **THOMSON-CSF**
Division des Activités Sous-Marines,
route du Conquet, **29283 BREST CEDEX**

Importante Société internationale
(située en banlieue **Ouest de Paris** proche RER)
recherche pour son CENTRE DE FORMATION

AUTOMATICIEN ET HOMME DE COMMUNICATION

- vous êtes passionné d'automatismes, de micro-informatique,
- vous voulez approfondir, développer, élargir le champ de vos connaissances,
- vous ressentez le désir de communiquer votre savoir faire aux autres.

Nous sommes une équipe jeune, entreprenante, pluridisciplinaire. (Régulation - Systèmes Analyseurs - Automatismes).

Nous vous proposons de venir nous rejoindre comme

CONCEPTEUR ET ANIMATEUR DE STAGES

de formation destinés à des Ingénieurs et techniciens supérieurs.
Nous apprécierons votre esprit d'initiative, votre souci du détail et vos qualités humaines.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3048 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

QUELLE
SOCIETE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE
recherche pour sa
CENTRALE D'ACHATS
ORLEANS

jeune diplômé en gestion

Il participera à l'établissement des prévisions de ventes, à la gestion des stocks, au suivi des résultats d'exploitation pour un rayon d'achats.
Ce poste vous permettra d'évoluer rapidement vers des fonctions de **CONTROLE DE GESTION** ou **d'ACHETEUR.**
Nous souhaitons que vous ayez une formation **ESC** ou **SCIENCES ECO** avec de bonnes connaissances en **ANGLAIS** et si possible en Allemand.
Une première expérience professionnelle, même dans un secteur différent de l'Achat, est indispensable.

Le poste est à pourvoir rapidement.
Envoyer C.V. et prétentions à M. FRATER
QUELLE S.A.
B.P. 100
45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX

UNE IMPORTANTE SOCIETE recherche pour l'une de ses usines (300 personnes), située à 180 km à l'EST de PARIS :

responsable de la logistique

IL SERA CHARGE :
du traitement des commandes, de l'ordonnancement, du planning, de la gestion des magasins M.P. et P.F. et des expéditions en France et à l'exportation.
Une réelle expérience de la fonction et de l'utilisation de l'OUTIL INFORMATIQUE est exigée.
La connaissance de l'ANGLAIS est très souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence 9865 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Industrie alimentaire - Nous sommes une importante société industrielle avec 600 personnes réparties dans 6 unités de production de plus en plus modernisées et automatisées dans un environnement de machines complexes gérant un process avec des paramètres difficiles à maîtriser et toujours délicats. Nous souhaitons enrichir notre potentiel technique (et humain) et recherchons un

DIRECTEUR D'USINE

200 km Sud Paris

Vous êtes ingénieur diplômé et vous avez au moins 12 ans d'expériences professionnelles. Votre formation initiale et vos acquis font de vous un bon généraliste des problèmes mécaniques, de l'hydraulique et du génie climatique. Votre parcours industriel en usine vous a conduit à une direction d'unité autonome depuis 3/5 ans ou à la direction d'un important service-usine d'une grosse usine.
Vous serez dans le cadre d'une large délégation responsable de l'une de nos principales usines. Vous aurez à développer et à utiliser votre capacité à appréhender des problèmes complexes avec une méthode rigoureuse de travail, à organiser la production et la gestion industrielle, à réaliser et à gérer les investissements, à diriger et à animer vos hommes, à améliorer le climat social (relations aussi avec les partenaires sociaux). Vous travaillerez dans une équipe de production dynamique et motivée sur des problèmes de qualité, de productivité, de suivi de process...

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5596 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS
TELEPHONE · 563-03-10
MEMBRE DE SYNTEC

Plein Champs

Région Rhône Alpes
Société électronique à vocation internationale, cherche, son futur

DIRECTEUR Département Industrialisation

Ingénieur Grandes Ecoles (Arts et Métiers ou équivalent) ayant acquis une large expérience dans l'animation d'un service technique, il aura pour mission de diriger une équipe forte d'une trentaine d'ingénieurs et techniciens.
Nous souhaitons un candidat qui nous apportera son «savoir faire» dans le domaine de la conception et fabrication de matériels électroniques professionnels.

Discrétion absolue assurée.
Adresser candidature sous No 37.654 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

ENTREPRISE LEADER
DANS PRODUCTION
DE BIENS D'EQUIPEMENTS
(450 personnes)
Filiale d'un important Groupe Français
crée un poste

ingénieur de production

Dans un premier temps, sa mission sera de promouvoir l'utilisation de l'informatique dans la Gestion de Production, et d'assurer l'intégration de techniques nouvelles de fabrication.
Dans un second temps, il sera normalement appelé à prendre des responsabilités opérationnelles.
Ce poste convient à un candidat ambitieux de 27 ans minimum, de formation Ingénieur AM, ESME, ENSM, ENSEM..., ayant 3 ans au moins d'expérience industrielle. Poste basé dans ville moyenne région Centre, 200 km de Paris.
Rémunération minimum départ 110.000 F

Merci d'écrire avec CV et photo
sous référence N 164 à
PAJ Conseil, 2 rue des Dardanelles
75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Centre Socio-Culturel, d'animation de Chambéry-Le Haut recrute Directeur (trice). Expér. prof. d'animat., gest. 5 a. min. Format. CAPASE ou assimilé. C.V. + lettre manuscr. Dépôt des candidatures, urgent. Ecr. : 607, rue du Pré-de-l'Ane, 73 CHAMBÉRY-LE HAUT.

Pet. Société Sud-Ouest rech. : ingénieur chimiste : format. chimie indust. Environ 35 ans, sens responsab., devant diriger fabrication et contrôle. Rémunération 150.000 F an, expér. : 6 ans indust. chimique. Ecr. Havas Bergerac 24100/2730.

PEUGEOT-LOIRE

recherche

CHEF DE PRODUCTION

Cet ingénieur sera responsable du laminage à froid des aciers inoxydables : fabrication planning-ordonnancement, méthode-atelier, approvisionnements.

Lieu de travail : PONT DE ROIDE (Doubs).

Formation Ingénieur Grandes Ecoles. Anglais exigé.

Envoyer C.V. et prétentions sous No 37636 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Important groupe industriel spécial. dans les équipem. ÉLECTRONIQUES ET ÉLECTROMÉCANIQUES

recherche pour ses unités de production situées en CHAMPAGNE

INGÉNIEUR CONTROLE QUALITÉ

30 ans minimum.
A.M. ou équivalent.

- Expérience confirmée de la fonction acquise en milieu industriel (grandes séries) ;
- Connaissances approfondies et pratiques exigées en mécanique, électromécanique et électronique ;
- Connaissance de l'anglais ou de l'allemand.

Adr. photo, C.V. et prét. sous Nº 38.103, CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

Notaire, BASSE-NORMANDIE, rech. CL. H.R., jeune et actif, habitué à la réception de clientèle et à traiter tous dossiers. Libre rapidement.
Tél. : (16) 31 92-80-22.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

SOCIÉTÉS DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
(570 personnes), filiale d'un groupe industriel de taille internationale
recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

- 2 à 3 ans expérience.
- Connaissant LTR, MITRA.
- Lieu de travail : TOULON.

Adr. lettre manusc., C.V., photo et prétent. s/nº 2166, Publicités Réunies, 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

Centre social Potiers recherche animateur (trice).
Travail équipe, associations, compét. gestion, expér. exigée CC. SNAECSO, groupe 6. Env. C.V. Centre Social le Clos-Gaultier, 86000 POITIERS.

IMPORTANT GROUPE
recherche pour sa filiale située

à ANGERS un Comptable

25 à 30 ans. Libéré O.M.
Titulaire BTS, pour poste adjoint au chef comptable. Le candidat devra faire preuve d'esprit d'initiative et d'aptitude au commandement.

Envoyer C.V., photo et prét. s/nº 37.736, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

OFFRES D'EMPLOIS

Pour renforcer son équipe ingenierie
notre société filiale d'un important groupe international industrie alimentaire
recherche

JEUNE INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Nous lui confierons la responsabilité de la conception et de la réalisation de divers projets liés à l'évolution de notre entreprise (installation lignes de fabrication, amelioration de capacité de production, etc ...).

Nous souhaitons accueillir un ingenieur de formation type A.M., créatif et rigoureux, ayant impérativement une première experience d'au moins 2 ans si possible dans secteur similaire, et s'exprimant aisément en anglais.

Lieu de travail : Région Parisienne Est.

Envoyer lettre, C.V., photo et pretentions sous réf. 37677 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01,q't'

IMPORTANTE
ENTREPRISE FRANÇAISE
DU SECTEUR AÉRONAUTIQUE
recherche

INGÉNIEURS

diplômés grandes écoles
Sup Aéro, Centrale, Mines, A & M,

1° ayant quelques années d'expérience pour PARIS.

- **responsable de gestion de production informatisée** réf. 1
A la tête d'une équipe de 8 collaborateurs et en liaison avec les études, il sera chargé de la mise en place et du fonctionnement des applications informatiques concernant l'enregistrement des commandes, tenue des stocks, lancement, ordonnancement, achats...
- **études et méthodes nouvelles** réf. 2

2° Débutants
- **pour région SUD-OUEST**
ordonnancement réf. 3
méthodes industrielles réf. 4
- **pour ALSACE**
fabrication réf. 5
contrôle qualité réf. 6

Merci d'adresser CV et lettre de candidature en précisant bien la référence du poste choisi. à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

FILIALE
GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENT AUTOMOBILE
recherche pour son
UNITE DE PRODUCTION située
à environ 70 kms au Nord de PARIS, un

CHEF DE PRODUCTION

Le candidat :
- sera diplômé d'une école d'ingénieurs (AM - ENI - INSA, etc...)
- aura un très bon niveau technique avec expérience de conduite de bureau de méthodes et direction de fabrication dans une industrie mécanique
- aura 5 ans minimum d'expérience dans un poste de haut niveau
- aura une bonne connaissance de l'anglais.

La mission :
- assurera la responsabilité des services : usinage, montage et ordonnancement de l'unité.
- animera et coordonnera les équipes de production afin d'améliorer l'efficacité des ateliers

Le candidat retenu se verra offrir de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous no 37530 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

TRES IMPORTANTE
SOCIETE IMMOBILIERE
offre 2 postes de responsabilités a des

cadres financiers H/F

Dans ses Directions Régionales d'Ile-de-France, ils seront des Gestionnaires de Sociétés, responsables de l'administration financière d'un ou plusieurs établissements ou Sociétés Immobilières, et de la gestion de leur trésorerie.

Ces postes conviennent à de jeunes candidats, 27 ans minimum, diplômés Sc. Po ou HEC - ESSEC - ESCP..
Devant être rapidement operationels, préférence sera donnée à ceux disposant d'une expérience de 2 à 3 ans en Gestion Financière. Postes à pourvoir à Versailles et Créteil.

Rémunération minimum 100 000 F
+ nombreux avantages Groupe
Réelles possibilités d'avenir

Merci d'écrire avec CV et photo
sous référence R 164 a
PAJ Conseil,
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Importante Société de Conception et Vente de Logiciels Informatiques située en Région Parisienne

recherche

INGENIEURS Grandes Ecoles

FONCTION : conception de logiciels et mise au point de nouvelles applications d'un système informatique à trois dimensions, commercialisé en Europe, aux U.S.A., au Japon.

PROFIL : X, Centrale, Sup. Aéro, Mines, Ponts - ENSI.
Motivés par la conception de fonction pour systèmes CAO et CFAO.
Débutants, Anglais exigé.

Adresser lettre manuscrite + photo récente + CV détaillé à
CONSILIA
Conseil en Ressources Humaines
5, rue Lincoln 75008 Paris (4è étage)

LEVI-TOURNAY PUB

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BTP SIEGE PARIS,

recherche

Responsable Personnel Expatriés

Au sein d'une équipe opérationnelle, le cadre que nous recruterons sera chargé : du recrutement ouvriers et ETAM, de la gestion administrative du personnel comprenant notamment l'établissement des contrats, la couverture sociale, les formalités de départ, les familles, etc ...

Ce poste requiert des qualités d'autonomie, d'organisation et le goût des responsabilités.
Une expérience de quelques années de la gestion du personnel en entreprise de BTP est souhaitable ainsi qu'une pratique correcte de la langue anglaise. Il s'agit d'un poste évolutif au sein d'un groupe important.

Adresser C.V. détaillé avec photo en précisant prétentions de salaire à No 21692 COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, *qui transmettra.*

SAE *recherche un*

Ingénieur de liaison/coordination

pour un chantier T.P. en IRAK. Le poste est basé à PARIS.

LA MISSION :
superviser les études techniques, la logistique, les démarches administratives et commerciales, relatives au chantier de T.P. d'Irak.

L'HOMME :
c'est un Ingénieur du BTP, bilingue anglais qui a une expérience de chantier, puis de gestionnaire.
Il a le goût des contacts, un bon esprit de synthèse et le sens de l'organisation.

Envoyer lettre manuscrite, CV. détaillé et photo en mentionnant la référence 21637 IG - LC à SAE - Direction du Personnel - 32, avenue de New-York 75784 Paris cédex 16.

COFAP



THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS
ET DEPARTEMENT RADIOTELEPHONES

Notre domaine :
- SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS MOBILES
- EQUIPEMENTS DE TRAITEMENT DE SIGNAL ET DE PAROLE
- RADIOTELEPHONIE

Située sur un marché porteur et international, notre activité est résolument innovatrice et en pleine expansion.

Pour répondre à notre croissance, nos laboratoires d'études et de développement recherchent de jeunes

INGENIEURS ELECTRONICIENS

DEBUTANTS OU QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Ils se verront confier, au sein de nos équipes, la responsabilité de préparer les systèmes et matériels de communications futurs.

ENST, ESE, ENSAE, ISEP, ENSERG...,

Vous êtes attirés par les technologies de pointe (mini et micro-informatique)...

Vous êtes animés d'un réel désir d'entreprendre...

Vous serez motivés par les larges perspectives de carrière et de développement personnel que nous pouvons vous offrir.

Adresser C.V. et photo à M. POTUS - B.P. 156 - 92231 GENNEVILLIERS.

---

telesystemes eurodial

recrute

INGENIEURS D'APPLICATIONS

Nous développons des logiciels et des progiciels utilisant des supports de dialogue de pointe : micro-ordinateurs, vidéotex, machine de traitement de texte... Notre clientèle utilise notre ordinateur Eurodial pour effectuer, dans un environnement interactif, des traitements :
- *d'aide à la décision*
- de gestion traditionnelle.

Votre grande adaptabilité vous permettra de mener à bien des tâches d'analyse et de réalisation d'applications de nature diverse dans cet environnement de pointe.
Votre fort potentiel vous permettra d'imaginer de nouveaux emplois de notre système.
Ces postes offrent de réelles possibilités d'évolution pour des candidats disponibles rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions à Monsieur GUET
TELESYSTEMES EURODIAL - 10, rue de Verdun - 92100 BOULOGNE.

Discrétion assurée.

LA TRADITION *D'AVANT GARDE* **telesystemes**

Desseln

SURETE NUCLEAIRE

Grande Entreprise, secteur nucléaire, banlieue Sud de Paris, recherche

ingénieurs grandes écoles généralistes

pour les fonctions suivantes :

ANALYSE DE RISQUE
L'Ingénieur retenu s'intégrera dans un groupe en création, qui a pour objectif l'élaboration d'un outil d'aide à la décision dans le domaine de la sûreté des centrales PWR, basée sur l'analyse probabiliste du risque.

ETUDES DE STRUCTURES (BETON ET ACIER)
Le candidat retenu renforcera l'équipe d'Ingénieurs chargée des études concernant les enceintes de confinement des réacteurs nucléaires.

Ces fonctions conviendraient à des Ingénieurs à vocation de généraliste, possédant une expérience dans la construction ou l'exploitation de grands ensembles industriels.

La connaissance des réacteurs nucléaires est souhaitable, bien qu'une formation intérieure au fonctionnement des centrales PWR soit prévue.

Anglais souhaitable, déplacements en France et à l'étranger.

Ecrire sous référence 82.29-M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de la recherche.

EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
15, av. d'Eylau - 75116 Paris

PARIS LONDRES HOUSTON

membre de Syntec

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
leader mondial
dans sa branche d'activité
recherche

JEUNES CHEFS DE PROJETS

La Direction Etudes Informatiques (basée à Paris, 30 personnes, âge moyen 30 ans) souhaite intégrer un ou deux jeunes chefs de projets. Ils seront chargés, sur du matériel IBM 4341, HP 3000 et HP 250, de la conception et de la mise en place d'applications de gestion aussi *bien au Siège Social qu'en usine ou à l'étranger.*

Diplômés d'Etudes Supérieures, les candidats ont de 2 à 4 ans d'expérience, le goût des contacts avec les utilisateurs et la volonté d'améliorer et faire progresser les méthodes informatiques existantes.

Le Groupe assurera à ces deux personnes une évolution de carrière *dans ou en dehors de l'informatique.*

Adresser C.V. + photo, sous réf. 7505, à **TELEX P.A.**
34, bd Haussmann 75009 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
PÉTROCHIMIE, MATIÈRES PLASTIQUES,

recherche

INGÉNIEUR DIPLÔMÉ
(ENSAM - ECP - ECL - ENSAE - IDN...)

débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience pour lui confier un atelier de production.

Le poste à pourvoir dans une usine située en Normandie, requiert de bonnes connaissances *en mécanique et une grande aptitude à l'animation d'une équipe.*

Possibilités d'évolution de carrière variées.

Adresser curriculum vitae et photo à HAVAS CONTACT,
1, place du Palais-Royal - 75008 PARIS, sous référence 30474.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

4,rue Massenet 75016 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Un jeune manager

référence XH 534 AM

NOUS SOMMES UN IMPORTANT ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION au plan national et international.

Nous intervenons dans **toutes les disciplines du Management** (économie, finances, gestion, communication...). Nous préparons également à des diplômes supérieurs d'enseignement dans différents pays.

Nous recherchons un jeune Manager de formation supérieure HEC, Sciences Politiques, Doctorat... **pour gérer et participer à notre expansion.**

Sa mission implique :

- **au sein de l'équipe dirigeante,** de contribuer à la poursuite de l'expansion en assurant en France et à l'étranger des contacts à haut niveau dans les entreprises (industrielles - bancaires), ministères, organisations régionales et internationales, en supervisant les actions de développement.
- **au niveau opérationnel pour la région parisienne,** d'initier les activités pédagogiques, de constituer les équipes et d'optimiser les résultats.

Poste motivant pour cadre supérieur disposant d'une expérience de 8 ans environ, acquise à la direction d'un centre de Profits ou d'un département dans un groupe bancaire, industriel ou importante société de conseil.

Poste à Paris. **Rémunération : 280 000 F +**

Chef de projet pour concevoir et organiser un système de gestion avancé

référence MC 538 CM

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES D'ASSURANCES mettant en oeuvre des techniques avancées de gestion informatique (télétraitement, bases de données, bureautique...) recherche un **Chef de Projet de fort potentiel.**

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire performante et dynamique, il sera chargé dans un premier temps de l'évolution du système de gestion du département sinistres.

Il participera à la détermination des grandes options, à la définition des modalités et assurera :

- l'analyse des besoins,
- les liaisons avec les informaticiens,
- la mise en place des procédures et la formation des utilisateurs.

Réelle opportunité de carrière et évolution possible au niveau du groupe pour candidat disposant d'une expérience réussie de 3 à 5 ans environ, acquise au sein du secteur tertiaire de préférence : **assurances, banque, S.S.C.I....**

Poste à Paris.

Ingénieur diplômé junior et germaphone

référence WM 546 AM

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RENOMMÉ, biens d'équipements recherche pour son **DÉPARTEMENT NUCLÉAIRE** un **Ingénieur diplômé** qui sera formé pour assumer des responsabilités d'ingénieur de contrats : coordination de tous les services internes et liaisons avec les clients afin d'assurer la bonne réalisation des commandes. Une première expérience serait appréciée mais non indispensable.

Bonne connaissance de l'allemand indispensable.

Ce poste ouvre de réelles perspectives de carrière à un ingénieur de bon potentiel.

Poste à Paris.

Chef de service recherche et développement

référence DE 539 AM

Chef de département commercial

référence PF 540 AM

UNE FIRME FRANÇAISE (120 millions de F de CA) fournisseur d'ensembles pour les véhicules industriels et le transport en commun recherche DEUX CADRES CONFIRMÉS

• CHEF DE SERVICE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT.

Ce poste, rattaché à la Direction Générale comporte :

- l'animation d'un service avant-projets et prototypes (10 ingénieurs et techniciens)
- le développement de nouvelles technologies
- les liaisons avec la profession (homologation, réglementation...).

La fonction conviendrait à un ingénieur diplômé (formation mécanique) réellement innovateur, ayant assumé des responsabilités de niveau similaire dans des sociétés utilisant des techniques de tôlerie, mécanique, soudage (connaissance des problèmes de vibration appréciée).

Rémunération : 160 000 F +

Même Société recherche

• CHEF DE DÉPARTEMENT COMMERCIAL. Ingénieur diplômé ou HEC, ESSEC, ESCP ayant une expérience confirmée, dynamique et négociateur. Il s'agit, dans l'activité équipements pour le transport en commun, de développer les marchés en particulier à l'exportation :

- en assurant des contacts à haut niveau avec des administrations et des constructeurs,
- en réalisant un suivi d'affaires avec les différents services de l'entreprise (direction technique et production, gestion...).

Rémunération : 150 000 F +

Pour ces deux postes, une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Lieu de travail : Paris.

Écrire en précisant la référence.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

4,rue Massenet 75016 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Contrôleur de gestion

référence KA 536 AM

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE (2 500 personnes, CA supérieur à 1 milliard) rattachée à un des premiers groupes mondiaux dans son domaine recherche un **Contrôleur de Gestion.**

Il sera chargé :

- de définir, recommander et mettre en oeuvre la gestion prévisionnelle de la société (plan et budget)
- d'assurer le suivi et l'analyse des réalisations, et d'en dégager les recommandations d'actions dans les conditions les plus motivantes pour les operationnels.

Ces responsabilités importantes seront confiées à un candidat HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, ayant 4 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise en milieu industriel soit en contrôle de gestion, soit dans des fonctions qui l'y prépare, type audit-organisation (la connaissance de la comptabilité anglo-saxonne serait un atout). Des qualités de rigueur et d'animateur sont indispensables pour convaincre et motiver.

La réussite dans ce poste ouvrira à son titulaire de larges perspectives d'évolution de carrière, y compris à des responsabilités opérationnelles.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris. **Ordre de grandeur de rémunération : 180 000 F +**

Mines, ECP, HEC Jeune Chef de projet conception et réalisation systèmes de gestion de pointe

référence LB 537 AM

PUISSANT GROUPE SECTEUR TERTIAIRE LEADER DANS SA BRANCHE offre une intéressante perspective de carrière à un **Jeune Chef de Projet,** 2 à 4 ans d'expérience en organisation de systèmes de gestion.

Plus particulièrement chargé des domaines comptabilité et statistique, il sera intégré au service organisation d'une société déjà dotée de puissants moyens informatiques et disposant de systèmes de gestion évolués.

Ce nouveau projet concerne une nouvelle phase de développement qui implique la refonte des systèmes actuels en intégrant les méthodes les plus modernes (telematique, base de données, burecutique...).

Ce cadre de fort potentiel, motivé par l'innovation et la réalisation assurera toutes les phases du projet :

- analyse des besoins,
- développement (rédaction des cahiers des charges destines a l'informatique),
- mise en place et formation des utilisateurs.

Larges perspectives d'évolution au sein du groupe.

Poste à Paris. **Rémunération : 200 000 F +**

Chef de service ASSURANCE QUALITÉ

référence RH 541 CM

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE IMPORTANTE, filiale d'un groupe industriel français recherche son **Chef de Service Assurance Qualité.**

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé d'animer une fonction essentielle compte tenu du niveau de technicite de l'entreprise (équipements thermiques pour centrales nucléaires) :

- établissement et suivi des procédures assurance qualite
- animation d'un service contrôle (une vingtaine d'ingénieurs et techniciens)
- négociations avec clients et fournisseurs.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé grande école, 35 ans minimum, ayant assuré des fonctions équivalentes dans une industrie à haute technicité. Connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Rémunération envisagée : 180 000 F + (négociable selon expérience).

Ingénieur confirmé responsable d'une importante unité de fabrication

référence UK 544 AM

Jeune ingénieur adjoint au chef du service entretien

référence VU 545 AM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE réalisant des biens d'équipement mettant en oeuvre des techniques variées : mécanique, mécano-soudure, électricité... recherche pour un établissement industriel de taille européenne (1 200 personnes) :

• UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ AM ou équivalent, ayant environ 10 ans d'expérience, l'habitude de diriger des fabrications, de bonnes connaissances dans le domaine du travail des métaux en feuilles. Il s'agit de diriger une unité complexe et polyvalente, effectif 200 personnes, réalisant les pièces primaires et les sous-ensembles.

Poste intéressant pour candidat ayant de solides compétences techniques et des qualités marquées d'organisation et d'animation.

Ordre de grandeur de rémunération : 180 000 F

• UN JEUNE INGÉNIEUR AM ou équivalent, ayant de préférence une première expérience industrielle (la candidature d'un débutant peut être envisagée si personnalité tres affirmée).

Il secondera le chef du service sur tous les plans : technique, gestion, animation du personnel (effectif 60 personnes).

Poste intéressant évolutif pour candidat dynamique et ayant le goût de la technique.

Ordre de grandeur de rémunération : 130 000 F

Ces postes se situent à Valenciennes.

Écrire en précisant la référence.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

responsable de la communication pour nos produits informatiques

Nous sommes le 3e exportateur français de matériel informatique et notre développement constant nous amène à rechercher notre responsable de la communication.

Votre expérience des techniques de communications, du secteur informatique et de l'encadrement vous permettra de prendre en charge :

- l'analyse avec le groupe marketing des besoins en matière de communication.
- l'élaboration d'une stratégie adaptée tant sur le plan de la publicité et de la promotion des ventes que sur celui des contacts avec la presse spécialisée.
- l'animation de l'équipe qui participera au suivi de la réalisation du plan établi.

L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (avec lettre manuscrite et photo) à Hélène Ducongé, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex, sous réf. 3075.

média-system



Petite société très performante de

PERI-INFORMATIQUE (C.A.O.)

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Responsable de la diffusion de matériel périphérique graphique haut de gamme.

Le titulaire sera chargé d'assurer :

- le développement de la clientèle actuelle, par prospection de nouveaux secteurs d'activités (contacts à haut niveau),
- la négociation des contrats de vente ou de cession de licences,
- le suivi commercial.

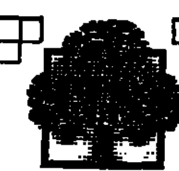
Le poste convient à des candidat(e)s issu(e)s de l'enseignement supérieur : ingénieurs à fortes aptitudes commerciales ou diplômés d'Ecole de Commerce, ayant déjà fait leurs preuves dans la vente de périphériques d'ordinateurs (si possible graphiques) et connaissant la C.A.O. Ils pratiqueront l'anglais courant des affaires.

Agé d'environ 35 ans, vous désirez vous intégrer dans une équipe efficace. Votre avenir est à la mesure de vos performances.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo + prét., s/réf. 208 M à

ETCHEVERRY S.A.
32, r. Pierret, 92200 NEUILLY.





Cii Honeywell Bull

pour s'intégrer aux équipes chargées du développement de ses futures gammes d'ordinateurs, recherche des

INGENIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine specifique du **logiciel de base** qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs...

Ils participeront aux divers stades de la réalisation des produits : architecture, développement, maintenance, qualification.

Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et possèderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : PARIS 20e/Louveciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 116 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20



PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN
DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES
LEADER DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANÇAISE

**Nous sommes aujourd'hui 1500 personnes.
Pour poursuivre notre expansion constante (en moyenne 30 % an depuis 3 ans), nous créons de nombreux postes. Nous recherchons notamment :**

ingénieurs logiciels qualifiés

DEBUTANTS : Grandes Ecoles d'Ingénieurs, option informatique. Universitaires, maîtrise informatique, 3ème cycle.
CONFIRMES : possédant quelques années d'expérience.

Suivant le goût et la compétence des candidats, nous leur proposons une activité de développement et de conception sur nos gammes de produits :

- GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES - TERMINAUX MULTIFONCTIONS -

dans les domaines suivants :
FIRMWARE ET CONTROLEURS INTELLIGENTS - LOGICIEL DE BASE ET SYSTEMES D'EXPLOITATION - TRAITEMENT DE TEXTE ET BUREAUTIQUE - TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX - SYSTEMES TEMPS REEL INTERACTIFS - SYSTEMES DE GESTION TRANSACTIONNELLE.
Nous leur assurons une formation sur nos produits et un soutien par notre méthodologie.

Notre expansion spectaculaire assure à des candidats de valeur, de réelles perspectives d'évolution.

Lieu de travail : *MASSY* 5 minutes du *R.E.R.*

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite C.V. et prétentions) à :
Monsieur BERNET-ROLLANDE, Direction des Relations du Travail
TRANSAC ALCATEL 1/7 rue Ampère - 91300 MASSY

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

Fondé en 1968 dans un esprit résolument novateur, nous sommes les pionniers du marché des microprocesseurs.
En 1971, nous lançons les systèmes mémoires et par la suite, de la technologie «LSI» à la «VLSI» nous étendons notre activité à la micro-informatique (systèmes et composants).
Aujourd'hui nous avons 17 000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un CA de 788 millions de dollars en 1981.
Intel Europe représente 30% du CA de Intel Corporation. **Rungis est le siège de la région Sud-Europe** (France, Italie, Espagne, Israël).
Nous proposons à de jeunes ingénieurs diplômés de rejoindre nos équipes de RUNGIS (Banlieue Sud) dans les fonctions :

Ingénieur d'application — **Ingénieur formation technique client**
Ingénieur technico-commercial — **Ingénieur marketing**

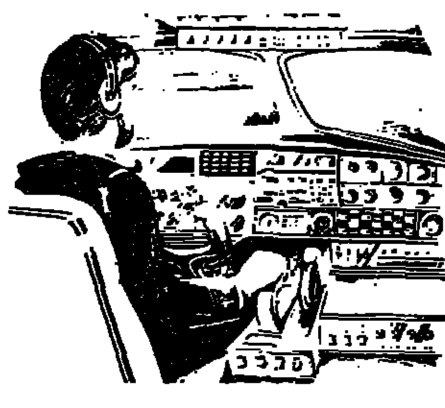
Ces différentes spécialités leur seront ouvertes après une formation très complète de 6 mois en France et à l'étranger sous la direction d'un chef de département.
Ecrivez ou téléphonez à Mme C. Lanciaux, Direction du Personnel, 5 place de la Balance, Silic 223, 94528 Rungis Cédex. (687.22.21.).

quand on invente des cerveaux, on a besoin d'intelligence...



média-system

AVIONIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE



La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités implique des coopérations avec des industries étrangères pour 1982 ainsi que les prochaines années et nous conduit à recruter des

ingénieurs grande école

Les candidats souhaités auront acquis une première expérience industrielle dans le domaine électronique afin de prendre la responsabilité de la définition et de la mise en route des structures industrielles à l'étranger.

La fonction nécessite de nombreux déplacements de courte durée à l'étranger *et l'habitude des contacts à tous niveaux. Langue anglaise indispensable.*

La réussite dans ce poste permettra à un candidat motivé de prendre rapidement des responsabilités d'affaires.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo sous référence ATT, à Madame CHARRIER - THOMSON CSF - 52, rue Guynemer, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON-CSF
DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES

HAVAS CONTACT

L'ORÉAL

souhaite associer à son équipe d'

auditeurs internes

des jeunes HEC, ESSEC, SUP DE CO, SCIENCES PO, ou de formation équivalente, avec si possible un DECS qui ont déjà acquis un à deux ans d'expérience d'audit, de préférence dans un cabinet de type anglo-saxon.
Ils pratiquent deux langues étrangères dont obligatoirement l'anglais.
Cette équipe basée à Paris est destinée à réaliser des missions d'audit comptable et opérationnel dans plus de 100 filiales en France et à l'étranger.
Ces jeunes auditeurs effectueront dès leur arrivée un stage très complet de familiarisation avec les différents aspects de l'entreprise de l'ordre de 4 mois, avant de participer à des missions impliquant des déplacements de 2 à 4 semaines dont plusieurs à l'étranger.
Après avoir réussi dans cette première étape de 3 à 4 ans, ils pourront mettre à profit les réelles perspectives d'évolution que L'ORÉAL peut offrir, pour prendre des responsabilités opérationnelles, administratives et financières tant en France qu'à l'étranger.
Adresser candidature avec photo et prétentions à :
L'OREAL, Direction des Ressources humaines - sous référence 821 LM. - 41, rue Martre, 92117 Clichy Cedex, qui traitera directement et confidentiellement chaque dossier.

Mettre en place et adapter nos systemes de gestion chez nos interlocuteurs industriels ou commerçants.
Former les utilisateurs des moyens mis en place.
Entretenir un dialogue permanent et de qualité avec notre clientèle telles sont les responsabilités *principales d'un*

CONSULTANT

au sein de notre équipe.
Si vous êtes tenté par ce métier, que vous avez au moins 30 ans et une première expérience en GESTION dans la distribution ou à titre de conseil, envoyez-nous rapidement CV, photo et lettre manuscrite à n° 6035.



Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

BANQUE GÉNÉRALE DU COMMERCE

recherche

CADRE SPECIALISTE SERVICE ETRANGER

ayant une parfaite connaissance de ce service, en particulier réglementation des changes et trésorerie internationale.

Adresser CV manuscrit, prétentions et photo
au Service du Personnel
36, rue Marbeuf — 75008 PARIS

answare

Importante société d'ingénierie informatique française

recherche

• **POUR SA DIVISION GESTION**

ingénieurs informaticiens

débutants ou confirmés grandes Ecoles, MIAGE, compétences base de données et temps réel

analystes et analystes programmeurs

MIAGE - IUT
IBM - CII-HB - CYBER

• ***POUR SA DIVISION SCIENTIFIQUE***

licence mathématique ou équivalent

FORTRAN

• **POUR SA DIVISION INDUSTRIELLE**

ingénieurs débutants ou confirmés

Compétences systèmes temps réel

• **POUR SA DIVISION PROVINCE (MARSEILLE LYON TOULOUSE)**

informaticiens

IBM - CII-HB

L'ensemble de ces postes vous permettra de participer au développement d'importants projets mettant en œuvre de nouvelles techniques informatiques.

Ecrire sous référence U2/2 à Mme ROUX
135, rue de la Pompe - 75116 Paris

média-system



La Direction Informatique
recherche

Jeunes ingénieurs grandes écoles

• X, Mines, ECP, AM, ESE, Sup'Aero, ENSTA, Universitaire 3e cycle

• Débutants ou première expérience

Après une formation complémentaire, ils seront affectés :

**Dans un Service d'Études Informatiques
SOCHAUX, MULHOUSE, BELFORT**

• Pour les débutants : Comme **Analystes** avec évolution :
vers la fonction Chef de Projet
vers d'autres fonctions : Production, Gestion...

• Pour les ingénieurs ayant une expérience de 3 à 5 ans, comme **Chef de Projet.**

**Dans un Service de Techniques et Méthodes Informatiques
PARIS, BELFORT**

Pour ingénieur ayant suivi une **option informatique** au cours de leurs études.

Ils participeront à l'élaboration de la stratégie d'évolution de l'outil informatique dans de nombreux domaines :
Bases de données, Métrologie, Mini-informatique, Bureautique, Télématique...

Tous ces postes ouvrent de larges possibilités de carrière dans la société AUTOMOBILES PEUGEOT et également dans l'ensemble du Groupe PSA.

Écrire sous la référence "Ingénieurs Informatiques" à :

AUTOMOBILES PEUGEOT
Direction Centrale du Personnel
75 Avenue de la Grande Armée
75016 PARIS

UN CHARGE D'ETUDES

pour notre Direction Financière

Nous sommes implantés dans le monde entier et notre C.A. 1981 a dépassé 6,5 Milliards

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ou de gestion, vous avez impérativement 2 à 4 ans d'expérience dans un poste similaire, une bonne maîtrise de l'Allemand et vous pratiquez si possible, une seconde langue.

Nous vous proposons de renforcer une équipe de jeunes cadres pour préparer, sous l'angle financier, les *décisions du Groupe :*
• en assurant le suivi de plusieurs filiales françaises et étrangères (études des besoins et des modalités de financement),
• en participant à l'élaboration du plan opérationnel du Groupe,
• en effectuant des études de nature variée à implications financières que vous ferez suivre de recommandations.

Notre groupe et la fonction offrent des perspectives d'évolution soit en France soit à l'étranger.

Envoyez-nous votre candidature en mentionnant vos prétentions à *ROUSSEL UCLAF* - Service Recrutement des Cadres - 35, Bd des Invalides BP 120007 *75007 PARIS.*



GENERAL FOODS FRANCE

INGENIEUR PROJETS INDUSTRIELS

Nous sommes la filiale française d'une Multinationale de l'Industrie Alimentaire (Chiffre d'Affaires : 1,2 Milliard de Frs. Effectif : 1800 personnes. IMPORTANT BUDGET D'INVESTISSEMENT).

Nous recherchons pour renforcer notre ENGINEERING, un ingénieur (de formation mécanique ou généraliste) disposant déjà d'une expérience de 2 à 5 ans dans les domaines : Travaux Neufs, Entretien, Projets industriels ...
Il assurera les études et la réalisation d'Investissements Industriels au sein de nos différentes unités de production.

Attiré par les INSTALLATIONS DE CONDITIONNEMENT, dont il pourra devenir notre spécialiste, il aura à prendre en charge, dans ce domaine comme dans d'autres, des projets d'investissements allant de 5 à 15 Millions de Francs.

Disponible et autonome, doté d'un bon sens critique, il devra faire preuve dans cette fonction de REELLES CAPACITES RELATIONNELLES.

La connaissance de l'Anglais serait un atout pour ce poste évolutif basé à MONTREUIL (93).

Envoyer votre CV sous référence M 990 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion et réponse assurées.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

DIRIGER UN CENTRE DE PROFIT
Eclairage Scénique

Nous sommes un important groupe français aux activités diversifiées. Nous recherchons un Directeur pour une filiale qui compte aujourd'hui 30 personnes et qui est spécialisée dans l'éclairage scénique (Théâtres, Discothèques ...).

D'abord GESTIONNAIRE, âgé d'environ 35 ans et de formation type ESC ou Ingénieur, il dispose d'une bonne expérience qui lui aura permis en particulier, de bien maîtriser les problèmes d'IMPORTATION ET DE GESTION DE STOCKS DE PRODUITS TECHNIQUES. La connaissance de secteurs tels que le matériel électrique, l'éclairage, la hi-fi serait un atout.

Efficacement secondé sur les plans technique et commercial par des professionnels compétents, il saura s'imposer à eux par sa rigueur et sa diplomatie.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyer votre CV sous référence M 989 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion et réponse assurées.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT.

2 CHEFS COMPTABLES

Nous recherchons les responsables comptables de deux sociétés, filiales d'un important groupe français.
Les candidats idéaux ont un peu plus de 30 ans et ont acquis une formation type ESC + (ou) DECS.

Dirigeant des services déjà structurés, utilisant l'outil informatique ils seront responsables de la COMPTABILITE GENERALE jusque et y compris l'établissement du bilan.
Ils auront également à assurer la totalité des déclarations fiscales, para-fiscales et sociales.

Ceci nécessite en particulier une bonne connaissance et la PRATIQUE DES TEXTES FISCAUX. Ces postes comprennent des relations suivies avec les responsables de la gestion budgétaire et de la comptabilité analytique. Une GRANDE AUTONOMIE D'ACTION sera offerte à leurs titulaires qui seront placés sous l'autorité directe de la direction financière.

Sièges : Banlieues Nord et Ouest de Paris.

Envoyer votre CV sous référence M 991 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion et réponse assurées.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

PRODUCTIVITE ET METHODES POUR UNE STRATEGIE INDUSTRIELLE ...

Nous sommes une importante entreprise fabriquant des PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION. Nous souhaitons intégrer à notre DEPARTEMENT ETUDES ET METHODES un INGENIEUR qui aura d'abord pour mission d'améliorer la productivité des sites industriels.
Il couvrira la mise en place des standards d'utilisation des ressources et d'efficience des lignes, la mesure des performances, la proposition d'actions correctrices. Nous serons également amenés à lui confier la responsabilité d'études spécifiques en matière d'implantation d'équipements et de démarrages de lignes. Il pourra aussi apporter un support méthode dans la définition des stratégies industrielles.
Cette mission doit être considérée comme un TREMPLIN VERS D'INTERESSANTES RESPONSABILITES (éventuellement dans d'autres secteurs de l'entreprise). Pour y réussir, il faut avoir à la fois le sens du concret et des qualités de concepteur. Après une formation supérieure d'ingénieur, UNE PREMIERE EXPERIENCE de 2/3 ans orientée sur les questions de méthodes productivité est INDISPENSABLE. Elle aura été acquise de préférence dans une industrie de grande consommation. Anglais souhaité.
Siège : Région Parisienne.
Envoyer votre CV sous référence M 992 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion et réponse assurées.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

SAGEM

OSCAR DE L'EXPORTATION 1980
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN
DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2e CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX
recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la Région Parisienne (Argenteuil - Eragny - Pontoise)
ET SES CENTRES DE FABRICATION
(Montluçon - Saint-Etienne-du-Rouvray - Fougères)

Ingénieurs

- systèmes
- électroniciens
- logiciel
- qualité
- méthodes
- mécanique

Haut niveau
Débutants ou ayant
quelques années d'expérience

pour études **SYSTÈMES AVIONIQUES**
SYSTÈMES OPTRONIQUES
SYSTÈMES TÉLÉMATIQUES
Formation complémentaire en France ou aux Etats-Unis appréciée.

Adresser CV et photo sous référence 93/M à

SAGEM
Direction du Personnel et des Relations Sociales
6, avenue d'Iéna - 75783 PARIS CEDEX 16

MEDIA PA

Importante Société des travaux publics et de l'équipement électrique réalisant la moitié de son chiffre d'affaires à l'Étranger recherche pour sa Division Mécanique, Électricité et Entreprise Générale des

Ingénieurs d'affaires

pour son activité Lignes T.H.T.

Ils auront la responsabilité totale des Affaires, depuis l'étude jusqu'à la réalisation des travaux.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs électriciens ayant une expérience de 5 à 10 ans, disponibles pour des missions à l'Étranger, ayant une bonne pratique de l'anglais, et si possible des connaissances en Espagnol.

Des possibilités d'évolution seront proposées en fonction des performances et du goût développé pour des actions à l'Étranger.

Envoyer C.V. sous référence 3093, à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

...DANS LE DOMAINE DES TRANSMISSIONS DE PUISSANCE

VOITH FRANCE

banlieue Est de PARIS, recherche son

responsable études et développement

En relation avec les Services Techniques du Groupe en Allemagne, il prendra en charge les Etudes et Applications techniques. Il devra :
- Adapter les Produits existants et étudier des Produits nouveaux.
- Suivre l'évolution technologique de nos clients et préconiser des solutions adaptées à leurs besoins.
- Dispenser l'assistance technique à nos commerciaux.

CE POSTE CONVIENT à un INGENIEUR A et M, INSA, IDN... de compétences électromécaniques et hydrauliques - *avec si possible des notions d'electronique de puissance* - ayant quelques années d'expérience des Etudes dans l'Industrie.

DES CONNAISSANCES EN LANGUE ALLEMANDE SERAIENT SOUHAITABLES.
Ce poste évolutif suppose un travail d'equipe dans un contexte dynamique.

Adresser votre dossier en indiquant la rémunération souhaitée sous réf. 605- M à Yvette EDELMAN, MGP, 16 bd du Château 92200 Neuilly sur Seine

MGP *management gestion du personnel*
PARIS STRASBOURG

Gilbarco — Une société du groupe EXXON ENTERPRISE

Dans le cadre de notre expansion sur le marché des distributeurs de carburants, systèmes et périphériques de gestion automatique des stations-services nous cherchons un

Ingénieur développement

Vous êtes diplômé d'une grande école : ECP, ESE...
Vous parlez bien l'anglais.
Vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience professionnelle et vous souhaitez vous intégrer à une société jeune, dynamique, dans un marché en pleine «révolution».

Votre mission sera de développer, adapter une nouvelle gamme de systèmes dans le domaine de la distribution de carburants.
Ces systèmes impliquent une bonne connaissance de la microinformatique et des télécommunications.

Si cette opportunité vous intéresse, nous serions heureux d'en discuter avec vous.
Merci d'écrire à notre conseil sous référence 1250.
Pour avoir des renseignements complémentaires sur ce poste, nous vous invitons à écouter une information téléphonée en appelant 24h sur 24 le (1).742.86.50..

Communique

INFORAMA carrières — 7, rue Pasquier, 75008 Paris — Tél. (1) 742.14.40 — LYON - LILLE - TOULOUSE

POMPES GUINARD

1er constructeur français de pompes, en progression constante, fortement exportateur,
recherche pour son **siège de COURBEVOIE**, son

Chef du service comptabilité analytique

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de gestion.
Vous avez :
- 28 ans minimum,
- une expérience en comptabilité analytique (si possible en usine),
- de bonnes connaissances en comptabilité générale,
- l'habitude de dialoguer avec les informaticiens et de participer à l'analyse des travaux à programmer.

Vous serez chargé sous l'autorité du Directeur administratif et financier :
- de l'établissement du budget du siège social et de la consolidation des budgets des établissements après examen de leur cohérence,
- de l'analyse et de l'interprétation des écarts,
- d'assurer la cohésion entre la comptabilité analytique et la comptabilité générale,
- de maintenir et d'améliorer les procédures de comptabilité analytique en coordonnant les travaux des correspondants de chaque établissement,
- de suivre des dossiers spécifiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 533 LM à notre conseil qui garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
57, avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA PA

TRINDEL — 5500 personnes, filiale du **Groupe SPIE-BATIGNOLLES**

recherche
pour un de ses départements spécialisé en automatismes industriels, plusieurs

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

ayant une expérience en temps réel sur matériel DEC (PDP 11).
Formation BTS ou équivalent.
Avantages sociaux, restaurant d'entreprise, 13e mois, horaire variable, mutuelle, etc ...
Lieu de travail SAINT OUEN - M° Porte de Clignancourt.
Possibilités d'absence pour les congés 1982.
Il existe de réelles possibilités d'évolution mais nous voulons des candidats de valeur!

Adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. A 82/29 à SOCIETE TRINDEL DP/PS - 44, rue de Lisbonne - 75383 PARIS Cédex 08.

SAFT — **Groupe C.G.E.**

Le Département Générateurs Spéciaux étudie, développe, produit des sources d'énergie embarquées sur des systèmes aérospatiaux, des piles thermiques.

Pour faire face à la croissance de ses activités, il recherche :

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

ECP, ENSAM, ICAM, ENSI,
ESPCI, ENSCP, ENSEEG, ENSIC...

Après formation, ils seront responsables de projets d'étude de développement et d'industrialisation de nouveaux produits de haute fiabilité, leur permettant d'enrichir leurs connaissances en Résistance des Matériaux, Matières Plastiques, Mécanique des Fluides, Thermique.

Poste évolutif pour des Ingénieurs dynamiques, autonomes, capables d'animer une équipe de techniciens.

Les postes sont à pourvoir à ROMAINVILLE
en proche banlieue Nord-Est.

Adressez votre candidature sous référence WG - 533 A
Cabinet ETAP - 4, rue Massenet 75016 PARIS.



LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION

des

Diplômés grandes écoles

(débutants ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique.)

Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront d'**acquérir une double formation informatique et bancaire,** débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.
Ils pourront, notamment, participer aux études de développement d'applications et de systèmes, déjà considérés comme parmi les plus avancés (bases de données, télétraitement...).

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un CV, et d'une photo, sont à adresser, sous référence M/02, au



CRÉDIT LYONNAIS
Recrutement Cadres - 5, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE
*siège social : **Paris***
*recherche pour faire face au développement des activités de son établissement du **Val de Loire** un*

Adjoint au chef d'établissement

Après une période de formation d'une année environ, il devra assurer la responsabilité d'un ou plusieurs services administratifs de ce centre.

Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une **FORMATION SUPERIEURE** *(type sciences Eco ou ESC), une expérience d'au moins 8 ans dans les domaines administratifs et l'habitude de la conduite d'équipe.*

La connaissance de la gestion de contrat d'assurance ou de prévoyance serait très appréciée ainsi que de l'informatique de gestion.

Une implantation est à prévoir, au bout d'une année environ, dans le Val de Loire (ville agréable).

Veuillez écrire en précisant prétentions sous réf. 3004

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

VOUS AVEZ DES AMBITIONS? LA CGI RÉVÉLERA VOS TALENTS.

Jeunes diplômés d'X, Centrale, ENSTA, Mines, Ponts, Sup'Aéro, Télécom..., débutants ou avec une première expérience professionnelle, vous souhaitez:

— une vie professionnelle **diversifiée,** dans un domaine et une entreprise en pleine expansion,
— une **adaptation** permanente de vos connaissances à l'**évolution des techniques,**
— une vraie carrière d'ingénieur, où **technicité** et **responsabilités** évolueraient ensemble.

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE (800 professionnels, dont 500 ingénieurs) vous propose une **formation aux méthodes, outils et techniques avancées** de l'informatique, suivie d'une intégration à de petites équipes de haut niveau intellectuel.

Votre carrière au sein de la C.G.I. vous permettra d'aborder successivement des «métiers» diversifiés, de participer à des projets d'envergure, et d'acquérir ainsi une compétence largement reconnue en France et à l'étranger.

Quelle que soit votre date de disponibilité, vous pouvez adresser une candidature, accompagnée d'un CV et d'une photo à Mme Jamet - CGI 84, rue de Grenelle - 75007 Paris.

CGI

HAVAS CONTACT

ingénieurs de haut niveau

sema — **ingéniérie et systèmes**

La Division Informatique de **sema metra,** Groupe Européen de conseil, d'études et d'ingéniérie (720 MF de CA, 2200 personnes) recherche des ingénieurs de haut niveau, diplômés de Grandes Ecoles:

chef de secteur télématique *(réf. 10342/M)*

Il aura pour mission de développer nos activités dans le domaine des réseaux à valeur ajoutée et des services nouveaux ainsi que d'assurer la gestion de ce secteur.
Son expérience supérieure à 8 ans, lui permet d'encadrer au plan technique et méthodologique les équipes d'ingénieurs travaillant sous sa direction.

expert en informatique industrielle *(réf. 10343/M)*

C'est un expert des grands systèmes temps-réel à caractère industriel. Il en assurera la conception en liaison avec nos clients et encadrera les ingénieurs chargés de la réalisation. Il a 5 à 10 ans d'expérience et connaît si possible l'un des ordinateurs suivants : MITRA - TANDEM - MODCOMP.

ingénieur réseaux et télématique *(réf. 10344/M)*

Il a 2 à 5 ans d'expérience et la connaissance approfondie des architectures et protocoles de réseaux (ISO, X25, architectures constructeurs). Il participera au développement de services nouveaux dans le domaine de la télématique.

Merci d'adresser votre candidature à J. Hajage, en précisant la référence ainsi que votre adresse et votre n° de téléphone - SEMA : **16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

GRANDE FIRME INTERNATIONALE D'ÉDITION, LEADER DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE,
banlieue Sud, recherche pour le
RESPONSABLE DU SERVICE PROMOTION,

UN ou UNE ASSISTANT(E)

formation secondaire ou universitaire, chargé(e) de la recherche et de la création de primes.

Ce poste comporte les activités suivantes :
– définition des concepts de primes correspondant à des produits déterminés
– recherche de primes existantes sur les marchés national et international ou de fabricants capables d'assurer des créations, dans le cadre des budgets et des délais impartis
– contacts et négociations avec les fournisseurs
– rédaction des textes destinés à promouvoir les primes sélectionnées.

Ce poste requiert les qualités suivantes :
- *imagination, goût et esprit de création*
- *réalisme (concrétisation des idées dans le cadre de contraintes légales, commerciales et financières)*
- *excellent contact*
- *sens des affaires*
- *aptitude à l'expression écrite*
- *dynamisme et mobilité*
- *rigueur et méthode*
- *grande rigueur morale.*

Bonne connaissance écrite et parlée de l'anglais indispensable.

Nos préférences se porteront vers le candidat ayant déjà exercé des responsabilités dans des secteurs voisins, tels que services achats), cadeaux d'entreprise, shopping, recherche ou créations de nouveaux produits.

Dites-nous en une page pour quelles raisons cette proposition retient votre attention et adressez vite votre lettre, accompagnée d'un curriculum vitae, d'une photo et de vos prétentions à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 30471.

HAVAS CONTACT



Filiale française,
en croissance rapide du 1er fabricant européen de produits de conditionnement en élastomères pour l'industrie pharmaceutique
recherche

un jeune commercial

basé à **SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** avec de fréquents déplacements.

En collaboration étroite avec le Directeur Commercial, il sera chargé de :
- développer les ventes,
- assurer les relations commerciales et l'assistance technique des clients.

Le candidat retenu devra :
- pratiquer couramment l'allemand ou à défaut l'anglais.
- *avoir acquis par des études supérieures une bonne culture générale.*
- une 1ère expérience réussie de la vente de produits techniques à l'industrie pharmaceutique chimique ou biologique est un atout supplémentaire.

De réelles perspectives d'avenir s'offrent à un candidat de valeur.

La rémunération sera fonction du niveau du candidat retenu.

Adresser lettre, C.V. et prétentions à Monsieur le Chef du Personnel
PHARMA-GUMMI FRANCE - 38, rue Robert Degon - B.P. 26
02170 LE NOUVION EN THIERACHE.

RoC

Laboratoire de cosmétologie, filiale d'un important groupe français de renommée mondiale, recherche

assistant service achat H/F

Au sein de la direction des achats, rattaché à *la division production, vous serez principalement* chargé des achats de matières premières.
Ce poste d'agent de maîtrise peut offrir des perspectives d'avenir à un candidat ayant une première expérience dans ce domaine.
Des connaissances en chimie seraient appréciées.

Adressez C.V., prétentions et photo à ROC,
50 rue de Seine 92700 Colombes.

média-system

BANQUE PRIVEE

A VOCATION INTERNATIONALE
Quartier OPERA
recherche

adjoint(e) chef comptable

- Expérience bancaire.
- Niveau D.E.C.S. ou équivalent.
- Connaissances comptabilité anglo-saxone requises.

comptable

- HOMME ou FEMME
- Niveau BP ou D.E.C.S.
- 2 à 3 ans expérience minimum.
- Connaissances comptabilité anglo-saxone et/ou bancaire appréciées.

Envoyer CV, prétentions à
N° 1548 Francacip
17, rue de la Banque, 75002 Paris



SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recrute pour son
CENTRE DE RECHERCHES
DU BOUCHET (Essonne), un

INGENIEUR

Pour réaliser, en équipe, des études expérimentales.

Connaissances en mécaniques des fluides nécessaires.

Connaissances en détonique et en hautes pressions dynamiques appréciées.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions à SNPE - Centre de Recherches du Bouchet
B.P. 2 - 91710 VERT LE PETIT
référence à rappeler I - TD 29

en Juin, je suis **INGENIEUR GRANDE ECOLE.**
cet été .... les vacances !
en Octobre, pourquoi ne serais-je pas à la

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

pour débuter ma carrière par un stage de 4 mois de formation informatique **appliquée.**
Je serai un jeune cadre dans la Direction Informatique équipée d'ordinateurs IBM et mini-ordinateurs.
Dans quelques années je serai le responsable d'un projet dans le cadre du développement des techniques bancaires.

Le Service Recrutement Carrières CNCA - 75710 Paris Brune examine dès maintenant toutes les candidatures adressées sous réf. **BD.**

LEVI-TOURNAY PUB

RROARR!!!

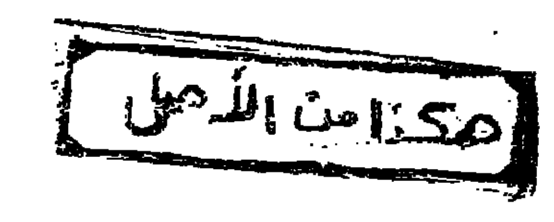
JEUNES LIONS, VENEZ RUGIR DANS NOS REGIES.

Vous sortez de HEC, l'ESSEC, Sup de Co., l'Université (marketing ou Sciences Éco.), l'IEP, une ESCAE. Rroarrr!
Vous êtes ambitieux, gonflé à bloc. Rroarrr!
Vous êtes dégagé de vos obligations militaires. Rroarrr!
Vous êtes fou de medias, actuels et à venir. Rroarrr!
HAVAS vous fait une proposition exceptionnelle : vous initier à un métier neuf, libre, tourné vers l'avenir, celui de régisseur de publicité, avec un salaire de 1er emploi dans sa nouvelle école de Régie (la seule existante en France); puis, après 3 mois 1/2, vous serez intégré aux équipes des régies HAVAS, *qui comptent parmi les plus grandes pour* la radio, les magazines, la presse quotidienne et les supports spécialisés d'aujourd'hui et de demain.



Décidez-vous vite. Téléphonez à
École de Régie HAVAS : 747.38.67.
Seuls 10 jeunes lions seront choisis. Rroarrr!

ÉCOLE DE RÉGIE HAVAS



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

OFFICE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES AEROSPATIALES

offre un poste d'

INGENIEUR GRANDES ECOLES

(ENSAE, ESE, ECP, ENSERG, etc...)

pour études de pointe en instrumentation dans le domaine spatial.

Connaissances solides en mécanique et en électronique.

Poste de responsabilités impliquant des relations avec l'extérieur.

Salaire en rapport avec compétences.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à ONERA
29, Avenue de la Division Leclerc
92320 CHATILLON.

TRANSAC Alcatel

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES
LEADER DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANÇAISE

De plus en plus de grands utilisateurs FRANÇAIS et EUROPEENS, font appel à nos produits, nos services et notre COMPETENCE, pour construire leur réseau d'informatique répartie. Pour répondre à leur demande nous étoffons nos équipes d'

ingénieurs d'affaires

A ce poste, de haute responsabilité technique et budgétaire, vous aurez la double mission :

- d'analyser les besoins de nos clients et futurs clients, de concevoir des solutions techniques adaptees et d'en evaluer le coût.
- de conduire la mise en œuvre de ces solutions en coordonnant les actions internes et externes à notre Société, jusqu'au demarrage réussi du système.

Si vous avez :

- une bonne formation technique de base enrichie par plusieurs années d'expérience en informatique (de préférence en réseaux ou en systèmes de gestion transactionnelle),
- la volonté de faire aboutir des projets importants mais concrets avec large autonomie d'action et de décision,

notre Société vous offre une réelle opportunité de carrière.

Lieu de travail : MASSY, 5 minutes du R.E.R.

Merci de nous contacter rapidement en adressant votre candidature complète (lettre manuscrite, C V. et prétentions) à :
Monsieur BERNET-ROLLANDE, Direction des Relations du Travail
TRANSAC ALCATEL 1/7 rue Ampere - 91300 MASSY

AUTOMOBILE X COMMUNICATION

ingénieur, chef de projets communication

LA DIRECTION SCIENTIFIQUE D'UNE GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE CHERCHE POUR PARIS UN INGÉNIEUR, CHEF DE PROJETS COMMUNICATION.

En liaison avec les services spécialisés : il définit les attentes des usagers des véhicules routiers dans le domaine de la communication, propose des programmes d'études de systèmes de communication, conçoit, réalise et met au point les prototypes en liaison avec des partenaires extérieurs, anime une équipe de quelques ingénieurs et techniciens.

C'est un ingénieur de 30/35 ans, électronicien, de formation grande école ou universitaire, Supelec, Télécom... ayant réalisé des expérimentations en recherche appliquée, faisant appel à l'électronique mais aussi à d'autres technologies, électromécanique, télécommunication...

Il est capable d'innover sans pour autant perdre de vue l'impact économique et industriel des solutions proposées. C'est un homme de dialogue dans ses relations avec les organismes internes et externes.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature à Madame MALDIDIER, sous la référence 251 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT

CONSTRUCTEUR ET ENSEMBLIER DE BIENS D'EQUIPEMENTS
C.A. 1,6 milliard - 7000 personnes

recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN

Mission : Etablir et améliorer les programmes de mini-informatique permettant de mieux suivre la gestion et l'avancement de chantiers de montage en France.

Le poste est situé au Siège parisien de la Société et comporte de fréquents déplacements de courte durée sur les chantiers.

Profil : Analyste programmeur expérimenté en langage Basic
Maîtrise informatique ou équivalent
Aptitude aux contacts.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à N. 2160 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE COMPOSANTS DESTINES A L'INDUSTRIE ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche pour ses Etablissements de la Région Parisienne

BANLIEUE OUEST
SERVICES ETUDES :

INGENIEURS ELECTROMECANICIENS

DEBUTANTS
Formation A.M. ou équivalent

AGENTS TECHNIQUES ELECTROMECANICIENS

Formation DUT/BTS électromécanique

SERVICES COMMERCIAUX :

AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

CADRES DE VENTE

Formation BTS électronique ou électromécanique

BANLIEUE EST

AGENTS TECHNIQUES

POUR LE SERVICE TECHNIQUE ET LE SERVICE QUALITE
Formation BTS électromécanique

Avantages sociaux - Restaurant d'entreprise - 13ème mois

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 37289 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SEP

Leader européen de la propulsion liquide et à poudre
(Effectif : 3.200 pers. — C.A. : 1 milliard)

crée un poste pour son centre de MELUN-VILLAROCHE :

INGENIEUR D'ETUDES ET D'ESSAIS

X, SUP-AERO, CENTRALE...

- Au sein d'un service etudes-développements, vous participerez à la définition et à l'expérimentation de composants et de sous-ensembles de moteurs fusées à propergol liquide.
- Vous êtes débutants ou possédez quelques années d'expérience dans le domaine aeronautique ou spatial.
- Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et votre photo au Service du Personnel

Aérodrome de MELUN-VILLAROCHE
77550 MOISSY-CRAMAYEL

IMPORTANTE SOCIETE CHIMIQUE
recherche pour une de ses usines

INGENIEUR D'ENTRETIEN

Formation type A.M., I.D.N., E.N.S.I. ayant de bonnes connaissances en mécanique, électricité, instrumentation.

Une première expérience en bureau d'études ou entretien serait appréciée.

Poste à pourvoir avant le 1er Septembre 82

Adresser C.V., photo et prétentions à
J.C.A. 11, rue Cramail
92500 RUEIL MALMAISON

Consultants de haut niveau

GESTION DE PRODUCTION

GESTION DE LA MAINTENANCE

Un des premiers cabinets d'Ingenieurs Conseils en France, filiale d'une des plus importantes Sociétés d'Ingénierie Informatique européenne, la CORT souhaite élargir son équipe en intégrant ses nouveaux Consultants.

Diplômés de Grande Ecole, Universitaires + ICG, CPA, IAE...

Equipe volontairement restreinte d'Ingénieurs toutes formations, la CORT a acquis en 35 ans dans les domaines cités une réputation nationale et internationale auprès des plus grands groupes français.

Dans la sévère compétition économique actuelle, les entreprises ont deux objectifs majeurs et urgents : réduire leurs coûts de production, rentabiliser leurs investissements souvent considérables.

Les Consultants recherchés ont environ 35 ans, ils doivent faire preuve d'imagination, de créativité pour trouver des solutions nouvelles de progrès, posséder une personnalité forte, autonome, entrainante pour convaincre et animer les hommes et mettre en pratique les solutions retenues.

Ils auront en outre une excellente présentation, une bonne connaissance de l'informatique, la capacité d'appréhender une large palette de problèmes et d'établir des synthèses dans des situations comportant des aspects techniques très divers, des qualités de contact et d'animateurs.

Après une période d'expérience approfondie dans nos domaines d'intervention, la compétence acquise leur ouvre une évolution rapide vers des fonctions élargies d'une plus haute responsabilite dans notre équipe.

Anglais indispensable. Rémunération élevée.

CORT

Ecrire avec CV, photo et prétentions à notre SERVICE RECRUTEMENT sous réf. 2783 MB à D. DANGER, 65, av. Kléber - 75116 PARIS.

Vous pouvez faire toute confiance à sa discrétion.

MEMBRE DE SYNTEC

Dessein

INFORMATICIENS

prenez le virage de l'informatique transactionnelle

Dans le cadre de grands projets de gestion temps réel, rejoignez nos équipes et vous participerez à la conception et à la réalisation d'applications de pointe.
Evolution rapide vers des postes de Chefs de projet et Responsables d'équipes.
Formation éventuelle aux matériels utilisés.

Merci d'adresser lettre manuscrite et c.v. détaillé sous réf. 05/50 à CERCI - Direction du Personnel - 56, rue Roger-Salengro 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

Cerci

LE CENTRE DE RECHERCHES D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
(Banlieue PARIS Sud)
recrute un

DESSINATEUR PROJETEUR

CONFIRME - Réf. N 11 - 33

Capable d'autonomie et de responsabilité, le candidat doit posséder l'expérience des bâtiments industriels et de l'ingenierie, du génie thermique et fluidique, et a acquis une formation variée (serrurerie, béton armé, réseaux, ...)

Adresser lettre manuscrite et C.V. ss ref. 36900 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.



LEADER DE LA COMMUTATION TEMPORELLE

Filiale d'un puissant groupe français,
recherche

INGENIEUR SYSTEME

GRANDES ECOLES ou 1 à 2 ans d'expérience.

Il devra s'intégrer dans une équipe système chargée de 5 calculateurs.

Après une formation interne, il devra contribuer à l'amélioration et aux modifications d'un système et du suivi des évolutions de ce même système.

Expérience souhaitée mais non obligatoire.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. GLT/PM à CIT ALCATEL - Service Recrutement et Orientation
B.P. 57 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

NOTRE RESSOURCE CLE POUR PROMOUVOIR LES SILICONES : L'HOMME.

Dow Corning, premier producteur mondial de Silicones offre dans le cadre de son expansion, à de

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

en Chimie ou équivalent, ou diplômés de l'Enseignement Commercial Supérieur, de faire une carrière au sein d'une multinationale dynamique.

Nos produits s'adressent à des industries de pointe. Nous voulons des hommes de formation supérieure, ambitieux, aimant les responsabilités et les contacts humains à haut niveau, les voyages et parlant anglais couramment. Une expérience professionnelle de quelques années serait appréciée. Ils seront en relation constante avec la Direction Générale en France et la Direction du Marketing à Bruxelles. Les postes sont basés à Louveciennes.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé et photo à Mr. PONS, DOW CORNING FRANCE, rue de la Princesse 36-38, 78430 LOUVECIENNES ou téléphoner : (3) 918.39.09.



DOW CORNING **DOW CORNING** Des solutions et non des problemes.

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPATIALE

C.N.R.S.

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- Diplômé grande école (ESE, SUP-AERO, ENSEINT, ENREA, INSA... ou diplôme équivalent).
- Dégagé des O.M. Pour conception de systèmes électroniques ; étude, mise au point et recette de prototypes : connaissance des circuits électroniques analogiques digitaux et des systèmes à microprocesseurs, indispensable.
- Expérience des techniques spatiales souhaitée.

Envoyer curriculum vitae à

C.N.R.S. AÉRONOMIE

B.P. 3 - 91370 VERRIÈRES-LE-BUISSON.

être le n° 2 d'Arrow en France

Arrow est le leader mondial de la chemise. Le Directeur Général de la filiale française, pour faire face au développement rapide de celle-ci, souhaite recruter un jeune collaborateur, qu'il associera étroitement *à la marche de l'entreprise. Il lui confiera plus particulièrement* la définition et l'application de la stratégie marketing, ainsi que la direction des ventes (animation et contrôle de 9 représentants exclusifs). Ce poste conviendrait à un homme de 28 ans minimum, diplômé d'enseignement superieur, ayant acquis une première expérience de vente de produits de grande consommation, connaissant aujourd'hui l'univers du textile (en particulier le circuit détaillant) et sachant animer des hommes. Nous miserons sur un candidat à fort potentiel car nous voulons faire une lon*gue route avec ce nouveau collaborateur.*

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 172.82 M à notre conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur développement produits

ISOVER SAINT-GOBAIN renforce son Développement.

Le poste :
Chef de projet, en charge de la conception et de la mise au point de ***produits industrialisés*** pour le Bâtiment (isolation thermique et phonique), avec pour objectif la réduction des coûts de la construction et l'amélioration de l'habitat. Son activité implique une étroite collaboration avec *tous les interlocuteurs industriels et du Bâtiment* (du Bureau d'Etudes au Chantier).

Le candidat :
Ingénieur diplômé, aura plusieurs années d'expérience du développement de produits *innovants et maitrisera* la méthodologie de cette démarche : analyse de la valeur, études de faisabilité technique et économique, etc ....

Pour compléter votre information, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous la réf. 558/M à F. DOZOL · DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle 75015 Paris - Tél. : 250.84.30

COFAP

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL SPECIALISE DANS LES EQUIPEMENTS *DE BORD AERONAUTIQUES*

recherche pour PARIS

RÉDACTEUR ÉLECTRONICEN TRADUCTEUR

Bonnes connaissances de *l'électronique* et *de nouvel.* technolo. digitales. Connaissances très sérieuses de l'Anglais technique pour rédiger documentations *directement* en Anglais.

Envoy. C.V. prétent. n° 38.102 *CONTESSE Publicité, 20, av.* de l'Opéra, 75040 Paris. Cédex 01 qui transmettra.

COLLABORATEURS COMMERCIAUX HF

BTS / DUT ou équivalent + 1 à 3 ans d'expérience

Dans le cadre du renforcement de ses structures MANPOWER recherche pour ses différentes agences :

• DES COLLABORATEURS COMMERCIAUX

pour PARIS (16è et 19è) - ASNIERES (92) - ELANCOURT (78) - VERSAILLES (78) - SAINT DENIS (93) - LISIEUX (14) - SAINT CHAMOND (42) - ANNECY (74) - CHALON SUR SAONE (71) - BORDEAUX (33) THONON (74) LILLE - ROUBAIX (59)

• et des COLLABORATRICES COMMERCIALES

pour STRASBOURG (67) - SAINT PRIEST (69) - NANTES (44).

Intégré à une petite équipe autonome, vous serez investi d'une double mission :

- *développer notre action auprès des entreprises (prospection et suivi)*
- *recruter le personnel intérimaire, le détacher sur son lieu de travail, en assurer la gestion administrative.*

Commercial, vous l'êtes. Ou vous en avez l'étoffe. Chez nous, c'est l'essentiel.
Technicien, ce n'est pas nécessaire mais des connaissances en mécaniques et électricité vous apporteroit éventuellement un atout supplémentaire.

Cet objectif vous intéresse ?
Venez en parler avec nous !

Auparavant, adressez lettre manuscrite, en précisant bien le poste choisi, accompagnée d'un C.V, d'une photo et de vos prétentions à A. ENGLER - 9, rue Jacques Bingen - 75017 PARIS.

MANPOWER

pscg carrières

UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour participer au développement de son cabinet de Consultants

SCOTI

Ingénieurs conseils

Cette offre s'adresse à des diplômés débutants ou ayant 1 an d'expérience professionnelle en entreprise (ECP, Mines, ENPC, ESE, HEC, ESSEC, ESCP, MBA,...) *à qui nous offrons :*
- des missions de conseil et des interventions au niveau des politiques, des structures, des moyens et des methodes auprès des sociétés françaises *de notre Groupe et de nombreuses sociétés extérieures,*
- une formation très complète dans tous les domaines de la gestion des entreprises,
- *une ambiance d'équipe stimulante,*
- des développements de carrière importants, en France ou à l'étranger, au terme de 5 ans environ d'exercice de cette fonction.

Cette activité enrichissante comporte certaines missions exigeant la mobilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo au Département Central du Personnel (réf. XXI/82) UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé, 75384 Paris Cedex 08.

média-system



MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE

recherche

2 analystes de crédit

- Un débutant - Un analyste possédant 1 ou 2 ans d'expérience acquise de préférence dans un établissement Anglo-Saxon.

Une *formation* supérieure est nécessaire (IEP, ESC, ...).

La Banque a une orientation internationale ; il est donc impératif de posséder une très bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer les dossiers de candidature qui seront traités confidentiellement à MHBN, service du personnel, B.P. 259-08 - 75364 Paris Cedex 08.

média-system



THOMSON-CSF

en expansion forte et continue en proche banlieue Sud (très bonne desserte transports en commun)

notre département RCM conçoit et réalise des RADARS et équipements *CONTRE-MESURES* aéroportés.

Disposant de moyens de tout 1er ordre, nous souhaitons intégrer des

INGENIEURS DEBUTANTS

(ENSAE - ENST - ESE - ENSI - ISEP - ISEN ...)

au sein de nos équipes techniques dans des secteurs évolutifs et variés.

A) ELECTRONICIENS ETUDES
1 : - traitement du signal : matériel logiciel, algorithmes
2 : - propagation, réception, radio-communications
3 : - MICROONDES
Formation complémentaire prévue pour des scientifiques de très bon niveau intéressés par ce secteur en plein développement
4 : - électronique de puissance
5 : - prospective, simulations, faisabilité, calcul scientifique.

B) ENSEMBLES RADARS
Conception et essais de systèmes, coordination et suivi de projets, responsabilités de maîtrise d'œuvre impliquant le goût des contacts et le sens de l'organisation.

Merci d'envoyer lettre, CV et photo en précisant les Centres d'intérêt à

THOMSON-CSF - DEPARTEMENT RCM

Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette 92242 MALAKOFF CEDEX.

SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST

recherche

INGENIEUR QUALITE

Il aura pour mission de coordonner les actions de gestion de la *Qualité de projets spatiaux.*

Une expérience industrielle de quelques années, la connaissance des *technologies électroniques avancées, le goût des contacts* humains et la pratique de la langue anglaise sont nécessaires.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION DE MATERIEL ELECTRIQUE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour sa DIVISION INGENIERIE basée à Paris Est

Ingénieurs d'Affaires

GRANDES ECOLES

2 à 3 ans d'expérience.

Suivi d'affaires, négociation de contrats importants à l'exportation pour des équipements industriels de stations de pompage, pour des systèmes de téléconduite de réseaux et pour des réfrigérants atmosphériques de centrales nucléaires.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 37612 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Important Groupe de Distribution Alimentaire
cree le poste de

chef du service administration commerciale

Rattaché au Directeur Commercial, ses missions consistent, avec une équipe de 15 personnes, à :
- gérer le fichier articles (60 000 références).
- suivre la facturation fournisseurs.
- reorganiser et suivre l'edition et la mise à jour des documents administratifs (catalogues, tarifs,...).
- administrer certaines opérations de vente promotionnelles.
- optimiser l'informatisation des opérations administratives.

Pour lancer cette activite et la mener à bien, nous souhaitons rencontrer *des personnes d'une trentaine d'années, de formation supérieure,* ayant l'experience de l'administration commerciale ou du contrôle de gestion et *un sens affirmé de l'organisation.*

Adresser C.V., photo et pretentions, sous référence 9718 à

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

JUNIOR SUPERVISOR HF

Un Groupe Français à vocation internationale recherche un jeune collaborateur. Rattaché à la Direction Générale, il contribuera par ses interventions à coordonner, animer, contrôler les dirigeants de filiales ou de différents services. Il favorisera ainsi l'application d'une politique générale tant au niveau financier, *commercial que gestionnaire.*

Cette fonction conviendrait à un DEBUTANT parfaitement bilingue Anglais-Français, de nationalité américaine ou anglaise, diplômé d'un MBA ou équivalent.

Situation évolutive pour un candidat motivé et bon organisateur.

Adressez votre candidature, sous référence 9859 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

MICHELIN

recherche un

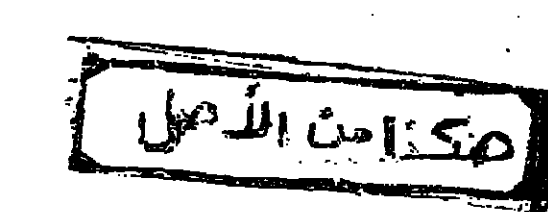
INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Aprés quelques années de formation à Clermont-Ferrand, il prendra la responsabilité des fabrications de l'une de nos usines (en France ou à l'étranger) : il devra assurer la Production, la Qualité des produits mais aussi la Formation et la Gestion de plusieurs centaines de personnes.

Ce poste convient à un ingénieur grande école, débutant ou ayant quelques années d'expérience. *Le candidat retenu sera un homme de terrain,* ayant le goût du concret, du travail en équipe, des relations humaines.

Larges possibilités d'évolution ultérieure en France et à l'étranger.

Adresser C.V. à MICHELIN - Service du Personnel 5182 A Recrutement des Ingénieurs et Cadres 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX



THE SECOND WORLD'S LARGEST COMPUTER GRAPHICS MANUFACTURER, VERY STRONG GROWTH + 78 % IN 1981, ESTABLISHED WOLRDWIDE (RESEARCH CENTERS IN FRANCE AND CALIFORNIA, SUBSIDIARIES IN THE PRINCIPAL COUNTRIES OF EUROPE), IS EXPANDING ITS INTERNATIONAL MARKET AND SEEKS

EXPORT TERRITORY SALES MANAGER COMPUTER GRAPHICS PERIPHERALS

To advise and motivate distributiors. Negociate directly with prospects in some countries. Develop markets with computer manufacturers; have complete marketing responsability for the development of an international territory.
If you have experience in this type of work or have suitable knowledge and experience selling data processing products, there may be a carrier for you, particularly if you have a knowledge of Asia or South America.

Write to Benson
ZI Les Petites Haies
1 rue Jean Lemoine
94015 CRÉTEIL

HAVAS CONTACT

PERKIN-ELMER
DATA SYSTEMS

Groupe de dimension mondiale, nous occupons la place de leader dans le domaine des mégaminis 32 BITS.
En 1981, notre division informatique connaissait une progression de 50 % de son CA France.
1982 doit confirmer ce résultat. Nous le voulons, et, pour renforcer nos structures, nous recrutons des

INGENIEURS COMMERCIAUX

de haut niveau, basés à PARIS, spécialisés dans l'un des domaines suivants :

- MARCHE OEM - 32 BITS,
pour développer nos ventes sur l'ensemble du territoire auprès de Sociétés de Service en Informatique et d'Ingénierie.
- MARCHE SCIENTIFIQUE - INDUSTRIEL
pour développer nos ventes en Région Parisienne, dans le Nord et l'Est de la France.

Une expérience commerciale d'au moins 3 ans en SSCI ou chez un constructeur et une solide culture informatique vous permettront de viser une rémunération motivante.
Adresser votre candidature détaillée (C.V., photo et prétentions) à
PERKIN - ELMER - Data Systems
83, avenue Aristide Briand - 94110 ARCUEIL

Une importante compagnie d'assurances nous a demandé de rechercher pour elle son

directeur informatique

300.000 F

Ce cadre de haut niveau sera membre du comité de direction et supervisera une équipe de 30 personnes. Il sera essentiellement un concepteur et un organisateur capable de définir une politique informatique de la société en fonction des objectifs à court et à long terme. Il affectera les resssources humaines et matérielles nécessaires à la réalisation de celle-ci d'abord en France puis dans le réseau international. Pour ce poste, nous demandons un diplôme d'ingénieur ou équivalent, une expérience d'au moins 10 ans en informatique et une bonne maîtrise de la langue anglaise. La connaissance du matériel IBM 4341 est indispensable.

Veuillez écrire à Marie Jo Martial sous réf. M 262 en indiquant si possible un numéro de téléphone où l'on puisse vous joindre facilement, au 6, avenue Marceau, 75008 Paris.

Filiale Groupe Multinational Equipements Automobile recherche pour sa
DIRECTION ETUDES INFORMATIQUES, un

CHEF DE PROJET CONFIRME

IBM 4341 - DOS/VSE - OS/MVS - CICS - DL1

LE CANDIDAT :
— il devra avoir une formation grande école option informatique
— il aura une bonne expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des applications de gestion financières et comptables en milieu industriel.

MISSION :
— chargé d'encadrer une équipe d'analystes et programmeurs
— il conduira le projet de la conception à la mise en application.

Le poste est situé en proche banlieue parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions No 37.543 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



STORAGE TECHNOLOGY CORPORATION
L'INNOVATION DANS LE COMPATIBLE

est un des dix grands de l'informatique (16.000 personnes. 1 Milliard de Dollars de C.A.)
La filiale française (280 personnes) crée le poste de

RESPONSABLE COMPTABILITÉ FRANCE

Qu'elle confiera à un cadre comptable pouvant se prévaloir de responsabilités opérationnelles et fonctionnelles importantes.
Un bon niveau en Anglais est indispensable pour autoriser l'evolution de carrière souhaitée.

Poste à pourvoir à : BUC (78)

Merci d'adresser votre candidature à Didier VANDAMME
Storage Technology Corporation
5, Allée du Bourbonnais - 78310 Maurepas

bleu



LACOSTE

recherche

juriste confirmé

Il sera rattaché directement au Président-Directeur Général et aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes de propriété intellectuelle (enregistrement de marques, lutte contre les contrefacteurs) en collaboration étroite avec les Conseils extérieurs de l'entreprise.

Il aura également la responsabilité de la rédaction de contrats de licences entre l'entreprise et ses partenaires du monde entier.

Ce poste conviendrait à LICENCIE en DROIT, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise soit dans une entreprise industrielle ou commerciale, soit dans un cabinet d'avocats.
Il devra posséder l'ANGLAIS PARFAITEMENT.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2449M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

---

la
division "automatismes"
de
L'ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT
recherche pour son
service maintenance

ingénieur II B

Il sera chargé de développer les procédés de maintenance, d'animer une équipe d'une dizaine de techniciens supérieurs qui constitue le support technique de son réseau après-vente.

Le candidat devra avoir exercé des responsabilités analogues dans le domaine des automatismes ou des périphériques informatiques.
De bonnes connaissances en électromécanique et en électronique à base de microprocesseurs sont exigées.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2448M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

1. EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES
(SUP. CO. - HEC - ESSEC - DAUPHINE)

2. REVISEURS ou AUDITEURS CONFIRMES
Titulaires DEC - DECS - BTS et plusieurs années d'expérience en Cabinet.

Allemand/Anglais/Italien appréciés.
Déplacements en province à envisager.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 850 à S.F.F.E.C.
BP 361-08 75365 PARIS CEDEX 08
qui transmettra



GEOSERVICES
Société d'activites internationales de Recherches Pétrolières leader dans son domaine
recrute
pour son Département Recherche et Développement

Ingénieurs Physiciens

ayant plusieurs années d'expérience laboratoire étude et développement de capteurs et instruments de mesures physiques.

Ingénieurs Mécaniciens

(Arts et Métiers, Centrale ou équivalent)

expérience étude et développement de capteurs, hydraulique, résistance des matériaux.
Anglais indispensable.
Postes à pourvoir rapidement.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Madame Reymond , GEOSERVICES, B.P. 20, 7, rue Newton, 93151 LE BLANC MESNIL
Tel: 865.42.43.

Geoservices

Brio Globe

IMPORTANTE ENTREPRISE
SECTEUR AUTOMOBILE
VAL DE MARNE
recherche pour son SERVICE ACHATS

INGENIEURS

- Expérience méthodes, industrialisation de pièces et sous-ensembles de grandes séries dans les spécialités suivantes :
  - Métallurgique
  - Thermo-plastique
  - Fonderie
  - Electrotechnique
- Expérience gestion prix de revient
- Très bonnes notions en analyse valeur.

Si vous correspondez à ce profil merci d'adresser C.V., photo et prét. ss no 38048 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
diversifiée en mécanique et chaudronnerie lourde, recherche

INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE

Ayant de préférence acquis une certaine expérience dans le secteur énergétique.
Il effectuera dans les services centraux parisiens en liaison avec les laboratoires et les divisions de production, de la recherche appliquée, ainsi que des études de conception et de développement de gros matériel thermique.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à n° 37.555, CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Le Centre Technique de VELIZY de la

CIT Alcatel

Leader de la commutation temporelle recherche

INGENIEURS LOGICIEL

GRANDES ECOLES
DEBUTANTS OU 1 A 2 ANS D'EXPERIENCE

Integres dans des équipes d'ingenieurs de haut niveau, ils seront chargés de developpement de logiciels de systemes de commutation téléphonique temporelle à commande centralisée.
Des candidats de valeur pourront acceder ulterieurement à des postes à responsabilité.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à CIT ALCATEL Service Recrutement et Orientation, Boite Postale 57 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY, sous réf. CTV/GDL.

---

développer l'audio professionnelle

SONY ENTREPRISES
AUDIO - VIDEO BROADCAST

Il s'agit, au sein du service Audio-Video Broadcast, de developper les ventes de produits Audio professionnels (numeriques et analogiques). Nous recherchons un Ingenieur Technico-Commercial capable de participer à l'elaboration de la politique commerciale, de mettre en œuvre une action commerciale par ventes directes aux principaux utilisateurs, d'assurer les démonstrations et l'assistance technique. Ce poste ne peut convenir qu'a un "professionnel" de l'Audio, possedant une bonne formation technique (Ingénieur en électronique), ayant une expérience soit de vente, soit de service après-vente, acquise dans les produits Audio professionnels, et capable d'assimiler les techniques numériques. La pratique de l'Anglais est indispensable. Le développement rapide de nos activités doit permettre à un homme de qualité de faire une longue route avec nous.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 159.82 M à notre conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC



Cii Honeywell Bull

recherche pour sa Direction des
PERIPHERIQUES MAGNETIQUES
secteur en pleine expansion

10 INGENIEURS
Grandes Ecoles

Dans les activités suivantes : Electronique, Informatique, Automatisme, Mécanique de precision et Mécanique des fluides. Ils participeront à la conception, au développement et à l'industrialisation des périphériques magnétiques. Ils s'intégreront dans des équipes de haute technicité implantées aux Clayes-sous-Bois (Yvelines).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et pretentions en précisant la ref. 319 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

DIRECTEUR GENERAL

P.M.I. - 1 H. Sud Paris - (55 personnes - C.A. 20 Millions - majorité export) notre activité s'exerce dans les domaines techniques du moulage sous pression, injection et extrusion des plastiques, travail des métaux en feuilles où intervient l'électronique, pour des produits à haute performance technologique.

Nous avons des liens étroits avec un conglomerat international aux activités industrielles très diversifiées.

Pour assurer le développement de notre entreprise, nous nous proposons de préparer la succession du P.D.G. avec son appui total.

Afin de poursuivre notre expansion et maintenir notre forte rentabilité, nous recherchons le **DIRECTEUR GENERAL** qui saura prendre ce challenge en main et s'investir en veritable «entrepreneur».

NOS IMPERATIFS : c'est un INGENIEUR diplôme a **DOMINANTE MECANIQUE**, âge de 35 ans min., ayant su valoriser son acquis technique par une formation complementaire (type M.B.A., I.N.S.E.A.D., I.C.G., I.A.E., C.P.A. etc ...)

Au cours des cinq dernières années, il a assumé avec succès, une fonction de Direction dans l'industrie mécanique de préférence tournee vers notre domaine d'activité : la production et la commercialisation de biens d'équipements industriels legers. Il doit pouvoir prouver les résultats qu'il a obtenus. *Parfaitement bilingue* anglais avec une bonne connaissance de l'allemand parlé et écrit, c'est un homme de developpement technique et marketing.

Merci d'envoyer votre C.V. manuscrit détaillé, photo et salaire actuel sous réf. 4305 F.A. à notre Conseil
58 av. de Wagram 75017 PARIS.
8, rue de la Tirelire 51054 REIMS Cedex.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

reg carrières — CSNCR

ORGACONSEIL

ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

recherche

DIPLOMES GRANDES ECOLES DEBUTANTS

intéressés par une carrière dans l'organisation.
Il s'agit d'un métier passionnant, varié et formateur, necessitant le sens des contacts et le goût du travail en équipe. Les déplacements sont à prévoir.

Ecrire avec CV à ORGACONSEIL, 55 quai de Grenelle 75015 Paris.

GROUPE SL2

COFAP

IMPORTANTE SOCIETE PETROCHIMIQUE INTERNATIONALE recherche

UN INGENIEUR DE VENTE POLYSTYRENE/ POLYSTYRENE EXPANSIBLE

pour s'intégrer à l'équipe chargée de la commercialisation des matières plastiques du Groupe. Il aura en charge la responsabilité d'un secteur de vente constitué d'une clientèle industrielle de qualité.

Pour réussir dans cette fonction, une formation de base en chimie serait appréciée.

Mais, nous recherchons en priorité un solide Négociateur ayant déjà une expérience réussie de vente.

Une grande disponibilité (déplacements fréquents de courte durée) et l'aptitude à communiquer efficacement seront exigées.

Connaissance de l'anglais souhaitable.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 37296 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche dans le cadre du développement de ses activités «RADARS MILITAIRES»

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ENSEM

pour études et réalisations de systèmes évolués de traitement de signal. Goût de l'analyse, travail en équipe.
Nationalité française exigée. Avantages sociaux.

Les candidatures (CV et prétentions) sont à adresser à LCT, BP 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

SOCIETE MULTINATIONALE
A VOCATION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
recherche

CONTROLEUR COMPTABLE

HF

LE POSTE :
- suivi des situations mensuelles des filiales commerciales étrangères
- assistance éventuelle à l'établissement des comptes
- missions d'audit ponctuelles.

LE PROFIL :
- DECS + 2 *ou 3 ans d'expérience*
- une expérience de l'Audit acquise de préférence dans une Multi-Nationale
- un sens du contact
- une pratique de l'anglais et de l'espagnol.

Lieu de travail : PARIS 15ème.

Quelques déplacements de courte durée à prévoir à l'étranger.

Envoyer CV, photo, rémunération actuelle et prétentions sous No 37.487 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui *transmettra*.

Filiale d'un puissant groupe industriel français



leader de la commutation temporelle
recherche

ingénieurs grandes écoles

pour VELIZY (78) ou LANNION (22)

Ils participeront en liaison avec les équipes de ventes **internationales** aux projets techniques, à l'exportation de systèmes de pointe en télécommunication.

Ces postes requièrent des connaissances en informatique et/ou électronique et une expérience de 3 à 5 ans.

Une bonne pratique de l'anglais et éventuellement de l'espagnol est souhaitée.

Des déplacements de courte durée à l'étranger sont à prévoir.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions
à CIT ALCATEL
Département Commutation,
Service Recrutement et Orientation
BP57, 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY
Cedex, sous référence JCH en précisant le lieu d'affectation.

---

responsable du contrôle de gestion

Une société industrielle française dans le secteur de l'électronique (CA 300 M de F - 1200 personnes) recherche son Responsable du Contrôle de Gestion qui *aura pour mission :*

- dans le court terme, de mettre en place un système de comptabilité *en temps réel* ;
- plus généralement, de mettre en place et de diriger le système de contrôle de gestion.

Le candidat idéal est à la base un technicien de la gestion ; il a une formation supérieure, de solides connaissances en comptabilité analytique et une expérience de la mise en place de systèmes de gestion informatisés acquise de préférence dans une entreprise industrielle.

Le poste est basé à Paris.

Votre C.V. détaille avec salaire actuel devra être adressé sous réf. 6446-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville 75010 Paris *qui transmettra.*

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
recherche un

chargé d'études

pour son département de Gestion Immobilière

Sa mission principale comportera d'une part des études et rapports relatifs à la politique générale de Gestion Locative, et d'autre part les contacts et réunions avec les organismes extérieurs concernés.

Ce poste convient à un(e) jeune diplômé(e) Sc Po. option DP ou PES + maîtrise Droit.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F
Merci d'écrire avec CV et photo sous référence S 164 à
**PAJ Conseil,
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS**

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
(2000 personnes)
recherche pour sa Direction du Personnel

assistant(e) gestion du personnel

afin de lui confier l'ensemble des opérations courantes (recrutements, promotions, mutations...) concernant principalement du personnel non cadre (environ 750 personnes).
Ce poste convient à un(e) cadre de 28 ans minimum, de formation supérieure, ayant de *bonnes connaissances en législation du* travail acquises au cours d'une expérience de quelques années dans la Gestion du Personnel.

Rémuneration minimum : 110.000 F.
+ nombreux avantages Groupe.

Merci d'écrire avec C.V. et photo sous réf. M. 164 à
**PAJ Conseil,
2, rue des Dardanelles -
75017 PARIS**

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Nous sommes la Filiale Française (Région Parisienne) d'un Groupe International spécialisé dans les

BIENS D'EQUIPEMENT
destinés à l'Industrie
PHOTOGRAPHIQUE
Nous recherchons notre

directeur des opérations

En relation étroite avec le Directeur Marketing aux USA, il devra assurer la continuité de notre *SUCCES COMMERCIAL* en prenant en charge les aspects marketing, vente, après-vente de notre Société. Nous lui demandons d'avoir une formation supérieure (Ecole de Commerce), d'être ouvert aux problèmes techniques *(il supervise l'après-vente) et d'avoir une expérience réussie à un poste de* responsabilité où il aura fait la preuve de ses qualités d'animateur.
La connaissance du milieu photo serait très appréciée.
L'Anglais *courant est impératif.*

Adressez votre dossier (C.V., prétentions) sous référence GM 04 au conseil à qui nous avons confié cette recherche.
COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

COGEPLAN

---

*annonce parlée**

Groupe de réputation internationale pour l'une de ses filiales située près de Paris.

Jeune ingénieur en propriété industrielle conseiller du président

ESE-Mines-ECP...+CEIPI ou équivalent

Nous développons des produits liés à l'instrumentation de mesure faisant appel aux technologies de pointe.
- *Vous êtes créatif et performant.*
- *Vous avez 1 à 5 ans d'expérience.*
- *L'anglais est un atout supplémentaire.*
- *Vous êtes motivé pour conseiller la Direction Générale sur tous les aspects de la propriété industrielle, y compris l'opportunité de protection des inventions, la liberté d'exploitation, les licences, les marques...*
- *Vous êtes capable d'assurer l'ensemble des opérations liées à la réalisation et au dépôt de brevets à l'échelle internationale.*
- *Vous serez basé dans le Centre Européen de Recherches du Groupe.*
- *Vos responsabilités seront immédiates et votre rémunération conséquente.*

** Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appeler le 763.11.15, réf. S 141*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris

Société d'Ingénierie (quartier Défense) filiale d'un puissant Groupe International, spécialisée dans la conception et la réalisation d'ensembles de Protection Incendie de GRANDS RISQUES INDUSTRIELS (offshore, pétrochimie, sidérurgie...) recherche

ingénieurs responsables d'affaires

de formation technique supérieure et (ou) possédant une première expérience acquise en Entreprise. Ils devront élaborer les avant-projets, déterminer les prix, participer aux négociations nécessaires à l'aboutissement des dossiers et assurer le bon déroulement des projets en termes techniques et financiers. Dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire, les techniques abordées seront l'hydraulique, l'électricité, les automatismes conventionnels ou à base de calculateur, l'Instrumentation... Des déplacements de courte durée en France et à l'Etranger sont prévus.
Une bonne connaissance de l'ANGLAIS ou de l'ESPAGNOL est nécessaire.
Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant la réf. 957 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONICIENS

Notre Société en expansion recherche pour son activité
SYSTEMES D'ARMES NAVALS

DE JEUNES INGENIEURS DIPLOMES

pour Laboratoire d'Electronique de développement
Possibilités d'évolution vers des fonctions de «CHEF DE PROJET» d'équipements complets.
Bonne pratique de l'anglais exigée.
Déplacements de courte durée.
Adresser votre dossier de candidature à J.F. SILVESTRE sous réf. APG 22 - 1, avenue Aristide Briand 94117 ARCUEIL.

Jeune Ingénieur Mécanique et CAO ?

MONTROUGE Anglais souhaité

Jeune diplômé, débutez par des applications en CAO au département engineering spécialisé dans la conception de plateformes de forages *pétrolier.*

Ce poste peut aussi convenir à un technicien supérieur
(BTS mécanique) ayant une solide expérience du dessin industriel.

Adresser dossier de candidature complet sous la référence S 139 à *Pierre CARRON, 20 avenue Rapp 75007 Paris*

FOREX Schlumberger

média-system



SRI-France
Conseil en Stratégie

SRI International (précédemment Stanford Research Institute), organisme à but non lucratif, est une société de conseil en Stratégie et en Recherche et Développement de réputation mondiale.

SRI-France poursuit le développement de ses activités de conseil en stratégie et recherche pour son Bureau de Paris des :

Consultants
35-40 ans (Grandes Ecoles)

Les candidats (X, Mines, Centrale, HEC... et si possible, Business School) devront avoir une DOUBLE expérience acquise dans une société de conseil et dans l'industrie à un poste de management.

Ils assisteront les directions générales des entreprises privées et du secteur public dans l'analyse et l'élaboration de leurs décisions stratégiques : options technologiques, plans, marchés et produits, redéploiement industriel, audits...

Appelés à travailler avec les équipes des centres d'études de Menlo Park (Californie), de Croydon (G.-B.) et du Japon, ils devront être parfaitement bilingues français/anglais.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur dossier de candidature à : SRI-France, 17, avenue Hoche, 75008 PARIS.

SRI International



BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

recherche pour son

Groupe de syndication des crédits internationaux

UN RESPONSABLE DE ZONE GÉOGRAPHIQUE

dont les principales responsabilités seront :

- Elaboration et formulation des propositions de crédits, en collaboration avec les différentes Directions à vocation commerciale ;
- Négociation des termes et conditions et constitutions de groupes de direction ;
- Syndication ;
- Négociation des conventions et des documents annexes avec l'Emprunteur et les Banques ;
- Suivi des problèmes de gestion pendant la durée du prêt.

Profil souhaité :

- Formation Grande Ecole ou MBA ;
- Bilingue anglais ; la pratique courante d'une ou plusieurs autres langues sera un avantage ;
- Plusieurs années d'expérience dans une activité similaire dans une autre banque.

La personne retenue sera apte à conduire des négociations au plus haut niveau et pourra envisager ce poste comme une étape dans une carrière bancaire internationale. Elle devra accepter d'effectuer de fréquents déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, Direction du Personnel (625), Boîte Postale 141, 75078 PARIS CEDEX 02.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

recherche

FISCALISTE
30 ANS ENVIRON

Ayant expérience 6 ans minimum dans le domaine de la fiscalité des entreprises et des groupes de sociétés.

Bonne connaissance de la comptabilité, du droit des sociétés et de l'anglais indispensable.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ
Direction de la Fiscalité et du Droit des Sociétés
54, rue La Boétie, 75382 PARIS CEDEX 08.

INGENIEUR D'AFFAIRES
FILTRATION DES GAZ

PARIS
180.000 +

Cette société française de taille moyenne est bien connue pour la qualité des matériels qu'elle étudie et fabrique : filtration des effluents gazeux, dépoussiérage des chaudières. Elle recherche un ingénieur diplômé, de préférence mécanicien, ayant une expérience technico-commerciale : devis, contacts avec les industries, relations avec l'usine. La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Adressez votre dossier sous N° 738 LM.
GABRIEL MARCU
154 bd Malesherbes 75017 Paris

IMPORTANTE SOCIETE
Membre d'un Groupe International
recherche pour sa Division Ingénierie
basé à PARIS EST

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera chargé de la vente en France de profilés spéciaux en acier.

Pour ceci il aura à assurer principalement des contacts avec des bureaux d'études.

Quelques années d'expérience nécessaires.

Envoyer C.V., photo, prétentions ss No 37484 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

THOMSON-CSF

en expansion forte et continue en proche Banlieue Sud (très bonne desserte transports en commun, notre Département RCM conçoit et réalise des RADARS et équipements CONTRE-MESURES et aéroportés,
nous recherchons un

RESPONSABLE (III A) "ATELIER LOGICIELS"

Ingénieur expérimenté (5 ans minimum) de haut niveau, il se verra confier :
— animation du groupe «SYSTEME», il participera à la création et à l'adaptation d'outils logiciels d'exploitation
— organisation et gestion de l'atelier de production des logiciels
— conseil des équipes techniques de production : il participera à des groupes de travail prospectifs inter-usines.

Merci d'envoyer lettre, C.V. et photo en précisant le niveau de rémunération à
THOMSON CSF - Département RCM
Service du Personnel 68, av. Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF

GROUPE C. THERMIC
1621, route d'Orléans, 45640 Sandillon

recherche pour régions
NANTES, ROUEN, PARIS SUD, PONTOISE, MELUN, ORLÉANS, LE HAVRE, NIMES

TECHNICO-COMMERCIAUX

Age minimum 19 ans, niveau CAP, BEPC, BAC, expérience professionnelle de 1 à 3 ans (assurances, vente aux particuliers, etc.). Débutants acceptés — formation assurée, rémunération élevée pour éléments de valeur.
Statuts V.R.P. — Voiture nécessaire.

Objectif :

Les meilleurs deviendront chef des ventes d'un secteur.
Téléphoner pour rendez-vous (38) 41-04-22.
M. RICHARD ou se présenter le mardi 8 juin de 10 h à 17 h.
NOVOTEL ORLÉANS LA SOURCE. En cas d'impossibilité adresser C.V. + photo pour étude de candidature.

Important Groupe Français
recherche pour son activité de
Conseil en Transports

INGENIEUR ETUDES

Il sera responsable au sein d'une équipe de recherche des applications de l'électronique aux véhicules et systèmes de transports.

Le candidat recherché aura :
— une formation supérieure et une expérience professionnelle d'un ou deux ans ,
— des connaissances en technique électronique.

Le poste est à pourvoir en banlieue Ouest de Paris et offre des opportunités d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Adresser CV détaillé et rémunération souhaitée sous No 37.914, CONTESSE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Multinationale fabriquant des produits industriels pour le secteur AUTOMOBILE cherche un

futur DIRECTEUR REGIONAL

Bien rôdé à la vente par plusieurs années d'expérience sur le terrain, il a environ 30 ans et une FORMATION COMMERCIALE SUPERIEURE.

Dans un premier temps, il se formera à nos produits et à nos politiques de vente dans les diverses régions et pourra ainsi prouver son aptitude à animer des équipes de vendeurs.

Postes disponibles en REGION PARISIENNE et REGION OUEST.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2133-M) précisant le niveau de rémunération actuel, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourfin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



RECRUTE POUR SON SERVICE
Études informatiques

INGÉNIEURS

Ces postes peuvent convenir à des candidats (es) débutants ou possédant une courte expérience professionnelle.

Candidatures, curriculum vitae et prétentions de salaire sont à adresser à la
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service Recrutement
7, RUE CAUMARTIN - 75009 PARIS

bleu

CENTRE D'ÉTUDES ET DE CONSEIL
DISTRIBUTION MODERNE

recherche

CONSEIL D'ENTREPRISE

- Etudes supérieures, 30/35 ans.
- Début de carrière réussie dans la Grande Distribution.
- Pour contact entreprises, animation de stages, création programmes originaux.
- Rémunération motivante.

Env. C.V. manuscrit sous n 37.998 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CABINET DE RÉVISION
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

Réviseurs comptables débutants

- Formation supérieure
- D.E.C.S.
- Langue (s) étrangères (s) parlée (s) et écrite (s).

Développement rapide assuré
Missions de haut niveau.

Env. C.V. et prétent. à : Cabinet Robert MAZARS, 135, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.



Recrute pour la rentrée de septembre

JOURNALISTE-REPORTER CONFIRMÉ.

Formation économique appréciée.

Adresser lettre de candidature et C.V. à :
Patrick MARESCAUX,
rédacteur en chef « 50 millions de consommateurs »,
80, rue Lecourbe, 75732 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
spécialisé dans les équipements électroniques et électromécaniques

recherche pour sa
DIRECTION TECHNIQUE
PARIS

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

27 ans minimum.
Ingénieur électronicien ou électromécanicien avec expérience professionnelle indispensable en conception ou fabrication de « Matériel électronique moyenne et grande série ».

Adjoint au chef de B.E électronique et en liaison avec les différents services, il devra, en partant des demandes clients, aboutir à la définition du produit, et participer avec les chefs de produits à la conception du produit et au suivi des essais.

Adr. C.V. et prét. à N° 38.101,
CONTESSE Publicité
20, av. de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, q. tr.

E.P.E.C.

recherche conseillers en formation et animateurs de formation, toutes disciplines, pour contribuer au développement de ses activités. — Env. C.V., photo et prétent. à E.P.E.C. Formation, 13, rue d'Hauteville, 75010 Paris.

CLINIQUE CHIRURGICALE DE SARTROUVILLE
20, avenue Maurice-Berteaux, 15' gare St-Lazare, recherche

INFIRMIÈRES D.E.
Service de jour

INFIRMIERS(RES) D.E.
Service nuit. Salaire 6.200 F après période d'essai

INFIRMIERS(RES) D.E.
BLOC OPÉRATOIRE
Salaire 6.450 F
après période d'essai
Reprise 50 % années d'anciann.
Tél. pour R.-V. au 914-21-27.

B.R.D.C.
cherche couvreur O Q 3
Tél. : 358-23-31 après 18 h.

Dame offre à pers. retraitée, bon. éducat., logt cft, nourriture. voir condit. 226-68-92.

---

secrétaires

Secrétaire Juridique Position Cadre

Laboratoire pharmaceutique français occupant 800 salariés, nous sommes la filiale du groupe américain Schering-Plough Corporation.
Notre Secrétariat Général recherche une assistante capable de prendre en charge la préparation et le suivi des assemblées et conseils, le recouvrement et le contentieux clients, ainsi que les enquêtes administratives, par ailleurs, elle devra gérer les dossiers concernant les baux commerciaux, brevets, marques et contrats. Relativement autonome, notre collaboratrice devra assurer son propre secrétariat et s'exprimer correctement en anglais (lire-écrire). Ce poste représente une opportunité pour une personne déjà expérimentée dans plusieurs de ces domaines et souhaitant exercer des responsabilités au sein d'une petite équipe (4 personnes) au service d'une entreprise de taille moyenne et dans un contexte international.

Envoyer lettre manuscrite et CV. sous référence M 8215. à



Laboratoire UNILABO
Département Recrutement
92, rue Baudin
92307 LEVALLOIS-PERRET.

HAVAS CONTACT



SECRETAIRE CONFIRMÉE ET ENTHOUSIASTE...

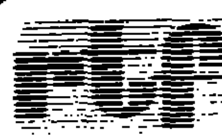
Un enthousiasme indispensable pour rejoindre une très grande entreprise, leader de la péri-informatique française !
Vous êtes jeune (30 ans environ), confirmée par une excellente formation de base (BTS) et une expérience de sept ans minimum. Au cours de votre jeune carrière, vous avez su faire preuve de vos talents auprès de patrons performants, dans des entreprises importantes.
Et, pour accéder aujourd'hui à une fonction de Secrétariat de Direction Générale, vous en possédez tous les atouts :

- excellente présentation - sens des relations à haut niveau
- finesse et diplomatie - anglais parfait - et disponibilité...

TRANSAC ALCATEL ? une société dynamique, en forte expansion, 1.500 personnes (moyenne d'âge : 32 ans), une implantation agréable à MASSY (91), à 5' du RER et 20' de Paris en voiture En résumé, une entreprise stimulante où vous pourrez accéder à un poste «top niveau», comportant une rémunération attractive.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M8 à
Catherine BONNIER - TRANSAC ALCATEL - Direction des Relations du Travail - 1 / 7, rue Ampère 91300 MASSY

OFFRES D'EMPLOIS



RADIO TÉLÉVISION FRANÇAISE

Société de distribution de composants électroniques à GENTILLY recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

FORMATION SUP. DE CO., DECS OU EQUIVALENT

Sous l'autorité du directeur financier, il aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité de trois sociétés employant 150 personnes et réalisant un C.A. annuel de 150 millions de F.

Il aura une compétence affirmée en informatique (comptabilité tenue en temps réel).

Il sera responsable de la gestion de la trésorerie et du suivi de la clientèle.

Il devra mettre en œuvre la comptabilité analytique et les budgets. Une expérience similaire en entreprise ou au sein d'un cabinet d'expertises comptables serait appréciée.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à R.T.F. - DIRECTION DU PERSONNEL 9, rue d'Arcueil, 94250 GENTILLY

Importante société réalisant des ensembles industriels complexes dans des techniques de pointe recherche

Ingénieur électricien

débutant ou ayant une première expérience ENSEEG, ENSEEIHT, ENSM, SUPELEC

Il viendra renforcer une équipe d'une dizaine d'ingénieurs. Sa fonction, globale, l'amènera à prendre en charge des études de conception, le suivi de la réalisation en liaison avec un atelier spécialisé, et le suivi des essais pour des machines électriques spéciales.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV, photo, sous réf. 3036, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Pour Siège social SARTROUVILLE Z.I.

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Minimum 30 ans, bonne culture générale, connaissances juridiques, spécialement en législation sociale et droits du travail. Expér. du contact avec le personnel, les responsables syndicaux, les comités d'entreprise... Il sera chargé en outre d'études de gestion et de diverses charges administratives. Adresser C.V. avec photo et prétentions à VERNAY, B.P. 67, 78501 Sartrouville Cedex.

Nous sommes une P.M.I., 300 pers., 72 millions de C.A. dont l'activité est : installation chaufferie et tuyauterie sur chantiers. Nous recherchons pour notre siège à SAINT-DENIS (93) notre futur

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ et ADMINISTRATIF

Vous aurez la responsabilité de :
- la comptabilité générale (bilan y compris),
- la comptabilité industrielle (situations mensuelles et contrôle de gestion,
- la supervision de la paie,
- le contrôle d'un outil informatique récemment mise en place (IBM 34).

Vous aurez 35 ans environ et une excellente formation comptable (dipl. E.S.C. + D.E.C.S.). Vous êtes travailleur et vous avez un esprit ouvert, ce qui vous permettra de les 12 mois à venir, de prendre la place du Chef du Service actuel et d'animer une équipe polyvalente de 6 personnes.

Merci d'adresser votre curric. vitae et rémunération souhaitée à Cabinet J.D., B.P. 53, sous la référence 142, 92603 ASNIÈRES, qui transm.

Centre d'Informations Financières, recherche

CONSEILLERS COMMERCIAUX (hommes ou femmes)

- Débutants ou expérimentés,
- sens de la négociation,
- excellente présentation,
- formation assurée.

Tél. à Mme Orlhac, 553-20-00.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

RECHERCHE pour son SERVICE TITRES

GESTIONNAIRE

POSSÉDANT CLIENTÈLE. Ecr. aux Établissements JÉGU, 48, fg Saint-Denis, Paris-10e.

JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL

même débutant pour vente matériel scientifique gaz spéciaux. Formation électronique/physique. Bonnes notions anglais. Déplacem. province fréquents. Ecrire à SIDERCOM, 65, r. Rennequin, 75017 Paris.

L'USINE

1er hebdomadaire industriel français recrute

1 TÉLÉVENDEUSE

pour son service abonnement. 1 an d'expérience dans la vente par téléphone. Libre immédiatement. La candidate devra téléphoner pour R.V. au 387-48-99.

Ville de SÈVRES (92310) recrute par voie de concours sur titres :

1) BIBLIOTHÉCAIRE, 2e cat. pour section Jeunesse de la Bibliothèque municipale ; C.A.F.B. option Jeunesse, expérience exigée.

2) SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE : C.A.F.B. option Lecture publique ou Discothèque.

Cresser candidature et C.V. à M. le Maire, Hôtel de Ville, (92310) SÈVRES. — Date limite du dépôt des candidatures : 28 juin 1982.

Société d'Ingénieurs-Conseils, recherche pr son siège parisien

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

ayant 3 à 5 années d'expérience dans le domaine de l'alimentation en eau potable (pompage, canalisations, réseaux de distribution, traitement). Les candidats devront être disponibles pour effectuer éventuellement des séjours de longue durée à l'étranger. Envoyer curric. vitae à SAFEGE, 76, rue des Suisses, B.P. 727, 92007 NANTERRE CEDEX.

Agence de publicité médico-pharmaceutique, recherche secrét. confirmée sténodact. Poste à pourv. immédiatement. Envoyer C.V. à M. LAURENT, 64, rue Fondary, 75015 PARIS.

Groupe important leader dans sa branche recherche

JEUNES COLLABORATEURS

pour Paris, Ile-de-France et Normandie.

Postes ouv. à hommes ou femmes de formation secondaire ou supérieure pour occuper des fonctions commerciales avec possibilité rapide d'évolution dans la hiérarchie.

Formation technique et aide puissante s/le terrain garanties.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant sur l'enveloppe la référence 1.936 LM à MÉDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Recherchons REPRÉSENTANT exclusif pr vente Articles Médicaux, pem appareillage de corsetterie femmes fort. 1/4 Nord-Est de la France (21 départem.). Libre rapidement. Domicile souhaité départ. 10, 51, 52, 55. Adresser C.V. détaillé et photo à HAVAS VALENCE sous le no 20.760.

Société de recrutement région OUEST DE PARIS recherche

SON DIRECTEUR(TRICE)

Env. curric. vitae et photo à : JOBEL, référence 20.63, 5, rue Alex.-Dumas, 75011 Paris, qui transmettra.

Entreprise de Bâtiment très proche banlieue NORD-EST recherche

COMPTABLE PRINCIPAL

B.T.S. + 5 ans minimum d'expérience entreprise. Env. C.V. et prét. no 36.990M, BLEU PUBLICITÉ 17, rue du Docteur-Lebel 94307 Vincennes Cedex.

L'Institut National de Recherches Agronomiques recrute

UN TECHNICIEN STATISTICIEN

Diplôme requis : D.U.T., D.E.U.G., B.T.S. Envoyer candidature et C.V. détaillé à Laboratoire de Biométrie I.N.R.A., route de St-Cyr 78000 Versailles.

Laboratoire pharmaceutique proche banlieue Sud propose à

PHARMACIEN H.

Poste fabrication et mise au point galénique/cosmétique, 5 ans expérience requise. Env. candidature avec C.V. et prét. no 40.490 M BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes, Cedex.

S.S.C.I. appartenant à un Groupe Leader en son domaine recherche

JEUNES INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Environne. très dynamique matériel I.B.M. et H.P., écrire à INFOMEDIA, 69, rue St-Anne, 75002 Paris.

Nous recherchons un

DESSINATEUR de B.D.

même non encore édité pour un personnage de B.D. réaliste. Envoyez photocopies de spécimens représentatifs de votre graphisme + références à PUBL. NUIT et JOUR 3, rue des Graviers, 92200 Neuilly, no 17804, q.tr.

INGÉNIEURS LOGICIEL

Micros et Minis Temps réel :

+ 25 %

sur votre dernier salaire en téléphon. au 563-17-27, P. 256.

formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-X NANTERRE

INSTITUT D'EDUCATION PERMANENTE
Stages de longue durée, octobre 82, juin 83
agréés par l'Etat, ouvrant droit aux indemnités assedic

- **ASSISTANTS (ES) DE DIRECTION**
  - Option trilingue : 500 heures
  - Option comptabilité bureautique : 600 heures
  Niveau BAC + expérience professionnelle.
- **GESTION ET ANIMATION SOCIO-CULTURELLE : 400 heures.**
  Destiné à des demandeurs d'emploi, 30 ans minimum. Préparant à des responsabilités dans des associations socio-culturelles.

FORMATIONS SANCTIONNÉES PAR UN DIPLOME DE SECOND CYCLE

- **DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUE : 800 heures.**
- **CHEF DE PROJET COMMERCE INTERNATIONAL : 800 heures.**

ANGLAIS ET ESPAGNOL

Cours hebdomadaires, stages intensifs spécialisés. Préparation aux examens de Chambres de Commerce.

Rentrée à partir du 18 octobre 1982. Inscription à partir du 8 juin 1982.

I.E.P. Bâtiment G — Salle R . 30 92001 NANTERRE Cedex. Téléphone : 725-92-34, postes 864, 865, 866.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

LANCIA BETA 2000 berline bordeau. Année 1977. 68.000 km. Très bon état. Radio stéréo. Prix : 15.000 F. Tél. après 20 h - 868-39-15.

divers

LANCIA 14e
TREVI 1600 - 2000 IE
PRIX SPECIAL VACANCES
539.57.33+

travail à domicile

Anc. sec., cherche travaux dactylo à domicile. Thèses, rapports, etc. Tél. : 357-21-18.

propositions diverses

L'État offre de nombreuses possib. d'emplois stables, bien rémunérés à tres et tous avec ou sans diplômes. Demandez une doc. sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 16), B.P. 402-09 Paris.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe), dem. une doc. sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon 75429 Paris, Cedex 09.

DEMANDES D'EMPLOI

Cadre administratif en PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE 20 ans d'exp. Dépôts et procédures brevets français et étrangers. Brevets européens : PCT Gest. annuités, rech. poste stable dans Cabinet ou Industrie. Ecr. s/no 2.761 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RELATIONS PUBLIQUES BANQUE ET PRESSE

Jeune femme française, 30 ans, expérience, relations publiques, conseil gestion, trilingue anglais, espagnol, arabe. Libre de suite, recherche emploi. Ecr. s/no 2.767 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Off. sup. belg. pens. ET EP. TTS 2 polyv. cherche poste RÉGISSEUR domaine en France contre logt adéqu., meublé, pour tout sal. Ecr. no 519.629 à Rossel R.P. 112, Rue Royale, 1000 Bruxelles.

Assistante de gestion bilingue, anglais, secrétariat direction, 37 ans, cherche place stable. Ecr. s/no 2.774 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Docteur droit international, institut tech. export, anglais, espagnol, cherche opportunité dévelop. Capacités futur. Ch. BIODAM, 06390 CONTES.

ING. bât. prochain. retraite, effectuerait surveillance de résidence, démarches, consult. artisans, entr. suivi de trav., pr prop. Rés. 1. sec. Dépar. 22. Téléphone : (96) 74-66-65.

Étud. licence cherche poste philo, été cours privé ou autres réf. profs Fac. classes prépar. Etudie toutes propositions. Tél. : (93) 88-85-02.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

Halles, part. vd 4/5 p., terrass. sud, rénové, calme, poutr. 1.200.000 F. 261-45-35.

RUE MONTMARTRE

Living (2 pièces) + CHBRE, bains, poutres, refait neuf. Prix : 420.000 F - 526-99-04.

3e arrdt

MARAIS-TURENNE propriétaire vend surfaces à rénover, possibilité 2 pièces ou duplex caractère, poutres. Téléphone : 256-02-41.

4e arrdt

MARAIS élégant 2 P. 50 m². GD STAND. Park. possible. PX : 550.000 F - 727-84-24.

CENTRE POMPIDOU 2 pièces en duplex, charme. 175, r. St-Martin. 12 h-18 h.

ILE SAINT-LOUIS Prop. vd 3 PCES, cuis., s. de bns, 3e étage. Visite samedi 12 juin, 10-12 h, 14-18 h, 8, rue Budé.

RUE DE BIRAGUE PROX. **PLACE DES VOSGES** 2e étage, 2/3 pces 70 m², chff. ind., cave. Prix 800.000 F. LES LOSANGES 261-81-15, poste 489.

ILE SAINT-LOUIS Dans bel imm. Pptaire vd, refait neuf, 2 P., cuis., s. bains, w.-c., 45 m². - 500-54-00.

Vosges - 354-95-10 - Charme. **MAISON AVEC JARDIN.**

5e arrdt

MÉTRO CENSIER imm. récent tout cft. Parking, liv. double, 2 chambres, entrée cuisine, bains, surface 87 m². PRIX INTÉRESSANT. 11, rue Daubenton. Mardi, mercredi 15/18 heures.

JUSSIEU, 5 pces, 130 m², plein sud, grand charme. Tél. : 370-16-96.

MONGE. Ds hôt. du 17e s., sur verd., magn. liv. + 3 ch. + 2 s. bns, Gd charme. 297-52-73.

6e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG CHARME, CALME, living dble + chbre, grd cft. 544-26-30.

RUE DE FLEURUS en duplex dans hôtel particulier salon s/terrasse 13 m², s. à manger, balc. 6 m² s/jardin, bur. 2 chbres, s/terrasse 8 m². S. de b., w.-c. sép., gde cuis., office, calme, clair, caractère. Px : 2.230.000 F - 271-16-60.

MONTPARNASSE P. de taille, 6/7 P., 4e ét., asc. Possibilité profes. libér. Prix : 2.400.000 Saint-Placide. IMM. : 222-19-49.

ODÉON-MAZET, 30 m² 2 P. TT CFT - 354-42-70.

MONTPARNASSE-VAVIN 4 P. PIERRE DE TAILLE, 2e. SUD. 890.000 F. - 633-38-94.

7e arrdt

INVALIDES LOFT, 6e étage, brut de décoffrage, possibilité : séjour 3 chambres, superbe. Téléphone : 261-51-50.

DUROC - Imm. récent. Séjour + chambre. 57 m², 3e étage, vue sur jardin. GARBI - 567-22-88.

PLACE BRETEUIL (près) Belle rénovation, studios-2 p., livraison immédiate. GARBI - 567-22-88.

TOURVILLE/INVALIDES Vue-dôme et park., musée Rodin, appts 136 m² divisibles 108, 73 et 63 m² + box + serv. et rez-de-cour, 2 P. 59 m², refait neuf. 551-21-06.

DUROC - Séj. 25 m² + 2 P., entrée, cuis., bains, w.-c., 80 m². Sol. Tél. : 566-50-46.

8e arrdt

PIED A TERRE Av. IÉNA 1 liv. 1 chbre, luxeux imm. B.O.F. Tél. 387-01-77.

9e arrdt

Grd Studio tt cft, cuis. équipée, 3e ét. Px exceptionnel, vue. Urgence. Tél. : 526-00-35.

OPÉRA, situat. exceptionnelle, 6 p., plein Sud, cuis., s. de bs, salle d'eau, lingerie, 2 entrées, 2 chbres de service, 2 caves. Prof. lib. autorisée. 2.600.000. T. 824-54-28 ou 567-69-46. En cas d'ab. 16 (93) 58-14-91.

11e arrdt

FAIDHERBE Plusieurs 2 p., libres et occupés par personne très âgée. 526-54-61.

13e arrdt

GALAXIE, Studio, bains, cuis. 30 m² 10e ét. Vue dégagée Récent. 250.000 F. 622-22-56.

PORT-ROYAL 4 P. cuisine, bains, 3e ét., asc., 80 m² sur cour - 336-17-36.

14e arrdt

PARC MONTSOURIS 5 P. 152 m² tout confort + garage. Px 1.490.000 F. 327-28-60.

PORTE D'ORLÉANS 300 m SUR MONTROUGE Bel appt, 3 P., cft, 70 m² à rafraichir. 450.000 F + possibilité combles aménageables 70 m². Vis. mardi, mercredi, jeudi, 14 h à 18 h, 33, rue de BAGNEUX, MONTROUGE. 206-15-30.

PARC MONTSOURIS. Vue imprenable. Bel. récept. + 3 ch., 2 bains, 2 park., terrasse. Px : 1.800.000 F. 327-55-04.

15e arrdt

PASTEUR-RÉCENT petit 5 P., 4e ét. sur jard. PLAN EXCEPTIONNEL Rare 800.000 — 532-66-10.

4 P. 90 m² 795.000 F Imm. pierre de t., 5e ét., asc. Sud Eric Hervé - 554-28-66.

PARIS 15e Bel immeuble 3 pièces confort. 550.000 F. Visite s/pl. jeudi 14 à 18 h, 58, rue Olivier-de-Serres. 842-12-23.

16e arrdt

AUTEUIL. 5e ét. S/jard. séj. + 4 chbres 145 m². Récent. Park. 1.360.000 F. Tél. 622-22-56.

IÉNA. 2e ét. S/jard. joli studio, bains 36 m². Immeuble récent luxueux. 465.000 F. Téléphone : 622-22 56.

PRÈS ÉTOILE Belle restauration sur jardin. Séj., 3 chbres, patio, terrasse. Beaucoup de charme. Téléphone : 261-51-50.

PRÈS ÉTOILE Sur un beau jardin élégants studios en duplex. Téléphone : 261-51-50.

7, RUE CHALGRIN - Particulier vend 4 pces 125 m². 13-18 h, mardi, mercr., 501-79-38.

CHARME PROVINCIAL Maison 180 m² + jardin, 4-5 ch., sanitaires, cuis., neuf. 633-29-17 - 577-38-38.

17e arrdt

AV. NIEL - 4 p., impeccable, 4.500 F, reprise justifiée, 30.000. « FAC », 387-68-59.

PLACE WAGRAM Pierre de T., beau 4 P. s/rue. 820.000 F. Tél. : 281-33-01.

PLAINE MONCEAU Sur verdure 450 m². Bon état. STÉ AUBRY - 501-88-89.

18e arrdt

PL. CLICHY (pr.) GD ATEL. CLAIR, CALME, cft, qq. travx possib., garage. 624-56-88.

RUE LAMARCK Plusieurs 2 et 3 pièces libres et occupés par personne âgée. TÉLÉPHONE : 280-26-23.

CUSTINE Imm. pierre de taille APPARTEMENTS OCCUPÉS

2 P. rez-chauss.	88.000 F
3 P. 6e étage ...	105.000 F
3 P. 1er étage ...	181.000 F

TÉLÉPHONE : 227-74-80

19e arrdt

URGENT MAISON 6 pièces, 160 m² + 60 m² jardin. Bon état. Calme. De 11 à 19 h : 272-39-15, après 20 h 30 : 202-67-73.

DANS UN PETIT IMM. NEUF DE STANDING comprenant : 1 APPARTEMENT PAR ÉTAGE

SUR RUE ET JARDIN

entre le **SQUARE DES BATIGNOLLES** et la **CITÉ DES FLEURS**

A deux pas du métro Brochant (nombreux commerces, marché, écoles, lycée)

A VENDRE

3 APPTS DE 6 P. 130 m²

dont 4 chambres, 2 salles de bains, 2 w.-c., cabinet de toilette avec douche, moquette, chauffage central individuel, ascenseur, v.o., double vitrage.

POSSIBILITÉ PROFESSION LIBÉRALE

A PARTIR DE 1.500.000 F. + PARKING 48.000 F.

Prix fermes et définitifs. Renseignements et visites :

SOCIÉTÉ BARGAM 20, rue Brochant, 75017 PARIS

Téléphone : 228-34-39.

20e arrdt

Luxueux 2 p., tt équipé, neuf. 260.000 F, bel imm. rénové, jardin, 75, rue PIXÉRICOURT, Mo Télégraphe. S/pl. ts les jours 15-18 h ou 590-88-06.

91 - Essonne

Chilly-Mazarin, résidence grand Santier F5 séj. double + 3 chbres nombreux placards, cave, park. piscine, tennis. 363.000 F + reprise CF 12.000 F — 909-99-75.

92 Hauts-de-Seine

PORTE DE VERSAILLES **ISSY** 6 p., 6e ét., asc., chff. centr., balc., 110 m², EXCEPT. 730.000 F. 577-96-65.

MONTROUGE 5' PTE ORLÉANS, CALME, 1er ÉT., SÉJOUR DBLE, 2 CH., bains, chf. gaz individuel, 67 m² charg. faibles. 430.000 F A SAISIR. ALIN ORPI SUD - 539-75-60 110, bd Brune, PARIS-14e.

NANTERRE R.E.R. (Préfect.) appt réc. 130 m² S/PARC SUD. EXCEL. ÉTAT. TERRASSES, LOGGIA. Parking. Prêts cessibles, droits de mutat. réduits - 246-66-30.

NANTERRE R.E.R. (Préfecture) F2 parf. état, imm. récent, prêts cessibles, droits de mutat. réduits - 246-66-30.

94 Val-de-Marne

CHATEAU VINCENNES Pptaire vend directement bel appart. de 5 P. 110 m² dans son immeuble rénové. Visite ce jour de 14 h 30 à 17 h. 30, 20, rue Louis-Besquel.

Province

AVIGNON Centre ville, vd apparr. Gd Stand. Vue panor. 150 m² + ter. — séj. 60 m², 3 chbres, asc. accédant directement dans appartement. Prix 2 Millions. Téléphone : (90) 82-26-10.

fonds de commerce

Vend région Bx mais. bourg. 10 p. dép. 12 p. bon état sur 5 ha parc et terrain le tout clôturé conviendrais pour industriel, hôtellerie etc... prix 250.000 F. Tél. soir (16-56) 27-29-75.

A saisir, banlieue de Tours vends restaurant - bar - hôtel *NN, sur terrain 1500 m². Téléphone : (47) 50-32-03.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE 8, av. de Messine, 75008 Paris rech., pour client. étr. et diplomates, APPTS, HOTELS PART. et VILLAS PARIS ou Ouest résident. **562-78-99**

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris recher. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassade — 281-10-29.

bureaux

Locations

RUE DE VAUGIRARD 6e, 440 m² bureaux + parking. 266-20-30, poste 24-98.

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques. **355-17-50.**

Création d'entreprises SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés. **ACTE S.A. 261-80-88 +**

locaux commerciaux

RUE DES PYRÉNÉES 20e 500 m² R.D.C. + 290 m² s/s. Tél. : 266-20-30 poste 24/98.

appartements achats

Recherche 2 à 4 pces à Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou s/s travaux PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. : 873-23-55 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

MONTPARNASSE Agréable STUDIO avec entrée, tt confort, calme et ensoleillé. Libre au 1er juin. Loyer 2.500 F c.c., 624-31-07, avant 8 h 30 ou après 20 h 30.

BD MALESHERBES Hall, salle à manger, salon, 4 chambres, cuisine, 1 salle de bns, ch. et eau chaude ind., 6.500 F + taxes + charges. AGENCE DE LA FORET 916-30-05 et 958-04-47.

locations non meublées demandes

Paris

PARTICULIERS Louez sans frais d'agence **CHBRES STUDIOS** 2, 3, 4, 5 PIECES Loc. à partir de 500 F **TEL. 359-64-00**

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures CLIENTS SELECTIONNES LOYER GARANTIE **TEL. 359-64-00**

Région parisienne

Pr notre client. recherchons CHBRES, STUDIOS, 2-3-4 P, sans frais **254-62-30.**

PROPRIÉTAIRES Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES Téléphonez au 296-58-10.

Etude, cherche pour CADRES, villas, pavillons, ttes banl. Loyer garanti 8.000 F. 283-57-02.

villas

COTE D'AZUR, 15 KM NICE, La Gaude, partic. vend villa 155 m² habitables, 2 bains, 4 chambres, grand living, cheminée, buanderie, cuisine américaine, sous-sol à aménager, 7.500 m², terrain, piscine. Tél. (93) 59-80-22 ou écrire RUIZ, chemin des Colles, 06610 La Gaude.

MONTFORT-L'AMAURY, site except. 7 p., s/5500 m² + dépend. 1.300.000 F à débattre. Tél. : 451-67-12.

CRESPIERRES près ST-NOM, dans domaine site exception. 7 p. 160 m² + dépendances Px 1.100.000 F. 451-67-12.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS-11e. Tél. 355-61-58. Spécialiste viager. Expérience, discrétion, conseils.

Libre 17e, près ETOILE, gd 2 p., tt cft, 135.000 F + 4.000 F. CRUZ, 266-19-00.

LIBRE ASNIÈRES, calme, près transports, beau 3 pces, tt cft. 125.000 F + rte 4.000, 1 tête 84 ans. LODEL, 355-00-44.

boutiques

VOTRE PLACEMENT MURS DE BOUTIQUE A PARIS NOMBREUX AVANTAGES **MURINVEST 538-98-15.**

hôtels particuliers

VIIe MAISON DIRECTOIRE Réception, 2 chambres, 145 m² Cour pavée, calme. 2 M 700, BURON, 296-58-98.

NEUILLY-PERRONET Ravissant hôtel, part. 2 récept. + 5 ch., JARDIN, plein SOLEIL. SAINT-PIERRE. 563-11-88.

ROLAND-GARROS S/jardin, plein sud, 400 m², maison 280 m². 562-17-17.

PARIS, 10' OPÉRA et près N.-D.-de-Lorette séduisante maison du XIXe dans grande cour plantée CALME - CACHET PROVINCE JARDINET PRIVATIF 320 m² HABITABLES DONT EXTRAORDINAIRE ATELIER DE 130 m² Hauteur 6 m. Caractère rare. Exclusivité : 2.500.000 F. CLAUDE ACHARD Tél. 837-14-66 - 824-63-46.

maisons individuelles

DANS BOIS DE VINCENNES MAISON BOURGEOISE, 170 m², gd charme, jardin sud, 1.880.000 F. Tél. 370-16-96.

maisons de campagne

Région POITOU, desservie par autoroute A10, route de la mer BATIMENTS DE FERME, belle construct. pierre, dans site exceptionnel, petite pièce d'eau sur la propriété.

TERR. ATT. 9.500 m² Eau-électricité à b. sur place. PRIX 100.000 F Crédit personnalisé jusqu'à 90 % PROGECO 5, bd de Verdun, 86000 POITIERS. Tél. (16-49) 41-22-82. Renseignements PARIS : 11, rue de Liège, PARIS-9e. Tél. : 281-52-07.

Montpellier, part. vd dans village 1000 Habitants. Bord Hérault, MAISON D'ANGLE 2 et 7 Grandes pièces 2 wc, douche, bain, chauffage central grand garage T.B.E., pas de jardin Prix : 450.000 F. Téléphoan : (16.67) 92-27-53.

propriétés

GIRONDE particulier vends très belle propriété sur 10 ha, parc ombragé 8000 m. 2 maisons tout confort 450 m² habitable. 700 m² dépendances, état impeccable. Prix : 1.200.000 F. Téléph. : au 16 (56) 25-53-64. Ou écrire M. LESIEUR, Domaine du Barthos, 33680 Marions.

LIMITE SOLOGNE urgent s/terrain 3.400 m² paysagé pavillon en L. 187 m² impecc. Prix 850.000 F. OPLF 527-09-76.

SAONE-ET-LOIRE BELLE PROPRIÉTÉ 16 P. entourée 7 ha terrain maison tar-dière, écuries A.V.L. — 281-07-94.

SOLOGNE (CERDON) A vendre EXCELLENT TERRITOIRE de chasse de 50 ha avec bâtiments confort. Ecr. Havas Orléans no 201556

Achèterais vaste PROPRIÉTÉ de CHASSE SOLOGNE Ecr. Havas Orléans no 201555.

37 km BORDEAUX vd. belle mais. pierre, 7 pièces principales, tt cft. chf. cent., tél., gdes dépend., exposition sud 2000 m² terr. clos. 600.000 F. PERRAULT, 15, impasse Lannebère 64600 ANGLET.

terrains

A vendre 80 km Paris Ouest, terrain boisé 40.000 m². Téléphone : 477-13-76.



Le Monde

économie

AFFAIRES

L'entrée des banques dans le capital des groupes nationalisés

Un compromis délicat

Le ministre de l'économie et des finances devrait, prochainement, rendre publics les détails de la constitution de la Société française d'investissement et de participations publiques, paraphée le 29 mai dernier, et qui consacre l'entrée des banques nationalisées dans le capital des groupes industriels également nationalisés.

Cette entrée, décidée par le gouvernement afin de renforcer les fonds propres de ces groupes, a fait l'objet de longues négociations, afin, notamment, d'éviter un inconvénient majeur : celui d'ébranler le crédit international des banques françaises (dont la moitié des ressources est en devises étrangères), en faisant entrer dans leurs fonds propres des actions de sociétés dont la situation financière pourrait ne pas toujours être florissante. A cet effet, il avait été proposé de créer une société-écran, dont le portefeuille pourrait recevoir, outre les actions des sociétés nationalisées bénéficiant de l'apport des banques en capital, des titres de sociétés d'Etat prospères et distribuant des dividendes, comme Elf-Aquitaine ou Havas. L'idéal aurait été que le Trésor accordât sa garantie pour assurer toute la sécurité possible aux banques, mais le gouvernement tenait à leur faire prendre une partie du risque.

Pour limiter ce risque, un compromis a pu être élaboré. Il a bien été créé une société-écran, la Société française d'investissement, au capital de 6 milliards de francs, souscrit à hauteur de 3 milliards de francs en espèces par les banques (sur leurs fonds propres), et à hauteur de 3 milliards de francs par l'Etat, qui apportera, à due concurrence, des actions de trois groupes nationalisés, dont la situation financière satisfaisante permet d'espérer le versement de dividendes : C.G.E., Saint-Gobain et Thomson-Brandt.

Le « *montage* » donnera, en principe, à la Société d'investissement la possibilité de verser à ses actionnaires, essentiellement les banques, un dividende prioritaire qui ne serait pas inférieur à la moyenne des coupons des actions françaises cotées en Bourse de Paris. Quant aux prises de participations effectuées par ladite Société d'investissement, grâce aux 3 milliards de francs fournis par les banques, elles seraient effectuées, essentiellement, dans les groupes industriels les plus démunis sur le plan des fonds propres : P.U.K. et Rhône-Poulenc — à l'exception de la sidérurgie. Cette dernière, comme l'ensemble des groupes industriels nationalisés, bénéficiera des prêts participatifs des banques (3 milliards de francs sur quinze ans, en trois tranches de cinq ans, à 5,5 %, 9 % et 14 % avec participation aux bénéfices sans que le taux actuariel global puisse dépasser le taux moyen des obligations du secteur public.

Le compromis, dont l'élaboration s'est révélée fort délicate, est considéré sans trop de défaveur dans les milieux financiers internationaux, dans la mesure où le fardeau des banques a été un peu allégé, avec la quasi-certitude de recevoir un dividende, sauf au cas où la crise mondiale deviendrait trop grave. L'élimination de la sidérurgie a soulagé

Quant aux prêts participatifs, ils bénéficient, virtuellement, d'une sorte de garantie d'Etat, et se comparent avantageusement avec les crédits que les banques se sont vu demander pour des affaires très aventurées comme Manufrance, Boussac-Saint Frères ou autres. Au surplus, vis-à-vis de l'étranger, on a pu faire valoir que le taux de 5,50 % pour ces prêts pendant les cinq premières années pouvait se comparer avec celui accordé par les banques pour les prêts d'épargne-logement : il est vrai, en ce dernier cas, qu'elles bénéficient de ressources à taux très bas (4 % environ). En conclusion, les modalités de constitution de cette Société d'investissement, si elles ne sont pas de nature à « *démolir* » le haut de bilan des banques, laissent toutefois planer une incertitude sur le sort de tout le montage financier qu'elles recouvrent, à savoir la rentabilité à moyen terme des industries nationalisées. C'est tout le pari gouvernemental.

FRANÇOIS RENARD.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

La France terre d'asile

La récente prise de contrôle, par le groupe néerlandais Philips, du dernier grand fabricant français de matériel d'éclairage met en lumière un des aspects de la politique suivie depuis un an par le gouvernement socialiste. Jamais la France n'a été *aussi* accueillante à l'égard des investissements étrangers... Jamais les autorités françaises n'ont été aussi libérales en matière de cession de sociétés à des groupes étrangers.

Certes, on ne constate pas un accroissement global des investissements étrangers, les chiffres de 1981 étant même en retrait sur ceux de 1980. Mais cette baisse, commune à tous les pays, s'explique surtout par la crise économique. De plus, certains investisseurs arabes sont moins enclins à investir en France. Il reste que le phénomène le plus remarquable tient dans l'attitude des nouvelles autorités françaises.

Depuis mai 1981, pratiquement aucun dossier n'a été refusé par le comité des investissements étrangers. Tous les projets déposés ont été acceptés. Ainsi, Olivetti a repris la société de mini-informatique Logabax. B.S.N. a vendu à un groupe américain son secteur verre, Xerox s'installe à Lille, Hewlett Packard à Lyon, Ford s'étend à Bordeaux, le Japonais Sony construit une seconde usine dans le Sud-Ouest et Akai s'implante en Normandie, la firme canadienne Mitel va fabriquer du matériel téléphonique dans les Vosges. Dans l'électronique, l'implantation de sociétés étrangères ne se ralentit pas, en particulier dans le secteur des composants... et dans l'ouest de la France. D'autres, comme Timex à Besançon, sont subventionnées pour rester...

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer ce comportement du gouvernement socialiste, déjà perceptible en février lors du colloque de l'*International Herald Tribune*, où une brochette de ministres étaient venus faire les doux yeux à quelques centaines d'hommes d'affaires étrangers.

Dans certains cas, la stratégie industrielle explique ces autorisations. Ainsi, pour Logabax, les pouvoirs publics espéraient, sans doute, que leur geste à l'égard d'Olivetti serait payé de retour, et que la société italienne jouerait, par la suite, loyalement le jeu de la coopération avec C.I.I.-Honeywell Bull et la France. Un espoir jusqu'à présent déçu. De même on souhaite à Paris que l'accord avec la Compagnie des lampes soit interprété par Philips comme le signe que Thomson et la France entendent jouer la carte de la coopération européenne. Dans d'autre cas, ce sont les créations d'emplo — la priorité — qui sont prises en considération.

Plus généralement, il y a la volonté d'un jeune gouvernement de gauche de rassurer les milieux d'affaires internationaux, notamment après les nationalisations. Sans doute a-t-on pensé que l'un des moyens était d'accueillir les étrangers à bras — et à bourse — ouverts. Une attitude qui pouvait se justifier dans les mois qui ont suivi le 10 mai. Aujourd'hui, on est en droit cependant de s'interroger.

N'y a-t-il pas quelque paradoxe à accueillir avec prodigalité les firmes étrangères, surtout américaines, à leur céder des actifs, et à rechigner devant certains projets d'investissement hors de France et aux Etats-Unis de telle ou telle firme nationalisée. Même s'il n'y a pas de veto formel, le climat psychologique ne pousse pas ces groupes à de telles opérations. L'internationalisation doit jouer dans les deux sens.

On peut également se demander dans quelle mesure cette attitude libérale à l'égard des investissements étrangers est compatible avec le principe de la reconquête du marché intérieur. Certes, dans les secteurs — le plus souvent traditionnels — où l'industrie nationale est dépassée, voire inexistante, il est logique de favoriser l'implantation des firmes étrangères. Cela crée des emplois et diminue le déficit extérieur.

En revanche, une plus grande sélectivité s'impose dans des secteurs plus sensibles ou porteurs d'avenir, comme l'électronique. Chaque opération devrait y être examinée dans le cadre d'une stratégie industrielle d'ensemble, et il faut se garder de sacrifier le court terme au long terme. Il est temps, en tout cas, d'élaborer une doctrine en matière d'investissements étrangers. Faute de quoi, on finira par penser qu'accepter — et financer — n'importe quelle proposition tient lieu de politique...

J.-M. QUATREPOINT.

● *M. Mitterrand et le premier ministre japonais, M. Suzuki*, ont voyagé lundi 7 juin à bord du train à grande vitesse (T.G.V.) entre Paris et le Creusot-Montceaux-les-Mines - Montchanin (Saône-et-Loire).

Les deux hommes d'Etat, qui ont déjeuné à bord du train le plus rapide du monde (260 kilomètres à l'heure), étaient entourés d'importantes délégations.

Avant de se rendre dans la cabine de pilotage, M. Suzuki a posé de nombreuses questions en se préoccupant en particulier des économies d'énergie, de la rentabilité, ainsi que de la comptabilité du matériel avec le réseau classique.

La France et le Japon sont en concurrence pour la fourniture d'un train à grande vitesse à la Corée du Sud. Un responsable de la S.N.C.F. a indiqué que l'éventuelle signature d'un contrat franco-coréen était conditionnée par des problèmes financiers.

Pour mobiliser l'opinion

LE PARTI SOCIALISTE VA ORGANISER UN COLLOQUE SUR LES NATIONALISATIONS

« *Nationalisations : la voie française* ». Sur ce thème, le parti socialiste organisera, les 11 et 12 décembre à Paris, un colloque dont ses animateurs et en premier lieu M. Michel Charzat, secrétaire national au secteur public, veulent qu'il soit largement « *ouvert* ». A cet effet se tiendront préalablement des colloques régionaux auxquels devraient participer, outre des responsables — socialistes ou non — du secteur public, des syndicalistes, des chercheurs et autres experts, sans compter des représentants des entreprises petites et moyennes.

Pourquoi une telle manifestation à un pareil moment ? En premier lieu, pour répondre à un besoin, affirme-t-on au P.S., où l'on note, un an après la victoire électorale, une volonté marquée de s'exprimer sur des sujets qui touchent tout à la fois à la vie de tous les jours, et à la politique au grand sens du terme. Au-delà, le P.S. entend également entraîner par ce biais une mobilisation autour des nationalisations, favoriser une réflexion économique rénovée, en « fédérant » en quelque sorte les idées novatrices, tout en développant une prise de conscience collective sur l'enjeu de l'extension du secteur public qui ne « *saurait tenir lieu de politique industrielle* ».

Nul doute que la politique industrielle soit présente dans ces débats comme elle l'est déjà dans les réflexions des responsables du parti socialiste qui, à l'évidence, marquèrent quelque impatience, sinon quelque déception, devant la lenteur de certaines décisions, notamment celles concernant le financement des entreprises nationalisées.

« *N'a-t-on pas vu un peu court ?* », demande à ce propos M. Michel Charzat, faisant allusion aux 9 milliards de francs prévus par le collectif budgétaire. Autre interrogation : l'effort demandé aux banques, qui ne doivent pas être ainsi sollicitées année après année, alors que ne le sont pas les compagnies d'assurances dont une partie des réserves même minime pourrait être orientée vers l'investissement productif.

Ces questions et bien d'autres seront débattues au cours de ce colloque où seront présentés quatre rapports : plan et autonomie de gestion ; secteur public - secteur privé ; nouvelle citoyenneté économique et productivité ; la gestion des entreprises nationales.

CONJONCTURE

La hausse des prix de détail en avril : + 1,2 %

	Variation en % des 12 derniers mois (avril 82 / avril 81)	des 6 derniers mois (avril 82 / oct. 81)	des 3 derniers mois (avril 82 / janv. 82)	du dernier mois (avril 82 / mars 82)
● ENSEMBLE	+ 13,9	+ 6,1	+ 3,4	+ 1,2
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 16,3	+ 6,8	+ 3,6	+ 1,4
Produits à base de céréales	+ 14,5	+ 5,8	+ 4,4	+ 0,6
Viandes de boucherie	+ 19,6	+ 6,9	+ 4	+ 1,8
Porc et charcuterie	+ 20,9	+ 5,9	+ 2,2	+ 0,7
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 15	+ 7,[illegible]	+ 3,3	+ 0,8
Produits de la pêche	+ 14,5	+ 7,9	+ 3,6	+ 1,2
Laits, fromages	+ 16,4	+ 7	+ 4,2	+ 2,2
Œufs	+ 4,2	— 0,2	— 3,3	— 0,6
Corps gras et beurres	+ 14,4	+ 1,4	+ 2	+ 2,3
Légumes et fruits	+ 18,4	+ 8,6	+ 4	+ 1,7
Autres produits alimentaires	+ 14,3	+ 6,8	+ 3,6	+ 1,3
Boissons alcoolisées	+ 14	+ 8	+ 3,7	+ 1,4
Boissons non alcoolisées	+ 12,7	+ 6,9	+ 4,9	+ 1,8
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 13,1	+ 5,9	+ 3,5	+ 0,9
1) Habillement et textiles	+ 9,9	+ 5,6	+ 3,1	+ 1,3
Vêtements de dessus	+ 8,8	+ 5	+ 3,1	+ 1,4
Autres vêtements et accessoires	+ 11,3	+ 6,5	+ 3,4	+ 1,4
Articles chaussants	+ 8,3	+ 4,5	+ 2,4	+ 1
Autres articles textiles	+ 12,3	+ 6,6	+ 3,6	+ 1,4
2) Autres produits manufacturés	+ 13,8	+ 5,9	+ 3,6	+ 0,8
Meubles et tapis	+ 11,9	+ 6,7	+ 3,9	+ 1,5
Appareils ménagers élect. et à gaz	+ 11,2	+ 6	+ 2,9	+ 0,9
Autres art. d'équip. du ménage	+ 15,6	+ 7,8	+ 4,3	+ 1,4
Savons de ménage, produits détersifs et produits d'entretien	+ 14,6	+ 6,7	+ 2,8	+ 1,1
Articles de toilette et de soins	+ 10,4	+ 5	+ 3	+ 0,7
Véhicules	+ 12,2	+ 7,2	+ 3,3	+ 0,7
Papeterie, librairie, journaux	+ 21,5	+ 10,5	+ 4,9	+ 1,3
Photo, optique, élec.-acoustique	+ 4	+ 2,2	+ 1,1	+ 0,3
Autres articles de loisir	+ 11,1	+ 6,1	+ 3,4	+ 1,3
Combustibles, énergie	+ 18,1	+ 5,4	+ 3,3	+ 0,4
Tabacs et prod. manuf. divers	+ 12	+ 4,5	+ 4,9	+ 0,7
● SERVICES	+ 13,3	+ 5,8	+ 3,2	+ 1,5
Services relatifs au logement	+ 12,3	+ 5,7	+ 2,8	+ 1,8
dont : loyers	+ 11,4	+ 4,6	+ 2	+ 2
Soins personnels, soins de l'habil. (1)	+ 13,5	+ 3,8	+ 2,2	+ 0,8
Services de santé	+ 8,5	+ 3,5	+ 1,2	=
Transports publics	+ 17,5	+ 7,5	+ 5,6	+ 4,5
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 15,5	+ 6,6	+ 4,3	+ 1
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 14,8	+ 6,7	+ 4,5	+ 1,7
Autres services (3)	+ 12,6	+ 5,4	+ 1,8	+ 0,7

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 314,5 en avril contre 310,8 en mars 1982 et 276 en avril 1981.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péages sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi autos-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

ÉNERGIE

LES IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES FRANÇAISES ONT BAISSÉ DE 17 % EN AVRIL

La France a importé 6,3 millions de tonnes de pétrole au mois d'avril, soit 17,17 % de moins qu'en avril 1981 et 1,34 % de plus qu'en mars dernier. Pour les quatre premiers mois de l'année les importations avec 28 millions de tonnes apparaissent en recul de 16,56 %. Leur valeur totale est de 45,13 milliards de francs en hausse de 1,32 % par rapport à la période janvier-avril de 1981. En revanche, le coût de la tonne importée (y compris tranport et assurance) à 1 611,66 F est en progression de 21,43 % par rapport à l'an passé.

CONJONCTURE

La Cour des comptes souligne le caractère excessif de l'endettement des entreprises publiques

La Cour des comptes vient de publier son deuxième rapport sur « l'activité, la gestion et les résultats des entreprises publiques ». Ce document traite, en 152 pages, de sept secteurs (énergie, chimie, transports, industries mécaniques, crédit et assurances, agriculture et aménagement, information) et d'une quarantaine d'entreprises. *Le précédent rapport avait été publié en décembre 1979 et la nouvelle étude porte pour l'essentiel sur les exercices 1978 à 1980, avant les récentes nationalisations.*

Le rapport note que, « en dépit d'un environnement économique défavorable, l'effort d'investissement [des entreprises publiques] s'est encore fortement développé. *La contrepartie de cette politique,* qui a soutenu l'activité économique nationale, a été l'accroissement de l'endettement ». La Cour des comptes en avait déjà souligné le « caractère excessif », en même temps qu'elle relevait les « risques particuliers » des emprunts en devises étrangères, ce qui a « considérablement alourdi » les *charges financières et entraîné* « une réduction sensible, voire la disparition » de la capacité d'autofinancement de certaines entreprises.

Signalant à nouveau l'insuffisance des fonds propres, « qui n'épargne d'ailleurs pas certaines des entreprises industrielles » nationalisées, et constitue un « handicap structurel », la Cour souligne : « L'assainissement ou le redressement de telles situations représenterait pour *l'Etat actionnaire* un effort financier qui pourrait atteindre globalement plusieurs dizaines de milliards. » Les magistrats font appel, en tout état de cause, à une « gestion plus rigoureuse », en raison, notamment, de la multiplication des filiales et des sous-filiales, phénomène qui caractérise encore davantage certains *groupes récemment* nationalisés. L'élargissement du secteur public peut amener, d'ailleurs, la Cour des comptes à recourir, pour la première fois, à des cabinets spécialisés d'expertise et d'audit.

ELF-AQUITAINE : le rachat bien coûteux de la pétrochimie de Rhône-Poulenc

Les relations des dirigeants d'Elf-Aquitaine avec les autorités de tutelle ont, depuis des années, été trop tendues, et les critiques échangées de part et d'autre peu amènes, pour qu'il ne soit pas accordé un intérêt particulier au rapport consacré par la Cour au grand groupe pétrolier d'État. Les torts apparaissent partagés.

On peut s'étonner, toutefois – parmi les opérations récentes, – que le rachat des activités pétrochimiques de Rhône-Poulenc ait été conclu « *à un prix largement supérieur aux évaluations des experts financiers, soit 1 600 millions de francs, alors que la Banque nationale de Paris avait estimé les actifs à une valeur peu supérieure à 1 000 millions de francs* ». « *Même si l'on tient compte de certains éléments ajoutés, ensuite, dans le transfert,* souligne la Cour, *l'écart est encore de 300 à 400 millions de francs.* »

Il faut noter que l'actuelle restructuration de la chimie française va dans le sens de ce rapport qui juge que la dispersion des activités n'est satisfaisante « *ni sur le plan industriel ni sur le plan financier* ».

La tentative de prise de contrôle du groupe américain Kerr MacGee a, elle aussi, coûté cher à Elf puisque la compagnie pétrolière a dû débourser plus de 100 millions de francs de frais financiers, et la Cour rappelle que « *l'opération n'a pas abouti, les pouvoirs publics ayant refusé leur autorisation* ».

M. Giraud, l'ancien ministre de l'industrie, aimait à répéter qu'« *Elf-Aquitaine n'était plus géré* ». La Cour lui donne en partie raison : elle affirme que « *les choix* [sur l'intérêt relatif des divers projets] *ne sont pas faits à Elf-Aquitaine, si bien qu'aucune norme de rentabilité n'est établie au plus haut niveau en vue de faciliter la sélection des projets* ». Mais en même temps la Cour reconnaît que pratiquement tous les investissements importants de l'entreprise – à l'exception du nickel – « *se sont révélés profitables* ».

Le rapport ne semble guère apprécier enfin la réforme par laquelle s'est conclue la phase la plus aiguë de la crise entre MM. Giraud et Chalandon, c'est-à-dire une scission plus nette de l'ERAP et d'Elf : « *On peut craindre que les avantages qui en résultent pour le contrôle de l'État ne soient contrebalancés par les risques que pourrait comporter pour l'unité la coexistence de deux centres de décision, d'action et de responsabilité, qui doit présider à la gestion d'un groupe industriel.* »

Aussi la Cour recommande-t-elle que les relations entre l'ERAP et la S.N.E.A. soient « *établies sur des bases plus claires et plus précises* », et que les dividendes versés par la société à son actionnaire principal (l'ERAP détient les parts de l'État, soit 67 %) remontent plus vite : c'est en effet, « *un décalage de près de deux années qui apparaît entre le moment où se forment les résultats du groupe pétrolier public et celui où le Trésor en reçoit sa part* ».

SOFIRAD : globalement positif

Si les résultats de la Société financière de radio-diffusion (Sofirad) sont considérés globalement positifs, le rapport souligne la complexité croissante du réseau des participations du groupe, dénonce certaines anomalies dans ses structures, parfois fondées sur des situations juridiques incertaines : c'est le cas notamment de trois filiales : Sud-Radio, Radio-Monte-Carlo (R.-M.-C.) et la Somera, société *(dépendant pour 55 % des parts de* R.-M.-C. et 45 % de T.D.F.) chargée d'exploiter une radio installée à Chypre et émettant vers le Proche et le Moyen-Orient. Sud-Radio présentait d'autre part au début de l'exercice 1981 un déficit cumulé de 18 millions de francs (pour un capital de 16,7 millions), résultat dû notamment à la mauvaise audience de la station et au développement de R.-M.-C. La situation financière de la Somera demeure fragile et celle de sa trésorerie préoccupante. Très fragile aussi apparaît l'équilibre de Technisonor, société dans laquelle la Sofirad et R.-M.-C. détiennent ensemble près de 70 % des parts, et qui est devenue essentiellement productrice de téléfilms.

RENAULT : une situation financière améliorée

« *Dans l'ensemble, la régie Renault s'est, en ce qui concerne les voitures particulières, bien comportée en 1978 et en 1979* », malgré la crise qui avivait la concurrence, indique la Cour des comptes. « *Mais*, poursuit-elle, *en 1981 la situation s'est aggravée et les prochaines années risquent d'être encore plus difficiles.* »

Trois éléments ont permis à la Régie d'améliorer sa situation financière : la productivité de l'entreprise, une plus grande liberté des prix de vente en France, et l'effort de l'Etat pour améliorer les structures financières. De 1970 à 1980, « *Renault aura reçu des avances s'élevant au total à 2 475 millions de francs, auxquelles s'ajoute un prêt du F.D.E.S. de 450 millions, accordé à l'occasion de la reprise de Berliet en 1975. Une fraction, égale à 300 millions de francs, a été intégrée en 1979 au capital.* »

La Cour fait observer que les « *dépenses de personnel sont, à la Régie, relativement plus lourdes que chez son principal concurrent français* ». « *Ce phénomène devrait être suivi avec attention et maîtrisé comme l'exige la période de concurrence intense où sont engagés les constructeurs sur l'ensemble des marchés* ».

Le groupe, dans son ensemble, impose à la Régie une lourde charge, indique la Cour. « *Les prêts et avances de la société mère à ses filiales ont augmenté de 578 millions de francs pendant les années 1978 et 1979 ; ses résultats propres ont été diminués de, respectivement, 100 millions et 136 millions de francs.* »

En ce qui concerne Renault-Véhicules industriels, la Cour considère que la situation s'est améliorée plus lentement que prévu. « *Le redressement définitif exige de nouveaux apports de capitaux.* »

OFFICE DES CÉRÉALES : alléger le poidsde la parafiscalité

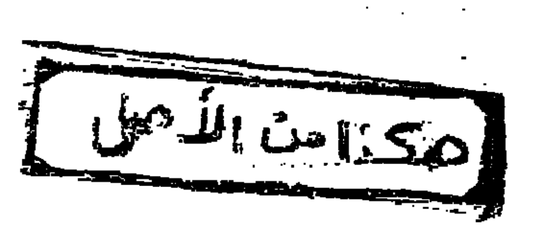
Les recettes de l'Office national interprofessionnel des céréales pourraient être réduites, suggère le rapport. Il constate que ces recettes ont été régulièrement supérieures aux dépenses de l'organisme. « *Une meilleure adaptation des ressources aux besoins allégerait le poids de la parafiscalité sur le secteur de la production agricole.* » La Cour estime qu'il faudrait dissuader l'ONIC de s'engager dans des activités qui n'entrent pas directement dans sa vocation tels que des achats directs de céréales, des travaux hydrauliques ou des constructions de silos.

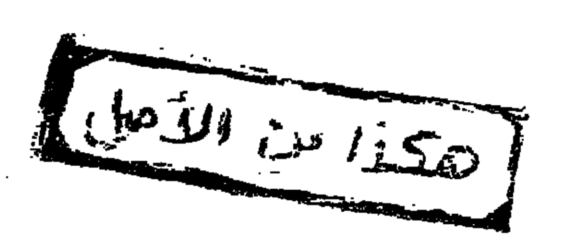
En ce qui concerne l'Office des vins, la Cour remarque la trop grande multiplicité des centres de décision en matière de promotion du vin et un manque de rigueur dans les affectations de crédits en fin d'exercice, manque de rigueur dû à l'abondance des ressources non employées (en 1980).

La Société interprofessionnelle du lait et de ses dérivés (Interlait) a été créée en 1954. Depuis la création du Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles (FORMA) en 1961, Interlait est devenu l'organisme d'intervention du FORMA sur le marché laitier. La répartition des tâches entre les deux organismes, « *ne paraît pas à l'abri de tout reproche* », écrit la Cour des comptes. Les deux organismes doivent définir des règles de comptabilisation identiques. Interlait devrait également faire preuve d'une plus grande rigueur pour le stockage privé dans le contrôle des poids, de qualités et des dates d'entrée. Enfin, les dépenses de fonctionnement étaient excessives par rapport au volume d'activité d'Interlait.

Quant au Ceneca (Centre national des expositions et concours agricoles) son statut de société anonyme d'économie mixte devrait l'inciter à être plus responsable dans sa gestion, c'est-à-dire à ne plus avoir recours automatiquement aux subventions du FORMA pour assurer son équilibre financier.






هكذا من الأصل

SOCIAL

« Les résultats de la « table ronde » des cadres se font beaucoup trop attendre »

estime l'U.G.I.C.T.-C.G.T.

Le 10 juin à l'hôtel Matignon, syndicats et pouvoirs publics doivent faire le point sur la mise en œuvre des mesures annoncées lors de la « table ronde » des cadres du 23 février. Au cours d'une conférence de presse, le 3 juin, M. Alain Obadia, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens U.G.I.C.T.-C.G.T., a estimé que *« les résultats de la « table ronde » se font beaucoup trop attendre ».* « *On ne peut pas laisser les choses en l'état,* a-t-il ajouté, *sans favoriser les manœuvres de la part du C.N.P.F. qui ne s'en prive d'ailleurs pas, manœuvres qui contribuent à rendre la situation confuse pour les cadres et accréditent les campagnes d'affolement.* »

L'U.G.I.C.T., qui a demandé à rencontrer le P.S., le P.C. et le M.R.G., a réitéré sa proposition d'organiser des colloques dans les entreprises du secteur public *« permettant aux salariés dans leur ensemble et aux cadres en particulier de contribuer à l'élaboration des grandes orientations de leur groupe dans le sens des intérêts économiques et sociaux du pays ».* « *Il est important,* a souligné M. Obadia, *que les objectifs énoncés par le gouvernement en matière de politique industrielle soient rapidement mis en œuvre, que le secteur public élargi joue véritablement son rôle et que les plans sectoriels soient effectivement enclenchés.* »

Récusant tout retour à une politique d'austérité, qui serait « catastrophique », M. Obadia a affirmé que *« la garantie collective du pouvoir d'achat pour tous les salariés couverts par les conventions et les statuts et une progression pour les bas et moyens salaires sont non seulement une nécessité sociale mais aussi une nécessité économique ».* L'U.G.I.C.T. entend impulser des négociations dans les branches professionnelles *« visant à la remise en ordre des grilles hiérarchiques et à une limitation des marges d'individualisation qui sont la cause de la véritable anarchie qui règne aujourd'hui en cette matière ».* D'autre part, l'U.G.I.C.T. a décidé de s'associer à la *« marche de la paix »* du 20 juin.

ÉTRANGER

LES INVESTISSEMENTS JAPONAIS A L'ÉTRANGER ONT ATTEINT UN NIVEAU RECORD.

Les investissements directs du Japon à l'étranger ont atteint un niveau record au cours de l'année budgétaire 1981 qui s'est terminée en mars, avec 8,9 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 89,9 % en un an, vient d'annoncer le ministère des finances japonais.

Cette forte croissance est due notamment, selon les pouvoirs publics, à une grande masse de crédits à bas taux accordés par les firmes japonaises à leurs filiales à l'étranger.

Sur le plan géographique, c'est l'Indonésie qui a attiré le plus de capitaux japonais avec 2,4 milliards de dollars, soit 4,6 fois plus qu'au cours de l'année précédente. Les Etats-Unis viennent ensuite avec 2,3 milliards de dollars et une progression de 56 %.

Les investissements en Europe ont atteint 798 millions de dollars (+ 38 %), alors que le Proche-Orient, avec 96 millions de dollars, accuse une baisse de 39 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U. ...	6,1890	6,1920	+ 65	+ 105	+ 120	+ 190	+ 190	+ 360
$ can. ...	4,9280	4,9320	− 70	− 30	− 120	− 60	− 310	− 175
Yen (100)	2,5195	2,5220	+ 195	+ 215	+ 375	+ 410	+1060	+1145
D.M.	2,6015	2,6045	+ 155	+ 175	+ 310	+ 345	+ 870	+ 960
Florin ...	2,3085	2,3505	+ 145	+ 165	+ 280	+ 311	+ 765	+ 840
F.B. (100)	13,7780	13,7840	− 110	+ 90	− 140	+ 125	− 750	− 200
F.S.	3,0555	3,0595	+ 300	+ 335	+ 570	+ 620	+1470	+1590
L. (1 000).	4,7038	4,7080	− 370	− 300	− 640	− 550	−1870	−1650
£	11,1045	11,1145	+ 285	+ 365	+ 570	+ 710	+1650	+1975

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	8 9/16	8 15/16	8 5/8	9	8 5/8	9	8 9/16	8 15/16
$ E.-U. ..	13 7/8	14 1/8	14 3/8	14 3/4	14 5/8	15	14 7/8	15 1/8
Florin ...	8 1/4	9	8 1/4	9 1/8	8 1/2	9 1/4	9 1/16	9 3/4
F.B. (100)	14	15 3/4	15 1/2	17	15 5/8	16 3/4	16 1/8	17
F.S.	6 7/8	8 1/8	4	4 3/8	4 1/16	4 7/16	5 9/16	5 15/16
L. (1 000).	21 3/4	23 1/4	23 3/8	25	23 1/4	24 5/8	23	24 1/16
£	13	13 3/4	12 3/4	13 3/8	12 3/4	13 1/4	12 1/2	13 1/6
F. français	54 3/4	70 1/4	36 1/4	38 1/4	31 3/4	33 1/4	24 1/4	25 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *M. Antoine Veil,* ancien directeur général d'U.T.A., va entrer à la fin juin au conseil d'administration de la société Manurhin, sans doute pour accéder ultérieurement à sa présidence.

[Né en 1926, ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, M. Veil a appartenu à divers cabinets ministériels avant d'entrer, en 1969, à la Compagnie des chargeurs réunis d'où il assurera la direction générale de sa filiale U.T.A. de 1971 à octobre 1980, date à laquelle il abandonnera ses fonctions. M. Veil est le mari de Mme Simone Veil, ancien ministre de la santé et ancienne présidente de l'Assemblée européenne.]

● *L'Agence Havas* a désormais deux directeurs généraux : M. Georges Roquette (nouveau président d'Eurocom, filiale spécialisée du groupe dans la publicité) et M. Claude Marin, qui était depuis août 1981 directeur général adjoint, après avoir fait toute sa carrière, depuis 1947, dans le groupe. Les deux nominations interviennent à la suite du décès de M. Jacques Douce (*le Monde* du 28 mai).

● *Pernod-Ricard acquiert William Whiteley.* — La société écossaise S. Campbell and Son Ltd, filiale de Pernod-Ricard, vient d'acheter au groupe J. and G. Turney and Son Ltd certains actifs de la société William Whiteley comprenant les marques de scotch whisky House of Lords, King's Ransom, Glenforres Glenlivet et la distillerie d'Edradom, à Pitlochry, dans les Highlands.

● *Pertes record pour Montedison.* — Le groupe chimique italien Montedison a annoncé un [...] liards de lires (2,8 milliards de francs) contre une perte de 231 milliards de lires en 1980 (1,16 milliard de francs). Ce déficit est le plus important depuis celui de 509 milliards de lires (2,3 milliards de francs) enregistré en 1977. Les dirigeants du groupe l'attribuent au coût croissant des charges financières, et à la politique italienne de taux d'intérêt élevés alourdissant le poids d'une dette déjà très importante.

● *Ponts coupés entre A.E.G.-Telefunken et Thomson.* — Un changement des structures de la société est bien à l'étude, a confirmé, le 7 juin, un porte-parole du groupe allemand A.E.G.-Telefunken. Selon les journaux financiers et les milieux bancaires allemands, A.E.G., à qui l'on injecterait 3 milliards de deutschemarks sous forme de crédits (de l'Etat, des banques et assurances) à très fort taux d'intérêt, créerait deux grandes filiales. L'une, A.E.G.-Konsum, pour les biens de consommation, l'autre, A.E.G.-Technik, pour les biens d'équipement. L'Etat pourrait prendre une participation dans le capital d'A.E.G.-Konsoum alors que la firme britannique General Electric Cy prendrait 40 % d'A.E.G.-Technik.

Les négociations entre le groupe allemand, qui devrait encore perdre cette année entre 400 et 450 millions de deutschemarks (1 à 1,2 milliard de francs), et Thomson sont, selon le porte-parole d'A.E.G., définitivement rompues.

● *M. Olivier Bès de Berc quitte le groupe PUK pour entrer chez Schneider.* M. Bès de Berc, âgé de cinquante-trois ans, ingénieur au corps des mines, entré chez Pechiney en 1959, quitte son poste de directeur général adjoint du groupe et de P.-D.G. de la filiale P.C.U.K. (produits chimiques) pour prendre celui de directeur général adjoint chez Schneider S.A. où il assistera M. Didier Pineau-Valencienne, le P.-D.G. actuel, dans la restructuration en cours du groupe Empain-Schneider. Il avait pris la présidence de P.C.U.K. en avril 1981 au moment de la négociation (avortée) avec le groupe américain Occidental Petroleum, et était, avant la nationalisation, considéré comme le dauphin de l'ancien président de PUK, M. Philippe Thomas. M. Bès de Berc est remplacé par M. Richard Armand.

● *M. Jean-Léon Donnadieu,* directeur général chargé des relations humaines du groupe B.S.N. et vice-président de l'association Entreprise et Personnel, vient d'être élu président de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).

Etranger

● *La part des pays du tiers-monde dans la production industrielle mondiale* s'est accrue, depuis 1975, de 0,1 point seulement, précise un communiqué de l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) publié le 7 juin à Vienne. Cette part — à l'exclusion de la Chine — est passée de 10,2 % en 1975 à 10,3 % en 1981. Pour les pays socialistes la part a augmenté entre 1975 et 1981 de 22,9 % à 24,9 %, alors que celle des pays industrialisés est revenue de 66,9 % à 64,7 % pendant la même période. Au sein du tiers-monde les pourcentages se répartissent comme suit : Afrique, 0,93 % ; Asie occidentale, 0,70 % ; Asie du Sud-Est, 2,74 %, et Amérique latine, 5,98 %. Le plan d'action, adopté lors de la seconde conférence générale de l'ONUDI, en 1975, à Lima, prévoyait pour l'an 2000 une participation des pays en voie de développement de 25 % à la production industrielle mondiale. — (A.F.P.)

R.F.A.

● *Les prix industriels ont augmenté de 0,5 %, en avril, en R.F.A.* après avoir été stables en mars et avoir progressé de 0,1 % en février et de 1,3 % en janvier. En rythme annuel, la hausse atteint 6,3 % en avril. — (A.F.P.)

Social

● *Manifestation du CID-UNATI à Paris.* — CID-UNATI — mouvement syndical des petits commerçants et artisans de France — a tenu une assemblée le lundi 7 juin à la Maison de la chimie à Paris. Après un discours prononcé par le président du mouvement, M. Nicoud, plusieurs centaines de militants, venus de province en majorité, ont pris part à un défilé motorisé, pendant plus de trois heures, jusqu'au ministère des finances. Ils se sont heurtés à un barrage de C.R.S. avant d'être reçus, en délégation, par un représentant du ministre des finances et de l'économie. La mobilisation du CID-UNATI dans la capitale entre dans le cadre des élections aux caisses mutuelles régionales qui ont lieu le 14 juin prochain et que M. Nicoud espère remporter afin de rendre au CID-UNATI la place qu'il avait perdue en 1978.

● *M. Régis Paranque,* collaborateur du *Journal quotidien Rhône-Alpes,* a été chargé par M. Mauroy d'une étude sur la formation des cadres qu'il devra remettre avant la fin de 1982. Chargé de cours à l'université de Paris-V, ancien collaborateur de M. Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée nationale, M. Paranque doit faire porter ses propositions sur l'ensemble du dispositif de formation initiale et continue.

Transports

● *200 millions de passagers pour le métro de Lyon.* — Inauguré en 1978, le métro de Lyon va transporter son deux cent-millionnième passager. Depuis 1981, le métro compte deux lignes longues au total de 14.200 kilomètres. La construction d'une troisième ligne est envisagée.

« Société des employés du Monde »

L'assemblée générale ordinaire de la « Société des employés du Monde » se tiendra

LE MARDI 15 JUIN 1982
à 15 heures
5, rue des Italiens, Paris 9e
à la cantine

ORDRE DU JOUR

- *Admission des nouveaux membres*
- *Rapport du conseil d'administration*
- *Rapport de trésorerie*
- *Election du tiers du conseil d'administration*
- *Election du président*
- *Résolution proposée au vote de la S.A.R.L. Le Monde*
- *Question diverses*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CENTREST

Société de développement régional Bourgogne - Franche-Comté Nivernais

En dépit *d'une conjoncture difficile,* il sera proposé à l'assemblée des actionnaires du 25 juin 1982 de distribuer un dividende brut de 15,75 F par action, comparable à celui de l'exercice précédent.

En 1981, Centrest a largement contribué au renforcement des fonds propres des entreprises de sa région, en décidant 54 prises de participation pour plus de 47 MF, ainsi *que la mise en place de 23 prêts* participatifs du FDES pour 32 MF. Elle a, en outre, accordé plus de 390 MF de prêts à long terme *(250 dossiers de financement),* mis en place 210 prêts à moyen terme et obtenu, au profit de nombreuses entreprises, le concours du Fonds national de garantie de création d'entreprises, du Fonds national de garantie des prêts participatifs, d'INODEV ou de l'ANVAR.

Le niveau d'activité de Centrest, qui fait de la S.D.R. un élément essentiel de l'économie régionale, se verra renforcé dès le second semestre 1982 par l'augmentation de capital de 45 098 800 francs à 108 millions de francs.

IMMINDO

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 3 juin 1982, sous la présidence de M. Gérard Dangelzer, et a approuvé les comptes arrêtés au 31 décembre 1981.

D'une façon générale, la situation locative du patrimoine d'Immundo a été favorable tout au long de l'année écoulée : les immeubles d'habitation ont continué d'enregistrer un taux d'occupation proche de 100 % et à la fin de l'exercice toutes les surfaces commerciales étaient louées

L'année 1981 a été marquée par l'achèvement de la commercialisation des six derniers appartements de Clayes-sous-Bois qui a dégagé une plus-value brute de 1 524 800 F.

La politique d'arbitrage du *patrimoine* mise en œuvre depuis 1979 aura permis de financer l'immeuble à usage d'habitation de Puteaux, dont la location a été achevée sans difficulté début 1981. Le solde de la cession de Nantes devrait permettre de financer un immeuble de bureaux à Paris ou dans la région parisienne

Les recettes locatives appelées par la société, au titre de l'exercice 1981, se sont élevées à 23 064 895,77 F contre 20 583 585,35 F en 1980, soit une progression de 12,16 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net de l'exercice ressort à 19 854 237,47 F, *dont 1 315 394,85 F de plus-values* nettes à long terme.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de 14,50 F par action contre 13 F au titre de l'exercice *précédent.* Ce dividende, intégralement soumis à l'impôt sur le revenu, sera mis en paiement à compter du *17 juin 1982* contre remise simultanée des coupons nos 20 A et 20 B.



Le bénéfice net de 1981 s'établit à 36,18 millions de francs (et non à 436,18 millions de francs comme indiqué dans « le Monde » du 2 juin) en progression de près de 20 % : rapporté à une action, il est passé ainsi de 15,08 F en 1980 à 18,09 F (+ 20 %).

GARANTIE FINANCIÈRE

La Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris, informe le public que l'Union industrielle de crédit, dont le siège social est à Paris, 8, rue Lamennais, dans le huitième arrondissement, s'est substituée à elle depuis le 15 avril 1982 dans la garantie financière qu'elle a délivrée le 3 avril 1981, au titre de l'activité « Transactions sur immeubles et fonds de commerce », à la société en commandite simple *Kaufman & Broad International,* dont le siège social est à Paris (8e), 90, avenue des Champs-Elysées, en application des dispositions des articles 3 de la loi du 2 janvier 1970 et 22 du décret du 20 juillet 1972 et qu'en conséquence cette garantie prendra fin à l'expiration d'un délai de trois jours francs à compter de la présente publication.

Les personnes qui pourraient éventuellement invoquer cette garantie ont un délai de trois mois pour produire leur créance (art. 25 du décret du 20 juillet 1972).

CHAMPAGNE MUMM

L'assemblée générale ordinaire de G. H. Mumm & Cie, réunie le 4 juin 1982, sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, Président-Directeur général, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1981.

Elle a *décidé,* sur la proposition du conseil *d'administration, de distribuer* un dividende identique à celui de l'exercice 1980, soit 16,50 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor de 5,50 F, mais s'appliquant aux 828 545 actions existant à l'issue de l'augmentation de capital réalisée en 1981 au lieu de 631 625 actions précédemment, ce qui représente une augmentation globale du dividende de 31,18 %.

Ce dividende sera mis en paiement le 1er juillet 1982.

L'assemblée *générale* a, par ailleurs, renouvelé pour six ans les mandats d'administrateurs de Mme Jean Blondel, de M. Marcel Degroof et de la S. A. Taittinger C.C.V.C. arrivés à expiration.

BANQUE LIBANO-FRANÇAISE (France)

R.C. Paris B 305 009 581
SIRENE 305 009 581 000 29

L'assemblée générale ordinaire de la Banque *Libano-Française (France)* s'est réunie le 26 mai 1982 sous la présidence de M. Gilles Doubrère.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981 qui font ressortir, après amortissements, provisions et impôts, un bénéfice net de 16 283 713,26 F contre 10 523 719,97 F pour l'exercice 1980.

Elle a décidé d'affecter aux réserves légale et générale de la banque, la somme de 12 313 185,06 F et de distribuer aux actionnaires la somme de 4 000 000 F représentant un dividende net de *10 F* par action donnant droit à un avoir fiscal de 5 F.

Au 31 décembre 1981, le total du bilan s'élevait à 4 451 068 225,45 F et le hors-bilan à 1 591 245 145,47 F contre respectivement 2 734 352 193,93 F et 1 687 241 584,06 F au 31 décembre 1980.

L'assemblée a été informée de la nomination de M. Yves *François-*Martin en qualité de représentant permanent de la banque Indosuez, administrateur. M. Bernard Delavallée, détaché du cadre Indosuez, a été nommé directeur général le 1er janvier 1982, en remplacement *de M. Jean-Pierre Baron, appelé à* d'autres fonctions au sein du réseau Indosuez.



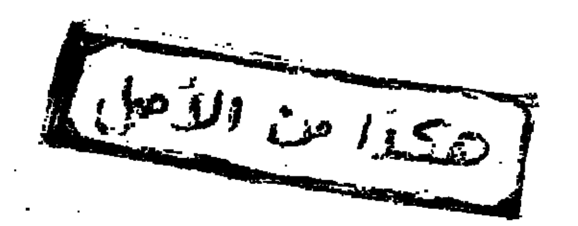
ÉPARGNE-CROISSANCE

Société d'investissement à capital variable

Dans sa séance du 4 juin 1982, le conseil d'administration a *rendu hommage* à la mémoire de son président M. Gérard Llewellyn, ancien directeur général de la *Banque nationale de Paris,* décédé le 13 avril 1982.

Au cours de la même séance, le conseil a nommé président M. Daniel Olchansky, directeur de la Banque nationale de Paris.

M. Eric Duval de la Guierce a été nommé directeur général.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

8 JUIN

Résistance des actions Hausse de l'or

Le volume d'affaires reste particulièrement restreint à la Bourse de Paris et il suffit d'un minimum d'ordres pour imprimer un léger mouvement de balancier à la cote.

Mardi les hausses l'ont emporté d'une courte tête si l'on en croit l'indicateur instantané, en progrès de 0,3 % environ après le repli de 0,7 % la veille. Pourtant, aucun ton d'ensemble n'est perceptible autour des groupes de cotation et l'espoir de nouvelles mesures incitatives s'amenuise au fur et à mesure qu'approche la date de la réunion de presse de M. Mitterrand, prévue pour mercredi 9 juin. A l'occasion de la seconde conférence de presse de son septennat, le président de la République devrait définir les « nouvelles orientations » de la politique gouvernementale. Déboucheront-elles sur une nouvelle gestion des dépenses publiques alors que se poursuivent les arbitrages relatifs au budget 1983 ? Telle est la question que se posent les boursiers, craignant par-dessus tout un blocage des prix industriels qui compromettrait, à leurs yeux, toute velléité de reprise économique.

Dans cette attente, la séance s'est déroulée sans fait saillant. Métal. Dunkerque, réservée à la baisse lundi, regagne pratiquement le terrain perdu à cette occasion avec une hausse de 7 %, suivie par Hachette (+ 6,7 %), Chiers (+ 6,5 %), Pechelbronn (+ 5,4 %), Nouvelles Galeries, U.F.B. et Signaux avec des hausses de 3 % à 5 %.

Côté baisses, beaucoup plus modérées, Raffinage, Galeries Lafayette, Elf-Aquitaine, Usinor, Peugeot et Martell perdent 2 % à 3 %.

Suivant l'ascension du cours de l'or (330,90 dollars l'once après 322,90 la veille à midi), le lingot gagne 1 100 F, à 65 200 F, le napoléon, perdant 5 F, à 595. Le dollar-titre se négocie à 7,88/92 F.

NEW-YORK

Maussade

Le marché new-yorkais est survendu ; tout le monde en convient dans l'enceinte du Big Board, mais personne, apparemment, ne se décide à donner le signal d'une reprise que rien ne justifie à l'horizon économique. De retour du sommet de Versailles, les responsables américains ont présenté un bilan « globalement positif » de la réunion des sept principaux pays industrialisés, mais la communauté financière avait déjà enregistré comme un fait acquis, depuis la veille, la volonté de l'administration américaine de ne pas déroger à son principe de non intervention sur les marchés des changes.

« On verra bien à l'essai », affirme-t-on à Wall Street, où l'on se reprend à observer la courbe des principaux baromètres de la situation économique. Selon les dernières statistiques communiquées par le département du commerce, le chiffre d'affaires réalisé par le commerce de gros a baissé de 3,1 % en avril, alors qu'il s'était accru de 1,8 % le mois précédent, cependant que les ventes enregistrées dans les grands magasins traduisaient une nette amélioration en mai par rapport à la même période de l'année dernière.

A Wall Street, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a initialement été de l'avant avant de régresser progressivement, concluant la séance sur une baisse de 0,95 point, à 804,03, les replis l'ayant sensiblement emporté sur les gains (869 contre 563).

VALEURS	Cours du 4 juin	Cours du 7 juin
Alcoa	23 1/8	23
A.T.T.	51 1/8	51 1/4
Boeing	16 1/4	16 1/4
Chase Manhattan Bank	40 1/8	39 7/8
Du Pont de Nemours	32 3/8	32 1/2
Eastman Kodak	71	70 7/8
Exxon	27 7/8	27 7/8
Ford	22	22
General Electric	60 5/8	60 1/2
General Foods	38 7/8	38 3/8
General Motors	43 1/4	43 7/8
Goodyear	22 7/8	23
I.B.M.	60 1/4	60
I.T.T.	23 1/4	23 3/8
Mobil Oil	24 1/8	24
Pfizer	52 1/2	52 3/4
Schlumberger	40 1/2	40 7/8
Texaco	29 1/2	29 1/8
U.A.L. Inc.	17 3/8	17 1/4
Union Carbide	43 1/4	42 5/8
U.S. Steel	21 1/4	21 3/8
Westinghouse	24 3/8	23 7/8
Xerox Corp.	30 5/8	30 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AIR LIQUIDE. — La société annonce pour l'exercice 1981 un chiffre d'affaires consolidé de 12,4 milliards de francs contre 11 milliards l'année précédente, le bénéfice net ressortant à 648,8 millions de francs contre 566,2 millions, soit une augmentation de 14,5 %. Le bénéfice par action (avant réalisation d'actifs à caractère exceptionnel) ressort à 37,88 F par action contre 33,07 F précédemment, précise la société.

MERCEDES-BENZ. — La filiale française du groupe automobile ouest-allemand Daimler-Benz a mis en place, avec l'appui de la Société générale, une société de financement destinée à faciliter la vente à crédit, qui porte, pour cette société, sur 35 à 40 % des acquisitions de voitures particulières et 95 % des véhiculess utilitaires.

Mercedes Benz Financement, qui résulte de la création de la Solovam (Société de location de véhicules Mercedes), entreprise au capital de 10 millions de francs constituée à parts égales entre le constructeur et Valorind (groupe Société générale) s'appuiera sur un réseau de douze directions régionales.

TÉLÉMÉCANIQUE. — A l'occasion de son assemblée générale, la société a indiqué que, au cours des quatre premiers mois de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires réalisé par la société mère avait progressé de 20 %, la progression d'ensemble pour 1981 étant à hauteur de 14 %, en nette amélioration sur les 8 % enregistrés l'année dernière. Dans le même temps, a ajouté le président, M. Jacques Valla, la marge brute d'autofinancement devrait s'accroître de 8 %, le bénéfice net augmentant de 2 % à 2,5 %. Télémécanique entend maintenir ses programmes d'investissements tant en recherche et en développement qu'en moyens de production, de façon à obtenir une amélioration de sa productivité.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	4 juin	7 juin
Valeurs françaises	108,4	107,6
Valeurs étrangères	107,5	106,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	107,2	106,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 7 juin ... 16 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7 juin	8 juin
1 dollar (en yens)	245	245,20

BOURSE DE PARIS — Comptant — 8 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	24 30	2 063
5 %	34 20	1 753
3 % amort. 45-54	71	2 554
4 1/4 % 1963	98 70	3 266
Emp. N. Eq. 6 % 67	108	0 132
Emp. 7 % 1973	8515	..
Emp. 8,80 % 77	96 90	0 410
Emp. 9,80 % 78	78 05	8 914
E.D.F. 7,8 % 61	128 40	5 733
E.D.F. 14,5 % 80-82	94 30	0 393
Ch. France 3 %	217 50	..
CNB Bques janv. 82	101 20	7 302
CNB Paribas	101 40	7 302
CNB Suez	101 10	7 302
CNI janv. 82	100 90	7 302

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actibail (obl. conv.)	166	....
Aciers Peugeot	60	62 20
Actibail	135	133
Agence Havas	315	314
A.G.F. (St Cent.)	390	400
A.G.P. Vie	3024	3025
Agr. Inc. Madag.	46	45
Air-Industrie	12	13 30
Alfred Herlicq	56 20	58 40
Allobroge	355	355
Alsacienne Banque	....	....
André Roudière	75	78
Applic. Hydraul.	236	232
Arbel	94	90 20 o
A. Thiery-Sigrand	18 10	19 70 d
Artois	278 20	....
At. Ch. Loire	36 50	35 o
Aussedat-Rey	22 20	21 90
Bain C. Monaco	95	91 20
Banania	395	390
Banque Hervet	....	....
Banque Hypoth. Eur.	257	259
B.N.P. Intercontin.	82	82 10
Banque Worms	....	....
Bénédictine	760	760
Bernard-Moteurs	38	35 o
Bon-Marché	79 70	79 50
Borie	300	312 d
Bras. Glac. Int.	450	454
Bretagne (Fin.)	81	....
B. Scalb. Dup.	....	....
Cambodge	142	142
C.A.M.E.	97	96
Campenon Bern.	238	247 50
Caout. Padang	200	....
Carbone-Lorraine	39 50	39 50
Carnaud S.A.	43 20	44 70
Caves Roquefort	571	577
C.E.G.Frig.	120	116
Centen. Blanzy	450	455
Cenrest (Ny)	123	124
Cerabati	105	105
C.F.F. Ferrailles	148 50	147 50
C.F.S.	620	620
C.G.I.B.	8	7 30 o
C.G.Maritime	18 20	12 80
C.G.V.	99	....
Chambon (M.)	241	250
Chambourcy (M.)	920	....
Champex (Ny)	125	125
Chim. Gde Paroisse	50	51
C.I. Maritime	308	313
Ciments Vicat	220 20	220
CIPEL	94 20	....
Citram (B)	119	120
Clause	306	315
Cl. MA (Fr.-Bail)	320	329
CMM-Mar Madag.	20 90	20 20
Cochery	80 70	77 50
Cofradel (Ly)	510	....
Cogifi	147	146
Comindus	320	320
Comiphos	150 10	150
Comp. Lyon-Alem.	152	....
Concorde (La)	260	261
C.M.P.	29 80	7 70 o
Conte S.A. (Li)	24 90	24 50 o
Crédit (C.F.B.)	175	173 50
Créd. Gén. Ind.	227	218
Crédit Lyonnais	....	....
Crédit Univers.	363	363
Créditel	87 30	87 30
C. Sabl. Seine	128	128
Dasblay S.A.	....	....
De Dietrich	375	375
Degremont	101	103
Delalande S.A.	134 70	139
Delmas-Vieljeux	460 40	460
Dév. Rég. P.d.C (Li)	116	113
Didot-Bottin	290	285
Dist. Indochine	389	370
Drag. Trav. Pub.	230	220 80
Duc-Lamothe	254 90	233 o
Dunlop	5 10	4 75
Eaux Bass. Vichy	1150	1120
Eaux Vittel	802	....
Ecco	790	790
Economats Centre	506	511
Electro-Banque	153	152
Electro-Financ.	305	305
Elf-Antargaz	212	....
E.L.M. Leblanc	336	328
Entrepôts Paris	170 30	171 10
Epargne (B)	1430	1430
Epargne de France	300	300
Epeda-BF	731	730
Escaut-Meuse	224 60	228
Europ. Accumul.	49 80	51 80
Eternit	305	301
Félix Potin	1089	1085
Ferm. Vichy (Ly)	195	195
Files-Fourmies	3 60	3 75 d
Finalens	84 50	84 50
FIPP	110 10	112
Fnac	348	345
Focep (Chât. eau)	1515	1515
Foncière (Cie)	145	146 10
Fonc. Agache-W.	342	86 50 o
Fonc. Lyonnaise	1160	1160
Foncina	104	104
Forges Gueugnon	12 80	13 30
Forges Strasbourg	145	148 50
Fougerolle	160	160
France I.A.R.D.	112	....
France (La)	500	490
Frankel	165	168
Fromageries Bel	281	276
From. P.-Renard	248 60	231 50 o
GAN	671	672
Gaumont	408	436 d
Gaz et Eaux	730	735
Genvrain	165	....
Gér. Arm. Hold.	29	29
Gerland (Ly)	392	390
Gévelot	36	37 40
Gr. Fin. Constr.	132	132
Gds Moul. Corbeil	115 20	118
Gds Moul. Paris	279	280
Goulet S.A.	328	320
Groupe Victoire	272	275 50
G. Transp. Ind.	129	128
Huard-U.C.F.	57 50	57 10
Hutchinson Mapa	20 40	20 70
Hydro-Energie	46 50	48 30
Hydroc. St-Denis	79 20	76 o
Immindo S.A.	141 90	136 50 o
Imminvest	101 20	....
Immobail	189 90	168
Immobanque	238 10	....
Immob. Marseille	1190	1180
Immofice	259	260
Imp. G.-Lang	3 30	3 15 o
Industrielle Cie	385	379 60
Interbail	188	188
Jaeger	95	91 20
Jaz S.A.	45	45
Kinta S.A.	315 50	316 80
Lafitte-Bail	180	173
Lambert Frères	45	46
Lampes	174	....
La Brosse-Dupont	70	75
Lebon Cie	348 50	348 50
Lille-Bonnières	273	278
Locabail Immob.	284	288
Loca-Expansion	112 30	111 80
Locafinancière	148 50	154 50
Locatel	398 50	384
Lordex (Ny)	109	....
Louvre	235	235 10
Luchaire S.A.	114 50	112 10
Magasins Uniprix	75	73
Magnant S.A.	50	....
Maritimes Part.	110	106
Marocaine Cie	23	23
Marseille Créd.	....	....
Maurel et Prom.	23 40	23
Métal Déployé	323	321
Mic	250	243
Mors	232	233
Nadella S.A.	9 60	8 25 o
Naval Worms	109	110
Navig. (Nat. de)	70	....
Nicolas	386	....
Nodet-Gougis	150	145
Occident. Part.	29 85	....
OPB Paribas	87	87
Optorg	68 40	65
Origny-Desvroise	129 70	128 50
Palais Nouveauté	301	302
Paris-Orléans	92	91
Part. Fin. Gest. Im.	160	151 50 o
Pathé-Cinéma	130 50	....
Pathé-Marconi	40	37 o
Piles Wonder	85 10	....
Piper-Heidsieck	250	250
Porcher	220	220
Profils Tubes Est	10	....
Prouvost ex-Lain.R.	29	29
Providence S.A.	310	309
Publicis	504	504
Raff. Souf. R.	175	179
Ressorts Indust.	134 50	124 o
Ricqlès-Zan	112	....
Ripolin	64 50	....
Risla (La)	10 80	9 50 o
Rochefortaise S.A.	110 50	110
Rochette-Cenpa	24 90	22 90 o
Rosario (Fin.)	97 50	97 80
Rougier et Fils	60	60
Roussalot S.A.	340	337
Sacer	38	38 90
SAFAA	30 30	27 80 o
Safic-Alcan	180	181 20
SAFT	329	320
Sainrapt et Brice	145	143
Saint-Raphaël	89 30	86 20
Salins du Midi	251 10	250
Santa-Fé	119	118 20
Saram	76	75
Savoisienne (M)	77 40	79
SCAC	220	215
SCDB (Cent. B.)	....	....
Sellier-Leblanc	214 50	223
Semelle Maubeuge	129 50	128
S.E.P. (M)	80	....
Séquanaise Banq.	....	....
Serv. Equip. Véh.	26	25 90
Sicl	68	66
Sicotel	144 50	144 90
Sietra	460	460
Sinvim	104	101
Siph (Plant. Hévéas)	137	137
Siminco	295	290 10
SMAC Aciéroïd	181	181
Société Générale	....	....
Sofal financière	331	332
Soffo	139 30	150
Soficomi	235	233
S.O.F.I.P. (M)	91	91
Sofragi	419	416
Sogepal	270	280
Soudure Autog.	118 50	118
Sovabail	274 60	275
S.P.E.G.	145	146
Speichim	212	214 50
S.P.I.	151 30	151
Spie Batignolles	175	173
Stami	272	268
Synthelabo	127 10	126 10
Taittinger	376	378
Testut-Aequitas	78	77 50
Thann et Mulh.	54	53 50
Tissmétal	38	38
Tour Eiffel	247	249
Trailor S.A.	149	149
Ufimeg	75 10	....
Ufiner S.M.D.	87	86 10
Ugimo	128 50	127
Unibail	290	287
Unidel	89	89
U.A.P.	556	555
Union Brasseries	44 05	42 20 o
Union Habit.	184	184
Un. Imm. France	162	168 50
Un. Ind. Crédit	215	215
Union Ind. Ouest	301	305
Unipol	157	160
Vincey Bourget (Ny)	10 85	....
Virax	51	53
Waterman S.A.	180 20	180
Brass. du Maroc	180	178
Brass. Ouest-Afr.	20 50	20 50

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	125	....
Akzo	77	....
Alcan Alum.	129	129
Algemeine Bank	888	880
Am. Petrofina	451	445
Arbed	215	204 o
Asturienne Mines	57	....
Bco Pop Espanol	105	105
B. N. Mexique	11 70	11 75
B. Régl. Internat.	40250	40200
Barlow Rand	45 50	....
Bell Canada	125	120
Blyvoor	63	64 50
Bowater	29 50	31 70
British Petroleum	45	45 40
Br. Lambert	207	195
Caland Holdings	92 50	88
Canadian-Pacific	159	157 20
Cockerill-Ougre	27 60	26 50 o
Cominco	230	230
Commerzbank	460	....
Courtaulds	11 55	12
Dart. and Kraft	416	424 50
De Beers (port.)	30	....
Dow Chemical	171 50	174
Dresdner Bank	492	....
Femmes d'Auj.	85	....
Finoutremer	210	222
Finsider	0 40	....
Foseco	29 50	30
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	273	....
Glaxo	97	102
Goodyear	180	179 90
Grace and Co	288	288
Grand Metropolitan	32	32
Gulf Oil Canada	90 50	89
Hartebeest	305	315
Honeywell Inc.	532	545
Hoogoven	42 20	....
I. C. Industries	231	233
Int. Min. Chem	234 80	234 50
Johannesburg	360	....
Kubota	10 30	10 40
Latonia	180 10	....
Mannesmann	500	....
Marks-Spencer	24	....
Midland Bank Ltd	45 80	47
Mineral-Ressourc.	42	39 85
Nat. Nederlanden	366	352 60
Noranda	92	90
Olivetti	12	11 80
Pakhoed Holding	116	117
Petrofina Canada	640	....
Pfizer Inc.	415 10	423 30
Phoenix Assuranc.	34	....
Pirelli	8 80	....
Procter Gamble	678	664
Ricoh Cy Ltd	16 80	16
Rolinco	618	608
Robeco	632	619
Shell fr. (port.)	59 50	57 50
S.K.F. Aktiebolag	162	160 10
Sperry Rand	184	186
Steel Cy of Can.	129	....
Stilfontein	84	85
Sud. Allumettes	149 80	146 50
Tenneco	210	....
Thorn EMI	58	....
Thyssen c. 1 000	282	....
Vieille Montagne	320	320
Wagons-Lits	240	....
West Rand	12 20	....

HORS-COTE

Compartiment spécial

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	722	735
Entrepose	181 20	181 20
Métallurg. Minière	160	161 50
Novotel S.I.E.H.	1085	1085
Sarakreek N.V.	214	205 20
Sicomur	120 30	127 50
Sofibus	220	....
Rodamco	380	380

Autres valeurs hors cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	132	....
Cellulose du Pin	24 10	....
Coparex	350	351
F.B.M. (Li)	70	29 o
Iena Industries	13	....
La Mure	80	....
M.M.B.	140 20	146
Océanic	45	....
Patrofigaz	336	336
Pronuptia	156	144 o
Razier For. G.S.P.	7 50	....
Sabl. Morillon Corv.	120	120 d

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Total C.F.N.	80	74 o
Ulinex	226	....
Voyer S.A.	1 45	....
Rorento NV	463 80	459
S.K.F.(Applic. méc.)	....	....

SICAV

7/6	Émission Frais inclus	Rachat net
Actions France	153 93	146 95
Actions-Investiss.	178 19	170 11
Actions sélectives	207 02	197 63
Aedificandi	230 40	219 95
A.G.F. 5000	179 82	171 67
Agfimo	252 18	240 74
Altefi	180 84	172 64
A.L.T.O.	162 33	154 97
Amérique Gestion	313 03	298 84
Bourse-Investiss.	200 73	191 63
Capital Plus	1011 75	1011 75
C.I.P.	575 42	549 33
Convertimmo	203 65	194 42
Cortexa	654 66	624 97
Credinter	233 42	222 84
Croiss. Immobil.	235 47	224 79
Démeter	51494 86	51340 64
Drouot-France	191 04	182 38
Drouot-Investiss.	418 04	399 08
Energie	175 42	167 47
Epargne-Croiss.	906 41	865 31
Epargne-Industr.	313 38	299 17
Epargne-Inter	416 44	397 56
Epargne-Oblig.	144 46	137 91
Epargne-Unie	549 70	524 77
Epargne-Valeur	236 72	225 99
Euro-Croissance	257 32	245 65
Financière Privée	575 08	549
Foncier Investiss.	418 37	399 40
France-Garantie	231 63	227 09
France-Investiss.	268 12	255 96
Fr.-Obl. (nouv.)	328 59	313 69
Francic	182 29	174 02
Fructidor	170 82	163 07
Fructifrance	312 18	298 02
Gestion Mobilière	393 84	375 98
Gest. Rendement	385 42	387 94
Gest. Sél. France	260 53	248 72
I.M.S.I.	245 42	234 29
Indo-Suez Valeurs	404 04	385 72
Interoblig.	7380 77	7046 08
Intersélect France	193 05	184 30
Intervaleurs Indust.	284 62	271 71
Invest. St-Honoré	420 68	401 60
Laffitte-Expansion	456 17	435 48
Laffitte-France	142 71	136 23
Laffitte-Oblig.	124 52	118 87
Laffitte-Rend.	166 81	159 25
Laffitte-Tokyo	515 95	492 55
Livret portefeuille	306 16	292 28
Multi-Obligations	354 19	338 13
Multirendement	121 09	115 60
Mondial Investiss.	219 22	209 28 ◆
Natio.-Epargne	10817 58	10710 48
Natio.-Inter.	659 81	629 89
Natio.-Valeurs	380 35	363 10
Oblisem	131 52	125 56
Pacifique St-Honoré	283 60	270 74
Paribas Gestion	334 41	319 25
Pierre Investiss.	293 94	280 61
Sécur. Mobilière	336 15	320 91
Sél. court terme	10786 88	10706 58
Sélec. Mobil. Div.	230 50	220 05
S.P.I. Privinter	170 07	162 36
Sélection-Rendem.	139 38	133 06
Sélect. Val. Franç.	151 98	145 09
S.F.I. fr. et étr.	280 44	267 72
Sicavimmo	340 41	324 97
Sicav 5000	150 54	143 71
S.I. Est	672 77	642 26
Slivafrance	255 20	243 63
Slivam	204 19	194 93
Slivarente	174 96	167 03
Slivinter	217 90	208 02
S.I.G.	486 63	464 03
S.N.I.	689 40	658 14
Sofinvest	291 21	278
Sogepargne	282 54	269 73
Sogevar	529 58	505 57
Sogeinter	682 90	651 93
Soleil Investiss.	324 12	309 42
U.A.P. Investiss.	224 91	214 71
Unifrance	181 20	172 98
Unifoncier	455 23	434 59
Unigestion	400 03	381 89
Uni-Japon	620 63	592 49
Unirenta	1387 11	1341 50
Univar	11065 29	11065 29
Valorem	256 96	245 31
Valreal	106314	106207
Worms Investiss.	461 17	440 26

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1851	4,5 % 1973	1771	1770	1775	1750
3040	C.N.E. 3 %	3030	3030	3030	3029 90
495	Air Liquide	478	476 10	478	472
380	Als. Superm.	365	359	359	360
96	A.L.S.P.I.	88 30	88	88	89 80
182	Alsthom-Atl.	168	165 50	155	154
900	Amrep	895	890	890	890
168	Applic. gaz	163	163	163	160 10
123	Arjom. Prioux	123	123	123	123
670	Aux. Entrepr.	845	851	851	851
525	Av. Dass.-Br.	545	545	545	535
168	Bail-Equipem.	172	176	176	175
194	— (obl.)	197 10	200	200	200
305	Bail-Investiss.	310	312 20	312 20	318 40
180	Cie Bancaire	170	169	168	166
130	Bazar H.-V.	135 80	136 50	136 50	135 10
95	B.C.T. Midi B.	91 80	94	94 50	94 80
210	Béghin-Say	212	211	211	207
540	Bic	509	513	518	513
171	B.I.S.	174 70	172	172	175
400	Biscuit (Géné.)	398	397	397	391
1050	Bongrain S.A.	1038	1041	1042	1040
705	Bouygues	673	670	668	670
1620	B.S.N.-G.D.	1480	1470	1475	1455
1490	— (obl.)	1430	1440	1440	1430
1650	Carrefour	1580	1585	1555	1565
295	— (obl.)	302 50	300	300	300
1360	Casino	1325	1315	1315	1315
880	Cedis	820	810	810	803
38	CEM	34 80	34 10	34 10	34
175	Cetelem	176 80	179	179	175 50
580	C.F.A.O.	540	540	537	540
73	C.F.D.E.	64 50	65	65 50	63 70
200	Charg. Réunis	195 20	196	197	195
12	Chiers-Châtill.	10 80	11 50	11 60	11 30
156	Ciments franç.	151 80	153	153	154
148	— (obl.)	142 50	142 50	142 50	142 50
890	C.I.T. Alcatel	814	810	812	810
570	Club Méditerr.	526	544	547	544
103	Codetel	103	101	100 80	103
121	Cofimeg	123 80	121 50	121 50	120 50
240	Coles	212	215	215	219
107	Compt. Entrepr.	108 10	108 50	108 10	108
370	Compt. Mod.	375 10	375 20	375 20	367 70
355	Créd. Foncier	357	358	358 50	359
181	Crédit F. Imm.	183	183 50	183 50	180 50
305	Crédit Nat.	294 50	293	293	294
89	Creusot-Loire	84	83 30	83 30	84 80
196	Crouzet	191 90	193	193 50	195
265	C.S. Saupiquet	272 50	273	273	270 10
920	Damart-Servip	814	810	815	814
940	Darty	872	871	874	871
1080	Docks France	990	975	975	980
40	D.M.C.	32	31 50	31 80	31 50
1030	Dumez	1051	1072	1075	1057
340	Eaux (Gén.)	316 50	315 60	316 60	316 60
128	Elf-Aquitaine	120	120	120	120
125	— (certific.)	121	118 10	118 10	118 10
820	Essilor	571	575	578	571
210	Esso S.A.F.	216	215	216 80	216
360	Eurafrance	355	355	355	355
1230	Euromarché	1100	1105	1105	1120
530	Europe n° 1	527	525	526	520
585	Facom	562	562	562	562
1250	Fichet-bauche	1150	1112	1175	1112
168	Finextel	146 20	145 20	146	145 20
148	Fives-Lille	145	148	148	145
85	Fonderie (Gén.)	62	60 10	62 10	61 30
85	Fraissinet	83	82	82	81 50
400	Francarep	394 80	392	392	392
214	Gal. Lafayette	216	210	210 50	208
340	Gén. d'Entrep.	323	328	328	328
1410	Gén. Géophys.	1375	1385	1385	1390
446	G.T. Mars.	453	453	452	457
435	Guyenne-Gasc.	404	403 10	403 10	402 40
465	Hachette	475	507	507	497
365	Hénin (La)	330	327	327	325 30
66	Iméfal	59 80	59 10	59	58
225	Imm. Plaine-M.	225	221	223	221
175	Ind. et Particip.	174 80	173 40	173 40	172 50
800	Inst. Mérieux	845	844	847	828
1090	Intertechnique	1120	1135	1134	1042
158	J. Borel Int.	170 50	171	170 60	168
210	J. Lefebvre	200	200	200	200
167	Jeumont Ind.	158	158	158	154 90
28	Kléb.-Colombes	24	23 50	23 50	23 10
306	Lab. Bellon	305 20	305 60	305 60	309 90
270	Lafarge-Coppée	262 50	264	260 10	264
300	— (obl.)	296 40	297	297	295
255	Lafarge nouv.	248 80	248 80	248 80	253 30
1670	Legrand	1625	1620	1622	1593
2410	— (obl.)	2381	2375	2375	2361
910	Lesieur	905	908	906	906
169	Locafrance	186	185	185	185
380	Locindus	398	399	399	395
460	Lyonn. Eaux	453	451	451	451
29	Machines Bull	29 20	30	31	29 40
290	Mais. Phénix	273 10	273	273 50	272
1490	Majorette (Ly)	1224	1250	1250	1248
356	Manuhin	346 20	347	347	345
44	Mar. Wendel	44 10	44 10	44 10	43 80
770	Martell	775	756	761	758
780	— (obl.)	738	735	735	730
605	Merlin-Gerin	595	597	597	591
1370	Matra	1235	1225	1230	1211
16	Mét. Nav. D.-N.	11 30	12	12 10	12 25
780	Michelin	735	740	744	732
585	— (obl.)	580	581	581	581
685	Midi (Cie)	659	659	661	659
104	Mines Kali (Sté)	103 90	103 90	103 90	104
50	M.M. Penarroya	47 50	47 50	47 30	47 05
705	Moët-Hennessy	681	686	690	686
810	— (obl.)	804	800	800	800
465	Mot. Leroy-S.	472	472	472	463
65	Moulinex	62	62 30	62 30	61 10
330	Mumm	339	339 80	339 80	333 10
174	Navig. Mixtes	168	168	188	168
18 60	Nobel-Bozel	16 80	16 55	16 90	16 30
44	Nord-Est	43 90	44 10	44 10	43 20
225	Nordon (Ny)	210	213	213	213
105	Nouvelles Gal.	95 60	99 50	100	97 80
420	Occident. (Gén.)	408	408	408 50	405 10
205	Olida-Caby	201	204	203	200
755	Omn. F. Paris	698	696	696	682
119	Opfi-Paribas	123	123 10	123	125
1000	Oréal (L')	960	958	956	958
3600	— (obl. conv.)	3556	3535	3535	3535
67	Papet. Gascogne	67	67	67	67
135	Paris-France	137 20	137 60	137 50	135
300	Paris-Réescomp	304	302	306	299 10
100	Pechelbronn	101	106 50	106 50	105
365	Penhoet	364 50	363	363	358
400	Pernod-Ricard	388	385 50	385	385
133	Pétroles (Fse)	137	138 20	138 20	138 20
171	— (obl.)	171	176	178	172 60
33	— (certific.)	34 40	34 50	34 50	34
52	Pétroles B.P.	50 90	50 05	50 20	50
173	Peugeot S.A.	158	152 50	152 50	152
320	— (obl.)	323 50	323 50	323 50	322
66	P.L.M.	64 50	64 60	64 60	64 40
136	Poclain	128	124 10	124 10	126
405	Poliet	395	396	399	390 50
107	Pompey	107	107	107	107
220	P.M. Labinal	184	194	195 50	190 10
790	Presses Cité	740	740	742	740
495	Prétabail Sic.	506	495	495	495
280	Primagaz	281 50	281 50	281 50	276 50
172	Printemps	158	159 20	159 50	159 20
1350	Promodès	1298	1290	1294	1271
1030	Radar S.A.	1029	1036	1036	....
950	— (obl.)	960	....	....	....
320	Radiotechn.	301 50	304 50	304 50	305
94	Raffin. (Fse)	88	86	86	83 30
1040	Redoute (La)	995	1006	1020	1000
580	Révillon	588	588	588	578
310	Roussel-Uclaf	318 60	318 60	318 60	314 70
875	Rue Impériale	855	835	835	836
4 50	Sacilor	4	4	4	4
120	Sade	118	118	118	118
950	Sagem	951	950	950	931
166	St-Louis B.	166 50	165	165	165
345	Sanofi	325	331	333	330
470	— (obl.)	437	445	445	445
340	S.A.T.	312	315	315	321
29	Saulnes	27 50	27 20	27 25	26 70
57	Saunier-Duval	54 50	53 50	53 50	53 50
134	Schneider	127	128	128	125 50
36	S.C.O.A.	34	34	34	33 40
81	— (obl.)	82 10	82 50	82 50	82 50
125	S.C.R.E.G.	118 80	119 50	119 50	119 50
128	— (obl.)	127	127 10	127 10	126 10
250	Seb	232 50	232 50	228	228 10
153	Sefimeg	156 80	154 50	154 50	153
790	S.F.I.M.	750	742	742	728
430	Sign. Ent. El.	406	420	420	412
295	Silic	304 90	304 90	304 90	300 10
176	Simco	171 10	171 50	171 50	168 10
95	Simnor	96	98	98	98
590	Skis Rossignol	595	605	605	595
320	Sogerap	310	310	310	310
152	Sommer-Allib.	148	148	148	148
175	Source Perrier	166 10	168	167 10	187
280	Talco Luzenac	299	300	300	301 90
830	Tél. Elect.	800	805	806	800
122	— (obl.)	123 80	124	124	124
172	Thomson-C.S.F.	158	158 20	159 50	158 20
200	— (obl.)	194 50	194 50	194 50	191 20
1030	T.R.T.	1058	1056	1056	1041
130	U.F.B.	122	127	127	129 50
310	U.I.S.	317	317	317	318 50
114	U.C.B.	108	110	110	108
4 20	Usinor	4 25	4 15	4 15	4 20
102	— (obl.)	103	103	103	103
151	U.T.A.	151 50	152	151 50	152
230	Valéo	214	212	212	215
375	— (obl. conv.)	375	375	375	375
137	Vallourec	134	132	133	134 50
1120	V. Clicquot-P.	1040	1041	1041	1026
870	Viniprix	870	872	873	865
200	Amax Inc.	175	170 50	170 50	173 50
365	Amer. Express	337	332	332	334
430	Amer. Teleph.	419	417	417	418
68	Anglo Amer. C.	66	67 50	67 40	66 60
490	Amgold	436	445	445	447
750	B. Ottomane	729	729	729	714
425	BASF (Akt)	421	421	421	421
400	Bayer	397	394	394 80	394 80
225	Buffelsfont.	224	222	222	220
28	Charter	27 60	27 80	27 80	27 25
385	Chase Manh.	325	322	322	323
143	Cie Pétr. Imp.	145 80	147	147	147
31	De Beers	30 30	29 60	29 60	29 10
930	Deutsche Bank	901	895	895	901
83	Dome Mines	68	69 90	69 90	70
156	Driefontein Ctd	140 50	143 90	143 90	145
280	Du Pont-Nem.	265	263 80	263 80	265
1040	Elf-Gabon	1080	1080	1080	1080
575	Eastman Kodak	585	560	560	580
58	East Rand	53 20	54 90	55	54
270	Ericsson	271	268	268	266 50
226	Exxon Corp.	226	226 70	226 70	226 70
182	Ford Motors	174	172	172	170
167	Free State	164 20	169	170	168
109	Gencor	98 80	103 50	103 50	101 50
187	Gén. Belgique	199 90	195	197	196
490	Gén. Electr.	490	484	484	480 10
345	Gen. Motors	347	361	361	345
52	Goldfields	49 50	49 80	49 80	49
77	Harmony	74 10	74	73 30	72 60
22	Hitachi	21 90	22	22	21 55
406	Hoechst Akt.	403	400	400	400
45	Imp. Chemical	47	47	47	47 95
81	Inco. Limited	74 90	72	71 80	71 90
485	IBM	485	477	477	470 10
28	Ito-Yokado	27 40	27 20	27 20	27 20
200	ITT	190 50	189 90	190	189 90
38	Matsushita	34	34 30	34 25	....
580	Merck	585	585	585	589
420	Minnesota M.	397	405	405	406
192	Mobil Corp.	193	194	193 80	191
13100	Nestlé	12980	12900	12900	12700
440	Norsk Hydro	365	359 50	359 50	366 50
760	Petrofina	721	726	725	725
395	Philip Morris	390	391	391	391
73	Philips	68 10	69 50	69 30	68 30
215	Pres. Brand	190	192	192	192
200	Président Steyn	182	182	181 50	184
755	Quilmès	777	753	753	752
365	Randfontein	346 50	349 90	352	349
275	Royal Dutch	272	272 50	272	270 50
81	Rio Tinto Zinc	60	59 40	59 40	58 60
198	St Helena Co	191 50	195	195	195
370	Schlumberger	321	328 50	328	330
58	Shell transp.	59 20	59	59	58 20
740	Siemens A.G.	720	713	713	707
122	Sony	108	108 90	108 50	108 90
....	T.D.K.	....	....	....	....
470	Unilever	449	442	442	....
310	Unit. Techn.	284 10	283	283	280 10
390	Vaal Reefs	388 50	372	371 60	372
183	West Deep	164 20	168 50	168 50	168 50
260	West Hold.	242	242	242	242
275	Xerox Corp.	243 50	244 50	244 50	245
2 32	Zambia Corp.	2 11	2 10	2 11	2 10

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 213	6 207	6	6 300
Allemagne (100 DM)	260 460	260 020	254	267
Belgique (100 F)	13 779	13 753	12 300	13 300
Pays Bas (100 fl.)	235 120	234 700	229	240
Danemark (100 krd)	76 460	76 420	74	79
Norvège (100 k.)	101 730	101 670	99	104
Grande-Bretagne (£ 1)	11 108	11 107	10 800	11 400
Grèce (100 drachmes)	9 530	9 490	9 500	11 250
Italie (1 000 lires)	4 709	4 705	4 550	4 950
Suisse (100 fr.)	304 180	304 950	298	317
Suède (100 krs)	104 900	104 870	101	107
Autriche (100 sch)	36 960	36 895	36 300	37 900
Espagne (100 pes.)	5 828	5 822	5 700	6 150
Portugal (100 esc.)	8 560	8 545	8 100	9 100
Canada ($ can 1)	4 946	4 935	4 870	5 100
Japon (100 yens)	2 526	2 522	2 430	2 570

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/6
Or fin (kilo en barre)	64400	66000
Or fin (en lingot)	64100	65200
Pièce française (20 fr)	600	595
Pièce française (10 fr)	465	.....
Pièce suisse (20 fr)	522	519
Pièce latine (20 fr)	481	475
Souverain	585	581
Pièce de 20 dollars	2625	2625
Pièce de 10 dollars	1380	1370
Pièce de 5 dollars	705	.....
Pièce de 50 pesos	2870	2905
Pièce de 10 florins	505	506

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 8 juin 1982 a été tiré à 587 620 exemplaires.

APRÈS UNE SEMAINE DE TENSION

L'usine Talbot de Poissy est toujours paralysée par la grève

Après quelques moments de tension, mardi matin, aux usines Talbot de Poissy, grévistes et non-grévistes, à nouveau face à face, ont accepté, en fin de matinée, de quitter les ateliers toujours paralysés. Les négociations ont repris mardi à midi.

Plusieurs organisations de gauche et syndicales ont appelé à une manifestation de solidarité mercredi 9 juin avec les grévistes de Talbot-Poissy. Les unions départementales de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ainsi que celles de la FEN, du SNI, du SNES, du MRAP, de l'Amicale des Algériens en Europe ainsi que les fédérations départementales du P.C.F., du P.S., du M.R.G. et du PSU organisent un rassemblement, le 9 juin à 17 h 30, à Poissy, pour exprimer leur solidarité envers les salariés de Talbot.

Aux portes des usines Talbot, à 6 h. 30, mardi 8 juin, les cars arrivent. Le personnel entre dans les ateliers. Côté non-grévistes, on s'est *donné rendez-vous* pour la reprise, côté grévistes pour reconduire le mouvement entamé le 2 juin. Chacun veut compter ses troupes. Dans l'atelier B. 3, où sont montées les Samba et les Horizon, et où ont eu lieu des affrontements le 3 juin, la C.G.T. et la C.F.D.T. tiennent une assemblée. Environ deux mille personnes décident de reconduire la grève. Le mouvement semble s'être nettement renforcé depuis le week-end. Peu après 7 heures, M. Pecqueux, directeur de l'usine, ordonne *aux non grévistes d'évacuer les lieux.* Aux portes stationnent des cars de gendarmes mobiles et de C.R.S.

A l'intérieur de l'usine, devant chaque atelier, a lieu le face-à-face des groupes de grévistes hérissés de fanions rouges, et de contremaîtres et d'ouvriers. On se jauge sans s'affronter. La tension est de plus en plus forte. Côté grévistes, *on se décide finalement à rejoindre* le B. 3. Des cortèges s'ébranlent, traversant les bâtiments un à un. La production est partout bloquée. Des délégués retiennent certains manifestants quelque peu énervés. La marche durera presque une heure, *une heure de tension. Soulagement* joyeux lorsqu'on ressort sans incident d'un atelier bloqué. « *Eh ! je suis gréviste aujourd'hui puisque tout le monde l'est* », explique, hilare, un Africain.

L'encadrement est toujours à son poste. La veille, le 7 juin, ses représentants ont remis au préfet une pétition signée par deux mille cent cinquante-trois membres de l'encadrement. « *Que comptez-vous faire, monsieur le préfet, pour assurer la liberté du travail dans la sécurité ?* », lit-on dans cette pétition.

10 h. 45 : aux alentours du B. 3, l'attente persiste. On annonce la venue dans les prochaines minutes du préfet, qui viendrait, dit-on du côté de la direction, pour constater la situation. Les grévistes sont massés à la sortie du B. 3, à l'intérieur de l'atelier ; une foule de non-grévistes attendent à l'extérieur, le départ des cars de ramassage annoncé plus tôt dans la matinée par la direction.

A *12 h. 45, M. Gosselin, préfet* des Yvelines, à l'issue de sa rencontre avec les deux parties, a précisé qu'il était venu pour définir « *les modalités de l'évacuation du personnel sans intervention des forces de police* » et qu'il n'avait aucun *commentaire* à faire.

La direction a confirmé en début *d'après-midi* que le personnel de fabrication *arriverait* par cars et reprendrait son poste à 15 h. 30, comme à l'ordinaire. M. Pecqueux, directeur de l'usine, est resté sur les lieux au lieu d'aller à la sous-préfecture, comme la veille. L'encadrement a pour consigne de se trouver à 15 h. 30 à son poste de travail, dans les divers ateliers.

Les négociations ont repris vers midi, à la sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye. A l'ordre du jour figure la discussion sur les salaires. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandent une augmentation de *400 F immédiate, qui s'ajouterait* aux augmentations prévues en fonction du coût de la vie, ces dernières étant chiffrées par la direction à 400 F également.

La direction déclare ne vouloir accorder que ces [illegible] ules augmentations liées au coût de la vie. Pour le moment, quelques primes, en particulier celle de charge de famille, *seront revalorisées.*

Quant à l'annulation des élections professionnelles demandée par la seule C.G.T., *elle semble peu probable* dans l'immédiat. En tout état de cause, elle ne pourrait être prononcée que dans deux hypothèses : démission de tous les élus ou accord de toutes les parties pour la demander. Ce n'est évidemment pas le cas, la direction et la C.S.L. s'y refusant.

DANIÈLE ROUARD.

LÉGER REDRESSEMENT DU FRANC

Baisse des taux britanniques

Dans des marchés des changes très calmes en dépit de l'aggravation de la tension au Proche-Orient, le dollar s'est maintenu, mardi 8 juin, à des niveaux élevés, 2,38 DM à Francfort contre 2,3850 DM lundi et 2,36 DM à la veille du week-end, et 6,1950 F à Paris contre, respectivement, 6,2150 F et 6,15 F.

Le franc français s'est légèrement redressé, notamment vis-à-vis du mark, affecté par l'échec de la coalition gouvernementale allemande aux élections de Hambourg, et dont le cours, à Paris, est revenu de 2,6040 F à 2,60 F, sans intervention apparente de la Banque de France.

***Sur le front des taux d'intérêt,* on a noté une légère tension aux Etats-Unis, où l'eurodollar à six mois vaut 15 % (+ 3/8 % sur vendredi dernier) et où les besoins du Trésor pèsent sur le marché.**

En Grande-Bretagne, en revanche, à l'initiative de la Banque d'Angleterre, qui a abaissé le taux de ses interventions, les établissements bancaires ont ramené de 13 % *à 12,50 % leur taux de base. C'est* la septième réduction depuis l'automne 1981, date à laquelle ce taux avait été porté à 16 % à l'initiative de la Banque d'Angleterre, afin de défendre la livre.

***Le dernier abaissement (13 % contre 13,50 %)* avait eu lieu en mars, et le processus de diminution du taux de base avait été interrompu par le conflit des Malouines, *qui avait entraîné* une faiblesse passagère de la livre sterling, en net redressement ces derniers jours.**

● *Deux dirigeants africains,* MM. Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, et Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), ont fait état, lundi 7 juin, d'une initiative imminente pour relancer la négociation du conflit namibien. A Harare (ex-Salisbury), à son retour d'une tournée en Europe occidentale, M. Mugabe a exprimé son « *espoir de voir le problème résolu* ». A Dar-Es-Salaam (Tanzanie), M. Nujoma a déclaré, après avoir eu des contacts avec les dirigeants de Bonn, qu'il y avait « *un certain sérieux dans l'approche du « groupe de contact » à l'égard des négociations* ». — *(Reuter.)*

LES NOUVEAUX ACCORDS ENTRE HONEYWELL ET LA FRANCE SONT SIGNÉS

Les accords entre le groupe américain Honeywell, le gouvernement français, la Compagnie des machines Bull et *C.I.I.-Honeywell-Bull* sont définitivement signés. Les derniers textes qui restaient à parapher l'ont été le lundi 7 juin.

C'est la Compagnie des machines Bull qui rachète Honeywell, pour la somme de 150 millions de dollars, 27,1 % du capital de C.I.I.-Honeywell-Bull. Elle détiendra ainsi 80,1 % du capital, *Honeywell conservant 19,9 %.* Le financement de ces 900 millions de francs, qui doivent être versés avant la fin du mois de juin, *a fait l'objet de longues* et difficiles négociations entre les ministères de l'industrie, de l'économie et le principal actionnaire des machines Bull (à 51 %), le groupe Saint-Gobain.

Au ministère de l'industrie, on aurait, semble-t-il, souhaité que le groupe dirigé par M. Fauroux paye l'intégralité des 900 millions de francs. Sans doute à titre de *compensation* pour ne pas avoir versé suffisamment d'argent frais à C.I.I. Honeywell-Bull ces dernières années.

Finalement, une solution intermédiaire a été trouvée qui semble satisfaire les diverses parties. La note à payer à Honeywell sera, en fait, partagée. La Compagnie des machines Bull en paiera environ la moitié en prélevant directement *sur ses réserves,* gonflées notamment par l'échange des actions Suez et Rhône-Poulenc qu'elle détenait. Le solde serait fourni par Saint-Gobain *sous* la forme d'avances de trésorerie à la compagnie des machines Bull. Avances qui seraient en partie abandonnées lorsque Saint-Gobain se retirera, selon les vœux des pouvoirs publics, de la Compagnie des machines Bull.

L'INVASION ISRAÉLIENNE AU LIBAN

M. Nahum Goldmann : c'est M. Begin qui a violé le cessez-le-feu

M. Nahum Goldmann, président-fondateur du Congrès juif mondial, a fait la déclaration suivante au Monde :

« Je regrette vivement et réprouve l'invasion du Sud-Liban par les forces armées israéliennes. Cette offensive fait partie de la politique de M. Begin qui creuse de jour en jour le fossé entre Arabes et Israélien, rendant ainsi impossible toute paix durable. L'invasion est d'autant plus condamnable qu'elle viole le cessez-le-feu, conclu par les soins du médiateur américain M. Philipp Habib, entre les Palestiniens et Israël.

» La tentative d'assassinat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres — que je condamne, bien *entendu* — a été formellement désapprouvée, par l'O.L.P., et il n'est pas établi que ses auteurs aient été mandatés par l'O.L.P. De toute façon, les dizaines de tués au cours des opérations au Liban ne sont certainement pas responsables de l'acte brutal commis à Londres, et l'invasion ne pourra que provoquer de nouveaux actes terroristes contre Israël. L'offensive israélienne complique davantage la situation déjà explosive et dangereuse au Proche-Orient.

» Le seul espoir de règlement consiste en une intervention des grandes puissances, en premier lieu des Etats-Unis. Il est d'ailleurs lamentable que les grandes puissances n'aient rien fait pour établir la paix au Proche-Orient et se soient contentées de déclarations platoniques tout en continuant de vendre des armes aux Israéliens ainsi qu'aux différents pays arabes.

» C'est pour cette raison que la responsabilité principale concernant l'état tragique de la région incombe aux grandes puissances, surtout aux Etats-Unis. »

UN COMMANDO ARMÉNIEN REVENDIQUE L'ASSASSINAT D'UN DIPLOMATE TURC A LISBONNE

Le « commando des justiciers du génocide arménien » a revendiqué un attentat perpétré le lundi 7 juin à Lisbonne contre un fonctionnaire de l'ambassade de Turquie au Portugal et sa femme.

M. Erkut Akbay, attaché administratif, a été tué de plusieurs balles de revolver tirées à bout portant, alors qu'il rentrait à son domicile, dans la banlieue de la capitale. Son épouse, qui travaille également à l'ambassade, a été atteinte alors que, semble-t-il, elle s'était précipitée hors de son domicile en entendant les coups de feu ; elle serait dans un état désespéré. Selon des témoins, l'assassin était un très jeune homme.

Le « commando des justiciers du génocide arménien » a, pour la première fois, fait parler de lui en 1975. Il avait, presque simultanément, assassiné les ambassadeurs de Turquie à Paris et à Vienne.

UN AVION DE LIGNE S'ÉCRASE AU BRÉSIL

Il y aurait 120 morts

Un Boeing-727 de la compagnie brésilienne Vasp s'est écrasé, ce mardi 8 juin, à proximité de Fortaleza, capitale de l'Etat de Ceara, dans le nord-est du Brésil.

Il y avait environ cent vingt personnes à son bord ; selon les premières informations, elles auraient toutes péri dans l'accident.

Il semble que l'appareil ait heurté une colline au milieu du brouillard. — (A.F.P.)

● *Le premier ministre canadien M. Pierre Elliott Trudeau effectue une visite* de trois jours en Espagne, jusqu'au mercredi 9 juin, avant de se rendre au sommet de l'OTAN, à Bonn. — *(A.F.P.)*

● *Le président comorien* a été reçu lundi 7 juin pendant une heure, par M. Mitterrand. M. Abdallah a simplement indiqué, à sa sortie de l'Elysée, que l'entretien avait porté sur les relations bilatérales et sur la situation internationale.

